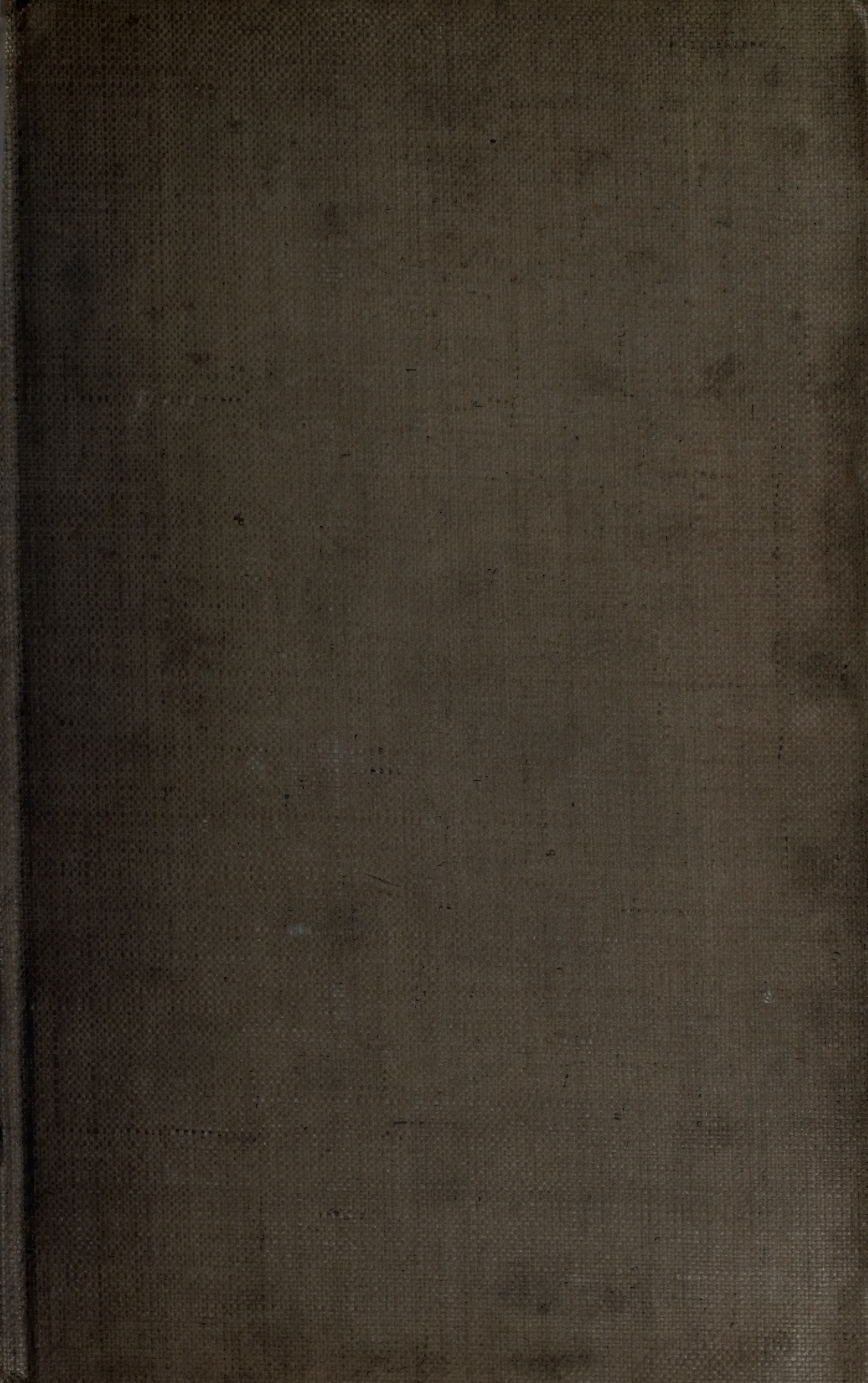


QUINZE ANS D'HISTOIRE

1866-1881

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Des Alpes bavaroises aux Balkans. *Bavière — Oberammergau — Les Châteaux de Louis II — A travers l'Autriche — Les Rives illyriennes — Monténégro — Herzégovine — Bosnie — Croatie — Chez Mgr Strossmayer — Le Drang nach Osten — Le Conflit des nationalités austro-hongroises.* Un volume in-16 avec 29 gravures hors texte.................... 4 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE — 7003.



(Cliché Mandy, Bucarest.)

S. M. CAROL Ier

ROI DE ROUMANIE

Bon JEHAN DE WITTE

QUINZE ANS D'HISTOIRE

1866-1881

D'APRÈS LES MÉMOIRES DU ROI DE ROUMANIE
ET LES TÉMOIGNAGES CONTEMPORAINS

LES DÉBUTS D'UN RÈGNE. — LA QUESTION JUIVE EN ROUMANIE
LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN EN ESPAGNE
ET LES ORIGINES DE LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE
LA GUERRE D'ORIENT : PLEVNA
LE TRAITÉ DE BERLIN. — LE ROYAUME DE ROUMANIE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1905

Published 3 November 1905.

QUINZE ANS D'HISTOIRE

(1866-1881)

INTRODUCTION

Coup d'œil sur le passé et le présent de la Roumanie.
Les mémoires du roi Carol.

Le principe des nationalités, constamment invoqué au siècle dernier, a produit l'unité de l'Italie et l'unité de l'Allemagne. Dans l'Europe orientale, au contraire, il a eu pour résultat de morceler la péninsule des Balkans en une série de petits États indépendants, souvent rivaux, jaloux de leur autonomie, et, malgré les affinités de race ou de religion, rebelles à toute tentative d'amalgame avec leurs voisins. L'exemple de la Bulgarie prouve assez que, si quelques-uns de ces États peuvent accepter la protection de la Russie, ils ne se laisseront jamais absorber par elle.

Parmi les nations nouvelles qui, après une longue léthargie, se sont tour à tour réveillées à la voix de leurs poètes et de leurs historiens, précédant l'appel de leurs guerriers, une des plus intéressantes à étudier, au point de vue français, est la nation roumaine :

son principal noyau, rassemblé entre le Danube, la région des Karpathes et la mer Noire, forme un îlot latin au milieu de l'océan slave (Russes, Bulgares, Serbes) et finnois (Magyars et Turcs) qui l'environne.

Longtemps soumis à la domination ottomane, et gouvernés, au nom du Sultan, par des fonctionnaires grecs (Phanariotes), qui introduisirent chez eux l'influence hellénique, exposés à la fois aux convoitises moscovites et autrichiennes, ayant un alphabet *slave* et un clergé *grec* soumis au patriarche de Constantinople, les Roumains n'avaient pourtant pas perdu le souvenir de l'origine latine dont ils sont fiers : ils en retrouvaient la trace dans leurs traditions, dans leurs mœurs, dans leur langue incontestablement dérivée du latin vulgaire auquel sont venues s'adjoindre, par la suite, des expressions slaves et grecques, éléments étrangers dont les grammairiens patriotes s'efforcent aujourd'hui de purger leur idiome.

A partir du moment où leur vieille langue, longtemps méprisée comme un patois par la haute société, a été remise en honneur dans la littérature et dans les écoles, où l'alphabet slave des apôtres Cyrille et Méthode s'est trouvé remplacé par l'alphabet latin, les habitants des Principautés moldave et valaque, prenant davantage conscience de leur antique origine, aspirent à se réunir pour constituer une seule nation. Ils commencent par secouer (en 1821) la domination détestée des Phanariotes et obtiennent de la Porte des

hospodars indigènes (Grég. Ghika et Joan Sturdza); mais, à la suite du traité d'Andrinople (1829), la Russie, sous prétexte de défendre ses coreligionnaires opprimés, leur impose son protectorat tout en les laissant sous la suzeraineté nominale de la Turquie. Les princes, nommés dans des assemblées de boyards où prédomine l'influence moscovite, ont beau recevoir leur investiture à Constantinople et s'agenouiller devant le Sultan pour lui baiser le pied, ils sont en réalité sujets du Tsar. Les Roumains supportent difficilement cette situation : ils prennent en haine leurs nouveaux maîtres et, en 1848, alors qu'un vent de révolte souffle sur toute l'Europe, ils s'adressent au Sultan lui-même pour être délivrés du *fléau du protectorat russe.* L'insurrection éclate en même temps en Moldavie et en Valachie; facilement réprimée à Jassy par l'hospodar Michel Sturdza, elle triomphe à Bucarest où le prince Bibesco cède la place à un gouvernement provisoire. La Porte, faisant fi des bonnes dispositions manifestées par les Roumains, s'entend alors avec la Russie pour leur imposer des hospodars qui seront non plus élus par des assemblées, mais nommés directement, l'un par le Sultan, l'autre par le Tsar. En 1853, l'envahissement des Principautés par l'armée moscovite provoque la guerre de Crimée, pendant laquelle l'Autriche s'empresse d'occuper à son tour ces provinces fertiles qu'elle convoite depuis longtemps. Enfin, le Congrès de Paris place les Prin-

cipautés sous la protection des grands États européens qui, après de longues discussions, finissent par leur accorder l'autonomie, tout en les maintenant expressément sous la suzeraineté de la Porte.

Les *Divans* (assemblées des notables), nommés à Jassy et à Bucarest, malgré la pression turque, s'étaient prononcés pour l'union de la Moldavie et de la Valachie. La France encourageait cette solution, mais la Turquie, soutenue par l'Angleterre, la combattait par tous les moyens, car elle y voyait un acheminement vers l'indépendance complète (1). L'Autriche, de son côté, fidèle à la devise *Diviser pour régner*, ne cherchait qu'à entretenir des querelles entre les deux provinces. Après bien des tiraillements, l'Europe les autorisa cependant à se constituer sous le nom de *Principautés-Unies*, avec une commission de seize membres pour les affaires communes et une seule Cour de cassation ; mais avec deux princes, deux Chambres, deux gouvernements.

Ce n'était pas encore l'union rêvée : les deux assemblées tournèrent la difficulté en portant leurs suffrages sur le même candidat, le colonel moldave Alexandre Couza, qui fut proclamé hospodar simultanément à Jassy et à Bucarest (janvier 1859). Les cabi-

(1) Consulter sur ce sujet l'ouvrage (*Trois ans de la question d'Orient*, 1856-1859) où M. Louis Thouvenel a rassemblé des documents si intéressants concernant l'union des deux principautés, et le remarquable chapitre de M. Émile Ollivier (*Constitution de la nationalité roumaine*), dans le tome III de son *Empire libéral*.

nets européens, subissant l'influence de Napoléon III, laissèrent faire malgré les protestations de la Turquie. L'Autriche, qui aurait voulu intervenir, en fut empêchée par la guerre d'Italie. Le Sultan lui-même dut s'incliner (en 1861) devant le fait accompli; il n'y eut plus qu'un ministère unique, une assemblée, une capitale. Couza fut déclaré *prince de Roumanie :* une nation nouvelle était fondée.

En 1865, l'Église roumaine, se dégageant des liens qui la rattachaient au patriarcat de Constantinople, se déclara *autocéphale* (1). Le pays faisait ainsi un nouveau pas vers l'indépendance complète. Mais le prince Couza ayant voulu, à la suite d'un coup d'État, établir le pouvoir absolu, indisposa en même temps les conservateurs et le parti avancé et se vit forcé d'abdiquer (2). Il était réservé à son successeur, Charles de Hohenzollern, d'achever l'affranchissement des anciennes Principautés qui, en 1881, sont devenues le royaume de Roumanie.

Ce royaume, bien que ne comprenant encore que

(1) « Très attachés à leur autonomie ecclésiastique, les Roumains ne sont pas ce qu'on peut appeler un peuple religieux; pendant trop longtemps le clergé a été l'allié des Grecs oppresseurs; aussi est-ce la plus complète indifférence qui règne dans la classe aisée, et le peuple lui-même est loin d'être aussi attaché à son culte que celui des pays voisins ». (M. l'abbé Pisani, *A travers l'Orient.*)

(2) Le prince Couza avait cependant accompli, en un court espace d'années, de salutaires réformes. Les Roumains lui ont rendu plus tard justice en accueillant par de longues acclamations le cercueil qui, en 1873, ramena dans leur pays le corps du souverain exilé qu'ils avaient méconnu.

la moitié de la nation (dont les autres membres sont disséminés en Hongrie, en Autriche, en Russie et en Macédoine), occupe aujourd'hui une place importante parmi les puissances secondaires de l'Europe. Il est le plus grand État chrétien des Balkans, où sa position serait prépondérante si les diverses nations de la péninsule, abandonnant leurs ambitions et leurs jalousies réciproques, arrivaient un jour à se former en confédération. L'armée, qui a prouvé, en 1877, de quoi elle était capable, est fort bien organisée : en cas de guerre, elle pourrait mobiliser environ 200,000 hommes. Les finances, gravement obérées au début du règne actuel, sont maintenant prospères, le commerce florissant. La Roumanie ne se contente plus d'être un des principaux greniers d'abondance de l'Europe; elle devient un pays industriel, couvert d'usines, sillonné de chemins de fer et de belles routes, et, depuis dix ans, un pont immense jeté sur le bas Danube (1) à Cernavoda met l'Occident en communication directe avec le port de Constanza sur la mer Noire. Bucarest, qui n'était, en 1866, qu'une bourgade mal construite, où les femmes de la société n'osaient pas mettre le pied dans les rues, le milieu de la voie formant égout (2), où le palais du

(1) Le travail a été exécuté par la Compagnie française de Fives-Lille.

(2) « A mon arrivée dans ce pays, a écrit la Reine, aucune dame de la société n'avait encore mis les pieds par terre dans la rue : c'était inconvenant. Aujourd'hui, elles marchent toutes sur des trottoirs

prince même était une modeste maison du plus pauvre aspect, Bucarest est devenu une belle capitale, pourvue de somptueux monuments, et de tout ce qui fait le luxe, comme aussi la banalité de nos grandes cités modernes. Le peuple est loin d'être écrasé sous les impôts et il serait parfaitement heureux si, comme dans tous les jeunes États des Balkans, il ne manifestait une passion fâcheuse pour la politique et le fonctionnarisme.

« La Roumanie, — écrivait, il y a quelques années, *Carmen Sylva*, — est en train de devenir ce que le roi Charles a rêvé, une artère vivifiante de l'Europe. Lorsqu'on offrit au jeune prince de Hohenzollern la couronne de ce pays, dont il ignorait presque jusqu'à l'existence, il ouvrit l'atlas, prit un crayon et, ayant vu que la ligne tracée entre Londres et Bombay passait par la principauté qui l'appelait à sa tête, il accepta la couronne en disant : *Cela, c'est un pays d'avenir.* »

Il est juste de reconnaître, en effet, que la situation florissante d'un pays naguère si arriéré et si misérable est due au prince qui, sans se laisser décourager par les difficultés et les déboires de la première heure, a su faire de la Roumanie une nation solide et

bordés de magasins et de cafés, où des gens prennent des fraises au champagne et des glaces en s'efforçant d'imiter les façons parisiennes. » (Notice sur Bucarest, écrite par S. M. la reine de Roumanie dans *les Capitales*. Paris, 1891.)

résistante, dont la gloire a été consacrée sur les champs de bataille et avec laquelle les États voisins sont obligés de compter. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que le jeune royaume doit son origine à l'appui désintéressé que les Roumains ont trouvé chez nous à une époque où ils ne rencontraient ailleurs que des sympathies fort suspectes. En ce temps-là, la France croyait de son devoir de prendre en main la cause de tous les opprimés; c'est sous notre influence que la nation roumaine s'est formée et a grandi; ce sont les travaux de nos écrivains, de nos historiens, qui ont révélé sa véritable origine alors ignorée en Europe (1). Aussi, lorsqu'au lendemain de la guerre de Crimée, les *Moldo-Valaques*, comme on les appelait alors, voulurent se dégager des liens de la domination ottomane et du protectorat russe, se tournèrent-ils naturellement vers nous. Napoléon III était trop

(1) « Le gouvernement roumain, en témoignage de reconnaissance nationale, sert officiellement des pensions importantes aux familles de certains écrivains français qui ont jadis défendu la cause de la Roumanie ou publié des ouvrages sur l'histoire de ce pays. Nous croyons pouvoir dire que, entre quelques autres, la veuve d'un illustre historien français touche ainsi, de la Roumanie, à titre de récompense nationale, une pension annuelle de 6,000 francs. La gratitude des nations vis-à-vis de ceux qui les ont aimés est chose si rare qu'il nous a paru nécessaire de rappeler ici ces preuves, ignorées peut-être, de la reconnaissance du peuple roumain. » (SENTUPÉRY, *l'Europe politique* (1895), t. II.)

En 1867, le parlement de Bucarest a conféré la grande naturalisation à ceux de nos écrivains : Michelet, Quinet, Saint-Marc Girardin, Ubicini, qui ont le plus contribué à faire connaître la Roumanie à l'étranger.

imbu du principe des nationalités pour ne pas s'intéresser à ce peuple qui faisait valoir son origine latine, en nous demandant de l'aider à reconstituer son indépendance. Notre souverain voyait, d'ailleurs, dans la formation de ce nouvel État, une barrière à opposer aux ambitions moscovites tendues vers Constantinople. Ce fut grâce à l'appui de notre diplomatie que l'union complète des deux principautés put s'opérer en 1859, et lorsque, plus tard, les Roumains, voulant échapper aux dangers des compétitions entre les grandes familles du pays, — Bibesco, Cantacuzène, Ghika, Mavrocordato, Soutzo, Stirbey, Sturdza, etc., qui pouvaient toutes faire valoir des prétentions au trône — allèrent chercher à l'étranger un prince pour fonder chez eux une dynastie, Napoléon III favorisa de son mieux l'avènement de Charles de Hohenzollern.

Depuis cette époque, les sentiments de la grande majorité des Roumains ne se sont pas modifiés à notre égard. Ils nous en ont donné, à plusieurs reprises, des preuves touchantes. Durant la guerre franco-allemande, alors que d'autres oubliaient les services rendus et le sang de nos soldats versé dans les plaines de la Lombardie, ce peuple, sous le gouvernement d'un Hohenzollern, ne craignait pas de nous témoigner hautement ses sympathies. Au lendemain du traité de Francfort, on s'empressait d'ouvrir à Bucarest une souscription en faveur des Alsaciens-Lorrains.

Aujourd'hui encore, on voit des familles peu aisées s'imposer des sacrifices considérables pour envoyer leurs fils dans nos collèges et dans nos universités. Le lycée français de Bucarest compte un grand nombre d'élèves. Bien plus, malgré la différence de religion, la plupart des jeunes filles de l'aristocratie et des familles riches reçoivent leur éducation dans le pensionnat des Dames de Sion créé naguère, après mille difficultés, par notre distingué représentant, le comte d'Aubigny, ministre de France en Roumanie à une époque où nos gouvernants pensaient encore que *la guerre au cléricalisme n'est pas un article d'exportation* et que notre pays a un rôle à remplir en Orient (1).

Non seulement les hautes classes, comme en Russie, mais aussi les membres de la petite bourgeoisie, ont l'habitude de s'exprimer dans notre langue. Beaucoup de Roumains se piquent même de posséder à fond l'argot du boulevard, et ce n'est pas sans étonnement qu'au fond des Karpathes, j'ai entendu une prin-

(1) Cette fondation, due à l'initiative et à la ténacité du comte d'Aubigny, était d'autant plus mal vue en haut lieu qu'elle battait en brèche un pensionnat de religieuses *bavaroises*, naturellement patronné par les souverains roumains. Aujourd'hui, après la guerre déclarée par le *Bloc* à nos communautés, comment le représentant de la France à Bucarest pourrait-il continuer à protéger des religieuses qui sont condamnées chez nous? Aussi ne faut-il pas s'étonner de lire dans l'*Allgemeine Zeitung de Munich* du 16 septembre 1904 que « le gouvernement roumain est décidé à agir énergiquement contre les couvents des Dames françaises de Sion et prononcera probablement leur fermeture ».

cesse (1) commencer la conversation en me demandant des nouvelles du *boul' Mich'*. Dans la capitale, comme dans les moindres villes du pays, on lit, on dévore nos journaux, nos livres, nos revues; on s'intéresse à ce qui se joue sur nos théâtres et aux plus menus incidents de la vie parisienne. Deux des principaux journaux de Bucarest — la *Roumanie* et *l'Indépendance roumaine* — sont écrits en français et fort bien rédigés; leurs articles, avec les rubriques : *Échos*, *Nouvelles à la main, Carnet du high-life*, etc., pastichent agréablement le genre de nos feuilles boulevardières. Les Roumains suivent avec curiosité notre mouvement littéraire et discutent volontiers entre eux les mérites de nos écrivains les plus modernes et les plus décadents. Ils apprécient le Sâr Péladan, goûtent les poésies de M. de Montesquiou et se vantent de comprendre M. Mallarmé! A entendre parler de ces choses, comme il nous est arrivé plus d'une fois, en chemin de fer ou dans quelque café d'une bourgade roumaine, le voyageur français a peine à se croire à

(1) « Nous avons peine — me disait plaisamment un Roumain — à prendre au sérieux vos titres occidentaux de marquis, comte, vicomte, baron, qui nous rappellent des personnages d'opérette. Ici nous ne connaissons que des princes! »

En réalité, pourtant, la Constitution roumaine déclare (art. 12) que les *titres de noblesse* (celui de prince y compris) *sont et restent inadmissibles, comme contraires aux anciennes institutions du pays*. Mais les Roumains, qui ne prennent pas de titre chez eux, se dédommagent amplement à l'étranger et, à Bucarest même, l'usage et la courtoisie veulent que, dans la conversation, on donne le titre de prince et de princesse aux descendants des anciens hospodars.

600 lieues de Paris. Quel plaisir pour lui quand, au sortir de la *puszta* où il s'est trouvé fort empêché de causer avec les Magyars, résonnent soudain à ses oreilles les mélodieux accents d'une langue latine, auxquels se mêlent constamment les accents de sa propre langue !

Et cependant, il ne faut pas se faire illusion ni se fier aux apparences : malgré la prédilection qu'ils affichent à notre égard, et qui n'est pas feinte, — car ils en ont donné souvent des preuves sérieuses, — les Roumains en sont arrivés à chercher en Allemagne le point d'appui toujours nécessaire à une nation jeune et entourée de redoutables voisins, et ils se trouvent aujourd'hui plus ou moins engagés dans les liens de la Triple-Alliance. Au jour d'une guerre européenne, ce peuple qui nous aime et se sent attiré vers nous serait peut-être forcé de marcher avec nos ennemis. Pour comprendre ce phénomène, il faut se rappeler combien de bouleversements se sont produits depuis l'avènement du prince Charles de Hohenzollern, l'influence exercée dans ses États par ce souverain qui, en devenant Roumain, n'a pas oublié qu'il est de race allemande (1), la déconvenue éprouvée par la Roumanie après la guerre d'Orient à laquelle elle avait pris une part si glorieuse, et le rôle

(1) « Bien que je sois aujourd'hui prince de Roumanie », télégraphiait-il en 1869 au roi Guillaume, « *je suis et je reste toujours un Hohenzollern !* »

fâcheux joué par notre diplomatie au congrès de Berlin, où le représentant de la France avait mieux à faire que d'adopter si chaudement la cause des Juifs de Moldavie!

La politique roumaine a subi, depuis 1870, une évolution dont il est curieux d'étudier l'origine dans les Mémoires que le roi Carol — seul, jusqu'à présent, entre tous les souverains — a livrés, de son vivant, à la publicité. Les *Notes sur la vie du roi de Roumanie, par un témoin oculaire (Aus dem Leben König Karls von Rümanien, Aufzeichnungen eines Augenzeugen)* ont paru d'abord en allemand dans la *Deutsche Revue,* et ont été traduites depuis en français dans l'*Indépendance roumaine.* Ces *Notes* réunies maintenant en quatre volumes (texte allemand paru à Stuttgard, texte français à Bucarest) comprennent une période qui va du début du règne (mai 1866) jusqu'à l'érection des principautés réunies en royaume (mai 1881). Le tome IV se termine par un épilogue résumant l'œuvre du nouveau roi dans les dix années qui ont suivi son couronnement.

Le « témoin oculaire » qui a publié cet important ouvrage est singulièrement bien documenté, car il n'ignore rien de la vie de son héros et nous révèle, à l'occasion, ses pensées les plus secrètes. En réalité, les *Notes sur la vie du roi de Roumanie,* mises au point par le professeur allemand Dr Schaefer (ancien précepteur du prince), ont été rédigées d'après la correspondance privée du souverain, d'après le journal

où il consignait, sans doute chaque soir, ses réflexions sur les événements de la journée. Malgré la forme impersonnelle qu'elles revêtent, malgré les commentaires flatteurs que le Dr Schaefer a cru devoir entremêler au texte primitif, elles ont le double avantage de nous faire connaître la manière de voir du prince, ses sentiments intimes en même temps que l'opinion de plusieurs chefs d'État et grands personnages qui ont dirigé la politique européenne de 1866 à 1881. Ce sont donc de véritables Mémoires indispensables à consulter pour quiconque veut étudier les événements qui se sont déroulés dans les Balkans et dans le reste de l'Europe durant une des périodes les plus importantes de l'histoire contemporaine. Et pourtant, en dehors des historiens qui, comme M. Émile Ollivier et M. Pierre de la Gorce, en ont tiré parti dans leurs beaux ouvrages, peu de personnes, en France, ont abordé la lecture assez laborieuse de ces quatre volumes touffus, d'un texte serré et où, naturellement, la plus grande place est donnée aux affaires roumaines. Pour nous, laissant de côté ce qui touche exclusivement la politique intérieure de la Roumanie, la lutte des partis, les difficultés financières, les crises ministérielles incessantes auxquelles le pays a été longtemps en proie (1), nous avons glané dans ces

(1) Cette histoire a été fort bien présentée par un écrivain français, M. Frédéric Damé, dans sa *Roumanie contemporaine*. (Paris, 1900.) Voir aussi le très important ouvrage publié récemment (1904) à

Notes — en y joignant des commentaires et de nombreux documents empruntés à d'autres sources — maints renseignements précieux touchant la politique générale, la question d'Orient, la question juive, enfin et surtout les affaires de France, notamment en ce qui concerne les origines de la guerre de 1870.

Paris par M. Alexandre Sturdza (*la Terre et la race roumaines depuis leurs origines jusqu'à nos jours*) dont nous sommes heureux de citer ici une des conclusions :

« La Roumanie, je le déclare tout haut sans crainte d'être démenti, la Roumanie a tout intérêt à conserver la tradition latine, la tradition française comme élément constitutif de sa culture intellectuelle. La Roumanie est latine d'origine et d'aspirations : elle a constamment mis son orgueil à le dire et à le répéter. Des affinités séculaires l'unissent à la France et, qu'on me permette de l'affirmer en bonne connaissance de cause, il n'est absolument personne en Roumanie qui songe à briser ces liens devenus sacrés. Nous ne sommes ni Slaves, ni Germains, ni Turcs; nous sommes Roumains, c'est-à-dire Latins, et partant ethniquement apparentés à la France. La Roumanie moderne poursuit la réalisation d'une œuvre éminemment nationale, mais elle aime sa sœur aînée, sa bienfaitrice, la France. »

CHAPITRE PREMIER

Élection du prince Charles de Hohenzollern. — J. Bratiano à Dusseldorf. — Le prince demande le consentement du roi de Prusse et l'approbation de Napoléon III. — Mme Cornu promet l'appui de l'Empereur. — Attitude prudente du roi Guillaume. — Le prince suit l'avis de Bismarck en partant pour la Roumanie. — Son arrivée à Bucarest. — Opinion de l'Europe.

La première partie de ces Mémoires s'ouvre par une courte introduction (1), dans laquelle l'auteur, ou plutôt l'éditeur, résumant l'œuvre du roi Carol, déclare qu' « aucun des souverains actuellement vivants ne peut supporter la comparaison avec celui-ci pour l'activité de son existence et les triomphes remportés de haute lutte », et il ne craint pas de laisser entrevoir le jour où le peuple roumain *tout entier,* qui possède déjà l'unité de langue et de religion, arrivera aussi à l'unité politique. Ce vœu ne fait que traduire la pensée de la plupart des Roumains (2), et le souverain lui-même, dans des conver-

(1) Le texte allemand débute, en outre, par une assez longue notice sur les années de jeunesse du prince.

(2) « Le 19 juin 1883, lors de l'inauguration, à Jassy, de la statue d'Étienne le Grand, œuvre de Frémiet, le bronze du héros moldave entendit d'étranges discours. Le président de la Chambre des députés porta au roi ce toast : *Au roi des Roumains*! Et non pas, notons-le bien, au roi de Roumanie, c'est-à-dire au chef d'État dont les traités

sations particulières, rappelle volontiers qu'il a, en dehors de son royaume, cinq ou six millions de *sujets* encore séparés de la mère patrie.

Après avoir esquissé brièvement le passé de la Roumanie, l'auteur en arrive à la nuit du 22-23 février 1866, dans laquelle une poignée d'officiers, pénétrant dans le palais du prince Couza, le revolver en main, lui arrachèrent son abdication (comme devaient le faire, vingt ans plus tard, les conspirateurs de Sofia avec le prince de Battenberg). Les habitants de Bucarest apprirent à leur réveil que Couza avait cessé de régner. Il était remplacé par un gouvernement provisoire ayant à sa tête une « Lieutenance princière », qui, le jour même, réunit les deux Chambres à l'effet d'élire un nouveau souverain : tout était préparé d'avance et le comte de Flandre, frère cadet du roi des Belges, fut aussitôt proclamé à l'unanimité, sous le nom de Philippe Ier. Un peuple docile s'empressa d'acclamer à son tour « l'élu de la nation », mais Napoléon III, qui passait encore pour l'arbitre de l'Europe, s'opposa à cette élection et, le Parlement de Bucarest prétendant maintenir son choix, l'Empe-

de 1878 ont marqué les limites. Le sénateur Gradisteanu se chargea de faire ressortir la nuance. Dans un autre toast, il dit : « A la cou« ronne de Votre Majesté, il manque encore quelques perles : le « Banat, la Bukowine, la Transylvanie ; mais, espérons-le, pas pour « toujours. » Toutefois, l'ambition la plus haute n'excluant pas la prudence, l'orateur s'est gardé de mentionner une autre perle roumaine (la Bessarabie). » (Préface de M. Rambaud dans l'*Histoire des Roumains*, par Xénopol.)

reur conseilla au prince lui-même de ne pas accepter la couronne roumaine. C'était d'ailleurs peine inutile : le comte de Flandre avait refusé spontanément sitôt la nouvelle connue. Cependant le temps pressait. Une Conférence européenne venait de se réunir à Paris pour protester contre la révolution de Bucarest et régler le sort de la Roumanie. De gros nuages s'accumulaient à l'horizon. La guerre était à la veille d'éclater entre l'Autriche et la Prusse : le candidat agréé par une de ces puissances serait sûrement repoussé par l'autre; la Russie agissait sous main pour prolonger l'ère des difficultés et exciter des divisions entre Moldaves et Valaques.

La France (1) était donc le pivot de la situation; sans Napoléon III, rien ne pouvait se faire; avec Napoléon, tout était possible.

Aussi les personnages placés à la tête du gouvernement provisoire de la Roumanie, obligés d'abandonner la candidature du comte de Flandre, eurent-ils soin de sonder les dispositions de la cour des Tuileries avant de proclamer l'élection d'un nouveau prince. Leurs vues se portèrent sur Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, second fils du chef de la branche aînée (catholique et non régnante) des Hohenzollern. C'était un beau jeune homme de vingt-sept ans, remarquablement bien doué et aussi séduisant d'as-

(1) Les passages imprimés en petits caractères sont textuellement empruntés aux *Notes sur la vie du roi de Roumanie*.

pect que de manières. Cousin du roi de Prusse, allié à la famille Bonaparte (sa grand'mère maternelle était Stéphanie de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon Ier; sa grand'mère paternelle était une Murat), ce prince, alors officier de dragons au service de la Prusse, aurait sûrement l'appui de la France en même temps que de l'Allemagne. Le vendredi saint, 30 mars, l'envoyé roumain, Jean Bratiano, arrivant de Paris, fut reçu à Dusseldorf, en audience privée, par le prince de Hohenzollern, à qui il annonça que, « suivant en cela l'avis de l'empereur Napoléon, la lieutenance princière de Roumanie avait l'intention de proposer au peuple l'élection au trône de son second fils, le prince Charles ». Le soir même, Bratiano avait avec celui-ci un entretien de deux heures, durant lequel il lui exposa la situation du pays qui l'appelait à sa tête, et l'urgence d'une prompte acceptation. Mais le jeune homme se tint sur la réserve : « Bien que me sentant l'énergie nécessaire pour l'entreprendre, je craindrais, déclara-t-il, de ne pas être à la hauteur d'une telle mission. En outre, j'ignore les intentions du Roi, chef de ma famille, *sans la permission duquel* (ce sont les propres expressions du prince et c'est là un point à retenir pour la seconde candidature Hohenzollern qui surgira quatre ans plus tard), *je ne puis entreprendre un pas aussi important* ». Il ne cacha pas, d'ailleurs, combien il répugnerait à son patriotisme de quitter l'Allemagne au moment où

la guerre allait éclater : « Je ne suis, dit-il, que par hasard en congé à Dusseldorf et je compte rejoindre, dans deux jours, mon régiment à Berlin. » Nous supposons cependant que le prince ne découragea pas son visiteur autant que les *Notes du témoin oculaire* semblent l'indiquer, car, dès le surlendemain, Bratiano crut pouvoir télégraphier de Berlin les lignes suivantes :

Charles de Hohenzollern accepte la couronne sans conditions. Il s'est immédiatement mis en relation avec Napoléon III (1).

Aussitôt cette dépêche expédiée, Bratiano regagna Paris et, de là, Bucarest pour hâter les événements et forcer, si besoin était, la main à un candidat auquel il tenait encore davantage depuis qu'il avait pu le voir et l'apprécier.

Le 4 avril, le prince de Hohenzollern adressa au roi Guillaume un long mémoire racontant la démarche de Bratiano auprès de son fils, énumérant les inconvénients et surtout les avantages de la proposition et

(1) Cette dernière affirmation ne doit évidemment pas être prise à la lettre. Dans toute cette affaire, les princes de Hohenzollern, pour avoir l'avis de l'Empereur, se sont toujours adressés à des intermédiaires et, en particulier, à Mme Cornu, qui reflétait, disait-on, la pensée de Napoléon III (son frère de lait). Quoi qu'il en soit, cette dépêche de Bratiano ne figure pas dans les mémoires du roi de Roumanie. Nous l'empruntons à l'important ouvrage *Charles Ier, roi de Roumanie, chronique, actes, documents*, publié par M. Démètre A. Sturdza, ancien président du conseil des ministres, et dont le second volume a paru dernièrement à Bucarest.

demandant s'il devait l'accepter ou la considérer comme non avenue : « Votre Majesté, disait-il, a seule et exclusivement qualité, comme chef suprême de la maison et de la famille, pour prendre une décision et des dispositions en une pareille affaire. » Mais le mémoire laissait assez percer le vif désir qu'avait le prince de voir son fils « remplir une mission aussi importante que féconde ».

Guillaume Ier était de caractère trop indécis pour se prononcer catégoriquement, mais il se montrait assurément peu enthousiaste du projet et, quand le prince Charles alla le voir le 9 avril, le Roi affecta de ne pas lui dire un mot de la question roumaine. En revanche, le Kronprinz entretint longuement son cousin de l'affaire et « d'une façon nullement défavorable. » Un seul point le gêne, écrivait Charles de Hohenzollern : « c'est que la candidature ait été préconisée par la France, car il appréhende que celle-ci n'exige en son temps de la Prusse une rectification de territoire, en échange de la faveur qu'on lui accorde (1).

Cette préoccupation du Kronprinz montre combien, à la veille de la campagne de Sadowa, on était loin de compter, à Berlin, sur le désintéressement

(1) Lettre du prince Charles à son père (10 avril) publiée — de même que le mémoire du prince de Hohenzollern à Guillaume Ier — *seulement dans la version allemande* des souvenirs du roi Carol (*Aus dem Leben*, t. I, p. 5 et 7. — Ces documents ont été traduits dans l'ouvrage de M. Sturdza, t. I, p. 80.)

dont le gouvernement français allait bientôt multiplier les preuves : on ne s'attendait guère à voir Napoléon III travailler avec zèle *pour le roi de Prusse* et laisser le champ libre à ses ambitions démesurées... quitte à lui réclamer des compensations quand il n'en serait plus temps. Seul, Bismarck, depuis la fameuse entrevue de Biarritz (octobre 1865), pouvait se rendre compte du degré d'aveuglement de l'Empereur qui, toujours hanté par l'idée de l'unité italienne, allait tout sacrifier à la réalisation de ce projet. *Si l'Italie n'existait pas*, disait alors Bismarck, en se frottant les mains, *il faudrait l'inventer*. »

Charles de Hohenzollern repoussa les craintes de son cousin en « répliquant qu'à son avis l'empereur Napoléon ne songeait pas à de pareilles transactions mercantiles; mais qu'il s'était laissé guider dans cette offre plutôt par des considérations de parenté que par des intérêts égoïstes quelconques » . Dès lors, le Kronprinz ne fit plus d'objections, trouvant, d'ailleurs, très honorable qu'une mission aussi difficile fût proposée à un Hohenzollern. Le prince Frédéric-Charles, au contraire, déclara que le jeune homme était né pour quelque chose de mieux que pour régner sur des principautés tributaires et l'engagea à refuser. Sur quoi, écrit le futur roi de Roumanie, « j'affectai une parfaite ingénuité et répondis que l'affaire était encore si peu mûre qu'il ne saurait, pour le moment, être question d'acceptation ou de refus, qu'en outre la

guerre battait aux portes et qu'ainsi la question serait réglée à l'arrière-plan ».

Le prince Charles cachait bien son jeu, car il savait que, pendant ce temps, Bratiano travaillait activement pour lui et il ne fut sans doute pas aussi surpris qu'il le dit dans ses mémoires quand, le 13 avril, au Casino où il se trouvait à table avec des officiers de son régiment, on lui apporta des journaux annonçant que le gouvernement de Bucarest avait fait placarder des affiches pour proposer sa candidature et que la population était dans la joie. A Berlin tout le monde le saluait déjà du nom de prince de Roumanie et son cousin Charles de Prusse l'abordait à l'Opéra, en le traitant plaisamment de *Turc*.

Le plébiscite commença le 15 à Bucarest et dura six jours dans tout le pays. La veille du scrutin, le gouvernement provisoire avait lancé une proclamation énumérant les avantages qu'offrait l'élection du prince Charles de Hohenzollern, « membre de deux maisons régnantes, des plus brillantes et des plus puissantes, étroitement apparenté, d'une part, avec cette famille royale de Prusse qui n'a donné naissance qu'à des héros ; apparenté de deux côtés avec Napoléon III et *considéré même comme faisant partie de la famille Bonaparte qui a été désignée par la main de Dieu pour donner au monde étonné deux Napoléon, lesquels, adorés comme des demi-dieux, le conduisaient, par une attraction irrésistible, à la démocratie, au respect des*

nationalités, à la gloire véritable et impérissable! La proclamation ajoutait enfin que Charles de Hohenzollern, « fils de ce prince Charles-Antoine, chef du parti libéral de la nation la plus libérale et la plus savante du monde, était lui-même un des princes les plus estimés, les plus aimés de l'Europe », etc., etc.

Ces éloges dithyrambiques n'étaient pas nécessaires pour persuader le peuple roumain, et Bratiano connaissait d'avance le résultat du plébiscite qui allait enregistrer le choix du gouvernement provisoire, car, dès le premier jour du scrutin, le 15 au matin, il envoya le télégramme suivant à Dusseldorf :

Cinq millions de Roumains acclament pour leur souverain le prince Charles, fils de Votre Altesse Royale; tous les temples sont ouverts et la voix du clergé s'élève avec celle du peuple tout entier vers l'Éternel pour le prier de bénir leur élu et de le rendre digne de *ses ancêtres* et de la confiance que la nation a mise en lui.

Aussitôt en possession de cette dépêche, le prince de Hohenzollern se hâte de la communiquer, *non à son fils, mais au chef de la famille.*

Il télégraphie en même temps à Bratiano pour le remercier : « Maintenant, ajoute-t-il, la décision repose dans les mains du Roi. » Celui-ci, s'étant décidé à répondre, le 14, au mémoire du prince, avait cherché à calmer son enthousiasme : « J'ai été assurément fort surpris, lui disait-il, de voir que tu acceptais avec tant d'empressement l'offre du trône roumain

faite à ton fils Charles. C'est naturellement avant tout le devoir d'un père d'émettre un avis sur le sort de ses enfants. Tu as bien fait de soumettre cet avis à mon appréciation comme chef de la famille. » Et il disait les raisons politiques et dynastiques pour lesquelles il n'envisageait pas cette importante question aussi *couleur de rose* que son cousin : 1° au point de vue politique, la Prusse, en répondant à un pareil appel, ne pourrait plus garder à l'avenir, dans les questions orientales, la situation neutre qu'elle avait observée jusqu'alors ; il y aurait une sorte d'obligation morale à intervenir en faveur du prince de Roumanie, en cas de danger ; 2° au point de vue du prince Charles et de sa descendance, la position ne serait guère réjouissante. D'abord, il deviendrait vassal de la Porte. *Est-ce là pour un Hohenzollern une situation acceptable, digne?* Ensuite, quelle garantie a-t-on que cette monarchie élective puisse durer? Le passé des Principautés danubiennes, l'exemple d'autres États à trône électif montrent combien de pareils édifices sont instables à notre époque!...

Le Roi ajoutait, il est vrai, en post-scriptum : « Une communication reçue aujourd'hui de l'ambassadeur français prouve que l'empereur Napoléon montre des dispositions favorables. Cela est très important. » Mais on n'avait pas l'adhésion de la Russie et, « sans elle, un prince nouveau ne saurait se maintenir dans un pays faible et déchiré » comme la Roumanie.

Cette lettre était du 14 avril. Le lendemain, le Roi, ayant reçu la dépêche de Bratiano communiquée par le prince de Hohenzollern, la transmet au prince Charles en y joignant ces lignes :

Ton père t'a probablement fait connaître la proposition. Il faut que tu restes absolument réservé, car il y a de grosses objections, la Russie et la Porte étant jusqu'ici contre un prince étranger.

GUILLAUME.

Le prince s'empresse de remercier très respectueusement : il reconnaît les raisons graves qui s'opposent à son acceptation et termine par ces mots : « Je me guiderai toujours d'après les prescriptions de Votre Majesté. » Mais, en réalité, Charles de Hohenzollern, jeune et ambitieux, se résignerait difficilement à laisser échapper l'occasion de ceindre une couronne qu'on lui offre avec insistance et qu'avec raison, d'ailleurs, il se sent capable de porter : en même temps qu'il adresse au Roi cette réponse soumise, il écrit à son père « qu'il est fermement résolu à accepter et à partir pour Bucarest, en dépit de la Conférence réunie à Paris ». Le prince Ch. Antoine qui, comme l'a dit depuis M. Thiers, est toujours à la recherche « de grosses fortunes et de belles couronnes pour ses enfants », approuve, au fond, cette noble ambition, car il est en correspondance journalière avec le Roi, et il espère bien le faire revenir sur ses préventions; mais, en attendant, il se hâte

de rappeler à son fils « la discipline de la famille qui rend une telle décision irréalisable pour le moment ». C'est alors que Bismarck entre en scène. Aussi résolu et entreprenant que son maître est hésitant et timoré, le premier ministre va trancher la difficulté et indiquer au jeune homme la vraie marche à suivre. Indisposé à ce moment, Bismarck fait donc prier le prince de vouloir bien passer chez lui (19 avril) et, dès le début de l'entretien, « demandant la permission de parler, non en homme d'État mais en ami, il l'engage à prendre une résolution audacieuse et à partir directement pour Bucarest, car il est urgent de mettre la Conférence en présence d'un fait accompli; les puissances intéressées protesteront, mais il sera trop tard. C'est par Napoléon III seulement que le prince peut atteindre son but; qu'il aille donc voir l'Empereur dans le plus strict incognito : il y a bien des moyens de lui parler en secret. Quant à l'approbation directe du chef de sa famille, le prince n'en a pas besoin et il rendra même service au Roi en ne la sollicitant pas... Que Votre Altesse, ajoute le rusé diplomate, se contente de demander un congé pour l'étranger. Le Roi est assez fin pour deviner vos intentions... Il faut ménager la Russie. Je conseillerais à Votre Altesse d'écrire à l'empereur Alexandre une lettre dans laquelle Vous diriez que Vous considérez la Russie comme votre plus puissant appui et que Vous espérez pouvoir résoudre un jour avec elle la

question d'Orient. Rien à craindre du côté de l'Autriche : *je me propose de l'occuper pendant quelque temps* ». Enfin, conclut plaisamment Bismarck, « dans le cas où l'affaire n'aboutirait pas, le prince s'en souviendra toujours comme d'une aventure piquante, attendu qu'il ne met rien de sérieux en jeu (1) ».

Au sortir de cet entretien qui avait duré une heure et demie, le prince se rendit chez le Roi qu'il trouva naturellement beaucoup plus réservé. Tout en accueillant son parent, comme d'habitude, avec une grande cordialité, Guillaume Ier insista sur les difficultés de l'entreprise et déclara qu'il serait plus sage d'attendre les résolutions de la Conférence. Mais, de toute façon, il lui paraissait indigne d'un Hohenzollern de se mettre sous la suzeraineté du Sultan. Le prince répondit qu'il serait bien obligé de reconnaître cette suzeraineté *pour le moment, quitte à s'en affranchir par les armes dès que l'occasion s'en présentera*. Sur ce, le Roi, le congédiant, le serra dans ses bras en disant : « Que Dieu te protège ! »

Le prince reçut, au contraire, des encouragements du Kronprinz et c'est sous cette impression qu'il

(1) *Notes sur la vie du roi de Roumanie*, t. I, p. 7 et 8. La visite du prince Charles à Bismarck est racontée d'une façon analogue, mais avec plus de détails, dans le texte allemand. Il y est dit notamment que Benedetti avait déclaré à Bismarck que la France mettrait un vaisseau à la disposition du prince pour se rendre de Marseille en Roumanie. Le ministre prussien n'était pas d'avis d'accepter cette offre, « car il fallait que l'affaire restât tout à fait secrète ».

regagna Dusseldorf où l'attendaient des adresses de félicitations affluant de Roumanie.

Les opérations électorales venaient de se terminer. On apprit bientôt que le plébiscite avait donné au prince 685,969 voix contre 224. Le 27 avril, l'agent des Principautés danubiennes à Paris, M. Balaceano, après avoir été reçu par Bismarck à Berlin, obtint un rendez-vous de Charles de Hohenzollern et de son père dans la maison de la baronne de Franque, aux environs de Bonn, et leur annonça l'arrivée d'une députation chargée d'apporter au jeune prince la nouvelle officielle de son élection. Que faire? Suivant l'avis de Bismarck, on avait sondé le terrain à Paris de deux côtés à la fois. Mme de Franque, liée d'amitié avec M. Drouyn de Lhuys, s'était chargée de le consulter. Notre ministre des affaires étrangères répondit que l'Empereur verrait d'un très bon œil l'avènement du prince Charles au trône de Roumanie, mais qu'il ne pourrait rien faire contre une décision formelle de la Conférence. Quant à la politique du fait accompli, elle était trop aventureuse pour que l'Empereur pût lui promettre son appui. La conclusion semblait être qu'il fallait garder une prudente abstention. Mais, en même temps, arrivait une lettre de Mme Cornu poussant vivement le prince Charles à l'action : « Je ne pensais pas, lui écrivait-elle, que vous feriez dépendre votre acceptation d'autre chose que de votre conscience, qui doit vous dire d'accepter un grand et

beau rôle que la Providence vous envoie par la voix de tout un peuple! Ne donnez pas dans ce défaut si énervant des Allemands, les *Rücksichten*. C'est en les écoutant qu'on ne fait rien et qu'on n'est rien. » — Et, le 20 avril, M. Ubicini, savant professeur français, qui avait longtemps séjourné en Roumanie et beaucoup écrit sur ces régions, apportait une nouvelle lettre de la même correspondante, conseillant au prince de partir immédiatement pour Bucarest.

Très liée avec la famille Hohenzollern-Sigmaringen et, en même temps, amie d'enfance de Napoléon III, Mme Cornu avait rencontré Bratiano à Paris, au moment où se tramait la chute de Couza, et lui avait ellemème suggéré l'idée de la candidature du prince Charles. Elle avait ses libres entrées aux Tuileries et, mieux que M. Drouyn de Lhuys, elle était dans *le secret de l'Empereur*. L'ouvrage si intéressant, publié sous ce titre par M. Louis Thouvenel, nous a déjà prouvé combien la politique occulte de Napoléon III était souvent en désaccord avec celle de ses ministres (1). En même temps que cette lettre pressante,

(1) L'Empereur avait certainement approuvé et favorisé la candidature de son cousin. Peut-être, cependant, ne connut-il qu'après coup l'énergique détermination prise par ce dernier. M. Émile Ollivier raconte que Mme Cornu garda trois jours la lettre par laquelle le prince annonçait son départ à Napoléon III, car elle voulait lui laisser le temps d'arriver. « Dès qu'elle fut informée de son entrée à Bucarest, elle se rendit aux Tuileries. Avant même qu'elle fût assise, l'Empereur s'écria : « Eh bien, l'affaire de Charles? Comment cela s'est-il passé? J'ai été bien étonné et l'on m'a mis cela sur le dos. — Elle lui raconta

arrivèrent à Dusseldorf MM. Bratiano et Davila qui, en apportant à Charles de Hohenzollern toute espèce de documents sur sa future principauté, venaient le conjurer d'agir au plus vite. Le docteur Davila, « un Français extrêmement vif » établi depuis plusieurs années à Bucarest, espérant sans doute tenter le jeune homme, étala devant lui une carte représentant la Roumanie et les régions circonvoisines : Transylvanie, Banat, Bukovine, Bessarabie. « Toutes ces provinces, expliqua-t-il, sont, en grande partie, peuplées de Roumains et devront, un jour, être incorporées à la Roumanie. » Mais le prince ne voulait pas entendre parler de projets si lointains et si hasardeux; il demandait seulement à bien connaître la Roumanie actuelle. Les deux envoyés le laissèrent avec un grand nombre de photographies et de livres qu'il se mit à étudier avec ardeur.

Sa détermination, on le sent, est prise depuis longtemps. Vainement sa mère et sa sœur insistent-elles avec une tendre sollicitude pour le faire renoncer à ce projet. Vainement la Conférence de Paris, après avoir

ce qu'elle savait. — C'est fait, dit-il, Charles accepte la souveraineté, j'espère que les choses s'arrangeront. » (*Empire libéral,* t. VIII, p. 84.)

Personne, en Europe, ne croyait que le prince Charles prendrait une décision aussi rapide. Un des plus étonnés et des plus désappointés, dit-on, fut le prince Stirbey qui négociait sous main pour se faire nommer caïmacan par la Porte, après quoi il se serait fait reconnaître hospodar par les puissances. Croyant la partie gagnée, Stirbey voulut tâter le terrain à Dusseldorf : quand il y arriva, Charles de Hohenzollern était en route pour Bucarest.

dédaigneusement passé sous silence l'élection du prince Charles, vient-elle de déclarer que le souverain des Principautés devra être *indigène*. Vainement enfin, le roi Guillaume, dans une nouvelle lettre apportée à Dusseldorf par le colonel de Rauch, multiplie-t-il les objections et recommande-t-il d'avoir une attitude très réservée avec la députation roumaine conduite par *un* M. Balaceano qui est allé voir Bismarck (1), Charles de Hohenzollern est résolu à « tenter l'aventure ». Son père l'approuve certes, mais, esclave de la discipline familiale, il ne veut pourtant pas le laisser partir sans avoir obtenu du chef de la maison une adhésion au moins tacite. Il accourt donc à Berlin, où il a un entretien avec Bismarck. Celui-ci, qui voudrait savoir *le fait accompli* déjà, conseille énergiquement au prince de ne pas soumettre cet aventureux projet à Sa Majesté. Charles-Antoine va cependant trouver Guillaume Ier, « règle tout avec lui », dit le rédacteur des mémoires du roi Carol, et le 7 mai, il vient de Berlin, apportant la nouvelle que *le roi entre avec inquiétude dans les projets du prince*, sans

(1) Le roi de Prusse répète, dans cette lettre, « qu'il serait très pénible à tout prince chrétien, et *surtout à un prince allemand*, d'être soumis au suzerain turc » ; — « A mon observation que l'existence de ton fils serait toujours extrêmement précaire (ajoute le roi), tu opposes l'exemple de la Grèce et celui du Mexique, auquel on pourrait éventuellement s'attendre, et tu penses qu'il faudrait dans ce cas se soumettre à de pareils coups du destin, comme la Bavière l'a fait également. Cela est parfaitement juste, mais est-ce que ces infortunes-là contribuent à la gloire, à l'éclat et à la dignité de l'État auquel appartient un semblable fugitif? etc. (Voir *Aus dem Leben*, I, p. 23, 24.)

cependant les autoriser (1), il lui accorde toutefois un congé à la condition qu'une fois qu'il aura franchi la frontière prussienne il envoie sa démission; car, au moment où l'armée est mobilisée, un officier ne peut pas sortir du pays.

Quelques jours plus tard, Bismarck déclarera aux ambassadeurs accrédités à Berlin — et qui demeureront, d'ailleurs, incrédules — « que c'est sans l'assentiment du Roi et *à son insu* que le prince Charles est allé en Roumanie ».

Au moment où le prince de Hohenzollern regagnait Dusseldorf, il apprit que la Conférence venait de rejeter l'élection de son fils par quatre voix contre trois (France, Prusse et Italie) ; le roi Guillaume, toujours hostile à l'acceptation, s'empressait de communiquer ce résultat à son cousin, mais les intentions du jeune prince n'en furent pas modifiées et MM. Bratiano et Balaceano, rappelés télégraphiquement de Paris, exultèrent en apprenant que leur candidat allait partir pour Bucarest. La nouvelle devait rester secrète jusqu'au jour où le prince aurait touché le sol roumain, et l'on discuta longuement quel chemin il devait prendre pour ne pas attirer l'attention. Le 11 mai, Charles de Hohenzollern quitta ses parents

(1) Ces lignes sont empruntées à la version française des Mémoires du roi Carol. La version allemande (*Aus dem Leben*) dit simplement que le roi Guillaume finit par déclarer qu'il ne voulait pas influer sur les décisions du prince Charles et qu'il laisserait le *fait accompli* se produire. Il est certain que le Roi, tout en laissant faire, est resté jusqu'au bout défavorable à l'entreprise que Bismarck encourageait de tous ses efforts.

en proie à une profonde émotion et alla dire adieu à son frère Léopold et à sa sœur préférée la princesse Marie, — future comtesse de Flandre. Après avoir échangé, non sans chagrin, l'uniforme prussien contre un costume civil, il fit un grand détour par la Suisse pour se munir à Saint-Gall d'un passeport au nom de Charles Hettingen, puis il remonta en Bavière par le lac de Constance et Lindau. Devant ses yeux se déroulaient des paysages lui rappelant de chers souvenirs d'enfance et qui, noyés ce jour-là dans une brume mélancolique, inspiraient au voyageur « une inexprimable nostalgie » ; il était hanté par la pensée des siens qu'il avait quittés pour si longtemps ; mais il se souvint de la grande tâche à laquelle il s'était voué volontairement et cette pensée raffermit aussitôt son courage.

Le 16, accompagné de deux amis et de deux domestiques, il pénétrait à Salzbourg, sur le territoire autrichien. Ayant mis des lunettes pour se rendre méconnaissable il avait bien soin de garder son incognito, car, à la veille de la guerre, on aurait pu l'arrêter comme officier prussien : M. Balaceano avait été jusqu'à dire, contre toute vraisemblance d'ailleurs, que « si les Autrichiens reconnaissaient le prince, ils n'hésiteraient certainement pas à le fusiller ! »

Aussi avait-il réduit son bagage au strict nécessaire et voyageait-il en seconde classe « avec une société quelque peu mêlée ». Se croyant dévisagé par tous

les employés, il se blottissait derrière des journaux qu'il affectait de lire avec la plus grande attention. Enfin, le 18, après avoir passé par mille émotions et vécu dans une surexcitation continuelle en traversant Vienne et Pest, il parvenait à Bazias pour y prendre le bateau descendant le Danube et atteindre la frontière de son nouvel État. Mais, par suite des nombreux transports de troupes qui se faisaient à ce moment sur le fleuve, le service de la *K. K. priviligirte Donaudampfschiffhartgesellschaft* (!) (1) se trouvait entravé, et le voyageur dut attendre deux jours, « dans une auberge très malpropre », le passage du bateau désiré. La population de ce pays est en majorité roumaine; le prince eut le plaisir de voir là, pour la première fois, le joli costume des paysans de ces régions, tout vêtus de blanc, les hommes avec une veste agrémentée de broderies et leur pantalon festonné, les femmes en courte jupe sur laquelle se détache un tablier de couleur vive. Le soir, comme il dînait avec tout le monde dans la salle d'auberge, il entendit des employés qui parlaient politique en langue allemande et discutaient les chances du nouvel élu : « Ce Charles de Hohenzollern, disait-on, se rendra aussi impossible que Couza! » — « Ça ne sera pas long, » ajoutait un autre; « les Turcs le chasseront vite ». Un troisième apportait des journaux

(1) « La compagnie impériale royale privilégiée des bateaux à vapeur du Danube ».

annonçant que les Turcs venaient d'entrer en Roumanie.

Qu'on juge des impressions que dut éprouver le prince en entendant de tels discours échangés devant lui dans cette misérable auberge ! Il consacra la journée du lendemain à écrire des lettres, à rédiger des dépêches qu'il voulait expédier aussitôt débarqué. Sa soirée se passa comme la précédente, au milieu de conversations fort peu encourageantes.

Enfin, le lendemain matin, 20 mai, il prit passage avec ses compagnons sur le bateau arrivé de Belgrade. Une heure après, Bratiano, venant de Pest, y montait à son tour, mais se gardait d'accoster son nouveau souverain. Celui-ci,

assis sur le pont des secondes, au milieu de sacs de marchandises, écrivait à l'empereur François-Joseph dont il traversait incognito l'empire, qu'il n'acceptait pas la couronne roumaine avec des intentions hostiles à l'égard de l'Autriche, mais qu'au contraire il désirait entretenir les rapports les plus amicaux avec son puissant voisin.

La descente du Danube, de Bazias à Orsova, présente un spectacle admirable : le fleuve immense, qui s'étend à perte de vue sur une largeur de 2 à 3 kilomètres, s'engouffre soudain dans une série de défilés serpentant entre deux murailles d'âpres rochers aux formes fantastiques. Ces couloirs sont coupés de distance en distance par de grands bassins arrondis au milieu d'un cirque de montagnes boisées jusqu'au

sommet : c'est la passe des *défilés de Kazan*, célèbre par la variété des paysages riants ou grandioses qu'elle présente. Mais le prince, préoccupé du rôle qu'il allait jouer, ne s'est pas attardé à décrire, dans ses notes, ce merveilleux tableau qu'il dut contempler alors d'un œil distrait. Il avait hâte de parvenir au but de son voyage. A Orsova, il dut monter sur un autre bateau construit spécialement pour le passage des *Portes de Fer*, redoutables rapides semés de rochers qui, avant l'ouverture du chenal percé en 1896, rendaient la navigation très difficile à cet endroit. A quatre heures, il atteignait enfin Turnu-Severin, la première ville roumaine. Bousculant alors le capitaine qui voulait l'empêcher d'aborder en lui faisant observer que son billet était timbré pour Odessa, le prince sauta, d'un pied alerte, sur la rive. Aussitôt, Bratiano, descendu en même temps, se découvrit respectueusement devant son souverain en le priant de monter dans une des voitures qui attendaient.

A ce moment, le prince entendit derrière lui l'exclamation : « Par Dieu, ce doit être le prince de Hohenzollern ! » C'était le capitaine du bateau qui, heureusement, l'avait reconnu une minute trop tard.

Le soir, après avoir prévenu, par dépêche, les membres du gouvernement provisoire et reçu les compliments des autorités locales, le prince montait avec Bratiano dans une voiture très primitive attelée de huit petits chevaux noirs qui, excités par leurs

postillons, l'emportèrent au grand galop dans la direction de Bucarest (1). A chaque instant, quelque courroie des harnais cassait. On se hâtait de réparer l'accident et on repartait de plus belle. Après avoir voyagé toute la nuit et changé deux fois de chevaux, le prince aperçut, au lever du jour, les clochers de Craïova, capitale de la Petite Valachie. Une multitude immense l'attendait pour l'acclamer. Dès lors son voyage ne fut plus jusqu'à Bucarest qu'une longue ovation sous une pluie de fleurs et de couronnes :

A la sortie de Craïova, la course effrénée recommence bientôt. Les huit petits chevaux volent littéralement au milieu des cris des postillons et des claquements des fouets; le temps est splendide, le soleil réchauffe les membres engourdis des voyageurs, la nature a revêtu sa parure du printemps. Au loin, les sommets couverts de neige des Karpathes se détachent à l'horizon. Il n'y a pas de chaussée, on prend tout droit, à travers les champs en friche.

Ayant rencontré, près de Pitesti, un régiment d'infanterie se rendant à Bucarest, le prince passe la revue des troupes :

Les soldats, qui portent des pantalons rouges et des manteaux bleu-acier, ont l'air quelque peu râpé et leur attitude laisse beaucoup à désirer; les officiers eux-mêmes ne font pas une bonne impression. Le régiment est une mauvaise imitation de l'armée française, où il y a beaucoup de laisser aller.

Au moment de remonter en voiture, le prince dit à Bra-

(1) Bucarest est à 364 kilomètres de Turnu-Severin.

tiano qu'il est ému de la joie avec laquelle les soldats l'ont salué, « mais si je prends l'armée en main, ajoute-t-il, elle devra avoir bientôt une autre tournure ».

A Pitesti, comme dans les autres villes et villages le long du parcours, le prince, salué par le maire qui venait lui présenter le pain et le sel, trouva les rues ornées d'arcs de triomphe, les maisons décorées de drapeaux, de tapis et de guirlandes, et des jeunes filles en blanc qui, suivant le gracieux usage roumain, lançaient, du haut des fenêtres, des bouquets et des pigeons dans sa voiture. La population des campagnes, en habits de fête, faisait entendre de joyeux vivats, et les manifestations se multipliaient de plus en plus à mesure qu'on approchait de la capitale. Le prince était suivi par une foule de cavaliers et de voitures « dont le nombre augmentait comme une avalanche ». A quelque distance de Bucarest, le maire vint lui remettre les clefs de la ville sur un coussin de velours; la réponse, faite par le prince en français, fut accueillie par les applaudissements de la foule. A ce moment même, une ondée vint à tomber.

C'était la première pluie qui rafraîchissait les plaines de la Roumanie, brûlées par trois mois de grande sécheresse. Cet heureux hasard fit grande impression : les Roumains, comme tous les Orientaux, considèrent la pluie comme un grand bonheur et ne connaissent pas de plus beau souhait de bienvenue que de jeter de l'eau sur le chemin d'un nouvel arrivant. Déjà, en 1861, lors de son voyage en Afrique, le prince Charles avait eu le bonheur d'entrer dans une

oasis au moment où la pluie tombait, et les Arabes lui baisèrent les mains et les pieds.

Après être monté dans une voiture de gala, attelée de six chevaux blancs, le prince, entouré d'un brillant état-major, suivit la *Chaussée*, promenade assez laide qui est le rendez-vous favori de la société bucarestoise, et fit son entrée dans la capitale, dont le premier aspect ne paraît pas l'avoir séduit. Sa déception augmenta sans doute quand, après avoir longé la rue principale (devenue, depuis la guerre de 1877, la *Calea Victoriei*) où, de tous les balcons, des dames en toilettes brillantes jetaient des fleurs, des pigeons et des pièces de vers ornés de rubans tricolores, le cortège passa devant une demeure d'assez pauvre aspect où l'on avait posté une garde d'honneur. « Quelle est cette maison? » demanda distraitement le prince. Il eut besoin de se faire répéter deux fois par le général Golesco, fort embarrassé, que cette humble construction à un seul étage était le « palais » . Continuant sa marche, le cortège parvint à la métropole où le primat, « vieillard à l'aspect vénérable, avec une longue et belle barbe blanche, coiffé de la mitre et revêtu de riches ornements sacerdotaux », vint à sa rencontre et l'introduisit dans l'église où fut chanté un *Te Deum*. De la métropole, le prince se rendit à pied à la Chambre où il jura, sur la croix et l'Évangile, de respecter les lois du pays, de maintenir ses droits et l'intégrité de son territoire. Le soir même, après

s'être promené dans la ville que les habitants avaient illuminée de leur mieux (Bucarest n'avait pas de gaz à cette époque), il acceptait la démission des membres du gouvernement provisoire et constituait, sous la présidence de Lascar Catargi, un ministère composé d'hommes appartenant à tous les partis.

Charles de Hohenzollern, — que nous appellerons désormais de son nom roumain *Carol*, — avait été reçu avec enthousiasme par ses nouveaux sujets. Restait à savoir comment la nouvelle de son avènement serait accueillie par les puissances. Dès le lendemain de son arrivée à Bucarest, l'agent des Principautés danubiennes à Paris l'informe que sa brusque détermination *a fait plaisir à l'Empereur, tandis que Drouyn de Lhuys se montre très irrité* (1).

Il considère l'acte du prince comme une insulte à la Conférence. Celle-ci, composée de tous les représentants des puissances garantes accréditées auprès de la cour des Tuileries et de la Turquie, avait invité le gouvernement de Bucarest à procéder à l'élection d'un prince indigène, conformément au traité de Paris, en faisant la remarque qu'un prince étranger ne serait pas accepté en Roumanie. La Conférence se trouve maintenant en présence d'un fait accompli

(1) Le 22 mai encore — le jour même de l'entrée du prince à Bucarest — M. Drouyn de Lhuys télégraphiait à M. de la Tour d'Auvergne, notre ambassadeur à Pétersbourg : « Vous pouvez affirmer hautement que le prince est parti à notre insu. Il est membre de la famille royale, il occupe un grade dans l'armée. Je ne m'explique pas qu'il ait pu, dans les circonstances présentes, s'éloigner sans l'agrément formel du roi. » (Voir M. Émile Ollivier, *loc. cit.*)

auquel elle répond par la menace de ne jamais le reconnaître.

Peu importait au prince de se voir blâmé par notre ministre des affaires étrangères, alors qu'il se savait approuvé par l'Empereur. Son père lui écrivait, d'ailleurs, que la presse française lui était généralement favorable, car

les entreprises audacieuses s'imposent à l'esprit français, surtout quand elles sont couronnées de succès; l'esprit allemand, au contraire, ne s'assimile pas aussi facilement les choses et reste, de toute façon, sous l'empire des objections et des considérations.

Si l'on admira, en effet, à Paris, l'initiative et l'énergie dont le prince Charles de Hohenzollern venait de faire preuve, il n'en est pas moins vrai que beaucoup d'esprits perspicaces partagèrent les inquiétudes et l'irritation de M. Drouyn de Lhuys. « Comment, disait-on, la cour de Berlin a-t-elle pu autoriser pareille équipée sans prévenir la France? Et, si la France a été avertie, comment a-t-elle consenti à cette aventure? (1) »

A l'étranger, les gouvernements d'Autriche et de Russie témoignaient un vif courroux et ne se montraient pas dupes des protestations de Bismarck; mais ce n'était qu'un grief de plus à ajouter à ceux que l'Autriche formulait déjà contre la Prusse avec

(1) Voir l'article d'Eugène Forcade dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1866.

qui elle allait entrer en lutte. Quant à la Russie, Gortschakov aurait voulu protester, menacer même d'une intervention armée ; il en fut empêché par le Tsar : Alexandre II n'avait nulle envie de se brouiller avec son grand-oncle, le roi Guillaume, pour lequel il manifesta toujours une profonde vénération et envers qui il était reconnaissant de l'avoir soutenu lors de l'insurrection polonaise de 1863. Mais, ne voulant agir lui-même, il comptait sur Napoléon III pour empêcher l'établissement d'un Hohenzollern en Roumanie. L'attitude de notre souverain causa, dit-on, une grande surprise au Tsar et acheva de le décider à laisser faire (1). Au contraire, Aristarchi, ambassadeur de Turquie à Berlin, ne craignit pas de traduire en termes violents la colère de son gouvernement au sujet de la grave atteinte portée aux droits du Sultan sur les Principautés. Cependant, à peine débarqué à Turnu-Severin, Carol avait eu soin d'écrire à son suzerain :

Sire!

Élu prince de Roumanie par le choix libre et spontané de la nation, j'ai dû me rendre sans hésiter à l'appel de ce peuple qui me faisait l'honneur de me confier ses destinées...

(1) Voir les Mémoires du prince V. P. Mestcherski, t. II, p. 52 : « Gortschakov fut très ému à la nouvelle de la candidature du prince de Hohenzollern au trône de Roumanie. Il dit à l'auteur : *Mon cher, nous sommes à la veille d'une guerre.* Il était décidé à protester, mais l'influence de Bismarck sur la cour (de Russie) était alors toute-puissante. »

Mais je ne saurais oublier que des traités séculaires rattachent les Principautés à l'empire ottoman.

Ces traités, j'ai la ferme intention de les respecter.

Jaloux, d'une part, de maintenir les droits de la nation dont je suis devenu le premier citoyen, j'emploierai, de l'autre, tous mes efforts à resserrer les liens qui unissent les deux États pour leur avantage mutuel, et la loyauté avec laquelle je fais cette déclaration à Votre Majesté Impériale me donne le droit d'espérer que, de son côté, Elle voudra bien me faciliter l'accomplissement de ma double tâche en continuant à la Roumanie les sentiments de bienveillance qu'Elle a toujours professés à son égard.

Mais le Sultan, irrité que Charles de Hohenzollern n'eût pas attendu son consentement pour prendre possession du trône, adressait une protestation à la Conférence de Paris et se montrait décidé à occuper sans retard les Principautés. Les puissances, tout en s'opposant à cette démonstration militaire, donnaient ordre à leurs agents à Bucarest de ne pas entrer en relations officielles avec le prince. Celui-ci se hâta dès lors de mettre tout en œuvre pour la prompte mobilisation de son armée. Heureusement des nouvelles rassurantes ne tardèrent pas à arriver de Paris (12 juin). Cette fois encore, la France était venue en aide aux Roumains; par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Constantinople (le marquis de Moustier), elle avait fait entendre raison à Abdul-Aziz, qui n'éleva plus contre son nouveau vassal que des objections de forme, se plaignant notamment qu'il ne fût pas passé par Constantinople pour se rendre à Bucarest. Trois semaines

plus tard, Napoléon III donnait une sorte de sanction officielle au gouvernement roumain, en accordant une audience à l'agent du prince et en promettant de s'entremettre en faveur de celui-ci auprès du Sultan.

CHAPITRE II

(1866). — Sadowa. — Difficultés intérieures. — La question juive en Roumanie. — Le prince accueilli avec enthousiasme en Moldavie. — Entente avec la Porte. — Voyage du prince à Constantinople.

La guerre déclarée par la Prusse à l'Autriche (1) détourna les esprits des questions danubiennes. On retrouve dans les *Notes* de Carol la trace des sentiments qui l'agitaient alors, sa douleur de ne pouvoir combattre auprès des camarades de sa jeunesse pour son ancienne patrie, sa joie en apprenant la victoire de Sadowa; « dans les cercles politiques influents, ajoute-t-il, on éprouve un grand sentiment de fierté d'avoir réussi à donner au pays un souverain de la glorieuse race royale prussienne. » La joie du prince fut pourtant assombrie par la nouvelle qu'un de ses frères avait reçu sur le champ de bataille une blessure grave à laquelle il succomba un mois plus tard.

Le 19 juillet, deux semaines après Sadowa, le général Türr, patriote magyar qui avait combattu

(1) « Si la Providence a jamais béni une entreprise » — écrivait quelques mois plus tard le roi Guillaume au prince Carol — « c'est bien celle de la guerre de 1866, à *laquelle j'ai été provoqué d'une manière inexcusable* (!) Fasse Dieu que cette bénédiction s'étende aux résultats créés par ces événements glorieux ».

autrefois en Italie contre l'Autriche, venait sonder le terrain à Bucarest pour établir une entente avec les Roumains en vue d'un soulèvement en Hongrie. Il était déjà allé à Berlin faire ses offres de services à Bismarck avant la guerre, et il est certain que le soulèvement, provoqué par lui, se serait produit si la lutte entre l'Autriche et la Prusse s'était prolongée quelque temps. Le prince reçut le général Türr en audience secrète dans un jardin privé. Il serait sans doute entré volontiers dans les vues de son visiteur et, bien qu'il ne le dise pas dans ses *Notes*, on peut supposer qu'il fut tenté par la double perspective de participer à la victoire des Hohenzollern sur les Habsbourg et d'obtenir de la Hongrie révoltée, en échange de son concours, la cession de la Transylvanie et du Banat, ces provinces *irrédentes* aux mains des Magyars. Mais de graves raisons empêchaient le prince de se lancer dans cette aventure : une crise financière des plus graves sévissait dans le pays, les impôts ne rentraient pas, l'on était obligé de faire des retenues aux employés sur leurs appointements, et l'argent faisait aussi défaut pour payer l'armée ; des mouvements séparatistes se manifestaient en Moldavie, et, pour comble de malheur, cette province se trouvait menacée à la fois par la peste et la famine ; enfin, le désordre et l'indiscipline régnaient au camp de Sabar que le souverain venait d'inspecter et d'où il était revenu tout soucieux. Dans ces conditions, force était de s'abstenir

et de repousser les propositions du général Türr, mais on sent que ce ne fut pas sans regret.

Pour sortir des cruels embarras où il était plongé, le prince se tourna encore cette fois vers la France. On le voit (le 17 août) adresser une lettre pressante à l'Empereur, lui exposant la situation et le priant de seconder un emprunt roumain à la Bourse de Paris. Il lui demande aussi de l'appuyer à Constantinople, afin de hâter sa reconnaissance par la Porte :

En acceptant le trône de la Roumanie, je savais que les devoirs qui m'étaient imposés étaient immenses; pourtant j'avoue que les difficultés à vaincre sont encore plus grandes que je ne le pensais.

Le désordre le plus complet dans les finances, ainsi que dans toutes les branches de l'administration, fait naître des difficultés contre lesquelles je lutte chaque jour et qui rendent ma tâche si pénible...

Malgré la déception qui se trahit dans ces lignes, le prince ne perd pas courage : il veut tout voir, s'enquérir de tout par lui-même, pour remédier au mal et arriver à régénérer le pays. Sa vie est très active. Levé dès l'aube, il monte à cheval ou bien, en vêtements civils, il parcourt la ville à pied, malgré l'horrible pavage, la poussière ou la boue qui encombre les rues :

Il y a peu de magasins, mal assortis : les articles y sont hors de prix. Les aliments élémentaires, la viande et les légumes, sont à bon marché; par contre, le pain lui-même est un objet de luxe et le peuple ne mange que de la polenta.

En rentrant, il expédie sa correspondance, puis travaille avec ses ministres. Les audiences, la visite des écoles, des tribunaux, des hôpitaux, des prisons, l'inspection des troupes, occupent le reste de ses journées. Le dîner est servi à six heures et le prince a toujours une douzaine de convives — personnages politiques ou officiers — mais, comme les règles du protocole ne sont pas encore rigoureusement observées à Bucarest, souvent les invités se font attendre et le prince est obligé de se mettre à table sans eux. Le soir, quand il y a représentation, il considère de son devoir de se rendre au théâtre — construction primitive mal éclairée par des lampes à huile — bien qu'il ne comprenne pas encore un mot des pièces qu'on y joue en roumain, en bulgare ou en grec. Chaque dimanche, fidèle à ses devoirs de souverain, il assiste à l'office dans une église orthodoxe, après avoir entendu la messe catholique; et, dans l'après-midi, il accorde à tout le monde des audiences, au cours desquelles d'innombrables placets lui sont remis.

Parmi les questions qui s'imposèrent dès le début à l'attention du prince, vint, en premier lieu, la question juive, particulièrement grave dans ce pays. Il est nécessaire d'en dire quelques mots avant de poursuivre notre étude. Méprisés, détestés, traités comme des parias, non à cause de leur religion (les Roumains sont fort indifférents en cette matière), mais à cause

de l'antipathie naturelle qu'ils inspirent, les Juifs n'en pullulent pas moins en Roumanie. Ils habitent surtout la région moldave, où ils affluent en masse de la Galicie et des provinces russes limitrophes qui forment, observe Élisée Reclus, « le milieu de la toile dont l'araignée judaïque a tendu le fin réseau sur tout le continent ». Ils sont restés, ici comme partout, absolument rebelles aux travaux de l'agriculture (1), qui fait la richesse de la Roumanie, mais se montrent habiles au négoce et surtout à l'usure. Grâce à leur don d'absorption, à leur âpreté et aux procédés bien connus qui leur sont propres, ils ont accaparé peu à peu tout le commerce (2), tout l'argent, toutes les ressources de la contrée. Vivant entre eux, parlant un jargon allemand, fidèles à leur coiffure et à leur costume traditionnels (la longue houppelande, les larges bottes et les cheveux en tire-bouchon battant les tempes), ils se moquent du mépris et des haines qu'ils soulèvent, et arrivent rapidement à

(1) *On n'a jamais vu d'échelle à la lune ni de juif à la moisson.* M. Bibicesco, ancien maire de Bucarest, qui cite ce dicton roumain, rappelle, en même temps, dans une intéressante brochure, que les essais tentés à différentes reprises (notamment aux États-Unis par le baron de Hirsch) pour donner à des familles israélites le goût de l'agriculture, ont toujours échoué. (*Les Juifs sont-ils persécutés en Roumanie?* Bucarest, 1902.)

(2) Il faut reconnaître aussi que les Roumains, race essentiellement agricole, se sont montrés jusqu'à présent peu aptes au commerce et l'ont trop facilement abandonné aux mains des juifs. Aujourd'hui encore, en Moldavie surtout, la population indigène, tout en se plaignant du négociant juif, ne sait pas se passer de son intermédiaire.

la fortune en ruinant boyards et paysans. Les Roumains ont eu beau les frapper d'ostracisme, leur refuser la naturalisation, et même leur interdire de tenir des cabarets dans les villages, les Juifs ont débordé de toutes parts et, par leur nombre toujours croissant (ils étaient 10,000 en 1803, ils sont au moins 300,000 aujourd'hui), constituent un véritable danger pour le pays. Telles sont les peu intéressantes « victimes » sur lesquelles l'Alliance israélite a maintes fois réussi à apitoyer la diplomatie européenne, et dont notre représentant, M. Waddington, s'est fait le défenseur au congrès de Berlin.

Une des plus grandes forces des Juifs, — nous le savons assez! — réside dans leur solidarité, dans la façon dont ils se passionnent pour toute cause dans laquelle un des leurs se trouve engagé. Le prince était à peine installé à Bucarest quand il reçut la visite de Crémieux. Le futur membre du gouvernement de la Défense nationale, l'auteur du fatal décret qui a conféré aux Juifs algériens la qualité de citoyens français venait, comme fondateur de l'Alliance israélite, faire des démarches pour que l'égalité politique fût accordée aux Juifs de Roumanie. Ceux-ci offraient au gouvernement un prêt de 25 millions, à intérêt peu élevé, pourvu qu'on leur permît de devenir propriétaires fonciers. Encore mal instruit de la question et « n'écoutant que ses sentiments libéraux », le prince fit bon accueil à l'avocat. Sur sa demande, le gouvernement

proposa au Parlement de « régulariser, par une loi spéciale, l'admission graduelle des Israélites à la naturalisation et, par conséquent, aux droits civils ». Cette proposition souleva des fureurs : *un cri d'horreur*, écrit le prince, *s'éleva de toute la Moldavie* où les Juifs ont pris hypothèque sur un grand nombre de terres. Le jour de la discussion, le peuple se porta tumultueusement devant la Chambre et, bien qu'en présence de cette émotion, le ministre Bratiano eût déclaré, aux applaudissements des députés, que le gouvernement retirait le projet,

la foule turbulente du dehors ne se laissa plus calmer : elle se précipita comme une avalanche de la colline de la Métropole à travers la ville jusqu'à la synagogue : cette paisible maison du Seigneur, récemment achevée, fut totalement détruite.

Le prince donna aussitôt 6.000 ducats sur sa cassette privée pour la reconstruction de la synagogue. La tranquillité, d'ailleurs, fut vite rétablie dans la cité et l'agitation antisémitique prit fin quand la Chambre, après d'ardents débats, eut déclaré que, *seuls, les chrétiens pouvaient devenir citoyens roumains.*

Quelques jours après, le souverain prêtait serment à la nouvelle constitution votée à l'unanimité. Sa popularité s'en augmenta et, quand il se rendit en Moldavie, pays où son prédécesseur Couza comptait cependant de nombreux partisans, ce fut « une marche triomphale ». — « Toute la Moldavie est

comme saisie d'ivresse, écrit-il dans ses lettres..., toutes les classes de la société acclament comme un sauveur le prince allemand monté sur le trône roumain ». Les paysans se jettent à genoux devant lui, les grands propriétaires accourent le saluer. Dans les châteaux où il s'arrête

les dames surtout, comme à Bucarest, s'ingénient à rendre son séjour agréable et lui témoignent une sympathie particulièrement chaleureuse, ce qui ne rend pas toujours facile au jeune homme chevaleresque de ne rester que prince en leur présence.

Au cours de ce voyage, Carol put voir de près les Juifs de Moldavie et se rendre compte du peu d'intérêt dont ils sont dignes :

Le prince commence à comprendre l'aversion qui règne parmi son peuple contre *cette race étrangère* (1). La situa-

(1) « Ce n'est que vers le second tiers du dix-neuvième siècle » — a écrit M. Jean Lahovary, ancien ministre des affaires étrangères de Roumanie — « que commença, en Moldavie, l'immigration juive qui, depuis, ne s'est plus arrêtée. Veut-on la preuve de la fausseté de l'assertion de ceux qui représentent les juifs comme des Roumains établis de temps immémorial dans le pays? Il n'y a qu'à constater : 1° qu'ils portent tous des noms allemands (Rosenthal, Goldenberg, Silbermann, etc.) que leur a donnés l'administration autrichienne, lorsque le partage de la Pologne lui eut fait acquérir des centaines de milliers de sujets israélites, auxquels elle s'empressa de constituer un état civil; 2° que leur langue maternelle est l'allemand corrompu qui est l'idiome des Juifs de la Galicie, de la Pologne... Il suffit d'ailleurs de comparer le chiffre auquel s'élève en ce moment la population israélite en Roumanie et celui du commencement du dix-neuvième siècle : 10.000 en 1803; 55,000 en 1834; 296,016 en 1899 (il est probable que ce chiffre est au-dessous de la réalité, les Israélites s'efforçant toujours de dissimuler leur véritable nombre) ». (J. Lahovary, *La Question israélite en Roumanie*, Bucarest, 1902.)

tion des paysans de Moldavie est très triste, cette année, par suite de la mauvaise récolte; ils manquent de tout et la faim parle par leurs visages émaciés. A côté de cette calamité passagère, ils ont parmi eux une calamité constante : les Juifs. Le Juif est l'unique cabaretier, l'unique boutiquier; il mène les paysans boire des eaux-de-vie frelatées et il est toujours prêt à leur faire des avances pour avoir ses débiteurs dans la main. De là la haine contre ces sangsues, une haine qui n'empêche pourtant point l'immigration et la rapide multiplication des Juifs. Du reste, les Juifs de Moldavie sont sales et déguenillés et, indépendamment de leur avidité et des autres qualités démoralisatrices qui s'y rattachent, ils ne présentent aucun élément de civilisation... Dans leurs longs et sales caftans, avec leurs boucles de cheveux noirs qui leur tombent sur le visage, devant les oreilles, ils ont, si c'est possible, un aspect plus repoussant encore que leurs noires et sales habitations.

Chemin faisant, le prince s'arrête dans plusieurs monastères et constate combien les couvents « orthodoxes » diffèrent de nos couvents catholiques.

On remarque à peine la contrainte monacale, on respecte seulement les heures consacrées aux exercices religieux. Nulle activité spirituelle. *L'accomplissement des prescriptions formalistes* occupe seul les moines et les nonnes : c'est précisément en cela que réside la différence fondamentale entre la vie monacale catholique et celle de l'Orient. Encore les religieuses entretiennent-elles leur jardin; elles soignent leurs fleurs avec amour, tissent des tapis et s'adonnent à une foule de petits travaux; chacune a sa gracieuse maisonnette, propre, embaumée et décorée suivant le goût de la locataire. Mais on ne retrouve pas dans les monastères d'hommes le charme que les femmes savent donner à leur foyer. Par-ci par-là, on rencontre un jardin inculte, une

cabane mal entretenue, et les moines ne savent pas mettre à profit la bibliothèque des vieux manuscrits dont ils ont la garde. Quelques-uns s'occupent de la culture des fruits, ou bien d'agriculture : la plupart ne connaissent d'autres occupations que d'aller à des heures fixes à l'église et de rentrer ensuite dans leur cellule... D'après la nouvelle loi du prince Couza, il est interdit de se faire recevoir dans un monastère avant l'âge de cinquante ans.

Le prince fut accueilli à Jassy avec un enthousiasme extraordinaire; toutes les rues étaient décorées et jonchées de fleurs : un temps merveilleux, un ciel d'azur ajoutaient encore à la beauté du spectacle.

On a pillé une forêt entière pour construire les arcs de triomphe; tout le monde est de joyeuse humeur; beaucoup de vieillards ne peuvent cacher leur émotion en reconnaissant que la Providence a récompensé les efforts de leur jeune âge et qu'ils ont assez vécu pour voir sur le trône de leur pays *le rejeton de la plus illustre des familles régnantes d'Allemagne*.

Le soir, la ville était brillamment illuminée et la police devait protéger, contre l'hostilité de la foule, le palais d'une famille de boyards russophiles qui n'avait pas voulu participer à cette manifestation. Quand, huit jours plus tard, le prince reprit le chemin de Bucarest, beaucoup de séparatistes et de couzistes étaient définitivement gagnés à sa cause.

Cependant, la question de la reconnaissance n'était pas encore tranchée à Constantinople. La Porte y avait mis, d'abord, des conditions blessantes pour

l'amour-propre roumain et la dignité du prince ; puis, sur les représentations réitérées de la France et de l'Angleterre, elle avait atténué son projet primitif, tout en désignant les *Principautés-Unies* comme *partie intégrante* de l'Empire turc, termes que Carol refusait d'accepter. Enfin, à la suite de longs pourparlers, durant lesquels la Porte épuisa les procédés dilatoires chers à sa diplomatie, il fut convenu que les mots « partie intégrante » seraient suivis de ceux-ci : « dans les limites fixées par les capitulations et le traité de Paris », qui en modifiaient le sens ; le prince finit aussi par s'entendre avec le grand vizir sur les autres points controversés (1). Appelé alors à Constantinople pour y recevoir le firman d'investiture du Sultan, Carol part (octobre 1866) accompagné d'une suite de quarante personnes, parmi lesquelles se trouvent les personnages les plus en vue du pays. Il franchit le Danube, à Giurgevo, pose le pied sur le sol turc à Roustchouk (Bulgarie), où il est reçu par le gouverneur entouré de ses fonctionnaires, et se rend, en chemin de fer, à Varna ; après un brillant dîner offert par le *kaïmacan*, il s'embarque sur le yacht luxueusement aménagé que le

(1) Le sultan reconnaissait S. A. S. le prince Charles de Hohenzollern comme prince héréditaire des Principautés-Unies ; il l'autorisait à avoir une armée de 30,000 hommes et à frapper une monnaie spéciale à condition qu'elle portât le signe particulier du gouvernement impérial, etc. « La Sublime Porte ne doutait pas » qu'en reconnaissance de ces avantages « le gouvernement princier ne consentît à augmenter le tribut annuel dans une proportion qui ferait l'objet d'une entente ultérieure. »

Sultan a mis à sa disposition. Le lendemain, le bateau pénètre dans le Bosphore : bientôt les coupoles et les minarets de Stamboul, dorés par les rayons d'un beau soleil d'automne, apparaissent dans l'horizon bleuâtre. Le prince est émerveillé du spectacle : « C'est presque avec une crainte respectueuse qu'il s'approche de l'antique et mystérieuse cité qui s'étend devant lui dans sa splendeur orientale » et qu'il prend possession du palais de Beylerbey (sur la rive asiatique), dont la belle façade de marbre blanc se mire dans les eaux du Bosphore.

A deux heures, le prince, en grand uniforme de général roumain et entouré de toute sa suite, se rend au palais de Dolma-Bagtché où il est reçu, au bas de l'escalier, par le grand vizir qui l'introduit auprès du Sultan. Celui-ci va au-devant de son hôte et lui tend la main...

Une chaise est préparée pour le prince auprès du sopha sur lequel s'assied le Grand Seigneur. Cependant, Son Altesse use de ses prérogatives de prince du sang, repousse la chaise, ce qui cause un instant d'embarras, et prend place auprès de son suzerain.

Comme le Sultan ne comprend pas un mot de français, le drogman impérial assiste à l'audience à côté du grand vizir et, par suite de cette traduction de part et d'autre, ce premier entretien prend naturellement une allure quelque peu traînante. Le Sultan est âgé de trente et un ans, mais porte beaucoup plus; sa stature est courte et ramassée, et il est assez corpulent; l'expression de sa physionomie est sombre, malgré les efforts qu'il fait pour être aimable. Il n'est pas

question de politique ; la conversation consiste seulement en échange de protestations d'amitié. Enfin, le Sultan, d'un geste embarrassé, tend un papier : c'est le firman ; le jeune prince le place devant lui sur la table, sans le regarder, et demande la permission de présenter ses ministres, qui sont dans une salle à côté, où ils auraient dû rester, suivant le programme arrêté d'avance, avec la suite, jusqu'à l'apparition du Sultan. Sans attendre un assentiment, le prince Carol ouvre lui-même la porte et les appelle. Après qu'il les a présentés, il charge son ministre des affaires étrangères, le prince Stirbey, de prendre « le papier ». Ensuite, a lieu la présentation de la nombreuse suite qui, avec les fonctionnaires de la cour, remplissent toute une salle.

Malgré ces entorses au protocole, le Sultan témoigna à son hôte une cordialité plus grande encore lors de sa seconde visite.

A la vérité, cette réception s'est adressée au prince de Hohenzollern plutôt qu'au prince roumain, car les anciens hospodars des Principautés danubiennes n'ont jamais été traités à la Corne d'or que comme de hauts fonctionnaires de l'empire ottoman et, en signe humiliant de leur vassalité, ils devaient tenir la bride quand le Sultan montait à cheval.

Les ministres firent un accueil empressé au jeune souverain. Le ministre des affaires étrangères, Aali-Pacha, « le plus remarquable des hommes d'État turcs », lui donna un dîner où se trouvèrent réunis les principaux dignitaires de l'Empire. A la fin du repas, le prince, portant un toast au Sultan, déclara qu' « avec tous les Roumains, il formait, du fond du

cœur, des vœux pour le long et puissant règne de Sa Majesté et la prospérité de son Empire ». Aali répondit en parlant de l'intérêt que le Padishah éprouvait pour la haute personnalité du prince et pour la *population moldo-valaque.* Il y avait, dans l'emploi de ce terme, une intention dont le prince se montra blessé; aussi quand, plus tard, Aali-Pacha lui offrit de disposer de décorations turques en telle quantité qu'il lui plairait, Carol déclina-t-il cette proposition.

Il n'en avait pas moins lieu d'être satisfait des résultats de son séjour à Constantinople (1). Au moment du départ, Abd-ul-Aziz le combla d'amitiés et de présents. Trente ans auparavant, le sultan Mahmoud avait accueilli aussi amicalement le chef des révoltés serbes, le fameux Milosch, fondateur de la dynastie des Obrenovitch ; et, aujourd'hui, nous voyons Abd-ul-Hamid témoigner les mêmes égards et les mêmes caresses à son vassal redouté, Ferdinand de Bulgarie.

Avant de rentrer en Roumanie, Carol, voulant faire entendre une nouvelle protestation contre l'expression *partie intégrante* « qu'il avait sur le cœur », dé-

(1) Les *Notes* du prince contiennent d'intéressantes observations qu'il fit durant ce séjour : ainsi, le grand amiral Mohammed-Ali, beau-frère du sultan, lui ayant fait les honneurs d'une magnifique frégate cuirassée construite en Angleterre, le prince observe que, « malgré toutes les dépenses pour des choses d'une utilité relative, ce qui est le plus nécessaire à la navigation manque au navire, de telle sorte que ce cuirassé est hors d'état de sortir du Bosphore ».

clara au gouverneur de Roustchouk, *qu'au moment de quitter le territoire de l'empire turc*, il tenait à exprimer ses remerciements pour les attentions dont il avait été l'objet.

De retour dans sa capitale, le prince fut aux prises avec des difficultés intérieures; les élections, qui produisirent une Chambre bigarrée où couzistes et séparatistes se trouvaient en nombre égal aux partisans du gouvernement, lui causèrent une pénible surprise si peu de temps après les manifestations enthousiastes de Bucarest et de Jassy. Par contre, il fut touché de voir son père — à qui le Parlement roumain s'était empressé de décerner la grande naturalisation — nommé spontanément député de Tergoviste. A l'extérieur, la situation s'était considérablement éclaircie : reconnu et favorablement accueilli par le Sultan, le prince éprouvait, bientôt après, la satisfaction de recevoir d'abord le baron d'Avril, consul de France, puis le consul de Russie venant, en audience solennelle, présenter leurs lettres de créance. Napoléon III et tous les autres chefs d'État adressaient tour à tour leurs félicitations au jeune souverain (1).

Enfin, la Roumanie venait de conclure avec la maison Oppenheim (de Paris) un emprunt à 13 pour 100

(1) Seul, le Pape s'abstint pendant de longs mois encore. Le prince s'en étonne, sans songer que Pie IX ne pouvait témoigner une vive sympathie au prince catholique qui, en jurant la Constitution, s'était engagé à faire élever ses futurs enfants dans la religion « orthodoxe ».

et 3/4 pour 100 de commission : pour 18 millions et demi, le gouvernement roumain s'engageait à rembourser 32 millions en vingt-trois ans. Ces conditions étaient onéreuses, mais on se trouvait forcé de les accepter : une maison de Londres à laquelle on s'était adressé, d'abord, en avait posé de bien plus dures encore!

CHAPITRE III

(1867). — Décadence de l'influence française à Bucarest. — Le prince Carol se rapproche de plus en plus de la Prusse. — L'affaire du Luxembourg. — L'Exposition universelle. — Le prince s'aperçoit qu'il est obligé de compter encore avec la France. — Nouveaux embarras créés par la question juive.

Le 28 décembre 1866, Napoléon III avait écrit au prince une lettre chaleureuse à laquelle celui-ci s'empressa de répondre avec déférence, en exposant les complications qui menaçaient de se produire dans les Balkans : les nouvelles de Crète annonçaient des rixes continuelles entre chrétiens et musulmans, des émissaires slaves parcouraient la péninsule balkanique en cherchant à soulever les populations contre la Turquie. Volontiers les Roumains se seraient jetés dans la lutte et auraient cherché à en tirer profit, mais Carol avouait qu'on n'était pas prêt :

Nous devons donc tout attendre de l'appui de nos protecteurs ordinaires et particulièrement de l'amitié de Votre Majesté. Il me semble, Sire, qu'il serait bien désirable qu'une entente s'établît dès maintenant entre la France, l'Angleterre et la Prusse, au sujet des affaires d'Orient. Un accord intime entre ces trois puissances serait la plus sûre garantie de notre indépendance nationale.

Le baron d'Avril fut le premier à employer le mot de *Roumanie*, au lieu de *Provinces-Unies*, en présentant les félicitations de sa Cour, le 1er janvier 1867 (1). Notre gouvernement témoignait ainsi, une fois de plus, ses sympathies aux Roumains et à leur souverain. Mais les bonnes dispositions de l'Empereur à l'égard de son parent ne tardèrent pas à se modifier en voyant celui-ci se dégager peu à peu de l'influence française pour s'orienter de plus en plus du côté de Berlin. Un des premiers symptômes de cette nouvelle ligne de conduite fut la décision prise par le prince, en réorganisant son armée, de congédier la mission militaire française naguère appelée par Couza et de la remplacer par des instructeurs prussiens. La cour des Tuileries ne manqua pas de rappeler à cette occasion que, « dès 1856, l'Empereur avait été l'unique protecteur des Principautés danubiennes; que la Prusse n'avait rien fait pour le prince; du reste, les Roumains étant de race latine devraient se rattacher à la puissante nation-sœur ».

En même temps on écrivait de Paris que l'esprit public commençait à y devenir passionnément antiprussien : « on en veut presque au prince d'être Allemand et Hohenzollern, et on lui rappelle qu'il a du sang français dans les veines. »

(1) Le prince aurait voulu que le représentant de la Prusse suivît cet exemple; mais, de Berlin, on lui répondit qu'il valait mieux ne pas se presser, car les autres puissances pourraient interpréter une pareille attitude comme étant dictée par des raisons de parenté.

A l'occasion des fêtes de Noël, Carol reçut de son père une longue lettre, au cours de laquelle nous relevons de curieux passages concernant la situation en France. Ce prince catholique (il est bon de le rappeler, car nous le verrons plus tard approuver le *Kulturkampf)* s'y montre résolument anticlérical :

La situation de la France est actuellement très incertaine. La dynastie de Napoléon doit lutter contre l'irritation amère que les victoires de la Prusse ont produite dans le pays. Le parti clérical jette constamment de l'huile sur le feu et ce n'est pas sa faute si la haine nationale ne jaillit pas en flammes ardentes. De tous les Français, l'Empereur est le plus réfléchi et le plus sage; cependant, il pourrait facilement arriver que, pour maintenir l'existence de sa dynastie, il se laissât entraîner à une guerre contre la Prusse.

La question romaine est également brûlante. Le rappel des troupes françaises de Rome peut amener la fin du pouvoir temporel de la Papauté. De là, une grande agitation contre l'Empereur parmi le parti ultramontain, extrêmement fort en France, et cette situation fait craindre de graves conséquences. Si, par contre, le rappel des troupes n'entraîne pas la chute du pouvoir temporel, une grande colère s'emparera des régions libérales et des classes intelligentes de la France, qui voient, dans le pouvoir suranné du Pape, le principal obstacle au progrès national-libéral.

Sous tous les rapports, la solution de cette question prend une mauvaise tournure pour l'Empereur, attendu que l'Impératrice, par suite de son tempérament espagnol et de son esprit bigot, rend vraiment difficile l'éclaircissement de la situation, et cela d'autant plus qu'elle réussira probablement quand même, en comptant sur la faiblesse dont l'Empereur fait preuve dans son ménage, à accomplir à

Rome un pèlerinage sans but et contrairement à la volonté du ministère.

Charles-Antoine parle ensuite de la question mexicaine, qu'il condamne sévèrement (et cela ne concorde guère avec le jugement qu'il vient de porter sur Napoléon III, *le plus sage de tous les Français*) :

L'opposition qui s'était déclarée, dès le début, contre cette expédition, aura gain de cause aux yeux de la nation et, par là, minera sérieusement le prestige de l'Empire... Enfin, le mauvais état des finances est un autre très grand danger pour la France.

Par contre, le prince de Hohenzollern se félicite de voir la Prusse désormais « élevée au rang de puissance de tout premier ordre », et Bismarck, naguère si impopulaire, obtenir maintenant des Chambres tout ce qu'il veut. Cependant, il souhaiterait que les pays annexés « fussent beaucoup plus prussianisés » et l'Allemagne du Sud moins divisée : le Wurtemberg est hésitant; la Bavière « ballottée comme un roseau ». *C'est à Bade*, ajoute-t-il, *qu'on est le plus correct*.

Le fait suivant peut servir à démontrer combien l'unité du Sud de l'Allemagne est établie sur des bases peu sérieuses : la Bavière perfectionne son système *Podewil*. Le Würtemberg adopte le nouveau fusil de guerre suisse, Bade le fusil à aiguille et Hesse garde le Minié! Ainsi tout fait ressortir le manque d'unité politique et militaire.

Carol n'en sentait pas moins que l'avenir appartenait à la Prusse. Sur sa demande, et malgré la vive

insistance de son agent de Paris, le roi Guillaume envoya à Bucarest le lieutenant-colonel Krensky que de Moltke déclarait céder à regret, car « c'était un de ses officiers les plus capables ». Le prince de Roumanie laissa bien entendre que la venue d'un instructeur prussien n'impliquait pas nécessairement le départ de la mission française, mais l'Empereur fit savoir qu'il n'admettrait pas la coexistence des deux missions et les officiers français furent rappelés. En même temps, une importante concession pour fournitures militaires, que Couza avait fait accorder à la maison Godillot, protégée par l'Empereur, était annulée par un vote des Chambres, moyennant une indemnité de quatre millions. Enfin, l'armée roumaine était réorganisée à la prussienne, avec 20,000 hommes de troupes permanentes, 10,000 hommes de réserve, 30,000 de milice et un *Landsthurm* de 50,000 hommes.

Tous ces indices marquaient suffisamment la fin de notre prépondérance morale à Bucarest. La Prusse paraissait à ce moment (avril 1867) à la veille d'entrer en guerre avec la France, à propos de l'affaire du Luxembourg, et c'était une raison nouvelle ajoutée à tant d'autres, pour que le prince Carol, qui ne mettait pas en doute l'issue de la lutte, ne craignît plus de manifester hautement de quel côté étaient ses sympathies. Au même moment, on apprit que sa sœur, la princesse Marie, allait épouser le comte de Flandre, à Berlin, et Carol croyait savoir que cette

nouvelle avait causé un vif déplaisir aux Tuileries : suivant lui, « la reine Victoria ayant pris part aux négociations, on considéra ce mariage comme une entrave aux intentions de la France sur la Belgique » .

Le prince se trompait en croyant que le gouvernement français pût encore songer à l'annexion de la Belgique (cette dangereuse chimère dont la malice de Bismarck avait naguère leurré notre diplomatie) à l'heure où nous allions être contraints de renoncer même à nos modestes prétentions sur le Luxembourg. Peu de jours auparavant cette question du Luxembourg paraissait facile à régler : le roi de Hollande consentait à nous céder le grand-duché, moyennant une indemnité de 4 à 5 millions ; Bismarck avait promis de laisser faire, et voilà que, soudain, la pensée de voir *une vieille terre allemande*, comme on disait, *détachée de la mère patrie*, soulevait contre la France toutes les colères germaniques. Le prince Charles-Antoine résumait bien l'impression générale quand il écrivait à son fils : « la guerre serait un mal épouvantable, mais subir une humiliation de la France serait un mal plus grand encore! » (1). Dans une autre lettre il disait :

(1) « Depuis plusieurs mois, dit M. Émile Ollivier, cette affaire était agitée dans les journaux prussiens, sans trop de colère cependant. A ce moment, elle s'alluma avec une fureur inattendue. Le vénérable de la loge maçonnique de Luxembourg, instruit par des confidences officielles des pourparlers mystérieux, en avait informé les loges allemandes, d'où la nouvelle avait sauté dans les journaux, puis dans les

Luxembourg hante le monde politique comme un spectre, — ce qui est certain, c'est que nous n'abandonnerons jamais notre droit de garnison. Que le Luxembourg soit allemand ou non, c'est indifférent; mais la question de savoir si, oui ou non, la Prusse doit y maintenir son occupation, est de la plus haute importance

Bismarck n'attachait pas la même importance que le prince de Hohenzollern et que le parti militaire prussien (à commencer par le Roi) à la possession de cette forteresse de Luxembourg qui, suivant lui, « offrait un minime avantage stratégique ». Et il avait raison de ne point paraître s'en soucier, car la conférence, réunie à Londres, le 7 mai, décida que le grand-duché n'appartiendrait pas à la France et serait neutralisé; en revanche, la Prusse évacuerait la forteresse qui serait démantelée.

Cette décision, que le marquis de Moustier annonça à la tribune du Corps législatif comme un succès pour la politique française, avait pour effet d'écarter ou plutôt d'ajourner, au grand chagrin de Moltke, la guerre qu'on avait cru à la veille d'éclater (1). En

places publiques; et tout à coup se produisit un tourbillon de colère patriotique. » (*Empire libéral*, t. IX.)

(1) « La question du Luxembourg — écrivait Moltke à son frère — n'amènera probablement pas d'hostilités : *rien ne pourrait nous être plus agréable qu'une guerre qui, malgré tout, est inévitable.* » (Mai 1867.) Bismarck croyait, lui aussi, la guerre inévitable, mais, contrairement à Moltke, il ne jugeait pas le moment venu. « Je ne doutais pas, a-t-il déclaré dans ses *Mémoires,* qu'il fallût faire une guerre franco-allemande avant que l'organisation générale de l'Allemagne pût être réalisée. Ma pensée dominante était alors de retarder cette guerre jus-

même temps, le prestige de Napoléon III, bien diminué depuis quelques mois, empruntait un dernier et fugitif éclat au succès de l'Exposition universelle, cette dernière fusée du feu d'artifice impérial. Aussi voyons-nous, à partir de ce moment, Carol modifier son attitude à notre égard, suivant en cela le conseil de son père qui, toujours prudent et avisé, reconnaît que « l'étoile de Napoléon a pâli », mais ajoute : « il faut encore le ménager, le moment n'est pas propice pour rompre avec la France en Orient ». Cependant le prince de Roumanie a recueilli, de différents côtés, l'écho du mécontentement qui grandit contre lui à Paris. On lui a rapporté ce mot du marquis de Moustier à M. de Goltz (ministre de Prusse) : « Vous voulez donc nous supplanter en Roumanie? » L'Empereur lui-même aurait dit du prince : « S'il lui convient d'oublier que c'est moi qui l'ai fait reconnaître, qu'il se jette dans les bras de la Prusse et de la Russie! Quelle importance voulez-vous que cela ait? Je l'abandonnerai, voilà tout! » Nos journaux déclarent que le souverain roumain transforme son pays *en annexe de la Prusse. Cependant*, ajoutent-ils, *c'est la France seule qui a fait la Roumanie et c'est elle encore qui, plus tard, a entraîné l'Angleterre à la reconnaître.* Une lettre, dont le prince n'indique pas l'auteur, se termine par ces mots menaçants : « En admettant

qu'au moment où nos effectifs seraient au complet... » (Traduct. franç., t. II, p. 61.)

même qu'en politique on puisse être ingrat, ce qui cependant se paie toujours, témoin l'Autriche, qui a rudement payé son ingratitude, il est très imprudent de s'aliéner la France (1) ».

Le prince va s'appliquer maintenant à calmer les préventions trop justifiées qui se sont élevées contre lui à Paris : il exige la démission du ministre de la guerre « qui a prononcé publiquement une parole inconsidérée sur la France », et, dans le *Moniteur roumain*, organe officiel, on lit les lignes suivantes : « C'est une calomnie à l'égard du gouvernement que de lui prêter une autre direction que celle qui est agréée par l'empereur Napoléon, auquel les Roumains doivent la plus grande reconnaissance comme au souverain protecteur du principe des nationalités ».

D'autre part, le prince écrit à Mme Cornu qu' « il ne conçoit pas comment on a pu éveiller. dans l'esprit de l'Empereur, l'idée que la politique roumaine était dirigée dans un sens anti-français!... » « Si je n'ai pas toujours été adroit », ajoute-t-il, « j'ai toujours été droit », et il explique que la mission absolument temporaire du colonel Krensky était

(1) « Malgré Sadowa, — écrivait, quelques mois plus tard, Mme Cornu, — c'est encore ici qu'est votre plus solide appui... Le prince ne devrait pas ajouter foi à toutes les inventions intéressées qui ont pour but de l'éloigner de plus en plus de la France; on a prétendu que l'Empereur aurait promis la Roumanie à l'Autriche; ce cancan est aussi sot que faux. »

loin d'avoir la portée qu'on lui avait attribuée à Paris. Enfin il adresse à l'Empereur lui-même une lettre destinée à calmer sa légitime susceptibilité, lui demandant de vouloir bien envoyer le plus tôt possible une nouvelle mission militaire à Bucarest, ce qui fut accordé, d'autant plus volontiers que le congé du colonel Krensky venait de prendre fin.

Napoléon III s'inquiétait avec raison (un peu tard, hélas!) de voir grandir l'influence germanique en Roumanie comme ailleurs. Il était moins bien inspiré en prenant énergiquement en main la cause des Juifs de Moldavie. Le 11-23 mai, M. Desjardins, professeur d'histoire (plus tard membre de l'Institut), chargé, par notre souverain, d'une mission pour étudier les bouches du Danube, arrivait à Bucarest et informait le prince que l'Empereur se montrait très irrité des mesures prises par le ministre Bratiano à l'égard des Israëlites. M. Desjardins fut vite édifié sur la question. Au retour de sa mission, il écrivit une brochure (1), dans laquelle il déclare que ce n'est

(1) Les juifs, dit M. Desjardins, sont des étrangers sur le sol roumain, non seulement par la langue et les mœurs, mais même par l'esprit. Ils tiennent à rester des étrangers. Ils n'envoient pas leurs enfants à l'école roumaine, qui leur est ouverte gratuitement; tout le petit commerce est entre leurs mains : le lait, la viande, les fruits, l'eau-de-vie surtout dont ils ne boivent pas et qu'ils frelatent avec du vitriol, trompant les Roumains, empoisonnant du même coup la ville et la campagne... Dans la Moldavie, le Juif est aussi tailleur, cordonnier, horloger, ferblantier; mais surtout usurier. Il prend *jusqu'à 50 pour 100 d'intérêt par mois*... Ce peuple ne veut ni servir, ni s'ins-

certes pas à cause de leur religion (les Roumains ne s'en préoccupent guère) que les Juifs de Moldavie sont inquiétés, mais bien « parce qu'ils forment un peuple étranger dans le pays dont ils absorbent la substance, formant un État dans l'État, comme les protestants en France avant les édits de Richelieu » .

Cependant l'influence israélite, alors prépondérante en Europe, avait ameuté l'opinion publique contre le gouvernement roumain. Le 20 mai-1er juin, le prince écrit dans son Journal :

La pénible question juive prend tous les jours de plus grandes proportions dans la presse étrangère, et le peuple roumain, le plus tolérant de tous les peuples chrétiens, apparaît éclairé par les lueurs d'un fanatisme religieux comme le moyen âge seul en a connu.

Le républicain Crémieux était allé aux Tuileries plaider la cause de ses coreligionnaires devant l'Empereur, qui avait aussitôt adressé au prince de Roumanie ce télégramme sévère :

« Je ne dois pas laisser ignorer à Son Altesse combien

truire, ni cultiver, ni payer; il ne veut participer à aucune charge, ne fait aucun sacrifice, ne se soumet même pas aux lois de police, aux règlements d'hygiène, et, avec ses 800,000 bras, ne saisit ni la pioche, ni la charrue, ni le fusil; mais l'argent. » Néanmoins, montrant bien par là son impartialité, M. Desjardins ajoute que la présence d'un certain nombre de Juifs en Roumanie est un bien, « car ils sont industrieux, ont des mœurs, sont patients, économes au delà de ce que l'on peut dire et laborieux sans relâche, mais l'encombrement est un mal et même un danger. » — Combien ce danger s'est encore accru depuis 1867!

l'opinion publique s'émeut ici des persécutions dont on dit les Israélites victimes en Moldavie. Je ne puis croire que le gouvernement éclairé de Votre Altesse autorise des mesures si contraires à l'humanité et à la civilisation.

« Napoléon. »

Carol s'empressa de répondre qu'il allait procéder à une enquête sérieuse, tout en ajoutant que les mesures prises par son gouvernement rentraient dans le droit commun.

L'Empereur désirait la démission de Bratiano, auteur des dispositions édictées contre les Juifs et connu, en outre, pour son passé révolutionnaire (on le disait resté en relations étroites avec Mazzini) (1). Le prince, qui ne voulait pas se séparer de son ministre, se demandait pourtant avec anxiété : « Que deviendra la Roumanie si Napoléon lui retire sa protection et s'il est donné libre carrière aux ambitions de la Russie? » Apprenant, à ce moment, la mort tragique de l'empereur Maximilien, Carol ne peut s'empêcher de faire un triste retour sur lui-même et se rappelle le mot que lui a dit le comte de Goltz, au moment où il hésitait à accepter la couronne roumaine : « Tout le monde n'a pas le courage de Maximilien. » — « Le courage seul ne suffit pas,

(1) M. Duruy, très sympathique à la Roumanie, exprimait, à la même époque, sa surprise de ce que « le prince n'ait pas compris que les hommes qui sont bons pour faire les révolutions et pour renverser les gouvernements ne sont jamais bons pour gouverner; à chacun son emploi ! »

ajoute mélancoliquement le prince, il permet seulement de mourir en héros, comme l'a fait Maximilien. »

Ému d'entendre annoncer partout la chute prochaine de son fils, « alors même qu'elle ne doive pas être aussi tragique qu'à Mexico », Charles-Antoine part incognito pour Paris où il va voir l'Empereur. Napoléon III le reçoit très affectueusement, et déclare de nouveau que « la démission de Bratiano serait une mesure sage et opportune », ajoutant « qu'il ne se mêlait pas volontiers des questions de détail, mais que, comme ami, il voulait avoir donné ce conseil ». En conséquence, et malgré ses propres sympathies pour Bratiano, qu'il tient pour un des hommes les plus honnêtes et les plus intègres de la Roumanie, le prince de Hohenzollern écrit à son fils :

C'est un précepte de haute politique de se plier aux circonstances que l'on ne peut dominer : la France est actuellement l'unique soutien de la Roumanie, c'est pourquoi il ne faut pas l'offenser. *La question juive a surexcité tout Paris* (1). La presse, gagnée par l'argent juif, ne laisse rien passer de ce qui pourrait permettre de présenter les choses sous un meilleur jour; c'est regrettable mais on n'y peut rien changer.

Ces nouvelles contrarièrent vivement Carol, « obligé de sacrifier aux circonstances actuelles, non seulement ses sympathies, mais aussi sa propre

(1) Les temps sont changés. La question juive surexcite encore tout Paris aujourd'hui, mais en sens différent.

manière de voir..... Malgré l'échec de Mexico, ajoute-t-il, Napoléon n'en continue pas moins à dominer en Europe ». (Apparences trompeuses!) « Presque tous les souverains viennent lui rendre visite. » Et le prince note, d'après les lettres qui lui sont adressées de Paris, l'impression qu'y a produite la présence simultanée du Tsar et du roi de Prusse :

On avait cru généralement que la haine de la Prusse, éveillée d'une façon inquiétante depuis Sadowa, se transformerait en grandes manifestations de sympathie pour le souverain russe; mais, contre toute attente, l'affabilité personnelle du roi de Prusse avait triomphé du public parisien, tandis que l'attitude réservée d'Alexandre II avait déplu; Guillaume I[er], et même le comte Bismarck ont été partout cordialement salués.

Le Sultan, invité à son tour, se réjouit comme un enfant de ce voyage à Paris (quoiqu'on vienne précisément de découvrir un complot des Jeunes-Turcs contre le ministère et que l'état des finances soit désespérément embarrassé). La Russie en montre du dépit et, l'Angleterre ayant aussi invité le Sultan, pour ne pas laisser prendre à la France une situation exceptionnelle, le général Ignatiev a lancé cette boutade : *Si toutes les cours de l'Europe invitent le sultan à les venir visiter, la Russie aura, du moins, la consolation de le voir se ruiner.*

En présence de l'hostilité qui régnait contre lui à Paris, J. Bratiano finit par donner sa démission, au grand chagrin du prince (1). Le cabinet voulut le suivre

(1) Dans une lettre adressée à Napoléon III, à l'occasion de la fête du 15 août, le prince dit que Bratiano s'est retiré « pour montrer à la

dans sa retraite. De tous côtés parvinrent des adresses conjurant le souverain de ne pas accepter cette démission, tandis que plusieurs journaux lui reprochaient violemment « d'avoir sacrifié son ministère sous la pression de l'étranger ». Trois mois plus tard, le prince rappelait Bratiano (1). Mais celui-ci, redevenu ministre, compromit bientôt sa popularité en prenant des mesures pour réprimer l'agitation antisémitique.

France combien il est dévoué à son souverain et à son pays ». L'Empereur répondit le 5 septembre :

« Mon cher Prince,

« J'ai reçu la lettre que Votre Altesse a bien voulu m'écrire au moment où je partais pour Salzbourg ; depuis cette époque, nous avons toujours été en voyage, c'est ce qui m'a empêché de vous répondre plus tôt.

« J'ai parlé, en effet, au Prince votre Père de l'effet produit en France par certains actes du gouvernement de Votre Altesse, mais je ne me suis jamais cru autorisé à influencer votre décision, quant au choix de vos ministres. Tout ce que je désire, c'est que votre pouvoir se consolide, et que le peuple que vous avez été appelé à gouverner soit prospère.

« On est inquiet, à Vienne, des menées d'un certain parti qui voudrait lier des relations avec des coreligionnaires de la Transylvanie ; je crois que votre gouvernement n'a rien à gagner en protégeant cette dangereuse propagande.

« J'aurais été charmé de vous voir, mon Prince, mais nous partons demain pour Biarritz et nous n'en reviendrons qu'à la fin d'octobre.

« Je vous prie de croire aux sentiments d'estime et de sincère amitié avec lesquels je suis de Votre Altesse le bon Cousin,

« Napoléon. »

(1) « 28 octobre-9 novembre. — Le prince nomme J. Bratiano ministre des finances ! Cela sied bien au caractère courageux du jeune souverain : il n'a pas refusé à l'empereur français une satisfaction formelle, mais il donne de nouveau à l'énergique Bratiano une situation dirigeante, ainsi que l'exige la politique intérieure du pays. » (*Aus den Leben*, etc., t. I, p. 228.)

Il continua néanmoins à être considéré, à l'étranger, comme le persécuteur des Juifs, tandis que ses compatriotes, l'accusant d'être devenu leur protecteur, lui jetaient de la boue dans les rues de Jassy. En avril 1868, vingt-cinq familles juives (1) ayant été expulsées du territoire de Bacau (Moldavie), des désordres se produisirent; la presse européenne, « dominée par la haute finance israélite », — comme l'écrivait Charles-Antoine à son fils, — commença une campagne des plus violentes contre « le fanatisme des Roumains et la faiblesse coupable de leur gouvernement ». L'Alliance israélite, avec Crémieux à sa tête, jeta feu et flammes. Par ses soins, un journal imprimé en français, *l'Israélite roumain*, fut fondé à Bucarest. Le ministre des affaires étrangères, Golesco, ayant adressé une circulaire aux puissances pour rétablir les faits « qu'on a enflés avec tant d'art », l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie, refusèrent ses explications et réclamèrent impérieusement une indemnité pour les expulsés de Bacau.

J'ai déjà observé autrefois, — écrivait à cette occasion le prince Ch. Antoine, — que toutes les affaires juives sont des *noli me tangere*. La ploutocratie juive est une grande puissance dont la faveur peut être du plus grand secours, mais dont l'hostilité est dangereuse. De tous les coins et de toutes les extrémités de la terre, a retenti *uni sono* un cri d'horreur et de réprobation contre les incidents de Bacau...

(1) C'étaient des cabaretiers de nationalité autrichienne.

Tous les gouvernements ont retiré leur confiance à ce ministre... On m'envoie des lettres de tous côtés pour solliciter mon assistance dans cette malheureuse affaire juive : c'est Paris qui fait le plus grand bruit...

Nous savons, en effet, que les Juifs sont maîtres dans l'art de créer du tapage autour des affaires qui les touchent. « Les persécutions des Israélites de Moldavie étaient passées, en Europe, à l'état de cause célèbre. » Le prince Carol, s'étant rendu sur les lieux, constata, par lui-même, combien tout ce bruit était hors de proportion avec la réalité des faits : en dehors de l'expulsion très justifiée des cabaretiers judéo-autrichiens de Bacau, *aucune vexation n'avait été exercée contre les Juifs*. Il dut, néanmoins, faire droit, dans une certaine mesure, aux puissances réclamantes et accepter la démission de son ministre des affaires étrangères dont la circulaire virulente avait exaspéré l'Autriche.

CHAPITRE IV

(1868-1869.) — Le prince cherche à se soustraire à la suzeraineté turque. — Il favorise sous main l'insurrection bulgare. — Le prince Napoléon accueilli avec enthousiasme à Bucarest. — Pour satisfaire les puissances — et la Prusse en particulier — le prince se sépare enfin de Bratiano. — Satisfaction qu'en éprouve l'Empereur. — Colère de Bratiano. — Ses partisans mènent une campagne acharnée contre le prince.

En dépit des graves difficultés causées par la question juive, la situation du prince, si compromise quelques mois auparavant, paraît raffermie au début de l'année 1868. Il est acclamé au Parlement où, pour la première fois, il lit le message du trône en langue roumaine. Durant l'année qui vient de s'écouler, il a correspondu avec les différents chefs d'États balkaniques qui aspirent, comme lui, à l'indépendance. Sans se compromettre au point de consentir à entrer dans une ligue avec la Grèce contre la Turquie, il a souscrit une somme importante en faveur des Crétois révoltés (1). Il échange les lettres les plus cordiales

(1) En 1867, comme trente ans plus tard, celui qui était alors « le jeune roi de Grèce » avait grand'peine à résister au parti belliqueux « qui voulait, écrit le prince Carol, le pousser à une guerre contre les Turcs, sans argent, sans armée, sans flotte et sans alliés. Il ne peut pas se montrer dans la rue sans que hommes et femmes lui crient : *A Cons-*

avec le prince Nikita de Monténégro qui le prie d'accepter la décoration de son ordre *comme un gage de la concorde qui doit exister entre les souverains de l'Orient pour atteindre le but que Dieu leur a assigné*. De son côté, le prince Michel de Serbie, venu à Bucarest en avril 1867, avait exprimé à Carol son vif désir de voir leurs deux pays s'unir pour trancher le lien de vassalité qui les relie à la Turquie. Le 20 janvier 1868, un *traité d'amitié* est conclu entre la Roumanie et la Serbie (1).

Toutefois, le prince Michel, depuis qu'il avait obtenu l'évacuation des forteresses serbes par les Turcs, adoptait vis-à-vis du Sultan des allures d'indépendance que Carol ne croyait pas encore prudent d'imiter. Abd-ul-Aziz, passant devant Belgrade à son retour de l'Exposition de Paris, avait eu le dépit de ne pas y trouver le prince serbe qui venait de partir pour les eaux; aussi se montra-t-il d'autant plus charmé de voir le prince de Roumanie venir jusqu'à Roustchouk pour saluer son suzerain et il l'en remercia chaudement. Quelle déchéance pour le Commandeur des

tantinople! C'est un malheur pour son peuple d'avoir toujours acquis quelque chose par des révolutions, ce qui l'amène à penser que toute révolte doit produire des fruits d'or ».

(1) Cinq mois plus tard, le prince Michel devait tomber sous le poignard des partisans des Karageorgevitch. Carol raconte que le gouvernement français tenta alors vainement de placer la couronne de Serbie sur la tête du prince de Monténégro, ce qui aurait été un acheminement vers *l'unité balkanique* que rêvent les Jougo-Slaves. Mais la Porte était naturellement opposée à cette solution et ce fut le jeune Milan Obrenovitch qui recueillit la succession de son oncle Michel.

croyants! Après avoir traité jadis ses vassaux comme des esclaves, il en était réduit maintenant à mendier, en quelque sorte, les marques de déférence de leur part.

Sous ces dehors trompeurs, Carol cachait l'espoir de « s'affranchir bientôt d'un joug aussi pesant qu'humiliant » et il travaillait secrètement à la réorganisation de son armée. On s'en rendait bien compte à Constantinople : aussi ne faut-il pas s'étonner de voir, au printemps de 1868, la Porte élever des difficultés au sujet du transit de 25.000 fusils Peabody, que le gouvernement roumain venait d'acheter en Amérique, avec l'espoir d'en faire bientôt un usage facile à deviner! A ce moment, le vassal naguère encore soumis commençait à lever le masque et Fuad-Pacha se plaignit que l'agent roumain à Paris eût pris des allures si indépendantes que l'ambassadeur de Turquie avait été obligé de briser toutes relations avec lui. « Vous avez tort, disait le grand vizir, d'adopter cette attitude à une heure où la question juive vous cause tant de difficultés vis-vis de l'Europe et où vous auriez grand besoin de notre protection. » Et, prétendant donner une leçon de libéralisme à la Roumanie : « Que ne prenez-vous modèle sur nous, » ajoutait-il assez ironiquement. « Voyez, à Constantinople, les juifs siègent à côté des musulmans dans le nouveau conseil d'État... La Roumanie devrait considérer, avant tout, ses rapports avec la Porte comme ceux d'un fils à l'égard de

son père. S'il n'est pas défendu au fils de se créer un train de maison personnel, il ne doit pas le faire cependant sans conserver quelque considération pour l'autorité paternelle. » L'envoyé du prince, Al. Golesco, répondait de son mieux à ces doléances en tâchant de détourner les soupçons de la Turquie, mais le gouvernement roumain continuait à encourager en cachette les menées bulgares.

En même temps, tout en se gardant de rompre avec la France, le prince continuait à prendre son mot d'ordre à Berlin et s'attachait à cultiver l'amitié du Tsar. Bismarck lui avait fait dire, en effet (25 janvier 1868), qu'un rapprochement avec la Russie constituerait, pour la Roumanie, la politique la plus rationnelle et la plus sûre à suivre. Charles-Antoine donna le même conseil : « La France, écrivait-il, perdra de plus en plus son prestige, c'est donc agir raisonnablement, sans se brouiller avec elle, que d'entrer dans la sphère d'influence de la Russie avant d'y être forcé (1). »

(1) Le même jour, le prince Carol écrivait dans une lettre qui s'est croisée avec celle de son père : « Le plus grand danger pour la Roumanie serait une alliance entre la France et la Russie ; la première fait, en ce moment, tous ses efforts pour la réaliser. La France est forcée aujourd'hui de recruter ses amis parmi ses ennemis, *car personne n'est avec elle*. Elle a perdu ici beaucoup de terrain. *Or, tout ce que la France a perdu, c'est la Prusse qui l'a gagné.* »

Il semble qu'à peu de temps de là, Bismarck ait craint que la Roumanie ne se mît trop bien avec la Russie, car, au mois de mars suivant, il faisait dire par le prince Ch. Antoine qu' « *un rapprochement trop ostensible avec la Russie ne serait pas désirable :* il faut être bien

Conformément à ce programme, le prince envoya à Saint-Pétersbourg une mission qui reçut le plus aimable accueil du Tsar. Un membre du Parlement, M. Carp, reprocha alors au gouvernement de *coqueter* avec la Russie, déclarant « qu'il fallait se défier d'une amitié dangereuse avec le colosse qui n'aidera pas la Roumanie à conquérir son indépendance, mais qui veut s'en servir pour la réalisation de ses propres visées ambitieuses en Orient ». Bratiano répliqua en accusant son adversaire de manquer de patriotisme et en protestant « de la reconnaissance sincère de la Roumanie envers la France ». Notre gouvernement n'était pas dupe de ces protestations. Il reprochait, d'ailleurs, au cabinet roumain de violer la neutralité promise en favorisant sous main les menées des insurgés bulgares contre la Turquie.

Le prince a reconnu, dans son Journal, que « ces accusations renfermaient un grain de vérité ». Mais, à cette époque, il les repoussait avec indignation. Notre ministre des affaires étrangères ayant chargé (février 1868) le consul de France, M. Boyard, de remettre à Bucarest une note conçue en termes très vifs, le prince répondit avec hauteur : « *Cette note ne peut être acceptée. Il est regrettable que le marquis de Moustier l'ait lancée avant d'être informé sur des bruits qui ne sont pas fondés.* »

Un peu plus tard (au mois de juillet) le grand vizir

avec toutes les puissances et au dernier moment seulement, lorsque tout sombre, s'allier au pays qui réunit toutes les chances de victoire. »

attire de nouveau l'attention du prince sur le mouvement bulgare qui se poursuit :

« Nous voyons, lui dit-il, avec bien du regret que les employés des Principautés, contrairement à vos intentions, et malgré les assurances que Votre Altesse Sérénissime a naguère données à la Sublime-Porte comme aux puissances garantes, favorisent ces tentatives au lieu de les empêcher; nous croyons devoir signaler cet état de choses à la plus sérieuse attention de Votre Altesse Sérénissime, avec le ferme espoir qu'elle voudra bien y remédier sans délai. »

Le prince ne fait aucune réponse à cette dépêche. Alors la Porte, voulant en finir avec les Bulgares qu'elle sait, d'ailleurs, appuyés sous main par la Russie, rappelle Sabri Pacha qu'on trouve trop mou, et charge Midhat-Pacha d'employer des moyens « énergiques » pour dompter les rebelles. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans les *Mémoires* du roi Carol :

12/24 *juillet*. — Midhat pacha bat les insurgés dans la forêt de Letnitza; afin d'exciter le courage de ses Tcherkesses, il leur a permis de dévaliser les morts. On trouve chez les prisonniers une proclamation du « gouvernement provisoire des Balkans », dans laquelle les Bulgares sont invités à secouer le joug ottoman et à créer un royaume bulgare. Pour étouffer ce mouvement dans le germe, le pacha donne l'ordre d'exécuter tous les prisonniers. Afin de servir comme avertissement efficace, les malheureux sont conduits dans leur pays d'origine et pendus au milieu des places les plus animées; on pousse la barbarie jusqu'à laisser les cadavres deux jours sur le gibet.

Cette répression sauvage réussit, en effet, à étouffer l'insurrection, mais le prince prévoyait bien — et pour cause ! — que le calme ne durerait pas longtemps, car, dit-il, « l'exaspération des Bulgares a atteint le point culminant ; on peut la comparer à une sorte de fanatisme religieux. »

La France, qui travaillait à maintenir le *statu quo* en Orient, n'avait pas manqué d'appuyer de nouveau les réclamations de la Turquie auprès du gouvernement roumain. De plus en plus, on accusait J. Bratiano de vouloir lancer son pays dans une politique d'aventures. Le bruit ayant couru, à Paris, que le prince avait l'intention de proclamer l'indépendance de la Roumanie, Mme Cornu, alarmée, lui écrivit pour le dissuader d'un tel projet :

« Ce serait une résolution désespérée, car il y a assez de choses à réformer, à créer en Roumanie, pour que toute l'attention, tous les efforts d'un homme de cœur et d'intelligence soient mis en œuvre. Un coup d'État, une proclamation d'indépendance seraient la preuve que l'ambition se place d'un mauvais côté, qu'elle veut éblouir et non pas conduire. » — Mme Cornu ne croit pas sérieusement que le prince, qu'elle considère « perspicace comme un Français et solide comme un Allemand, puisse avoir été changé par la Roumanie. » Elle attend de lui « qu'il transforme le gouvernement roumain en un gouvernement modèle qui réunisse tous les partis et les fasse contribuer au bien du pays ; c'est une chose facile pour les gouvernements nouveaux qui ont l'expérience des anciens pour eux. »

Sous ce rapport, les conseils de Mme Cornu étaient

inutiles : quelque velléité qu'il eût pu éprouver de se laisser entraîner par son ministre sur une pente dangereuse, le prince sentait bien, par lui-même, que l'heure de l'indépendance complète n'avait pas encore sonné pour la Roumanie ; mais il supportait impatiemment cette immixtion continuelle de la France dans ses affaires. M. Bourée, notre ambassadeur à Constantinople, ayant insisté, à son tour, pour la retraite du ministère Golesco-Bratiano (août 1868), Carol confia à son père qu'il était décidé à ne pas céder : « Je ne congédierai pas, disait-il, un cabinet qui a toute ma confiance », et il ajoutait malicieusement qu'un changement de ministère lui paraîtrait beaucoup plus opportun en France où, à ce moment même, le pouvoir était battu en brèche par *la Lanterne* de Rochefort, que tout le monde s'arrachait :

Voilà de mauvais présages. Le second empire est profondément ébranlé ; il ne pourra se maintenir que par des moyens radicaux, à moins que le mot fatal, *il est trop tard*, ne se vérifie ; pour mon compte, j'incline à le croire. Les sympathies pour la France ont disparu en Orient, et elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même si tous les peuples chrétiens se jettent dans les bras de la Russie. Ici, politique française et politique turque sont synonymes.

Le prince terminait sa lettre en exprimant sa joie d'avoir reçu un premier envoi de fusils à aiguille que Bismarck lui avait fait adresser *par la Russie*, afin d'éviter le territoire autrichien. Le chancelier témoignait, en effet, des meilleures intentions pour la

Roumanie, mais il conseillait au prince de ne pas aller trop vite en besogne et il affectait de traiter de « méchantes inventions » les bruits relatifs à une connivence avec les insurgés bulgares. « La Roumanie, disait-il, est la Belgique du sud-est de l'Europe. De même que la Belgique, elle ne doit pas faire de politique étrangère, mais tâcher de vivre sur un bon pied avec ses voisins; elle ramassera ensuite les fruits qui tomberont d'eux-mêmes de l'arbre européen. Seulement, elle ne doit pas chercher à les cueillir, surtout lorsqu'ils ne sont pas mûrs. »

Cependant, le peuple roumain, mécontent de voir s'affirmer de plus en plus les tendances germaniques de son souverain, restait fidèlement attaché à la France : ces sympathies éclatèrent à l'occasion de la venue du prince Napoléon qui « souleva une grande émotion à Bucarest » (juin 1868). L'enthousiasme fut un peu refroidi par l'attitude renfrognée de cet éternel mécontent qui, au milieu des hourras et de la pluie de fleurs lancées par de jolies mains, demeura impassible, ne disant pas un mot aux personnes qu'on lui présentait et saluant à peine les dames qui lui tendaient des bouquets. « Est-ce, — se demandait Carol, — parce qu'il veut voir respecter son incognito ou parce qu'il est contrarié des ovations qu'on lui adresse comme au cousin de l'Empereur? Personne ne peut pénétrer le secret de sa pensée. »

Le prince voyageur daigna, pourtant, se montrer

aimable et même cordial envers son hôte. Celui-ci était allé le chercher à une heure de Bucarest et l'avait fait monter dans son attelage à huit chevaux qui aussitôt les emportèrent tous deux, avec une vitesse fantastique, à travers la plaine valaque. Un peu inquiet, Jérôme Napoléon demandait si les postillons ne pourraient pas conduire plus lentement, sur quoi Carol se fit un malin plaisir de crier en roumain : En avant! (*intinde!*) et les postillons de presser encore l'allure. « Aussi, le prince Napoléon, perdant l'ouïe et la vue, considéra comme une délivrance l'arrivée de l'équipage dans la cour du palais et exprima l'opinion que les Roumains n'avaient pas besoin de chemin de fer, puisqu'ils possédaient une poste l'égalant en rapidité. » Carol voulut lui faire visiter un monastère aux environs de la ville, mais la vue des moines n'était pas de nature à rasséréner un farouche anticlérical : « Ces gredins-là ne font rien », s'écria-t-il avec humeur. Le soir, une grande fête, avec illuminations et danses nationales, avait été organisée en son honneur ; il s'en alla avant la fin. Il quitta promptement Bucarest, pressé qu'il était de rejoindre à Giurgevo des compagnons, *dont une partie*, dit Carol, *lui tient très à cœur*.

Le voyage du prince Napoléon ne fut pas vu de bon œil par la Russie fort indisposée contre ce prince connu pour ses idées révolutionnaires et sa prédilection à l'égard des Polonais. On avait remarqué qu'à Constantinople, où il venait de séjourner, il

avait reçu une députation de Polonais et n'avait fait aucune démarche à l'ambassade de Russie. Comme, au retour, il s'était arrêté à Berlin, le comte Ignatiev observa malicieusement que « la France a peur de la Prusse et lui fait des coquetteries ».

Durant son séjour à Bucarest, le prince Napoléon avait évité de parler politique, abordant seulement avec Bratiano l'inévitable question juive. Il n'avait entretenu Carol que de projets matrimoniaux pouvant lui convenir. Le souverain roumain se préoccupait, en effet, d'assurer, par un mariage, l'avenir de sa dynastie. La Prusse s'en préoccupait aussi pour lui et le comte Keyserling lui écrivait de Kœnigsberg, à la date du 20 août :

...La France est très mal disposée à l'endroit de Votre Altesse et restera ainsi probablement pendant quelque temps encore; nous avons réussi à produire, non sans peine, un revirement en Russie; Votre Altesse doit savoir mieux que moi ce qu'on peut attendre de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Autriche. Des liens de famille attirent Votre Altesse vers la Prusse, où elle est sûre que ses sympathies sont payées de retour. Le soleil levant de la Prusse ne tardera pas à étendre sur l'Orient ses rayons réchauffants et vivifiants.

Comme Vôtre Altesse a des raisons pour ne pas congédier les instructeurs français et que le Roi ne veut pas envoyer des instructeurs tant que les Français y sont, la meilleure solution serait que Votre Altesse attirât dans son entourage quelques anciens officiers prussiens...

Le Kronprinz songe souvent au bonheur domestique de Votre Altesse et pense qu'un voyage à travers l'Europe est tout indiqué.

La princesse E. W. (1), de cinq à six ans plus jeune que Votre Altesse, charmante et aimable, a été visée, à ce sujet, par Son Altesse Royale.

Le prince de Hohenzollern semblait nourrir un autre projet : « Je désirerais, écrivait-il à son fils, parler de ton mariage. Nous ne pouvons songer à une d'Orléans (2) *qu'après la chute des Napoléonides, un événement qui n'est pas, du reste, bien loin.* » La révolution venait d'éclater en Espagne et l'on pensait généralement que cet exemple ne tarderait pas à être suivi chez nous. « Si la république triomphe en Espagne (mandait Carol au Kronprinz, à la date du 18/30 octobre 1868), on l'aura bientôt en France et, *pour le développement de l'Allemagne, elle constituera un danger moins grand que la dynastie napoléonienne.* »

Déjà, parmi diverses candidatures au trône d'Espagne, devenu vacant, avait été mise en avant celle d'un prince de Hohenzollern : « Je ne conseillerai jamais l'acceptation d'une situation aussi douteuse, situation de parade et de clinquant », écrivait Charles-

(1) Élisabeth de Wied, aujourd'hui reine de Roumanie.

(2) Il s'agissait, croyons-nous, de la princesse Marguerite d'Orléans, fille du duc de Nemours, mariée depuis (en 1872) au prince Czartoryski. Naguère (en décembre 1863), Charles de Hohenzollern avait rencontré, à la cour de Compiègne, une belle princesse qui se trouvait être sa parente en même temps que celle de l'Empereur. Il s'en était vivement épris et désirait obtenir sa main, mais « des conditions inacceptables furent posées tant du côté français que du côté allemand et, après bien des hésitations, le jeune prince avait dû renoncer à ses espérances ». Il fut plusieurs années avant de pouvoir s'en consoler. (Voir *Aus dem Leben* etc., tome I, introduction).

Antoine. « Du reste, la France ne permettrait jamais l'établissement d'une dynastie de Hohenzollern sur l'autre versant des Pyrénées. Elle est déjà rongée par la jalousie qu'un membre de cette famille règne sur le bas Danube. »

Redoutant l'hostilité de la France à Constantinople où notre pays conservait encore toute son influence, Carol y envoyait quatre pur sang destinés au fils du sultan et, pour achever de donner un démenti aux bruits qui avaient couru en Europe, il faisait, avec ses ministres Bratiano et Golesco, un voyage à Routschouk où il était chaleureusement accueilli par le gouverneur Sabri-Pacha. Il avait soin, en même temps, d'assurer Abd-ul-Aziz que « la question bulgare » avait été complètement dénaturée par certaines puissances désireuses d'exciter la Porte contre la Roumanie et de lui rendre suspecte sa fidélité : « Tout mon désir est de resserrer les liens qui m'attachent à Votre Majesté Impériale. *Où pourrions-nous voir une meilleure sauvegarde que dans l'Empire à la tête duquel la Providence a placé Votre Majesté Impériale?* »

Le Sultan parut accueillir avec plaisir ces assurances d'une sincérité douteuse (il autorisa même le transit des 25.000 fusils que le gouvernement roumain avait achetés l'année précédente en Amérique) et ainsi furent dissipés, pour un temps, les soupçons qui s'étaient élevés dans son esprit au sujet des intentions de son vassal. Le prince Carol se voyait forcé de se

rapprocher de la Turquie, en attendant que sonnât l'heure de secouer un joug abhorré. Comme le lui écrivait son père à cette époque (novembre 1868), « la Roumanie peut et doit profiter de la débâcle en Orient; mais elle ne peut, en aucun cas, provoquer cette crise, car elle s'affirmerait alors comme un trouble-paix européen ». De son côté, Bismarck, dans une longue lettre du 2 février 1869, félicitait le prince d'avoir « si adroitement amené cette amélioration de rapports avec la Porte ». En même temps et conformément à la politique allemande qui, dès lors, se montrait très favorable à la Hongrie, il recommandait au jeune souverain de cultiver l'amitié des Magyars et de décourager « les prétendus projets roumains sur la Transylvanie ». Se doutant toutefois que le gouvernement roumain ne devait pas être tout à fait étranger aux menées transylvaines et bulgares, le ministre prussien terminait sa lettre par cette phrase assez significative dans son impertinence enveloppée de respect :

Si Votre Altesse ne croyait pas avoir en mains le pouvoir de rendre inoffensifs les gens qui, pour de l'argent étranger, mettent en péril la paix et la sécurité du règne de Votre Altesse, je me demande vraiment ce qui pourrait empêcher un seigneur d'aussi grande maison que Votre Altesse de renoncer à une tâche aussi ingrate.

Vers la même époque, le marquis Pepoli, ambassadeur d'Italie à Vienne et parent du prince, lui

écrivait pour lui conseiller aussi un rapprochement avec la Hongrie, dont la mission, selon lui, *est d'élever des forteresses contre l'inondation slave qui menace l'Orient.*

La Roumanie n'est pas un pays slave; elle ne peut donc que tout gagner et n'a rien à perdre en empêchant l'expansion de la race slave; au cas contraire, elle aurait le même sort que la Pologne. La Roumanie est une de ces nationalités distinctes que la Providence a placées sur le chemin des ambitions slaves vers l'Orient. La Hongrie se trouve dans la même situation; les deux pays ont la même mission providentielle, les mêmes intérêts. La force de l'une est la force de l'autre. Acceptez la main que le cabinet hongrois vous offre franchement et loyalement. *Une telle résolution est faite pour plaire à la politique prussienne... On ne peut malheureusement pas parler de la France. Tout le monde tourne les yeux vers elle avec méfiance, j'ajouterai avec colère. On ne lui pardonne pas de tenir suspendue sur l'Europe l'épée de Damoclès.* »

Ces dernières lignes sont à noter : c'est en ces termes que s'exprimait alors l'ambassadeur d'une puissance qui nous devait son unité et pour laquelle notre gouvernement avait sacrifié les véritables intérêts du pays. Le marquis Pepoli dit encore que la politique du prince ne doit pas fournir aux Français *le prétexte qu'ils cherchent pour provoquer une guerre générale*. A l'heure où il exprimait cette idée, Bismarck et Moltke déclaraient eux-mêmes, dans l'intimité, *qu'il fallait une guerre avec la France* (1) !

(1) Tous les Prussiens pensaient de même. L'auteur de ce livre —

Le prince répondit au marquis Pepoli qu'il ne demandait pas mieux que d'entretenir de bons rapports avec les Hongrois... mais que ceux-ci devraient commencer par modifier leur politique vis-à-vis des deux ou trois millions de Roumains qui peuplent la Transylvanie et le Banat. Le fait est que le conseil de s'éloigner de la France, pour se rapprocher de la Hongrie, à qui les Roumains reprochent son oppression tyrannique à l'égard de leurs congénères, n'était pas de nature à augmenter la popularité de Carol parmi ses sujets Avec raison, il fait observer à son correspondant que « prince constitutionnel, appelé au trône par un plébiscite, il est obligé de tenir compte de l'opinion publique lorsqu'elle exprime des idées justes ».

Au mois d'août, le prince, lassé des conseils que lui faisait passer le gouvernement français, avait déclaré que *jamais il ne sacrifierait son fidèle Bratiano*. Il changea d'avis, trois mois plus tard, en apprenant,

s'il lui est permis d'évoquer ici un souvenir personnel — se rappelle que son père, revenant, *au mois d'août* 1868, de Berlin où il avait vu Mommsen, racontait que le savant allemand lui avait répété à plusieurs reprises : « Deux ans ne se passeront pas sans que nous ayons la guerre avec la France et *vous verrez nos troupes entrer à Paris* », prédiction qui n'a été que trop justifiée.

Rappelons aussi le propos tenu la même année par M. de Schleinitz, ministre de la maison du Roi, à Mme de Pourtalès : « Soyez-en certaine, chère comtesse, avant dix-huit mois votre belle Alsace aura fait retour à la patrie allemande, et, lorsque nous irons vous présenter nos hommages à la Robertsau, nous aurons la satisfaction d'être chez nous. » (Propos rapporté par le général Ducrot dans une lettre au général Frossard, *novembre 1868*.)

de bonne source, que le maintien de ce ministre était désapprouvé par la Prusse et pouvait amener de sérieuses complications. Le 16-28 novembre, le cabinet N. Golesco-J. Bratiano dut donc se retirer. Napoléon III accueillit cette nouvelle avec joie, comme si son influence avait prévalu dans cette affaire et il déclara, à maintes reprises, que, depuis la retraite de Bratiano, il était complètement réconcilié avec le gouvernement roumain. Quelque temps après, à un moment cependant où il aurait pu avoir d'autres griefs contre le prince Carol (au lendemain du départ de la mission française), il lui écrivit lui-même pour lui témoigner toute sa satisfaction (1).

(1) « Paris, le 5 mars 1869.

« J'ai reçu avec plaisir la lettre que Votre Altesse a bien voulu m'écrire le 15 février. Vous avez raison de compter sur mes sentiments personnels pour vous et sur ma sympathie pour le peuple qui vous a appelé à sa tête. J'avoue à Votre Altesse que tant que M. Bratiano a été chef de votre cabinet, nous avons craint qu'il n'engageât votre gouvernement dans des aventures qui auraient pu troubler la paix de l'Europe. Je conçois toutes les aspirations légitimes d'un peuple qui se constitue et qui veut compter au nombre des nations civilisées; mais il ne faut pas qu'il inquiète ses voisins et qu'il ait l'air de vouloir se mêler d'intérêts étrangers à sa propre nationalité. Je vois avec plaisir que l'expérience a prouvé à Votre Altesse combien il est dangereux en politique de se confier à des hommes habitués à faire de l'opposition contre les principes d'ordre et de justice qui règlent les relations des nations entre elles.

« Je fais des vœux pour que le gouvernement de Votre Altesse se fortifie et qu'il soit le véritable promoteur de la régénération de la Roumanie.

« Je renouvelle à Votre Altesse l'assurance de mes sentiments de haute estime et d'amitié.

« Votre dévoué cousin

« NAPOLÉON. »

Cependant, le ministre évincé, élu président de la Chambre (le Sénat lui était aussi entièrement dévoué), commença, dès lors, une guerre sans trêve, non seulement contre le nouveau cabinet D. Ghica Kogalnitcheano, auquel il avait promis son appui, mais contre le prince lui-même, à qui il aurait dû être reconnaissant de l'avoir si longtemps soutenu. Dans les journaux comme à la tribune, Rosetti et les autres membres de l'opposition critiquaient violemment, avec un parti pris évident, tous les actes du gouvernement, à commencer par ceux qu'ils approuvaient quand Bratiano était au pouvoir. C'est ainsi qu'ils exploitèrent contre le prince la présence, à Bucarest, du colonel Krensky qui avait été rappelé *plusieurs mois auparavant* pour compléter la réorganisation de l'armée : « le prince, disait-on, veut prussifier notre armée, *mais le Roumain est et restera latin; il ne veut rien savoir de la Prusse.* » Le 8-20 janvier 1869, les partisans de Bratiano se réunirent en un grand banquet, sur l'initiative de Rosetti, pour fêter leur héros et saluer en lui *le sauveur des Roumains.* Cette manifestation prit une couleur antidynastique si accentuée, les discours qu'on y prononça furent si violents, que le prince profondément blessé, mais tenant toujours Bratiano en haute estime, le fit venir pour lui rappeler ses promesses et lui demander des explications. L'ancien ministre assura le prince de son entier dévouement et fit entendre qu'il était loin d'approuver

tout ce que disaient ses partisans, mais il prétendait être débordé par eux et forcé de les ménager. Cependant, comme les attaques contre le colonel Krensky augmentaient, le prince crut devoir faire une concession, en accordant un congé de six semaines à l'officier prussien. L'opposition ne désarma pas, d'autant plus que le départ de la mission militaire française vint bientôt lui fournir un nouveau sujet de protestation.

Strat, le nouvel agent roumain à Paris, avait été, en effet, chargé d'expliquer à notre ministre des affaires étrangères, marquis de La Valette, que le prince, ayant reçu une éducation militaire prussienne, désirait naturellement organiser son armée d'après ce modèle et que, dès lors, les instructeurs français n'avaient plus leur raison d'être à Bucarest. Le 6 février, la mission prit congé en audience solennelle. Délicate était la situation du prince vis-à-vis de ces officiers bien vus des Roumains. Lui-même n'avait eu qu'à s'en louer et il avait pourtant demandé leur départ : « Il eut besoin, dit-il, de tout son tact pour donner à la conversation une tournure agréable... Néanmoins, tout se passa bien, et ces messieurs partirent sous la meilleure impression. »

Le jour même, Bratiano, interpellant D. Ghika, lui demanda pourquoi la mission française était partie et obtint facilement de la majorité une motion de regret très accentuée. C'était une leçon directe

donnée à Carol et non au ministère qui venait d'obtenir un vote de confiance à la presque unanimité des voix. Cependant, observe le prince, « c'est Bratiano lui-même qui, comme ministre de la guerre, a proposé naguère et fait voter par la Chambre l'organisation de l'armée sur le type prussien ! »

Voulant marquer encore davantage son opposition, Bratiano prit prétexte de ce que le prince venait d'appeler, pour commander à Bucarest, un général en retraite : il dénonça cette « illégalité » et réclama l'annulation du décret. Indigné d'une pareille manœuvre, le président du conseil répondit en flétrissant « les ennemis de la patrie qui apportent leurs haines de parti dans les questions intéressant l'armée ». Bratiano ne pardonna jamais cette parole à Ghika, mais, apprenant que le prince était décidé à soutenir son premier ministre et à dissoudre la Chambre, il se rendit au palais pour prévenir cette solution qui devait être la perte du parti avancé. Au cours d'un entretien qui dura cinq heures, il épuisa tous les arguments pour détourner le prince de son projet et finit par lui déclarer que, s'il y persistait, *une catastrophe était à craindre.* Comprenant l'allusion menaçante cachée sous ces paroles, Carol répondit tranquillement : « Je ne crains rien. *Un Hohenzollern ne se laisse pas aussi facilement renverser qu'un prince parvenu !* »

Le lendemain (9 février), le budget était voté en bloc et la Chambre dissoute.

Les partisans de Bratiano, atterrés, employèrent tous les moyens pour exciter l'opinion contre le souverain et décourager celui-ci; mettant en application le mot de Talleyrand : *à force de répéter qu'un fait existe, on finit par le créer*, ils firent courir le bruit que Carol allait abdiquer. Ils cherchèrent aussi à lui opposer un prétendant à l'aide duquel on aurait pu recommencer le coup qui avait si bien réussi contre Couza. En même temps, ils soulevaient des émeutes dans plusieurs villes, et faisaient parvenir au prince des lettres où on le menaçait d'un attentat sur sa personne. Mais lui, insensible à tous ces moyens d'intimidation, multipliait à dessein ses promenades à cheval dans les quartiers les plus solitaires, visitait les casernes, invitait les officiers à sa table et s'occupait de son armée avec plus de sollicitude que jamais.

En Roumanie comme ailleurs, plus encore qu'ailleurs, bien qu'on n'y connaisse pas encore le suffrage universel, les élections, habilement menées, favorisent toujours le parti au pouvoir. Celles du 6/18 avril donnèrent donc cent quarante-sept sièges aux candidats du gouvernement et dix sièges seulement à l'opposition. Au mois de juin, le Sénat fut dissous à son tour et la majorité assurée ainsi dans les deux Chambres. Les rouges, furieux de leur échec, redoublèrent leurs attaques contre « le prince étranger, agent de Bismarck » et ces attaques trouvèrent de l'écho à Vienne

et surtout à Paris où Bratiano comptait de nombreux amis dans le parti révolutionnaire. Strat écrivait : « La haine qui domine ici contre la Prusse atteint *la Roumanie* par ricochet. »

Il aurait été plus juste de dire : *le prince de Roumanie*, bien que l'expression de *haine* fût fort déplacée en pareil cas. On n'éprouvait point de haine, en France, contre Carol, mais on regrettait que le gouvernement impérial eût fait choix d'un Hohenzollern pour le trône de Roumanie. « Personnellement, ajoutait Strat, l'Empereur reste animé des meilleures intentions, mais il est à craindre qu'il ne se laisse circonvenir par son entourage très monté contre le prince. »

CHAPITRE V

(1869). — La solitude pèse au prince Carol. — Son voyage à travers l'Europe. — Il se rencontre, à la Weinburg, avec l'envoyé de Prim. — *La couronne d'Espagne offerte au prince Léopold.* — Le prince Carol se rend à Paris. — Sa dernière entrevue avec Napoléon III. — Son mariage avec la princesse de Wied.

Bien que le prince menât une vie active et laborieuse, la solitude commençait à lui peser cruellement. Il en souffrit encore davantage après le départ de son frère Léopold qui était resté quelque temps avec lui : « Combien de jours monotones de tristesse j'ai passés durant ces dernières années » — écrit-il par un vilain après-midi de juillet où il se sent gagné par le spleen; — « combien d'autres m'attendent encore!... »

Le kronprinz Frédéric, qui plaignait le sort de son « pauvre vieil ami, vivant seul, en butte aux soucis, aux chagrins et à l'ingratitude », l'engageait vivement à *prendre une permission* et à venir se retremper un peu sur le sol natal. Carol suivit ce conseil. Au commencement d'août, voyant le calme renaître dans son État, il quitta Bucarest, où la chaleur devenait accablante, et entreprit un voyage à travers l'Europe. Ce voyage avait pour but final une entrevue avec la jeune

princesse de Wied. Voici en quels termes le prince Charles-Antoine traçait le portrait de sa future belle-fille :

...E. W. est certainement supérieure aux autres princesses qu'on t'a proposées, au point de vue de la connaissance du monde, de l'esprit et du savoir. Elle est jolie, agréable et sa physionomie révèle la bonté de son cœur; elle est très instruite et même exceptionnellement bien douée... La princesse W. excelle également dans la connaissance des langues... Elle parle dans la perfection le français et l'anglais et son instruction est, comme on dit, universelle.

On conçoit qu'après avoir lu ces lignes, Carol fût d'autant plus impatient de revoir le *Vaterland*, mais la raison d'État l'obligea à se rendre, tout d'abord, à Livadia, en Crimée, pour y saluer le Tsar qui lui fit un accueil des plus flatteurs (1). Rentré dans sa capitale, le prince y prit le premier train de la ligne Bucarest-Giurgevo, « tenant ainsi la parole qu'il s'était donnée de ne quitter le pays qu'en employant un chemin de fer roumain ».

Le lendemain, en atteignant Bazias, au milieu des acclamations populaires, il se rappela « cette journée de mai où il se cachait dans le même Bazias, au fond d'une sale chambre d'auberge, pour ne pas être re-

(1) « L'Empereur dit au début de l'entretien : il suffisait que vous fissiez un pas de courtoisie vers moi pour avoir toute l'Europe contre vous » (le voyage du prince en Crimée avait, en effet, excité beaucoup de méfiance en Autriche et en France), « puis la conversation s'engage sur la Roumanie à laquelle l'Empereur a véritablement l'air de s'intéresser, etc. » (*Aus dem Leben*, I, p. 374).

connu et arrêté. Comme tout cela paraît loin! Comme les temps sont changés! »

Voyageant incognito, Carol déclina, à Vienne, l'invitation de descendre à la Hofburg. L'Empereur, qui avait retardé tout exprès son départ pour Ischl, le reçut avec beaucoup d'amabilité; par attention pour son visiteur « il avait ceint le grand cordon de l'Aigle noir de Prusse, ce qu'il faisait pour la première fois depuis 1866 ». Il lui donna un grand dîner où ne figurait pas l'ambassadeur de Turquie, car « pour ne pas mettre sur le tapis la difficile question de la suzeraineté, on avait résolu de n'honorer que le prince de Hohenzollern dans la personne du souverain ».

Ces attentions touchèrent vivement le prince, mais sa démarche fut mal vue à Bucarest. Les Roumains étaient très irrités à ce moment contre François-Joseph, qui venait de ratifier un décret du cabinet de Pest, retirant à leurs compatriotes de Transylvanie les privilèges reconnus quelques années auparavant, et les avait ainsi replacés sous le joug détesté des Magyars (1). L'opposition déclara que, dans ces conditions, la démarche de Carol constituait *un acte de*

(1) En 1863, l'Empereur avait reconnu l'antique autonomie de la Transylvanie. Mais, cinq ans plus tard, les Hongrois devenus les maîtres dans la monarchie habsbourgeoise — par suite du Compromis (*Ausgleich*) de 1867 — firent revenir le souverain sur sa décision et l'obligèrent à confisquer les franchises et les privilèges de la nation roumaine en sanctionnant le vote de la Diète qui annexait purement et simplement la Transylvanie à la Hongrie.

haute trahison. En retour, les journaux de Vienne se montraient généralement hostiles à la Roumanie, mais favorables au prince « qui ne s'est révélé, disaient-ils, ni comme un agitateur ni comme un vassal du Sultan, sensible au cadeau de beaux chevaux ».

En quittant l'Autriche, Carol s'arrêta à Munich et fut invité à dîner au somptueux château de Nymphenbourg, non par le roi Louis II — qui, déjà peu sociable à cette époque, avait pris soin de partir la veille en voyage, — mais par son oncle, le prince Adalbert. Le président du Conseil, prince de Hohenlohe, l'entretint longuement des choses d'Allemagne et, en particulier, du mouvement qui se manifestait parmi certains catholiques bavarois contre la question de l'infaillibilité pontificale alors soumise au concile du Vatican. Ce mouvement devait aboutir, quelques mois plus tard, au schisme de Döllinger et des *vieux catholiques* bien oubliés aujourd'hui.

Le 16 septembre, le prince avait la joie de retrouver sa famille réunie à la Weinburg (dans le Voralberg). Dès le lendemain, il y voyait arriver un député aux Cortès, Don Eusebio Salazar y Mazarredo, envoyé secrètement par le maréchal Prim (à l'insu du régent Serrano) et, circonstance à noter, *amené par M. de Werthern, ministre de Prusse à Munich*, pour offrir la couronne d'Espagne au prince héréditaire de Hohenzollern, frère aîné de Carol. Les mémoires du roi de Roumanie confirment ainsi les soupçons que l'on eut

en France, à cette époque, sur l'intrigue sourde qui se tramait dès lors et devait, l'année suivante, avoir pour nous de si redoutables conséquences. Le personnage, qui s'en fit l'instrument, était un ancien secrétaire d'ambassade à Berlin. Est-ce lui qui a inventé, comme on l'a dit, la candidature Hohenzollern? Il fut, en tout cas, l'un des premiers à en parler : dans une brochure parue à Madrid, en février 1869, il prônait le roi veuf (ex-prince consort) Ferdinand de Portugal et à défaut de celui-ci (dont le refus était probable) son gendre, Léopold de Hohenzollern : « âgé de trente-cinq ans, catholique, mais non ultramontain, fort intelligent, jouissant d'une fortune considérable, cousin éloigné du roi de Prusse, mais apparenté aussi aux Bonaparte et frère du souverain que Napoléon III a installé en Roumanie, le seul, enfin, parmi tous les princes catholiques dans les veines duquel ne coulât pas le sang des Bourbons » , le prince Léopold réunissait, suivant M. Salazar, toutes les conditions pour faire un excellent roi d'Espagne.

Six mois plus tard, Ferdinand de Portugal ayant positivement refusé la couronne, de même que les ducs d'Aoste et de Gênes, et la candidature Montpensier, désagréable au maréchal Prim comme à Napoléon III, étant décidément écartée, M. Salazar revint à la charge et, étant allé trouver Prim à Vichy, se fit autoriser par lui à tâter le terrain à la Weinburg.

Le roi de Roumanie rappelle, à ce sujet, que, depuis un an déjà (13 octobre 1868), son frère avait été désigné dans plusieurs journaux, comme candidat au trône espagnol :

Le 19 novembre 1868, la *Neue Freie Presse* (de Vienne) a exprimé l'opinion que la candidature du prince héréditaire avait provoqué une grande émotion aux Tuileries parce qu'elle est à tous les points de vue grosse de conséquences : « le prince est catholique, gendre du roi don Fernando de Portugal et, par ses qualités, l'opposé de son aimable frère Carol, prince de Roumanie par la grâce de Bratiano ».

Le 26 avril 1869, l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* reçoit de Paris l'information que les Espagnols sont enchantés d'avoir trouvé un roi jeune, intelligent et apparenté à la maison impériale de France. A ce sujet, le journal *la France* sonne la cloche d'alarme et se demande avec inquiétude si les intérêts français n'auront pas à souffrir de cette candidature.

De plus, c'est un secret connu de tout le monde, que l'empereur Napoléon appuie la candidature du prince des Asturies, que l'impératrice Eugénie, par contre, soutient celle de don Carlos, et l'ambassadeur d'Espagne à Paris celle du duc de Gênes.

Le 17 septembre, après une mûre délibération avec ses fils, le prince Ch. Antoine de Hohenzollern reçut pour la première fois l'envoyé espagnol. Deux jours plus tard, le rencontrant, comme par hasard, sur la Rhein-Promenade, il le présenta à Carol. Don Eusebio déclara aussitôt que tous ses compatriotes avaient les yeux fixés sur le prince de Roumanie : « c'est,

ajouta-t-il, ce qui m'a donné le courage d'entreprendre ma mission dans des circonstances difficiles ». Était-ce un simple compliment? N'était-ce pas plutôt une manière d'insinuer qu'à défaut de Léopold de Hohenzollern, l'Espagne proclamerait son frère cadet? Le prince Carol le comprit ainsi, car il répondit catégoriquement que sa conscience ne lui permettrait pas d'échanger sa modeste principauté même contre la glorieuse couronne de Charles-Quint. Dans l'après-midi, M. Salazar — présenté au prince héréditaire ainsi qu'à sa femme (née Bragance et sœur du roi de Portugal), — plaida « avec chaleur » la cause dont il s'était chargé. Le prince Léopold témoigna peu d'enthousiasme. Sans refuser absolument la couronne, il fit dépendre son acceptation de conditions — « être élu à l'unanimité, n'avoir à combattre aucune candidature opposée » — qui équivalaient à un refus. « L'envoyé espagnol repartit avec cette réponse peu encourageante ». Nous verrons bientôt que, sous une influence facile à deviner, il ne devait pas tarder à revenir à la charge.

Quelques jours après, le prince de Roumanie reçoit, à Bade, le plus chaleureux accueil de la famille royale de Prusse; puis, il se rend à Paris. Descendu à l'hôtel Bristol, sa surexcitation ne lui permet pas de goûter le repos de la nuit, « tellement il est heureux de se retrouver dans ce Paris qui lui rappelle de si aimables instants des années d'autrefois ». Comme tous les

souverains de passage dans notre capitale, il se fait une joie de parcourir incognito les rues, de visiter les magasins, de fréquenter les théâtres.

6 *octobre*. — A une heure et demie, une voiture impériale le conduit à Saint-Cloud, où l'attend l'Empereur, qui se remet lentement de cruelles souffrances. L'Impératrice est déjà partie pour son voyage en Orient (1). L'Empereur vient amicalement au-devant de son hôte. Le prince le trouve bien vieilli, depuis ce mois de décembre 1863, où il a été pour la dernière fois son hôte à Compiègne. Mais combien les années écoulées depuis cette époque n'ont-elles pas apporté au prince et combien n'ont-elles pas enlevé à l'empereur malade! L'Empereur prend place devant la cheminée avec son jeune parent et après que les premières demandes et réponses touchant aux personnes ont été échangées, il proteste de l'immuable intérêt qu'il porte à la Roumanie en exprimant l'espoir que ce pays restera toujours attaché aux puissances occidentales.

La Russie n'a jamais poursuivi que des buts égoïstes en Orient et elle continuera toujours à le faire; l'empereur avait cherché à enrayer cette influence de la Russie en Orient par la guerre de Crimée : la Roumanie ne devrait pas l'oublier. Les Roumains sont de race latine, et la France désire seulement les voir s'émanciper de toute influence étrangère et tendre autant que possible à leur propre développement. Les malentendus qui avaient visiblement refroidi, dans les derniers temps, les bonnes relations étaient maintenant éclaircis et dissipés par la visite du prince; car

(1) Le prince remarque plus loin que ce « voyage est très critiqué à Paris ». Ailleurs, il raconte que « la visite de l'impératrice des Français a produit une profonde impression à Constantinople, parce que le Sultan a, pour la première fois, conduit une femme à son bras devant tout son peuple et que, pour la première fois aussi, on a rendu à une femme les mêmes honneurs qu'aux califes ».

l'Empereur voit dans cette démarche la preuve que la Roumanie fait tous ses efforts pour conserver les sympathies de la France.

Carol répond que la plus chaude reconnaissance règne réellement en Roumanie à l'égard de la France : il ne fait pas de phrases en l'affirmant. On n'y a d'ailleurs oublié en rien l'appui que l'Empereur a donné à la Roumanie et l'on compte, maintenant comme avant, sur sa bienveillante et puissante protection.

Le lendemain, Napoléon III rend sa visite au prince : « Il reste une demi-heure et est très loquace, mais sa physionomie trahit une expression de souffrance qu'elle n'avait pas autrefois. » Invité à déjeuner à Saint-Cloud, Carol remarque de nouveau combien l'Empereur, « marchant lentement et avec difficulté », paraît fatigué et soucieux :

L'Empereur reçoit le prince dans son cabinet de travail, d'où l'on a une vue merveilleuse sur Paris. Sur sa table est étendu un plan de la grande ville et les yeux du prince y suivent malgré lui les lignes rouges qui tracent leurs sinuosités à travers le dédale des rues indiquant les boulevards qui doivent être percés et ceux qui le sont déjà; elles ressemblent à des lignes stratégiques, et, en réalité, le point de vue stratégique n'a pas été étranger aux préoccupations qui ont amené l'ouverture de ces nouvelles voies.

Malgré toute la cordialité de l'Empereur et la façon obligeante avec laquelle il manifeste sa joie de recevoir son parent, celui-ci a l'impression qu'un poids pèse sur le souverain, car les difficultés intérieures de l'empire se sont également beaucoup aggravées pendant ces derniers mois; il faut ajouter à cela les plaintes de l'Empereur au sujet de sa santé. Tous les sentiments de compassion du prince sont éveillés...

Le prince impérial, dont son père s'occupe beaucoup, mérite visiblement l'orgueil joyeux avec lequel il parle de lui. C'est un garçon remarquablement beau, éveillé, très modeste et d'un abord sympathique. Il témoigne un grand intérêt aux choses militaires et interroge Son Altesse avec une simplicité juvénile et la curiosité ardente de ses quatorze ans sur l'organisation militaire roumaine...

Après le déjeuner, l'Empereur remet à son hôte la Grand'Croix de la Légion d'honneur... puis il s'entretient pendant plus d'une heure avec lui sur la politique générale... Il rappelle l'excellente impression que le roi Guillaume a laissée à Paris après sa visite de 1867. Il charge tout particulièrement le prince de lui dire que ses idées sont pacifiques et qu'il est animé du désir sincère d'entretenir les meilleures relations avec la Prusse; il parle aussi de la valeur de l'armée prussienne, qui s'est révélée si excellente en 1866. Au cours de la conversation, il exprime son opinion sur la difficulté de gouverner les peuples de race latine : il comprend mieux que tout autre combien ardue est la tâche du prince de Roumanie.

Celui-ci fait part à l'Empereur de son voyage projeté à Cologne et du but qu'il poursuit; l'empereur donne son entière adhésion en ajoutant : « Les princesses allemandes sont si bien élevées! »

Les cinq journées que le prince passa à Paris furent bien employées : il y vit plusieurs personnages importants, visita les casernes, invita à dîner les membres de l'ancienne mission militaire française à Bucarest et, le dimanche, ne manqua pas de se rendre à la chapelle roumaine pour y suivre l'office après lequel il reçut les hommages des fidèles présents à la cérémonie. Malheureusement pour lui, durant ce court

séjour, il fut encore importuné par la question israélite qui le poursuivait partout. Déjà, il avait dû subir les doléances des juifs de Vienne. A Paris, il ne put échapper à la visite de Crémieux qui vint, à la tête du comité de l'Alliance israélite, entamer une longue discussion avec lui sur la situation des juifs de Roumanie. « Le prince prit avec vivacité la défense de son peuple injustement accusé d'intolérance. »

Le 11 octobre, Carol partit pour Cologne. Ce fut là, au cours d'une promenade au jardin zoologique, que, présenté à Élisabeth de Wied, il se trouva aussitôt *subjugué.* « Elle l'a conquis et attaché à elle à tout jamais sans en avoir seulement un soupçon. » Le soir même, malgré les représentations de son fidèle Strat, qui l'engageait à se donner le temps de la réflexion, il demandait et obtenait aussitôt la main de la charmante princesse.

La nouvelle, officiellement annoncée d'abord à Napoléon III, puis aux autres cours étrangères, produisit partout une bonne impression :

De tous côtés, l'on dit que le caractère non politique de ses fiançailles est une preuve de la sagesse et du tact du prince. La presse française se distingue particulièrement dans ce concert de louanges (1).

(1) « La presse française, est-il dit dans les *Notes,* s'est beaucoup occupée de la visite du prince et lui a donné de nombreuses preuves de sa sympathie. Le *Gaulois* le réclame, à cause de sa physionomie extérieure et de ses manières accomplies, comme un concitoyen des

Strat raconte qu'en voyant la photographie de la nouvelle princesse de Roumanie, l'Empereur s'est écrié : « Ah ! je comprends maintenant l'escapade de Charles à Cologne ! L'objet en valait bien la peine ! »

Le Journal du prince ne parle pas des difficultés que son mariage rencontra à Rome. La future étant luthérienne, le Pape exigeait que les conjoints prissent l'engagement de faire baptiser leurs enfants et de les élever dans la religion catholique, mais la constitution roumaine, jurée par le souverain, stipulait que ses descendants devraient appartenir « à la religion orthodoxe d'Orient », et Carol ne voulait pas revenir sur son serment. La cour de Rome, de son côté, ne pouvait céder. Il se trouva un prêtre complaisant, le D[r] Kaiser, aumônier de la garnison de Dusseldorf, pour enfreindre les ordres formels de Pie IX et donner la bénédiction nuptiale au jeune couple, qui fut ensuite marié suivant le rite protestant. Les deux cérémonies furent célébrées au château de Neuwied (15 novembre), en présence d'une nombreuse assistance, au premier rang de laquelle on remarquait la reine Augusta. Le Tsar s'était fait représenter par le baron d'Oubril, ambassadeur de Russie à Berlin, et

Français ; mais il ajoute que sa haute culture intellectuelle fait reconnaitre en lui un élève des universités allemandes. La *Liberté* écrit que l'intelligence et le sens politique élevé du prince ont fait une profonde impression sur l'empereur. (Carol se trouvait en relations avec le directeur de la *Liberté*, Emile de Girardin, dont la femme était une belle-fille du prince de Nassau.)

Napoléon III par le comte de Mosbourg, ministre de France à Carlsruhe. Le roi Guillaume n'avait pu venir, à son grand regret, mais, *comme chef de la famille*, il avait donné, le premier, son adhésion au contrat de mariage, « le prince de Roumanie ayant spécialement demandé qu'on maintînt cette règle, car il voulait affirmer ainsi qu'il continuait à faire partie de la maison Hohenzollern. » Trois jours plus tard, les jeunes époux se mettaient en route pour la Roumanie. Ils s'arrêtèrent à Vienne, d'abord, puis à Budapest où le prince s'entretint avec les ministres et leur témoigna son désir de vivre en bonne intelligence avec la Hongrie. Carol présenta sa femme à l'impératrice-reine Élisabeth, qui l'accueillit avec cette grâce charmante dont elle avait le secret. (François-Joseph était alors à Constantinople). Enfin, le 22 novembre, ils s'embarquèrent à bord d'un bateau magnifiquement décoré, pour descendre le Danube jusqu'au port roumain de Turnu-Severin, où les attendait une réception enthousiaste. La population s'était portée en foule au-devant d'eux, revêtue de ses plus beaux costumes nationaux qui provoquaient la surprise et l'admiration de la princesse. Elle-même a raconté d'une façon fort agréable les impressions qu'elle éprouva en arrivant dans cette nouvelle patrie qui fêtait si joyeusement sa venue (1).

(1) « J'admirais comme la belle tête méridionale de mon jeune époux était en parfaite harmonie avec ces hommes et ce pays dont il

Les ovations continuèrent le long de la route. A Bucarest, les autorités reçurent leurs souverains avec le pain et le sel traditionnels, et le couple princier fit son entrée dans la ville par une radieuse après-midi où le soleil, se mettant à l'unisson de la joie publique, dorait les coupoles et les clochers des églises, tandis que « la foule multicolore et endimanchée entourait l'équipage en poussant des cris de joie ». La princesse était dans le ravissement. Elle eut une déception en arrivant au palais, qui cependant avait été agrandi et embelli depuis 1866, mais, écrivait le prince, « dans cette nouvelle demeure murée de tous côtés, l'enfant des forêts souffre surtout de l'absence du parc dont les arbres géants étendent leurs branches autour du château paternel des bords du Rhin. »

A peine était-elle entrée au palais qu'une députation de dames se présenta pour lui offrir un superbe diadème. La princesse accepta ce don en déclarant qu'il ferait partie du trésor de la couronne. Le *Te Deum* à la Métropole — où le prince et la princesse virent défiler devant eux cinquante couples mariés ce jour même aux frais de l'État — et, le soir, la représentation de gala au théâtre, donnèrent encore lieu à de touchantes manifestations.

La future Carmen Sylva n'eut pas de peine à con-

avait fait la conquête à lui tout seul. » Carmen Sylva, dans *les Capitales du monde*.)

quérir le cœur de ses sujets. Peu de jours après son arrivée, les députés de tous les districts venaient lui présenter leurs hommages :

Ils sont reçus dans la salle du trône. La princesse, qui porte sur ses beaux cheveux châtains le diadème de la ville de Bucarest, est l'objet de l'admiration générale, à cause de sa brillante toilette et plus encore par la grâce inimitable de son maintien, de ses mouvements, ainsi que par le charme rare de son visage rose. Elle s'entretient d'une façon animée et pleine de tact avec tous ces personnages si étrangers encore pour elle à ce moment.

Malheureusement, le charme de la princesse ne désarma pas les passions des partis; elles éclatèrent au grand jour quand plusieurs membres du Parlement parlèrent de voter à la jeune souveraine un apanage de 300,000 francs. Avant que la proposition fût soumise à la Chambre, le prince avait déclaré aux ministres qu'il renoncerait à cette donation « pourtant nécessaire » tant que les finances du pays ne seraient pas relevées. Néanmoins le projet avait été divulgué; la presse d'opposition s'empressa de le présenter comme « la preuve palpable d'une conspiration tendant à exiger de l'État des sacrifices écrasants » et comme « un vol fait à la nation ». Carol se plaint, à ce propos, des « excès inouïs de la presse, qui semble prendre modèle sur la *Lanterne* de Rochefort » et des caricatures ignobles publiées contre lui et contre sa femme. « Il est triste de dire, ajoute-t-il, qu'il se trouve des individus pour envoyer à la prin-

cesse, sous pli cacheté et recommandé, les plus odieux de ces dessins ». Mais déjà les leçons de l'expérience lui avaient appris de quelles amertumes quotidiennes se payent, à notre époque, les grandeurs du pouvoir souverain, et malgré tout, c'est avec confiance dans l'avenir qu'il termine cette année 1869 « qui a apporté la joie et le bonheur » à son foyer.

La guerre franco-prussienne, à la veille d'éclater, allait le mettre aux prises avec des difficultés nouvelles et placer dans une situation particulièrement délicate ce prince allemand qui se réjouissait des victoires de sa patrie pendant que son peuple, ami de la France, pleurait sur nos défaites.

CHAPITRE VI

1870 (janvier à juillet). — Impopularité croissante du prince. — Difficultés à l'intérieur et à l'extérieur. — Réflexions sur l'inauguration en France de l'Empire libéral.

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN EN ESPAGNE

Nous avons vu combien la trêve des partis, amenée par le mariage du prince, avait été de courte durée. Dès le début de l'année 1870, des difficultés incessantes furent suscitées par une opposition sans scrupule qui employait toutes les armes — crises ministérielles, reprise de la question juive, émeutes, attaques violentes par la plume et par la parole, menaces d'attentats, — pour décourager le souverain ou plutôt pour le forcer à revenir à elle et lui persuader qu'on ne pouvait gouverner sans son concours. Mais de tels moyens restaient sans action sur un homme de la trempe du prince Carol : il n'avait nulle envie de se rapprocher d'un parti qui employait des armes aussi déloyales pour s'imposer à lui et il était « formellement résolu », ainsi qu'il l'écrivait le 8 février, « à ne pas appeler au gouvernement des gens qui ont osé le menacer. » Sur ces entrefaites, Jean Bratiano se pré-

sente au palais, où il n'a plus mis les pieds depuis un an. « Je viens, dit-il, signaler le danger de la situation : je crains que le prince ne s'aliène de plus en plus la nation. Je n'y puis rien. Le mécontentement gagne tous les jours du terrain. » Et il donne pour preuve nouvelle un fait de la veille : le district ayant pour chef-lieu Turnu-Severin, où Carol et sa jeune femme ont été si chaleureusement accueillis deux mois auparavant, vient de nommer pour député le prince Couza. C'est un symptôme inquiétant (1).

Bratiano a beau déclarer n'être pour rien dans la tournure que prend ce mouvement d'hostilité grandissante, Carol lui répond avec calme : « Je vous tiens pour responsable de tout ce qui provient de votre parti. Quant à moi, j'agirai toujours suivant ma conscience et je ne me laisserai pas intimider par des menaces. »

Cependant, peu de jours après, Bratiano se fait offrir par le corps des commerçants de Bucarest un

(1) « Quelque temps auparavant, le duc de Gramont, alors ambassadeur à Vienne, s'était rencontré à Doebling avec l'ex-prince Couza et lui avait laissé entrevoir que la France était désireuse de se débarrasser du prince Charles pour l'aider à reconquérir son trône. Couza répondit : « Quoi qu'il puisse arriver, je ne consentirai jamais à rentrer en Roumanie par une intervention étrangère. » Cette réponse authentique, qui est tout à l'honneur de l'ancien prince de Roumanie, laisse cependant percer un vague désir de reprendre la couronne si elle venait à lui être offerte par la nation. A la suite de la validation de l'élection, le prince Charles écrivit à Couza pour lui exprimer le désir de le voir rentrer en Roumanie. Couza n'accepta pas. » (Damé, *la Roumanie contemporaine*).

banquet où il conseille d'organiser un pétitionnement monstre à l'adresse du prince « afin de lui ouvrir les yeux et de l'amener à se séparer de ses mauvais conseillers ». De son côté Rosetti, dans le *Romanul*, continue à attaquer le prince et la princesse avec la dernière violence, ce qui ne l'empêche pas, d'ailleurs, de se rendre au bal de la cour. A ce moment Carol se voit abandonné même par ses partisans de la veille : à peine tombé du pouvoir, l'ancien ministre Kogalniceano déclare hautement que *cette dynastie n'est plus à soutenir!* Enfin, le 18 février, Rosetti ayant refusé de siéger dans une Chambre « qui n'est pas issue d'élections constitutionnelles », les neuf autres membres de l'opposition suivent son exemple et, après une violente discussion avec leurs collègues, quittent la salle « en menaçant de jouer dans la rue une sanglante tragédie ». Mais les députés de la majorité ne parviennent pas non plus à s'entendre entre eux, les crises ministérielles se succèdent et, au mois d'avril, le cabinet Epureano se voit obligé de dissoudre le Parlement.

Les élections se font au milieu de la plus grande agitation et donnent une faible majorité au gouvernement. Couza, qui a déjà refusé le mandat de député et déclaré qu'il ne veut pas qu'on abuse une seconde fois de son nom, est cependant élu sénateur à Turnu-Séverin. Les ministres offrent leur démission, le prince les prie de rester à leur poste; mais sa position devient de plus en plus difficile :

Autant du moins qu'on en peut juger sur les bords du Havel, lui écrit le Kronprinz de Prusse, il semble que tu es sur un tonneau de poudre et que, seul, un coup d'État en vue d'un changement de la constitution pourrait encore te sauver.

Pourtant, malgré les nombreuses difficultés intérieures auxquelles il doit faire face, nous voyons, au début de cette année 1870, le prince prendre une attitude de plus en plus indépendante vis-à-vis de son suzerain. Il insiste pour que les grandes puissances substituent enfin le nom de Roumanie à celui de Principautés-Unies; il dégage l'Église roumaine des derniers liens qui la rattachaient au Phanar; il inaugure solennellement à Bucarest un hôtel des Monnaies où sont frappées des pièces d'or et d'argent à son effigie et, lorsque la Turquie proteste contre cette illégalité, Carol, suivant sa tactique habituelle, invoque le *fait accompli* sur lequel il est impossible de revenir « sans surexciter à nouveau les passions des partis qui commencent précisément à se calmer. Après tout, dit-il, cette question n'apporte pas la moindre atteinte aux droits du Sultan. »

Cette fois encore, les difficultés entre le Sultan et son vassal sont aplanies par l'intervention de notre ambassadeur à Constantinople; grâce à lui, la Porte finit par reconnaître la dénomination de Roumanie. « Les puissances, a-t-il déclaré à M. Sturdza, consacreront cette reconnaissance par un protocole, car

la France protège toujours la Roumanie. » Cependant Strat écrit, de Paris, que les membres du nouveau ministère qui vient d'inaugurer l'*Empire libéral* ont toujours combattu avec véhémence le principe des nationalités (en quoi il se trompe, au moins en ce qui concerne M. Émile Ollivier). « En outre, ils sont absorbés par les affaires intérieures qui prennent une tournure menaçante (1) : il ne faut donc plus compter sur l'appui politique de la France. »

L'Empereur, avec son tact habituel, — ajoute l'envoyé roumain, — a compris que la France ne veut absolument plus supporter le régime du pouvoir personnel ; il a composé son ministère d'hommes connus pour leur attachement aux idées constitutionnelles. Malheureusement, cette façon de procéder ne produit pas l'effet attendu, d'abord parce que la grande majorité des Français ne croit pas à la sincérité de l'Empereur, et qu'elle attribue les réformes libérales plutôt à la peur qu'il éprouve qu'à la conviction de leur légitimité ; deuxièmement, parce que les « irréconciliables » sont devenus trop forts. Rochefort est une puissance à Paris, et sa popularité dans les masses ouvrières est sans bornes ; un mot de lui suffit pour mettre en mouvement cent mille hommes en blouse. Le ton qu'il a pris dans son journal est à peine exprimable ; jamais, dans aucune presse du monde, on n'a attaqué le chef de l'État comme on le fait aujourd'hui journellement à Paris par la parole et par les écrits. Dans les réunions publiques, qui sont maintenant absolu-

(1) On était au lendemain du drame d'Auteuil où le journaliste Victor Noir avait été tué par un coup de revolver du prince Pierre Bonaparte. Carol note dans son journal l'émotion considérable produite en Europe par ce malheureux événement, que les passions démagogiques s'empressèrent d'exploiter contre le gouvernement impérial.

ment libres, un orateur populaire quelconque propose chaque soir les meilleurs moyens de renverser le trône, et cela devant des milliers d'auditeurs.

Les nouvelles d'Allemagne, consignées au jour le jour par le prince, deviennent particulièrement intéressantes pour nous durant l'Année terrible. Le 16 février 1870, le prince Charles-Antoine écrit :

Pour ce qui est du domaine de la haute politique, *tout paraît y être à la paix*. Le revirement, en France, est remarquable : il est seulement inquiétant que le ministère actuel soit un peu trop teinté de cléricalisme. En dehors de cela, il est bon que l'on ait rompu avec le gouvernement personnel, et qu'ainsi l'Impératrice soit passée à l'arrière-plan.

« Je n'ai qu'un vœu, mandait de son côté Bismarck, c'est qu'aucun événement inattendu ne vienne ébranler la confiance ressuscitée dans la paix générale. »

Au moment même où il envoyait ces assurances pacifiques à Bucarest, Bismarck préparait le complot qui devait aboutir à la guerre. A la date du 7 février, nous lisons dans les Notes de Carol que la France a adressé à la Prusse une proposition de désarmement et que l'Angleterre s'est chargée de la transmettre au chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord : *Bismarck l'a aussitôt déclinée.*

Quinze jours plus tard, à une époque où le public français n'en eut aucun soupçon, le maréchal Prim, évidemment poussé sous main par Bismarck, reprenait les négociations entamées, l'année précédente,

pour faire aboutir la candidature de Léopold de Hohenzollern, prétendant malgré lui au trône d'Espagne. Dès le 15 février, Carol est informé — chose curieuse — *par son agent de Paris*, que la candidature de son frère revient sur l'eau et que le gouvernement espagnol est décidé à la faire aboutir :

On ne peut opposer sérieusement au prince Léopold ni le jeune duc de Gênes (âgé de seize ans), ni le duc de Montpensier, qui vient d'échouer aux élections dans les Asturies.

L'ambassadeur de France à Madrid, Mercier, *ne fait pas mystère du déplaisir que lui causent les chances toujours croissantes du prince de Hohenzollern, mais il n'ose les contrecarrer de front, parce que les Espagnols se feraient idolâtres d'un prince étranger s'il était combattu par la France.*

L'empressement avec lequel les Espagnols renoncèrent, quelques mois après, à leur candidat, dès qu'on connut à Madrid l'opposition de la France, montre combien ces pronostics étaient faux. Quant à Prim, il ne pouvait douter des sentiments du gouvernement français à cet égard, puisque M. Mercier de Lostende « n'en faisait pas mystère ». Il est certain que notre ambassadeur ignora, en février 1870, ce qui se tramait entre Prim et Bismarck, et il n'y a pas lieu de s'en étonner : la négociation était tellement secrète que les ambassadeurs même d'Espagne à Paris et à Berlin ne la soupçonnèrent point. Si M. Mercier entendit encore parler de la candidature prussienne, il ne s'en inquiéta guère : il était convaincu que cette solution n'avait aucune racine

dans le pays et se fiait d'ailleurs à l'assurance donnée, comme nous le dirons plus loin, par le cabinet de Berlin *qu'il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne...*

Cependant, Carol, tenu exactement au courant de ce qui se passe, écrit, à la date du 1er mars :

Des nouvelles propres à remuer le monde parviennent au prince de son pays. Don Salazar a été de nouveau envoyé par le général Prim en Allemagne, mais cette fois directement à Berlin. Il remet au roi de Prusse, au prince héréditaire de Hohenzollern et au comte Bismarck des lettres de la régence espagnole, sollicitant avec instance que le prince héritier Léopold accepte la couronne d'Espagne.

Le prince ne savait sans doute pas dire si vrai en écrivant que cette nouvelle était propre *à remuer le monde*. L'histoire de la candidature Hohenzollern est malheureusement trop intéressante au point de vue français pour que nous n'en recherchions pas l'origine en tâchant de compléter, à l'aide des souvenirs laissés par les hommes d'État qui furent mêlés à ces événements, les indications sommaires et pourtant si précieuses du roi de Roumanie. Déjà, il nous a révélé, précédemment, la démarche secrète faite par M. Salazar, accompagné et présenté par un diplomate prussien, à la Weinburg, en septembre 1869, et l'accueil peu enthousiaste qu'y reçut l'envoyé espagnol. Mais, dès l'hiver précédent, le bruit de la candidature Hohenzollern avait couru et des pourparlers avaient

été échangés, plus ou moins ouvertement, entre Madrid et Berlin à ce propos. Notre ambassadeur en Prusse, le comte Benedetti, ayant eu vent de ces menées, les avait signalées dans une dépêche du 27 mars 1869, en attirant l'attention de son gouvernement sur le fait suivant : un diplomate espagnol, M. Rancès y Villanueva, autrefois accrédité auprès du roi Guillaume et récemment nommé à l'ambassade de Vienne, venait de faire une apparition à Berlin (sous prétexte de souhaiter la fête au Roi) et, durant les cinq jours qu'il y avait passés, il avait eu deux entretiens particuliers avec M. de Bismarck. Benedetti en concluait que ce voyage, prétendu de courtoisie, pouvait bien avoir eu un but politique : « M. Rancès ne serait-il pas venu, ou n'aurait-il pas été attiré, en réalité, pour conférer avec le chancelier prussien au sujet du prince de Hohenzollern qui a été cité, à plusieurs reprises, parmi les prétendants possibles au trône d'Espagne ? » Ce n'était là qu'une conjecture, mais le gouvernement français s'en montra tellement ému qu'il donna aussitôt ordre à Benedetti de rechercher si elle était fondée. En l'absence de Bismarck, qui venait de quitter Berlin, notre ambassadeur interrogea le sous-secrétaire d'État M. de Thile. Celui-ci affirma de la façon la plus catégorique « qu'il n'avait été et qu'il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour la couronne d'Espagne » . M. de Thile pouvait être de bonne foi, mais, ainsi que le faisait ob-

server Benedetti, le sous-secrétaire d'État n'était pas toujours initié aux vues personnelles du chancelier (1). Aussi le gouvernement français, ne se fiant pas à ces déclarations, manda Benedetti à Paris : notre souverain lui-même, dans un long entretien qu'il eut avec l'ambassadeur, le chargea de sonder directement Bismarck à ce sujet. Napoléon III se montrait fort alarmé : « la candidature du duc de Montpensier, disait-il, est purement antidynastique, elle n'atteint que moi et je puis l'accepter; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale, le pays ne la supportera pas, et il faut la prévenir. » Suivant les instructions de l'Empereur, le ministre des affaires étrangères, marquis de La Valette, insista pour qu'à son retour à Berlin, Benedetti s'expliquât directement avec Bismarck; il lui était recommandé toutefois de calculer son langage de manière à ce qu'on ne pût prêter au cabinet des Tuileries le dessein de rechercher un sujet de conflit (2). L'entretien eut lieu le 11 mai 1869. Le chancelier, loin de décliner la conversation, afficha, suivant son habitude, ces allures de bonhomie (3) qui trompaient facilement des interlo-

(1) « Une des habiletés de Bismarck, » — dit M. de la Gorce, — était même de ne pas l'informer du tout afin que, niant de bonne foi les desseins de son chef, il les niât avec un accent plus persuasif. » *Histoire du Second Empire*, t. VI.

(2) Comte Benedetti, *Ma mission en Prusse*.

(3) « La haute stature du comte de Bismarck, sa tête puissante, sa figure fortement accentuée lui donnaient un aspect à la fois imposant et dur, tempéré cependant par une simplicité naturelle allant presque

cuteurs non prévenus. Il parut se désintéresser profondément de la question qui préoccupait si fort le gouvernement français : d'après lui, la souveraineté qui pourrait être offerte au prince Léopold ne saurait avoir qu'une durée éphémère ; elle l'exposerait à plus de dangers encore que de mécomptes. Dans ces conditions, le Roi n'engagerait certes pas son cousin à accepter la couronne. *Le père du prince*, ajouta Bismarck, *sait déjà ce qui lui en coûte d'avoir son fils cadet souverain de Roumanie* et il n'a nulle envie de compromettre sa fortune personnelle pour aider son aîné à monter sur le trône d'Espagne. » Puis, prenant habilement la tangente, évitant de répondre directement aux questions trop pressantes qui lui étaient adressées, le chancelier parla des autres candidats au trône d'Espagne et, sur un ton confidentiel, révéla à notre ambassadeur que le prince Frédéric-Charles aurait volontiers couru *l'aventure*, mais qu'il avait dû y renoncer car « devant lui s'élevait une difficulté insurmontable, celle de la religion qui n'aurait pu être vaincue même au moyen d'une conversion » .

Connaissant l'adresse avec laquelle son redoutable interlocuteur se livrait à des confidences qu'on ne lui demandait pas, pour éviter de répondre à celle qu'on aurait voulu obtenir de lui, Benedetti sortit de cet entretien fort peu rassuré sur les véritables intentions

jusqu'à la bonhomie. » (Jules FAVRE, *Histoire du gouvernement de la Défense nationale*, t. Ier, L'entrevue de Ferrières).

de Bismarck. Sur ces entrefaites, le prince Léopold de Hohenzollern, qui avait fait un long séjour à Berlin pendant l'hiver, partit pour Bucarest où il passa six semaines (du 26 avril au 7 juin) auprès de son frère.

Aucun témoignage catégorique n'est venu confirmer les soupçons du comte Benedetti sur le but du voyage de M. Rancès à Berlin en mars 1869, et les mémoires du roi de Roumanie sont muets à cet égard ; mais M. de Keudell, ami et confident du chancelier, indique bien, dans son livre : *Bismarck et sa famille*, que la couronne fut offerte une première fois au prince Léopold dans l'hiver de 1869, et il y a lieu de remarquer que, le 26 *avril* 1869, ainsi que le roi Carol l'a lui-même noté, la *Gazette d'Augsbourg* publia une correspondance soi-disant envoyée de Paris et annonçant, comme si la chose était déjà faite, que les Espagnols se félicitaient d'avoir trouvé, dans la personne du prince Léopold de Hohenzollern, un roi jeune, intelligent, apparenté à la famille Bonaparte. C'était un ballon d'essai. Il est certain que le bruit de la candidature Hohenzollern s'était alors répandu en Prusse comme en Espagne et il est permis de supposer qu'il fut question de ce projet dans les conversations que les deux frères eurent ensemble durant le séjour du prince Léopold à Bucarest. Peut-être est-ce aussi à ce projet qu'il est fait allusion dans une lettre du prince Antoine apportée par Léopold à Carol, le 27 avril, et où nous lisons :

« Je ne peux pas te dire grand'chose de nouveau, ton frère te fera part de tout... Les relations entre le Roi et Bismarck ne sont pas précisément brillantes, cependant comme le maintien de Bismarck est une nécessité impérieuse, on n'en arrivera à aucune crise. »

Le désaccord entre le souverain et son ministre portait-il déjà sur la négociation espagnole dont le roi Guillaume ne se montra jamais grand partisan? Nous l'ignorons. Mais ce qu'il importe de noter c'est que, dès le mois d'avril 1869, le chancelier de fer savait pertinemment — en avait-il jamais douté? — à quoi s'en tenir sur les sentiments du gouvernement français à cet égard. On s'est même demandé si la démarche de Benedetti, « la tentative d'intimidation » qu'il avait été chargé d'exercer à Berlin n'avait pas eu le résultat contraire à celui qu'on visait et si l'émotion témoignée par le cabinet des Tuileries sur le simple soupçon de la candidature Hohenzollern n'avait pas éveillé l'attention de Bismarck « en lui révélant un point sensible où il lui serait aisé, le cas échéant, de piquer au vif la susceptibilité du gouvernement impérial (1). »

En effet, à partir de ce moment, on voit l'intrigue prendre corps et les démarches se multiplier à Madrid pour persuader Prim de sonder discrètement le prince de Hohenzollern (2). Quoi qu'il en soit, Bismarck n'a

(1) Voir Léonardon, biographie de Prim (Paris, 1901).
(2) Le 14 juillet 1869 notamment, un banquier berlinois écrivit à

pas été de bonne foi en disant, le soir de Sedan, à Napoléon III (1) et en répétant, depuis, dans ses *Pensées et Souvenirs*, qu'il fut très surpris, au mois de juillet 1870, de l'opposition du gouvernement français à la candidature d'un prince qui, « petit-fils des Murat, était bien vu aux Tuileries et aurait dû être assuré de la bienveillance de la France. » Les déclarations catégoriques faites l'année précédente par Benedetti ne pouvaient laisser aucune illusion sur ce point. Le prince Antoine n'avait pas attendu ces déclarations pour écrire à Carol (le 7 décembre 1868) : *la France ne permettrait jamais l'établissement d'une dynastie de Hohenzollern sur l'autre versant des Pyrénées* (2). C'est donc bien en connaissance de cause, sachant que l'empereur Napoléon aurait préféré tout autre candidat, — fût-ce le duc de Montpensier, — que Bismarck encouragea les négociations ayant pour but de faire monter le prince Léopold sur le trône d'Espagne, et, à voir la ténacité déployée par M. Salazar, bravant tous les obstacles pour faire triompher son candidat, on a pu se demander si, dans cette affaire, il n'avait pas été l'agent du chancelier prussien. Toujours est-il qu'après l'insuccès de sa démarche à la Weinburg, l'inlassable Espagnol, loin

Serrano pour lui faire valoir les avantages de la candidature Hohenzollern.

(1) Voir Moritz Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite* (1875) et *Pensées et souvenirs du prince de Bismarck* (1899).

(2) Voir plus haut, p. 91 et 92.

de se décourager, lança, à peine de retour à Madrid, une nouvelle brochure prônant les mérites du prince Léopold. Napoléon III n'a pas tenu assez compte des avis qu'il reçut alors de différents côtés, notamment de M. Drouyn de Lhuys lui écrivant, le 7 novembre 1869 (1), que le projet Hohenzollern n'était pas abandonné. Au mois de février suivant, en effet, les ducs d'Aoste et de Gênes et le roi Ferdinand de Portugal ayant positivement décliné la couronne, le duc de Montpensier (le seul qui en eût vraiment envie) étant impopulaire et le maréchal Prim ayant solennellement déclaré, devant la Chambre, que *jamais, jamais, jamais, la dynastie déchue ne remonterait sur le trône* (2), M. Salazar reprit le chemin de l'Allemagne. Cette fois, il se rendit à Berlin même avec une mission secrète du maréchal Prim et des lettres adressées par celui-ci au roi de Prusse, à Bismarck et au prince Léopold. Carol, en consignant cette nouvelle, le 1er mars 1870, montre son frère aîné toujours aussi peu disposé à accepter la couronne :

Le prince régnant et le prince héritier de Hohenzollern sont d'avis de décliner cette offre; le prince héritier surtout ressent une répugnance presque insurmontable contre cette combinaison et le prince régnant lui-même est d'avis de ne prendre la chose en sérieuse considération que si l'intérêt supérieur de l'État l'exigeait.

(1) Voir Pradier-Fodéré, *Documents pour l'histoire contemporaine*.

(2) Prim avait bien rêvé de prendre lui-même la couronne, mais il renonça vite à cet ambitieux projet, qui n'aurait pas été goûté en Espagne.

L'intérêt supérieur de l'État! Tel est donc l'argument décisif qui va être employé par le chancelier de l'Allemagne du Nord pour vaincre l'*extrême répugnance* du prince Léopold. Bismarck, voulant établir dans ses *Pensées et Souvenirs* que la France cherchait querelle à la Prusse et avait pris le premier prétexte venu pour lui faire la guerre, a parlé de la candidature Hohenzollern avec une grande désinvolture : « Je la considérais, prétend-il, comme une question espagnole et non comme une question allemande... Politiquement, j'y étais assez indifférent. Plus que moi, le prince Antoine désirait la faire aboutir sans que la paix en fût troublée. » Le journal du roi Carol (de même que les souvenirs publiés par M. de Keudell) (1), présente les choses sous un aspect tout différent. En annonçant que le prince Léopold vient de partir pour Berlin où son père le suivra dans quelques jours « car il faut une solution définitive et Salazar ne peut attendre plus longtemps », il ajoute :

Bismarck plaide avec une grande chaleur (*mit grosser Wärme*) la cause de l'acceptation. Il invoque, dans un mémoire au Roi, l'importance qu'aurait pour l'Allemagne la nomination d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. Il serait inappréciable, au point de vue politique, d'avoir sur les

(1) Le livre de M. de Keudell nous apprend que, dès le lendemain de l'arrivée de Salazar à Berlin, Bismarck fit fermer sa porte pour pouvoir méditer la lettre de Prim et dicta à son confident un rapport non officiel au Roi, énumérant tous les avantages que la Prusse et l'Allemagne tireraient de l'acceptation du prince Léopold.

derrières de la France un pays animé de sentiments amicaux. En outre, il y aurait un véritable profit économique pour l'Allemagne, ainsi que pour l'Espagne elle-même, à ce que ce pays éloigné, monarchique de sentiments, pût réaliser, sous un roi d'origine germanique, le plein développement de ses ressources, et élever son commerce à une hauteur répondant à l'étendue de ses côtes, où les ports sont en grand nombre.

Mais le prince Léopold ne se laissait pas ébranler : il était peu ambitieux d'une couronne qui avait déjà tant de prétendants ; il lui répugnait, d'ailleurs, de prendre la place des Bourbons détrônés qui — l'événement l'a prouvé depuis — pourraient être, un jour ou l'autre, rappelés en Espagne. Le roi Guillaume et son fils soulevaient, de leur côté, « les plus graves objections. » Le Kronprinz surtout, qui partageait rarement les vues du chancelier, avait, dès le début, engagé son cousin à se méfier : « Si le gouvernement prussien, lui disait-il, s'intéresse tellement à ce projet, c'est qu'il a un but déterminé, mais ne va pas croire que, dans l'avenir, tu puisses toujours compter sur sa protection (1) ». Il accentua encore cette attitude au conseil qui, raconte le roi Carol, se tint au château le 15 mars et où Bismarck, au contraire, appuyé par de Moltke et Roon, *insista de nouveau, avec une grande chaleur, pour l'acceptation.*

Trois mois plus tard — 9 juillet — le roi Guillaume

(1) *Aus dem Leben*, t. II, p. 68.

devait cependant affirmer au comte Benedetti que non seulement le gouvernement prussien était resté étranger aux négociations poursuivies entre l'Espagne et le prince de Hohenzollern mais *qu'il les avait ignorées*. Le roi Guillaume jouait sur les mots, en prétendant n'être intervenu dans toute cette affaire qu'en qualité de chef de famille, nullement en souverain. M. Benedetti répliqua que « cette dualité était inadmissible à tous les points de vue; que le Roi était le chef de la famille parce qu'il était le souverain (1); qu'il devenait, dès lors, impossible de séparer, dans le cas actuel, ces deux qualités, et que le prince de Hohenzollern lui devait une obéissance absolue, uniquement parce que Sa Majesté réunissait l'une et l'autre en sa personne (2). »

La réplique était très juste. Notre ambassadeur aurait été encore plus fort dans son argumentation s'il avait pu savoir qu'au mois de mars 1870, la candidature Hohenzollern avait été longuement débattue dans une conférence que présidait Guillaume I[er] entouré de son fils et des principaux conseillers de la couronne! Aussi comprend-on l'intérêt qu'a eu Bismarck à déclarer, dans ses *Pensées et Souvenirs*, que « les mémoires de Sa Majesté le roi de Roumanie ne

(1) C'était d'autant plus vrai que les Hohenzollern-Sigmaringen, bien que non régnants, ont toujours passé pour la branche aînée de la famille. (Voir l'almanach de Gotha.)

(2) Comte Benedetti, *loc. cit.* Dépêches de l'ambassadeur de France au ministre des Affaires étrangères, Ems, 9 et 11 juillet 1870.

sont pas exactement au courant des détails de cette question. Jamais, ajoute-t-il, ce conseil n'a eu lieu. Le prince Antoine était logé comme hôte du souverain au château et il y avait invité celui-ci à dîner avec quelques-uns des ministre. C'est à peine si je crois qu'on ait fait allusion à table à la question espagnole ».

Une telle affirmation ne saurait prévaloir contre le témoignage du roi de Roumanie. Celui-ci était tenu, jour par jour, au courant de tout ce qui se passait à Berlin et son récit est, d'ailleurs, corroboré par la lettre détaillée que son père lui adressa peu de jours après et que nous reproduisons plus loin.

Antoine de Hohenzollern (1), après avoir longtemps hésité, commençait à se laisser séduire par la perspective de voir son fils assis sur le trône de Charles-Quint. Le prince — comme l'a observé M. Cherbuliez — « méprisait les petites vanités et approuvait les grandes ambitions ». En outre, ancien président du cabinet de Berlin (1858-1861), il avait toujours témoigné le plus absolu dévouement à la Prusse à qui il avait cédé, en 1849, ses droits de souveraineté et de gouvernement. Aussi, dans la réunion du 15 mars, va-t-il se ranger du côté de Bismarck qui, d'accord avec Moltke et Roon, déclare que l'acceptation de la

(1) Le chef de cette famille (les Hohenzollern-Sigmaringen), a dit M. Thiers, passe pour un prince riche, capable en affaires, aimant à pourvoir ses enfants de grosses fortunes et de belles couronnes. (*Déposition devant la commission d'enquête sur la Défense nationale*), 14 septembre 1871.

couronne d'Espagne constitue pour le prince Léopold l'*accomplissement d'un devoir patriotique prussien*. Le lendemain néanmoins, Léopold, décidément peu ambitieux et plus frappé des objections du Roi que des raisons de ses ministres, décline positivement la couronne qu'on lui offre avec tant de persistance. Le terrible chancelier, qui a son idée en tête, ne se décourage pas : à défaut de l'aîné des jeunes princes de Hohenzollern-Sigmaringen qui refuse ; à défaut du cadet qui occupe déjà le trône de Roumanie, on s'adressera au troisième, « Fritz. » Celui-ci comprendra peut-être mieux *son devoir* et on le fera revenir en toute hâte d'Italie, où il est en train de voyager (1). C'est ce qu'explique le prince Antoine dans une lettre adressée à Carol et qui mérite d'être reproduite en entier :

Berlin, 20 mars 1870.

« Je suis depuis quinze jours au milieu d'affaires de famille de la plus haute importance : il ne s'agit de rien

(1) 4/16 *mars*. — Le prince héréditaire Léopold fait part au chef de sa maison de sa résolution de décliner la couronne !

Là-dessus, Bismarck déclare que les Hohenzollern ne doivent pas laisser tomber la candidature espagnole. Aussi le prince Charles-Antoine télégraphie-t-il à son troisième fils, le prince Frédéric, d'interrompre son voyage en Italie et de rentrer à Berlin, car, à la suite de la renonciation de son frère, c'est de lui seul que dépend la décision.

23 *mars*/3 *avril*. — Le prince apprend de Berlin, que le comte de Bismarck insiste sur l'acceptation de la couronne espagnole par un prince de Hohenzollern ; il déclare avec une grande fermeté que c'est une nécessité politique. (*Aus den Leben*, t. II, p. 70.)

moins, pour Léopold, que de l'acceptation ou du refus de la couronne d'Espagne, qui lui a d'ailleurs été offerte officiellement par le gouvernement espagnol sous le sceau d'un secret d'État européen.

« Cette question préoccupe beaucoup ici. Bismarck désire l'acceptation pour des motifs dynastiques et politiques, mais le Roi ne la souhaite que si Léopold répond à cet appel de son plein gré. Le 15 a été tenu ici, sous la présidence du roi, un très intéressant et important conseil, auquel ont pris part le prince royal, nous deux, Bismarck, Roon, Moltke, Schleinitz, Thile et Delbrück. La résolution unanime des conseillers est pour l'acceptation, qui constitue l'accomplissement d'un devoir patriotique prussien.

« Pour de nombreuses raisons et après une grande lutte, Léopold a refusé la couronne. Mais comme on désire *avant tout*, en Espagne, un Hohenzollern catholique, j'ai proposé Fritz, sous la réserve de son acceptation. Il est pour le moment entre Nice et Paris et le télégraphe n'a pas pu l'atteindre ni le rencontrer, mais cela ne tardera pas et j'espère qu'alors il se laissera convaincre.

« En attendant, tout est encore en germe et le secret doit être gardé provisoirement.

« Ta chère mère va avoir un bien cruel combat à livrer, mais, en fin de compte, elle ne voudra pas entraver la marche de l'histoire. Ce sont là les insondables décrets de la Providence.

« Sans l'occasion sûre que j'ai connue aujourd'hui seulement, je n'aurais pas pu t'écrire tout cela.

« Don Salazar, que tu as vu à la Weinbourg, était venu à Berlin avec des lettres du maréchal Prim; mais il est de nouveau reparti, parce que autrement on aurait fini ici par apprendre qu'il y a un Espagnol *qui a de nombreux entretiens avec Bismarck*, etc. » (*sic*).

Ce dernier passage prouve une fois de plus combien le roi Guillaume et Bismarck étaient mal fondés plus

tard à prétendre que toute cette négociation n'était qu'une affaire de famille, dont le gouvernement prussien n'avait jamais été informé et dont le souverain n'avait pu s'entretenir avec son ministre — si même il l'avait fait! — qu'accidentellement et à titre purement amical (1).

En répondant à son père, le 30 mars, le prince Carol écrit qu'il sait depuis longtemps déjà que *les Espagnols* (il veut, sans doute, dire *Prim et Salazar*) ont, de nouveau, fondé leurs espérances sur un Hohenzollern de la branche catholique. Il souhaite que Léopold n'ait pas encore dit son dernier mot dans la question. Il doute davantage que « Fritz » se décide à accepter la tâche, non certes que l'intelligence lui manque, mais plutôt l'expérience et la connaissance des hommes. Quoi qu'il en soit, celui des deux qui acceptera devra poser pour condition que l'armée soit licenciée, car elle s'est trop souvent compromise dans les luttes politiques et son indiscipline est flagrante (2). Il sera nécessaire de créer successivement de nouveaux corps d'armée. « D'ailleurs, ajoute-t-il

(1) Déclaration au conseil fédéral, 16 juillet 1870. Circulaire de M. de Bismarck, 18 juillet 1870.

(2) « J'ai eu moi-même, disait-il, l'occasion de le remarquer lors de mon voyage en Espagne : le soir du jour où les troupes manœuvrèrent devant moi en mon honneur, un sous-officier tua d'un coup de fusil un de ses officiers devant les fenêtres même de mon hôtel, parce qu'il avait été offensé par une de ses observations! L'armée serait par conséquent plutôt un danger qu'une protection pour le moment ».

avec raison, en Espagne, *il faut surtout travailler à donner un grand développement à la marine.* » Mais le prince Charles-Antoine répond que le licenciement de l'armée, très désirable en principe, est inexécutable en pratique; la candidature serait mort-née. Il s'est contenté de subordonner l'acceptation de son fils aux trois conditions suivantes :

1° Une majorité des deux tiers au moins dans les Cortès; 2° une assurance contre la banqueroute de l'État; 3° le vote préalable de toutes les lois anticléricales, pour que l'odieux n'en rejaillisse pas sur le nouveau souverain.

Le 16 avril, M. Strat apportait à Carol des nouvelles de ses parents qu'il était allé saluer à Dusseldorf, en traversant l'Allemagne. Le prince Antoine avait trouvé l'agent roumain assez au courant des négociations pendantes avec l'Espagne et il s'en étonnait, car « le secret a été si bien gardé, disait-il, qu'Olozaga (ambassadeur d'Espagne à Paris) n'en soupçonne *rien* encore à l'heure actuelle » . Cela prouvait l'intelligence et l'habileté de Strat; toutefois le prince de Hohenzollern jugeait inutile de lui en dire plus et s'était borné à lui affirmer que Léopold avait formellement refusé la couronne.

A ce moment, le prince Antoine espérait encore vaincre les hésitations de son troisième fils, à qui il aurait souhaité plus d'ambition, mais, huit jours plus tard, « Fritz » déclarait, à son tour, « du ton le plus résolu, ne pas vouloir entreprendre une tâche pareille :

Si le Roi, au dernier instant, avait *ordonné*, Fritz aurait obéi, mais le Roi ne l'a pas fait.

En annonçant cette nouvelle (22 avril) à Bucarest, le prince Antoine ne peut s'empêcher de pousser un soupir de regret :

Un moment historique est passé pour la maison de Hohenzollern, un moment comme il ne s'en est jamais présenté et comme il n'en reviendra jamais !

...C'en est fini, et ces négociations d'un intérêt si exceptionnel peuvent dormir tranquilles dans les archives jusqu'aux jours lointains de l'avenir où quelqu'un écrira l'histoire de notre maison... Le secret de l'affaire a été merveilleusement gardé, et il est du plus haut intérêt qu'il continue à l'être...

On est anxieux de ce que va devenir l'Espagne, que nous avons dédaignée. On craint la République. Ce serait un grand danger pour l'Italie, car là-bas les sociétés secrètes ont déjà tout préparé. Cela ne serait pas indifférent même pour la Roumanie : chez les peuples de race latine, ces perturbations dans les formes de gouvernement ont un caractère doublement épidémique.

Cependant Bismarck n'abandonnait pas son projet. Au commencement d'avril, il avait envoyé à Madrid deux hommes de confiance, le publiciste Lothar Bucher et le major de Versen (ce dernier très au courant de la langue et des mœurs espagnoles) pour se rendre compte de l'état du pays et de l'accueil qu'y recevrait un prince allemand. L'ambassadeur de Prusse, comte Kanitz, « prévoyait mille difficultés. » Les agents de Bismarck, au contraire, revinrent d'Es-

pagne, après un mois de séjour, avec les renseignements les plus favorables; mais à cette époque, les deux fils du prince de Hohenzollern avaient, l'un après l'autre, absolument refusé la couronne, et le 15 mai, M. de Versen, qui se croyait appelé à jouer un rôle historique, dut rejoindre tristement sa garnison de Posen, sans qu'on l'eût mandé à la cour. Cinq jours plus tard cependant, il allait trouver le Prince Royal à Carlsbad, obtenait de lui une lettre d'introduction pour le prince Antoine et finissait par atteindre celui-ci à Nauheim après l'avoir manqué à Dusseldorf. Sans doute le major n'agissait pas ainsi de son autorité privée et l'on peut facilement deviner à quelle direction il obéissait en cherchant à faire revenir les Hohenzollern sur leur renonciation. C'est vers ce moment (26 mai) que le prince Antoine écrit à Carol :

Bismarck est très mécontent du coup manqué avec la combinaison espagnole. *Il n'a pas tort.* La chose n'est cependant pas abandonnée, elle tient encore à quelques fils, mais qui sont ténus comme une toile d'araignée.

Le major de Versen fut éloquent et persuasif car, le 2 juin, le prince de Roumanie apprenait que son frère Léopold, enfin touché des malheurs de l'Espagne et « reculant devant la terrible responsabilité de refuser son concours à un grand peuple qui veut se relever », se familiarisait avec l'idée d'accepter la couronne sous certaines conditions. Les *Notes* du prince, à cette date, nous montrent une fois de plus

Bismarck rentrant en scène et insistant avec la plus grande énergie pour l'acceptation, tandis que le roi Guillaume met son jeune cousin en garde contre les rapports optimistes de Versen et de Bucher :

Le comte Bismarck écrit une lettre au prince de Hohenzollern, dans laquelle il insiste pour que la question d'Espagne soit de nouveau reprise. Il conseille au prince Charles-Antoine d'agir sans tarder sur le prince héréditaire, pour que ce dernier abandonne toute hésitation et se décide, dans l'intérêt de l'Allemagne, à ceindre la couronne espagnole.

D'ailleurs, le général Prim n'a pas accepté la renonciation transmise par télégramme au conseiller Bucher par le prince Charles-Antoine, mais il a gardé bon espoir.

Le conseiller privé Bucher et le major de Versen ont rapporté des renseignements très satisfaisants sur la tournure que prend la candidature Hohenzollern aux Cortès et dans le pays; on les a reçus en Espagne d'une façon exceptionnellement cordiale. — Le roi Guillaume pense que ces Messieurs ont été entraînés involontairement par les grandes attentions dont ils ont été l'objet à présenter leur rapport sous des couleurs plus roses que celles qu'ils lui auraient données sans cela.

Le 4 juin, le prince Carol apprend que son frère est tout à fait décidé :

23 *mai/4 juin.* — Le prince héréditaire de Hohenzollern se déclare prêt à accepter la couronne espagnole, parce qu'on lui a représenté que l'intérêt de l'État l'exige... Il a écrit au roi de Prusse qu'en agissant ainsi, il espérait rendre un grand service à son pays. Le roi Guillaume lui a donné aussitôt son assentiment.

S'il faut en croire le célèbre historien allemand Sybel — et cela répond bien à ce que nous savons du caractère du Roi et de son habituelle prudence — Guillaume Ier n'aurait pas manifesté tant d'empressement à souscrire à un projet qui pouvait compromettre la couronne. Ignorant les secrètes manœuvres auxquelles se livrait son chancelier, il se serait même montré assez surpris du brusque revirement de Léopold ; et, comme celui-ci invoquait dans sa lettre un grand service à rendre et une sorte de vocation à laquelle il n'osait résister, le vieux souverain se serait contenté de dire : « S'il a cette vocation, je n'ai pas le droit de m'y opposer (1). »

A ce moment même (dans les premiers jours de juin), Bismarck, revenu de Varzin où une maladie de circonstance l'avait retenu quelque temps, répondit à la lettre écrite, trois mois auparavant, par le maréchal Prim à l'instigation de Salazar. Dans cette réponse dont le duc de Gramont a, le premier, révélé l'existence et que son auteur n'a pas niée, tout en en contestant les termes, (2) le chancelier conseillait vivement la reprise de la candidature Hohenzollern. Le

(1) Voir La Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. VI, p. 210, d'après Sybel, *Die Begründung des Deutschen Reiches*, t. VII.

(2) Cette lettre, trouvée dans les papiers de Prim, n'a jamais été publiée. Bismarck aurait dit : « N'oubliez pas que tout se passera entre nous deux, parce que le roi de Prusse doit être censé l'ignorer ». (*Déposition du duc de Gramont devant la commission d'enquête*. Cf. Gramont, *La France et la Prusse avant la guerre*, p. 21. — Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 96.

conseil arrivait à Madrid en temps opportun, alors que les Espagnols commençaient à désespérer de trouver un roi. Le 11 juin, Prim, après avoir raconté, devant les Cortès, ses échecs successifs auprès de Ferdinand de Portugal, du duc d'Aoste et du duc de Gênes, fit allusion à un quatrième candidat qu'il ne lui était pas permis de nommer et qui, jusqu'à ce moment, avait toujours décliné ses propositions. Plusieurs députés chuchotèrent aussitôt le nom de Hohenzollern mais le maréchal termina son discours en ajoutant (à dessein sans doute, afin de détourner les soupçons) que malheureusement deux envoyés de ce candidat anonyme, après avoir assisté à une séance orageuse de la Chambre et à une émeute à Barcelone, étaient rentrés fort mal impressionnés dans leur pays : dès lors, on crut l'affaire enterrée et cette opinion se confirma quand deux semaines plus tard (24 juin) les Cortès furent prorogées jusqu'au 31 octobre.

A quel moment Prim, d'accord avec le gouvernement prussien, comptait-il donc divulguer le mystère et proposer son candidat aux représentants du pays? Si l'on s'en rapporte au langage tenu par le roi Guillaume à Ems, dans sa conversation avec le comte Benedetti, le 11 juillet suivant, Prim aurait jugé un délai de trois mois nécessaire pour préparer les voies et gagner les députés à son projet. Le maréchal, a-t-on affirmé depuis, se serait même flatté d'y gagner Napoléon III qu'il comptait rencontrer à Vichy au mois

d'août, comme l'année précédente; il lui annoncerait alors lui-même la chose délicatement, avec mille ménagements, en faisant valoir qu'il avait abandonné la candidature Montpensier pour adopter celle d'un parent de l'Empereur ! Mais il paraît difficile de concilier cette assertion avec ce que nous lisons dans la correspondance du prince Antoine avec son fils : pour assurer le succès de l'affaire, il fallait, à la fois, le plus profond secret et la plus grande promptitude dans l'exécution. Maintenant qu'on avait obtenu l'adhésion du principal intéressé, le désir des négociateurs devait être de mettre au plus tôt la France et l'Europe en présence d'un fait accompli. Et, en effet, les mémoires du roi de Roumanie expliquent la prorogation des Cortès d'une autre façon : pour annoncer la nouvelle, Prim attendait le retour de M. Salazar qui, arrivé à Sigmaringen le 19 juin, allait revenir, muni de la lettre d'acceptation du prince Léopold. Une erreur dans le déchiffrement d'une dépêche fit croire que l'envoyé espagnol, encore ajourné, était obligé de retarder de deux semaines son départ de Berlin. Dès lors, Prim n'aurait pas osé retenir plus longtemps les députés pressés d'entrer en vacances à cette époque de l'année où la chaleur devenait intolérable à Madrid. Dans son journal, Carol se désole de ce contretemps :

Ainsi un hasard remet tout en question. L'élection ne pourra pas maintenant avoir lieu avant l'arrière-saison d'au-

tomne et l'étranger a largement le temps d'intriguer et d'agiter en Espagne contre la candidature Hohenzollern.

Néanmoins, c'est à la première de ces versions que se sont ralliés la plupart des historiens : Prim se serait aperçu un peu tard du rôle que Bismarck voulait lui faire jouer; trouvant qu'on allait trop vite en besogne et qu'on voulait lui forcer la main (1), il aurait volontairement prorogé les Cortès pour se donner du temps. Quoi qu'il en soit, le secret « merveilleusement gardé » jusqu'alors (comme l'écrivait le prince Antoine) ne pouvait plus l'être longtemps. Salazar revenu le 28 juin tout fier du succès de sa mission, laissa, inconsciemment peut-être, déborder sa joie devant deux confidents qui ne furent pas discrets, si bien que, dans la soirée du 1er juillet, Prim rentrant à Madrid, après quelques jours passés à la chasse dans les montagnes de Tolède, fut reçu à la gare par deux amis qui venaient le féliciter d'avoir enfin trouvé un roi! Fronçant les sourcils et froissant violemment un gant qu'il tenait à la main, le maréchal répondit à ces compliments avec colère : « Labeur perdu, disait-il, candidature perdue! Et Dieu veuille que ce ne soit que cela! »

Le roi de Roumanie prétend que, *dès le 29 juin*, les journaux avaient recommencé à parler de la candida-

(1) Voir sa biographie par Léonardon et aussi la deuxième déposition de M. de Chaudordy devant la commission d'enquête sur la défense nationale. Cf. La Gorce, t. VI, p. 211.

ture de son frère. Est-ce bien sûr? Nous n'en avons trouvé trace nulle part. En tout cas, le prince avait de bonnes raisons pour être dans le secret des dieux et il est certain qu'à part les initiés comme lui, personne alors, en Europe, ne prit garde à une rumeur qui avait déjà circulé plusieurs fois, comme tant d'autres, sans être justifiée par l'événement. Le régent Serrano a déclaré lui-même n'avoir été informé de la candidature Hohenzollern qu'au retour de Prim à Madrid, *dans la soirée du 1er juillet*. A plus forte raison, Prim s'était bien gardé de laisser pressentir son projet à M. Émile Ollivier avec qui pourtant il était lié de vieille date et qu'il avait plusieurs fois sondé à propos d'autres candidatures. Le gouvernement français avait d'autant moins raison de se méfier qu'à ce moment même, M. Olozaga, de la meilleure foi du monde, priait notre ministre des Affaires étrangères de seconder ses efforts pour amener le roi Ferdinand de Portugal à revenir sur son refus (1). Le ministre d'Espagne à Berlin n'était pas mieux informé que l'ambassadeur à Paris, si bien que, quand ils apprirent enfin la nouvelle (dans la journée du 3), tous deux commencèrent par la déclarer inexacte.

(1) Déposition du duc de Gramont devant la commission d'enquête, (30 décembre 1871).

La candidature du roi Ferdinand était prônée, en Espagne, par les partisans de l'union ibérique, mais le mariage morganatique que ce prince venait de contracter avec une chanteuse prouvait assez son désir de vivre dans la retraite.

Ainsi, au moment où débute ce fatal mois de juillet 1870, la tranquillité la plus absolue règne en Europe et, à part Bismarck sans doute, nul ne prévoit encore la terrible tempête qui va se déchaîner. Loin de chercher prétexte à une guerre, comme l'ont prétendu nos ennemis, le gouvernement français montre une « sérénité allant jusqu'à l'optimisme » (1). Le 30 juin, le garde des sceaux déclare à la Chambre qu' « à aucune époque, le maintien de la paix ne lui a paru plus assuré ». Le 1er juillet, le ministre de la guerre pousse la confiance jusqu'à consentir bénévolement la diminution du contingent militaire : « 90,000 hommes, au lieu de 100,000 seront appelés sous les drapeaux en 1870! » La voix de M. Granier de Cassagnac qui, à l'extrême droite, parle inconsidérément de « reprendre le Rhin » reste isolée et, à gauche, M. Thiers lui-même, prêtant au cabinet l'appui de sa parole, se porte garant des dispositions pacifiques de M. de Bismarck!

Cependant, le lendemain, 2 juillet, la nouvelle de la candidature Hohenzollern commence à se répandre un peu dans Madrid; M. Mercier de Lostende, voulant en avoir le cœur net, se rend en soirée chez le maréchal Prim. Ce dernier, voyant son secret divulgué avant l'heure, reçoit notre ambassadeur d'un air gêné; le prenant à part au bout d'un moment : « J'ai,

(1) Ch. de Mazade, chronique de la *Revue des Deux Mondes*, 31 juillet 1870.

lui dit-il, à vous parler d'une chose qui ne sera pas agréable à l'Empereur, je le crains; il faut que vous m'aidiez à éviter qu'il ne la prenne en trop mauvaise part. » Et il expose comment, faute d'autre candidat possible et croyant faire plaisir à Napoléon, en écartant, avant tout, le duc de Montpensier, il a été obligé de prendre un Hohenzollern. « Ce n'est pas moi qui ai inventé cette combinaison, » se hâte-t-il d'ajouter en manière d'excuse : « *On est venu me la mettre dans la main.* Seulement, dans l'état où nous sommes, je ne peux pas la repousser. »

« La France ne l'acceptera pas, » répond avec fermeté Mercier de Lostende et, à la grande surprise de Prim, qui croit faire merveille en agitant de nouveau le fantôme de Montpensier devant le représentant de Napoléon III, notre ambassadeur déclare que l'Empereur préférerait encore voir un d'Orléans, plutôt qu'un Hohenzollern, sur le trône d'Espagne.

Prim est fort embarrassé. Que faire? Il est trop tard maintenant pour reculer et, le dimanche 3 juillet, la nouvelle, confirmée par l'agence Havas, éclate comme un coup de foudre au quai d'Orsay. Le duc de Gramont télégraphie aussitôt à notre chargé d'affaires M. Le Sourd — car Benedetti vient de partir en congé — pour qu'il demande sans retard des explications à Berlin. Mais Bismarck est absent, et notre agent est obligé de s'adresser, dans la matinée du 4, au sous-secrétaire d'État, M. de Thile. « Il

arriva donc — comme l'écrit M. de La Gorce — qu'une des plus grandes affaires du siècle s'entama en une conversation entre deux subalternes ».

Voici en quels termes le prince Carol a consigné ces événements dans son Journal :

22 *juin/4 juillet*. — Toute la presse européenne mène grand bruit au sujet de la nouvelle venue de Madrid.

La France est blessée et inquiétée par la candidature du prince héréditaire de Hohenzollern. Le gouvernement français, il est vrai, a fait déclarer, le 1er juillet, à la Chambre, par le ministre de la guerre que Bismarck est pour le maintien de la paix et ne cherche en rien à troubler le repos (1); cependant il charge aujourd'hui son ambassadeur à Berlin de faire des représentations au sujet de cette candidature et d'exprimer l'impression pénible qu'elle a produite. — Le secrétaire d'État répond à l'ambassadeur que, *pour le gouvernement prussien, cette affaire n'existe pas.*

L'effervescence de la presse française s'accroit d'heure en heure. — Le duc de Gramont déclare à l'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Werther, que l'empereur Napoléon n'admettra jamais la candidature d'un Hohenzollern au trône d'Espagne. Ollivier, qui assiste à cet entretien, fait la même déclaration.

La France protège le prince des Asturies (2).

Pour le gouvernement prussien cette affaire n'existe pas : ce fut à ces mots que se borna, en effet, la

(1) Il est facile de répondre à cette insinuation que, dans l'après-midi du 1er juillet, le gouvernement français — comme le régent d'Espagne lui-même — ignorait encore la résurrection de la candidature Hohenzollern.

(2) La reine Isabelle venait de renoncer (le 25 juin) à ses prétentions au trône en faveur de son fils Alphonse XII.

réponse de M. de Thile à notre chargé d'affaires. Le secrétaire d'État, dont le rôle était de paraître ne jamais rien savoir, avait pu être de bonne foi en déclarant à Benedetti, seize mois auparavant, « qu'il ne saurait être question d'un Hohenzollern pour le trône d'Espagne », mais, en juillet 1870, il avait sa leçon faite par Bismarck qui, d'accord avec le Roi, l'avait chargé de soutenir, contre toute évidence, que le gouvernement prussien était resté absolument étranger à la candidature du prince Léopold : « comment donc aurait-il pu accepter la discussion sur un fait qu'il ignorait? »

Cependant le temps presse, car les Cortès sont convoquées d'urgence pour le 20 juillet : aussi le duc de Gramont n'obtenant aucune réponse à Berlin, et voyant que l'intention de la Prusse est de laisser l'événement s'accomplir dans le plus bref délai, va-t-il envoyer (le 7) notre ambassadeur à Ems auprès du Roi pour négocier avec le souverain lui-même, alors qu'il en est temps encore. Bismarck ne manquera pas d'en profiter plus tard pour insinuer que Benedetti a indiscrètement poursuivi le Roi dans une villégiature où celui-ci se trouvait incognito pour sa santé.

La divulgation anticipée de l'intrigue si laborieusement échafaudée avait vivement mécontenté le chancelier dont elle bouleversait les projets. De son côté, le roi Guillaume, ignorant l'indiscrète attitude de Salazar, s'en prenait à Prim dans une lettre adressée

au prince Antoine et communiquée par celui-ci à Carol :

24 *juin/6 juillet.* — Le roi Guillaume écrit au prince Charles-Antoine qu'il ne peut pas comprendre que le général Prim ait communiqué à l'ambassadeur de France l'acceptation du prince héréditaire avant que les Cortès aient été consultées. Le roi espère que l'émotion produite en France pourra encore s'apaiser, mais regrette cependant qu'on n'ait pas suivi l'avis exprimé d'abord par le prince de Hohenzollern : *on devait, au préalable, s'assurer l'assentiment de la France. On ne l'a pas fait, parce que le général Prim a désiré le secret et que le comte de Bismarck a fait valoir que chaque nation était libre de choisir son roi sans consulter une autre nation.*

A Paris, on n'entend plus parler d'autre chose que de la surexcitation générale contre les Hohenzollern, Bismarck et la Prusse.

Le passage que nous avons souligné prouve que le roi Guillaume, s'il était sincère, ne désirait pas alors une rupture avec la France, tandis que Bismarck, par le ton agressif qu'il prit dès le début, poussait de tout son pouvoir à une solution qui devait forcément entraîner soit la diminution morale de la France, soit une déclaration de guerre : peut-être Napoléon III, voulant rester fidèle à ses origines et à ses principes proclamés en maintes circonstances, n'oserait-il pas empêcher les Espagnols de prendre pour roi un Hohenzollern ; peut-être subirait-il en silence ce nouvel affront, comme il avait subi, trois ans auparavant, l'échec du Luxembourg, et alors son prestige

était à jamais atteint; que si, au contraire, il voulait protester contre le fait accompli, il s'attirerait tout à la fois la colère du peuple espagnol et celle de la Prusse, et se mettrait deux ennemis sur les bras. La nouvelle ayant été ébruitée avant la réunion des Cortès, les choses ne se passèrent pas tout d'abord comme Bismarck l'avait souhaité : ce n'est pas vers Madrid, mais bien vers Berlin que le cabinet des Tuileries se tourna pour demander des explications, et les personnages qui gouvernaient l'Espagne, à ce moment, loin de nous en vouloir de notre opposition à la candidature Hohenzollern, témoignèrent le plus vif désir de nous contenter en renonçant au prétendant choisi. Prim lui-même, après avoir tout d'abord convoqué les Cortès pour le 20 juillet, ne demanda bientôt qu'à revenir en arrière et se montra aussi empressé à obtenir le désistement du prince Léopold, qu'il avait manifesté de persévérance à implorer son acceptation (1). Que Bismarck ait éprouvé de cette attitude une grande surprise et une profonde déconvenue, plusieurs passages de ses *Pensées et Souvenirs* sont là pour l'attester : « Je comptais, » a-t-il dit, « que le point d'honneur espagnol s'élèverait contre l'intervention française. Je ne m'attendais pas à ce qu'une nation pleine d'amour-propre comme la

(1) « Comment sortir de là? Je ne vois qu'un moyen : que le prince me déclare qu'il rencontre en son pays quelque obstacle, et je lui faciliterai la retraite, » disait Prim à M. Mercier, le 7 juillet.

nation espagnole restât tranquillement, l'arme au pied, derrière les Pyrénées, à regarder les Allemands se battre à mort contre la France pour sauvegarder l'indépendance de l'Espagne et lui assurer la libre élection de son roi... Le noble Cid eût demandé compte à la France de son intervention dans un moment où l'Espagne allait librement élire son roi, et il n'eût pas laissé à des étrangers le soin de défendre l'indépendance espagnole. »

Comment ne pas admettre, après avoir lu ces lignes où perce le dépit, que la candidature Hohenzollern ait été inventée, de longue main, par Bismarck pour amener une guerre où il espérait bien que la France se trouverait prise entre deux feux?

Cependant, la façon clandestine dont cette affaire avait été machinée et la réponse équivoque du cabinet de Berlin à notre demande d'explications avaient causé une vive irritation à Paris et soulevé une réprobation unanime en Europe : le *Times* lui-même n'hésitait pas à déclarer que cette transaction *portait le caractère d'un coup d'État vulgaire et impudent.* L'intervention des puissances auxquelles notre ministre des affaires étrangères s'était aussitôt adressé allait certainement obliger la Prusse à se démasquer, quand le 5 juillet, M. Cochery, député de la gauche, — soit qu'il obéit à une indignation véritable, soit qu'il voulût simplement mettre le gouvernement dans l'embarras, — imagina de déposer au Corps législatif une demande

d'interpellation « sur la candidature éventuelle d'un prince de la famille royale de Prusse au trône d'Espagne ». Le duc de Gramont répondit le lendemain à cette demande par la fameuse déclaration élaborée, le matin même, en conseil des ministres. Après avoir affirmé la neutralité que la France avait toujours gardée au sujet du choix que l'Espagne pouvait faire, il termina par ces paroles retentissantes :

« Nous persisterons dans cette conduite, mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

« Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

« S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. »

Cet ultimatum, lu d'une voix vibrante et accueilli par les applaudissements enthousiastes de la majorité, retentit comme un coup de clairon. Vainement M. Émile Ollivier s'empressa-t-il de demander la parole pour calmer l'émotion par ces mots : « La

déclaration lue à cette tribune ne contient de provocation contre personne ; le gouvernement veut la paix ; *il la veut avec passion*, mais avec honneur », l'effet n'en était pas moins produit, et, de tous côtés, on répéta : c'est la guerre ! L'impression fut considérable en Europe. Il est à noter qu'en Prusse, à ce moment, la mise en demeure du duc de Gramont excita moins de colère que d'inquiétude et de surprise (1). Le gouvernement prussien se sentait engagé sur un mauvais terrain où il ne serait pas suivi par les États du Sud et il allait se voir contraint de battre en retraite ; mais Bismarck, furieux de cet échec, n'allait pas tarder à prendre sa revanche.

(1) « On en fut atterré à Berlin... La presse prussienne, sous la première impression, donna libre cours à ses passions. Mais, dès le lendemain, son attitude se modifiait. Un mot d'ordre parti de Varzin lui prescrivait le calme et l'effacement : Parler de la candidature Hohenzollern avec indifférence, dégager entièrement la responsabilité du gouvernement prussien, signaler et reproduire les attaques des journaux français, sans les relever par des commentaires, telle était la consigne ». (ROTHAN, *L'Allemagne et l'Italie*, t. Ier, Introduction).

Bismarck se voyait, en effet, blâmé en Bavière et en Wurtemberg ; il n'aurait jamais pu entraîner, *à ce moment*, les États du Sud dans une guerre contre la France.

CHAPITRE VII

Désistement du prince Léopold de Hohenzollern. — Les journées du 12 et du 13 juillet 1870. — La dépêche d'Ems détermine la guerre entre la France et la Prusse.

Le prince avait chargé M. Strat de remettre à l'Empereur une lettre le félicitant de « la victoire décisive qu'il a remportée sur les éléments ennemis de l'ordre » (le plébiscite) et le remerciant du concours prêté récemment à la Roumanie dans les négociations avec la Porte. L'envoyé roumain écrit à la date du 30 juin, — presqu'à la veille de la déclaration de guerre! — qu'il n'a pu encore être reçu par l'Empereur, *ce dernier étant très malade à Saint-Cloud* (1).

En même temps que cette lettre, (le 6 juillet) parvenait à Bucarest un télégramme de Strat « deman-

(1) La publication des papiers des Tuileries a révélé, depuis lors, que le lendemain (1er juillet) eut lieu à Saint-Cloud une consultation à laquelle prirent part les sommités médicales de l'époque et dont la conclusion fut que le cathétérisme de la vessie, c'est-à-dire une grave opération chirurgicale, s'imposait à bref délai. Il est difficile de s'expliquer comment cette consultation fut tenue secrète, au point qu'aucun des ministres n'en fut informé! Il est à penser que ceux-ci n'auraient pas laissé l'Empereur prendre le commandement de l'armée s'ils avaient soupçonné la gravité de son état et les souffrances que lui causaient, depuis un an déjà, l'équitation et même les secousses de la voiture. (Voir Darimon, *La maladie de l'Empereur*.)

dant au prince d'user de son influence sur son frère pour l'engager à retirer sa candidature, qui offrait un danger sérieux même au point de vue roumain ». Napoléon III commençait, en effet, à regretter d'avoir placé sur le trône de Roumanie un prince allemand accusé maintenant en haut lieu « d'avoir conspiré avec ceux qu'on désigne comme les ennemis de la France ». Désireux de réduire à néant ces imputations, Strat se rendit aussitôt auprès du duc de Gramont pour lui demander « s'il était vrai que le prince de Roumanie fût regardé à la cour comme un des instigateurs de la candidature Hohenzollern.

Le duc a répondu sincèrement qu'il ne pouvait le nier, et il a terminé par ces graves paroles : *Du moment que votre souverain conspire contre les intérêts français, il est de bonne guerre que nous fassions notre possible pour le renverser, et que nous commencions même par là, dans le cas d'un conflit avec la Prusse, afin de donner une certaine satisfaction à l'opinion publique, qui a maintes fois reproché à l'Empereur d'avoir mis un Hohenzollern sur le Danube* (1).

Strat a cherché en vain à convaincre le duc que le prince Carol était resté étranger à la candidature de son frère. Quand il a vu que le duc de Gramont faisait la sourde oreille à ses protestations, il lui a demandé de vouloir bien se tenir pendant cinq jours dans une neutralité absolue à l'égard de la Roumanie, pour qu'à l'expiration de ce délai il pût apporter la preuve de la loyauté du prince et détruire le tissu de mensonges qui avait été tramé contre lui, dans la capitale

(1) En français dans le texte allemand (*Aus dem Leben*, etc.).

française, par le parti révolutionnaire roumain, dont D. Bratiano était un des agents les plus actifs.

Deux heures après cette conversation, Strat part pour Sigmaringen, afin d'exposer la situation au prince Charles-Antoine.

Avant de partir, l'agent roumain avait eu, dit-on, un entretien avec M. Olozaga qui, animé comme lui des meilleures intentions pour la France et, d'ailleurs, très froissé d'avoir été tenu dans l'ignorance de la négociation, l'engagea à insister fortement auprès du prince de Hohenzollern, pour le faire revenir sur une décision qui pouvait avoir les plus graves conséquences.

Pendant que Strat s'acheminait ainsi vers l'Allemagne (9 juillet), Benedetti, arrivé la veille au soir à Ems, était reçu avec beaucoup de courtoisie et même retenu à dîner par le roi; mais il n'en pouvait tirer que des réponses analogues à celle que le secrétaire d'État avait déjà faite à M. Le Sourd : officiellement, le souverain ignorait toute l'affaire. Il consentait à interroger le prince de Hohenzollern et son fils sur leurs intentions, mais il entendait leur laisser pleine liberté et refusait de peser sur eux, dans un sens ou dans l'autre.

Les mémoires de Carol nous apprennent, en effet, que, le 10 juillet (en même temps que Strat) arrivait à Sigmaringen le colonel Strantz, porteur d'un message du roi Guillaume disant : *Visiblement* (augenscheinlich) *la France veut la guerre; dans le cas où le*

prince Charles-Antoine déciderait que le prince héritier doit retirer sa candidature, lui, le Roi, en sa qualité de chef de la maison, y consentirait également ainsi qu'il avait, quelques semaines auparavant, donné son consentement à l'acceptation.

On a dit, mais ce n'est nullement prouvé, que cette lettre, faite pour être montrée, aurait été accompagnée d'une communication confidentielle, écrite ou verbale, beaucoup plus explicite (1). En tout cas, le texte que nous connaissons parut suffisamment clair au prince de Hohenzollern : il crut lire entre les lignes le véritable désir de son royal cousin. Impressionné d'ailleurs de ce que lui disait Strat et des échos qui lui parvenaient d'Espagne et de tous les coins de l'Europe, il n'attendit pas l'arrivée du général Dominguez que le gouvernement de Madrid lui envoyait (le 10), chargé d'une mission secrète ; il n'attendit même pas le retour de son fils Léopold — qui explorait, en ce moment, à pied, les Alpes bavaroises « sans soupçonner encore l'agitation que sa candidature sou-

(1) M. de Saint-Vallier, alors ministre à Stuttgard, télégraphiait, le 13 juillet, à la suite d'un entretien avec la reine de Wurtemberg (sœur du tsar Alexandre II), « que le roi Guillaume avait prié le prince Antoine de détourner son fils de l'aventure espagnole et de lui rappeler la fin tragique de Maximilien ». Ce fait a été rapporté par M. de Saint-Vallier lui-même dans une plaquette devenue introuvable (*La Rupture avec le Wurtemberg*, lettre à M. Buloz, 8 avril 1871). Voir aussi Rothan, *L'Allemagne et l'Italie*, t. I, p. 13.)

Nous croyons que le fait est vrai, mais qu'il s'est produit à une date antérieure, alors que le prince Léopold hésitait encore à accepter la couronne.

levait en Europe », — et, le 12 au matin, « voulant enlever à la France, dit Carol, tout prétexte de guerre contre l'Allemagne », il adressait à Madrid la dépêche suivante :

Maréchal Prim.

Madrid.

Vu les complications que paraît rencontrer la candidature de mon fils Léopold au trône d'Espagne et la situation pénible que les derniers événements ont créée au peuple espagnol en le mettant dans une alternative où il ne saurait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, convaincu qu'en pareille circonstance son suffrage ne saurait avoir la sincérité et la spontanéité sur lesquelles mon fils a compté en acceptant la candidature, je la retire en son nom.

Prince de Hohenzollern.

Château de Sigmaringen, le 12 juillet (1).

Strat télégraphia aussitôt à Bucarest qu'il avait été chargé de remettre l'original de ce document à M. Olozaga : « Désormais, ajoutait-il, la situation en ce qui concerne la Roumanie a changé du tout au tout. L'Empereur m'a autorisé à écrire que le prince Carol pouvait compter sur lui. Le gouvernement français a, en même temps, rompu toutes relations avec les adversaires roumains de Son Altesse. »

Carol consigne cette nouvelle dans son journal, et il s'en réjouit : « La guerre paraît détournée, écrit-il, je respire plus tranquille. »

(1) Cette dépêche est publiée en français dans les Mémoires du roi Carol. (*Aus dem Leben*, t. II, p. 101.)

Malheureusement ces pronostics pacifiques allaient recevoir, le lendemain, un brusque démenti. Dans ses notes, le prince de Roumanie rejette sur la France et *particulièrement sur l'Impératrice* l'entière responsabilité de la rupture (1). Il cite complaisamment les journaux anglais qui, avec leur malveillance alors habituelle à notre égard, représentaient « la guerre déclarée par la France avec tant de frivolité comme *le plus grand crime du siècle* ». La malencontreuse demande de *garanties pour l'avenir* — formulée par le gouvernement impérial à l'heure où le retrait de la candidature Hohenzollern, avec l'adhésion du roi Guillaume, aurait constitué un échec suffisant pour la Prusse — semblait justifier ces sévères appréciations. Mais les journaux anglais et le prince Carol lui-même ignoraient comment Bismarck avait manœuvré de façon à tirer parti de l'incident, en aggraver la portée et rendre la guerre inévitable.

Pour remettre les choses au point et faire retomber les responsabilités sur qui de droit, il est nécessaire de rappeler ce qui s'est passé dans les trop fameuses journées des 12 et 13 juillet 1870.

(1) « Après la renonciation de Léopold — écrivait le prince Carol à son père, à la date du 20 juillet, — le gouvernement français, sinon peut-être l'impératrice, avait perdu le prétexte de faire de cette affaire un *casus belli*. Je crois que seules les difficultés intérieures ont fait désirer à l'empereur Napoléon une complication extérieure. »

L'état de santé alarmant de l'empereur, constaté par M. Strat lui-même, en juillet 1870, prouve bien cependant que Napoléon III ne devait pas désirer la guerre.

Le 12, à midi, M. Émile Ollivier arrive tout joyeux à la Chambre et pénètre dans la salle des Pas Perdus, tenant à la main la copie de la dépêche Hohenzollern dont il vient d'avoir communication par l'agence Havas (car le télégramme expédié en clair à Madrid avait pu être connu et copié au passage) (1). Entouré, assailli de questions, il montre le document à plusieurs députés et, avisant M. Thiers : « Nous avons réussi, lui dit-il, c'est la paix ! — Maintenant, observe M. Thiers, il faut vous tenir tranquilles. — Soyez rassuré, répond le ministre. Nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper. » — Aussitôt la nouvelle recueillie par des reporters circule dans Paris et parvient à la Bourse où la rente monte de trois francs, mais elle obtient moins de succès dans les couloirs de la Chambre auprès des députés de l'extrême droite qui, l'accueillant par des quolibets, baptisent aussitôt le document du nom de *dépêche du Père Antoine* : cette appellation ironique souligne ce qu'il y a d'incorrect dans le procédé employé pour dénouer l'intrigue ourdie contre nous ; la renonciation n'a pas été portée officiellement à la connaissance du gouvernement français ; celui-ci n'a appris que par l'intermédiaire d'une agence télégraphique une nouvelle à laquelle il attache tant d'importance et le roi Guillaume, fidèle à sa tactique, feint

(1) Peu d'instants après, la nouvelle fut, d'ailleurs, confirmée *officieusement* à M. Em. Ollivier par Olozaga lui-même.

de demeurer étranger à l'affaire sur laquelle nous lui avons demandé des explications. Enfin l'on s'étonne que ce soit « le Père Antoine » qui renonce à un trône accepté par son fils.

Ces remarques étaient justes, mais il fallait laisser agir notre diplomatie qui travaillait, en ce moment même, à obtenir que le roi Guillaume donnât publiquement son adhésion à la renonciation de son cousin. Malheureusement les esprits étaient fort montés. Les ultra-bonapartistes poussaient à la guerre et ne cherchaient qu'un prétexte pour renverser le cabinet. Aussi les membres de ce groupe — qui fit bientôt boule de neige — s'indignaient-ils bruyamment de « la pusillanimité des ministres ». Sans s'inquiéter des négociations en cours et qui étaient sur le point d'aboutir (1), ils déclarèrent que la dépêche de Sigmaringen, loin de constituer une satisfaction, était une insulte de plus faite à la France et, par l'organe de Clément Duvernois, ils interpellèrent le gouvernement sur les *garanties* à demander à la Prusse.

(1) Voir, dans les livres de Gramont et de Benedetti, les dépêches échangées entre eux dans la soirée du 11 et dans la matinée du 12 juillet. Le 11, Guillaume Ier avait « réclamé avec vivacité un court délai pour connaître les intentions des princes de Hohenzollern », laissant entendre que, si le prince Léopold renonçait *spontanément* à la couronne, *le roi n'hésiterait pas à approuver sa résolution*. (On sent la nuance). Par un télégramme envoyé le 12 à midi 45, Gramont accepta en exprimant l'espoir « que le délai ne s'étendrait pas au delà d'un jour. »

Le mot fatal est prononcé; nous allons le voir germer et porter ses fruits.

Le duc de Gramont, qui représentait au sein du cabinet la politique personnelle de l'Impératrice, était au courant de l'interpellation Duvernois et en subissait l'influence, quand, vers trois heures, il reçut la visite de l'ambassadeur de Prusse, baron de Werther, rentré d'Ems le matin même. Cette visite fut presque aussitôt interrompue par l'arrivée de M. Olozaga qui venait annoncer, de la part de son gouvernement, la nouvelle du désistement du prince de Hohenzollern. L'ambassadeur d'Espagne se félicitait fort de la solution pacifique à laquelle il avait tant contribué; aussi fut-il déçu de voir l'air froid et soucieux avec lequel Gramont accueillait sa communication. Sitôt M. Olozaga parti, le ministre reprit l'entretien commencé avec Werther : dans une conversation d'ailleurs toute courtoise et même amicale, telle qu'on devait l'attendre de ces deux diplomates liés de vieille date, il rappela, tout d'abord, les légitimes griefs de la France, puis il s'efforça d'obtenir de son interlocuteur l'aveu que le désistement annoncé par Olozaga avait été envoyé à la demande du roi de Prusse. Sur ce point, il ne put obtenir la moindre concession : Werther déclara nettement que « le Roi était demeuré complètement étranger à la résolution du prince, » mais, comme il affirmait en même temps que son maître n'avait jamais eu l'intention de blesser

l'Empereur ni d'inquiéter la France, Gramont saisit la balle au bond : « Pourquoi, observa-t-il, le Roi n'écrirait-il pas cela à l'Empereur? Cela arrangerait tout. J'en appelle au cœur chevaleresque de Sa Majesté. » Et, pour clore l'incident, il rédigea aussitôt un projet de lettre dans laquelle Guillaume déclarerait « qu'en autorisant Léopold de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne, il ne croyait pas porter atteinte aux intérêts ni à la dignité de la nation française et qu'il s'associe à la renonciation du prince. » M. Émile Ollivier intervint à ce moment. Il arrivait des Tuileries où il avait trouvé l'Empereur animé des dispositions les plus pacifiques et très satisfait de la renonciation Hohenzollern. « Soutenant d'une façon pressante, dit M. de Werther, la nécessité salutaire d'agir dans l'intérêt de la paix », le garde des sceaux se rallia à l'expédient suggéré par Gramont; rappelant des précédents historiques, il déclara que ce serait la meilleure solution pour calmer l'émotion publique et rétablir la bonne intelligence entre les deux gouvernements. L'ambassadeur emporta le projet et accepta de le transmettre, tout en laissant pressentir que le Roi, déjà très froissé de la déclaration du 6 juillet, n'adhérerait pas à la proposition de nos ministres.

A l'issue de cet entretien, le duc de Gramont se rendit à Saint-Cloud, où l'Empereur venait d'arriver de son côté : il trouva la Cour en ébullition. Que se passa-t-il dans la réunion intime qui se tint alors et où Gra-

mont était seul à représenter le cabinet? « Un silence jusqu'ici impénétrable, dit avec raison M. de La Gorce, a couvert ce conciliabule. » D'après les résolutions qui en sortirent, d'après les personnages qui y furent mêlés et dont les principaux sont connus, il nous paraît cependant possible de reconstituer la scène : l'Empereur, faible et hésitant sous le coup de la maladie qui, depuis quatre ans, le mine et annihile sa volonté, désire sincèrement la paix. Il l'a encore déclaré, deux heures auparavant, aux Tuileries, devant M. Émile Ollivier et ensuite devant M. Nigra et devant le général Bourbaki. D'ailleurs, il connaît la force de l'armée prussienne et, dans l'état de santé où il se trouve, il doit redouter doublement une guerre qu'il sera incapable de conduire, mais il n'a plus l'énergie nécessaire pour imposer son sentiment. L'Impératrice, au contraire, pleine de vaillance et d'ardeur, regrette trop tard qu'en 1866 on n'ait pas écouté Drouyn de Lhuys et Randon quand ils conseillaient une démonstration sur le Rhin qui aurait fort embarrassé Bismarck. Comprenant aujourd'hui, à son tour, *que la France a été battue à Sadowa* (le mot est du maréchal Randon), elle rêve une revanche. Encouragée à coup sûr par d'aveugles courtisans, par le duc de Gramont lui-même disant « qu'on doit donner une satisfaction à l'opinion publique », elle n'admet pas d'hésitations et déclare que se contenter de la renonciation Hohenzollern — même confirmée par le roi de Prusse — serait

une « lâcheté » . *Il faut des garanties ; il faut* que le Roi s'engage positivement à ne plus jamais autoriser cette candidature dans l'avenir.

Sans doute, animée par une conviction sincère, persuadée qu'il fallait infliger une leçon à la Prusse, et qu'après tout, si l'on était forcé de faire la guerre, la France en sortirait victorieuse et le régime raffermi, l'Impératrice soutint sa thèse avec le feu et la verve castillane qu'elle apportait au Conseil dans tous les débats auxquels elle prenait part depuis qu'elle avait exercé la régence. Ce jour-là, croyant qu'il y allait de l'honneur de la couronne et de l'avenir de la dynastie, elle dut se montrer plus éloquente et plus persuasive encore. L'Empereur subit son ascendant, et après avoir témoigné, dit-on, au début de l'entretien, un très vif mécontentement de l'interpellation Duvernois, il se rallia à l'idée de demander des garanties. Mais tout prouve qu'alors même il espérait encore que le dernier mot n'était pas dit : la Prusse céderait ou, si elle ne cédait pas, il y aurait moyen de revenir en arrière (c'était donc s'exposer bien inutilement à un échec trop probable!). Quoi qu'il en soit, de retour au quai d'Orsay à 7 heures du soir, Gramont, *sans tenir compte de ses collègues, sans les consulter,* envoyait à Benedetti le fameux télégramme disant : « Pour que la renonciation du prince de Hohenzollern produise tout son effet, il paraît nécessaire que le roi s'y associe *et donne l'assurance*

qu'il n'autorisera pas de nouveau cette candidature. »

« Quel est le monarque, quel est l'homme — a écrit Jules Favre — qui aurait cédé à une telle exigence? » Sur le moment, en effet, ce n'est pas en Prusse seulement qu'elle parut exorbitante. Elle fut jugée telle par tous ceux qui, ne connaissant pas le fond des choses, accusaient le gouvernement français d'avoir voulu la guerre à tout prix et elle retourna contre nous l'opinion de l'Europe qui nous était acquise jusque-là. Certes, on doit reconnaître aujourd'hui que cette exigence avait sa raison d'être quand on sait (ce que soupçonnait alors notre diplomatie) que, depuis deux ans, c'était la quatrième tentative machinée en secret pour porter le prince Léopold sur le trône d'Espagne (1). Cependant la Prusse avait déclaré, en 1869, par l'organe de M. de Thile, qu'il ne saurait *jamais* être question de la candidature Hohenzollern; cette promesse avait été bien mal tenue! Le gouvernement français était donc en *droit* de demander un engagement pour l'avenir. Mais, si l'exigence était justifiée par de tels précédents, il faut reconnaître aussi qu'en fait elle était singulièrement inopportune et maladroite : il était invraisemblable qu'après l'échec subi par la politique prussienne, après

(1) « La couronne d'Espagne, dit M. de Keudell, a été offerte quatre fois, en 1869 et 1870, au prince Léopold de Hohenzollern. » — D'après ce confident de Bismarck, le chancelier n'aurait pris la chose au sérieux qu'à partir de février 1870 (?).

le coup de théâtre manqué à Madrid, après le blâme encouru devant toute l'Europe, le roi Guillaume fût jamais tenté de faire renaître le projet avorté? La mèche était éventée, le renouvellement de la candidature Hohenzollern était impossible. Notre diplomatie avait donc obtenu un succès appréciable (surtout après la retentissante déclaration du duc de Gramont). Il fallait s'en tenir là. C'est ce que pensait M. Émile Ollivier dont l'organe (*le Constitutionnel*) saluait ce jour-là même « une solution pacifique qui ne coûte ni une larme ni une goutte de sang ». Aussi, quand, passant quai d'Orsay à une heure avancée de la soirée, il apprit de son collègue des Affaires étrangères la teneur du télégramme envoyé à Ems à son insu, le premier ministre resta consterné. Comment désavouer ce qui avait été fait par ordre de l'Empereur? Celui-ci (on devine sous quelles influences) venait d'envoyer à Gramont une lettre accentuant encore davantage les exigences formulées dans la journée! M. Émile Ollivier aurait pu démissionner. Cette idée sans doute traversa son esprit et Dieu sait la popularité qu'une telle détermination lui aurait value par la suite, mais il comprit que son départ, entraînant celui de plusieurs de ses collègues, provoquerait un changement de cabinet qui assurerait le triomphe des partisans de la guerre. Il crut de son devoir de ne pas abandonner son poste à l'heure du danger et de rester, au contraire, pour essayer de parer aux difficul-

tés qui allaient survenir. Sur son conseil, Gramont, vers minuit, expédia à Benedetti une seconde dépêche confirmant la première, mais se terminant, du moins, par ces mots : « Dites bien au comte de Bismarck et au Roi que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre et que nous ne demandons qu'à sortir honorablement d'une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes. »

Dans la matinée du lendemain 13 juillet, les ministres, convoqués tous cette fois à Saint-Cloud, se plaignirent hautement de la grave détermination prise la veille à leur insu (1) et plusieurs demandèrent qu'on se contentât du retrait de la candidature Hohenzollern approuvé par le Roi. Malgré l'impératrice qui s'indignait hautement de cette « pusillanimité », malgré le maréchal Lebœuf, qui, fort courroucé, jeta son portefeuille à terre en menaçant de donner sa démission (2), la majorité du cabinet s'opposa à l'envoi

(1) Parmi les ministres clairvoyants qui protestèrent le plus vivement, il faut signaler MM. Louvet, de Parieu, Plichon et Segris : ils n'hésitèrent pas à déclarer que « si Bismarck voulait la guerre, on lui en avait fourni le prétexte ».

(2) Voir, à ce sujet, notamment la conversation du duc de Gramont avec lord Malmesbury (*Mémoires d'un ancien ministre*), traduction française, p. 373 et les *Mémoires du comte de Beust*, t. II, p. 343). Le mouvement de colère du maréchal s'explique par la grave responsabilité qui lui incombait à ce moment où la Prusse se préparait déjà à entrer en campagne. On a généralement raconté cet incident comme s'étant passé au dernier conseil qui a décidé la déclaration de guerre. Nous croyons savoir qu'il s'est réellement produit au conseil tenu à Saint-Cloud le matin du 13.

des ordres de mobilisation et décida finalement que, *quel que fût le résultat de la démarche suprême tentée auprès du roi de Prusse, on déclarerait l'incident clos* (1).

Mais une volonté arrêtée veillait à Berlin pour empêcher désormais une solution pacifique. A cette heure même se passait à Ems la scène historique qui a été si souvent racontée. Nous nous bornerons à en rappeler les détails les plus caractéristiques.

Notre ambassadeur, ayant pu aborder le Roi de bonne heure (2) à la promenade, s'acquitta envers lui de la mission dont il était chargé. M. Benedetti avait eu déjà plusieurs entretiens avec Guillaume Ier au sujet de la candidature Hohenzollern : il était mieux placé que personne pour se rendre compte de l'effet que produirait la demande de garanties et il aurait dû se hâter de prévenir notre gouvernement de l'échec certain auquel on s'exposait. Il n'en fit rien : agissant en serviteur docile plutôt qu'en diplomate avisé, talonné, d'ailleurs, il faut le dire, par le duc de Gramont qui lui reprochait sa mollesse dans cette affaire, Benedetti s'en tint à la lettre des instructions reçues : après avoir informé le Roi de la communication faite

(1) Sur ce dernier point, voir Ém. Ollivier, *Thiers dans l'histoire*, p. 107. Dans l'après-midi du 13, la Chambre, suivant l'avis du gouvernement, ajourna au surlendemain le débat sur l'interpellation Duvernois et sur une autre interpellation, non moins inopportune, de M. Jérôme David qui, en termes violents, avait demandé compte au cabinet « de la lenteur *dérisoire* des négociations avec la Prusse ».

(2) Exactement à 9 heures 10, ainsi qu'en témoigne aujourd'hui une pierre commémorative posée en cet endroit.

à Paris par M. Olozaga (et dont Guillaume parut fort surpris) (1), il ajouta : « Le désistement du prince Léopold ne peut avoir de valeur pour nous que s'il est approuvé par Votre Majesté. En outre, il est essentiel que le gouvernement français soit garanti contre toute reprise ultérieure du projet aujourd'hui abandonné. Que le Roi me permette donc d'assurer à Paris que Sa Majesté userait, au besoin, de son autorité pour prévenir toute tentative de reprendre la candidature abandonnée. »

A ces mots, le front du vieux souverain se rembrunit. Sur le premier point, il répondit qu' « ignorant encore la renonciation du prince Léopold, il ne pouvait rien répondre avant d'avoir reçu de Sigmaringen des nouvelles qu'il attendait d'un moment à l'autre. » Quant à la demande de garanties, le Roi ne dissimula pas sa vive contrariété devant cette exigence *nouvelle et inattendue*. Et, comme Benedetti insistait d'une façon très pressante, Guillaume un peu impatienté fit cette étrange réponse : « Mettons que votre Empereur en vienne un jour à soutenir la candidature Hohenzollern, je serais obligé, par suite de ma promesse, de lui tenir

(1) On sait aujourd'hui que le Roi était informé, depuis la veille au soir, par un télégramme du colonel Strantz, de la renonciation Hohenzollern. (Il avait écrit à la Reine que *cette nouvelle lui enlevait un grand poids du cœur*.) Mais il disait la vérité en affirmant n'avoir reçu aucun avis (direct) des princes de Hohenzollern et paraissait surpris que ceux-ci eussent d'abord annoncé la nouvelle à Paris. (Voir les lettres adressées par le Roi à la reine Augusta dans les journées du 12 et du 13 juillet. ONCKEN, *Unser Helden Kaiser*, p. 189, 190.)

tête ! » Pourtant il ajouta, d'après le témoignage même de Benedetti : « Je vous assure que je n'ai aucun dessein caché. Cette affaire m'a causé de trop grands ennuis pour que je sois tenté de la laisser renaître. Mais vraiment il m'est impossible d'aller aussi loin que vous le souhaitez. » Les termes employés par le Roi en terminant ce mémorable entretien semblaient prouver, malgré tout, son désir que la paix ne fût point troublée entre les deux pays. « Guillaume 1er », ainsi que l'observe Bismarck dans ses mémoires, avait soixante-treize ans ; il était pacifique et peu disposé à mettre en jeu dans une nouvelle lutte les lauriers de 1866. » En outre, la Reine, qui avait une grande influence sur son mari, lui écrivait lettres sur lettres de Coblentz, « le conjurant d'éviter la guerre et lui rappelant Iéna et Tilsit ».

Ainsi la rupture n'était pas consommée et tout pouvait s'arranger encore.

Le Roi avait promis, sitôt le courrier de Sigmaringen reçu, d'en informer notre ambassadeur. Celui-ci espérait donc être appelé en audience et pouvoir reprendre, dans la journée, la conversation commencée le matin. Aussi fut-il très décontenancé quand, vers deux heures de l'après-midi, un aide de camp, le prince Radziwill, se présenta chez lui pour lui dire que le Roi ayant, en effet, reçu des nouvelles de Sigmaringen, donnait son approbation *entière et sans réserves* au désistement du prince de Hohenzollern, mais qu'il ne pouvait faire

davantage et considérait l'incident comme terminé.

Vainement Benedetti insista-t-il, à deux reprises encore, pour obtenir une audience afin d'exposer de nouveaux arguments. Deux fois le colonel Radziwill fut chargé de lui répéter que le souverain avait dit son dernier mot dans l'entrevue du matin et regrettait de n'y pouvoir rien ajouter. Nous savons aujourd'hui, par le témoignage de Bismarck lui-même, que Guillaume Ier subissait, à ce moment, l'influence de son chancelier. Bismarck avait dépêché à Ems le comte d'Eulenbourg, ministre de l'intérieur « pour exposer son point de vue au Roi » . Ce point de vue était le suivant : « Sa Majesté ne devait pas continuer à négocier avec Benedetti ; on avait déjà supporté trop de provocations offensantes de la France, et Bismarck était décidé à donner sa démission plutôt que d'accepter la responsabilité officielle de l'humiliation de l'Allemagne. » — Sur ces entrefaites arriva un rapport de Werther racontant la conversation que l'ambassadeur avait eue, la veille, avec Gramont. Sans doute cette lecture augmenta encore le mécontentement du Roi, d'autant plus que, par une habile mise en scène, son entourage exagéra la portée de l'affaire au point de prétendre que le gouvernement français osait exiger du souverain « une lettre d'excuses » (1). Mais, à ce

(1) La dépêche de Werther fut ouverte par le conseiller secret Abeken (qui paraît avoir été l'agent de Bismarck dans tout ceci). Abeken prit aussitôt un air scandalisé, comme si l'ambassadeur avait commis

moment, la venue d'Eulenbourg à Ems avait déjà eu pour résultat de modifier les dispositions conciliantes de Guillaume et de le décider à ne plus poursuivre ses entretiens avec notre ambassadeur.

En effet, Bismarck qui, de Varzin, suivait avec impatience la marche des événements et déplorait « l'excessive longanimité, la faiblesse du Roi », était arrivé la veille à Berlin et y avait appris, par un télégramme de Werther, que le prince de Hohenzollern retirait sa candidature. Profondément abattu, comme il l'a écrit lui-même, en apprenant « cette reculade », le chancelier, dans sa mauvaise humeur, voulait abandonner les affaires et repartir immédiatement pour Varzin. *Je regardais la guerre*, a-t-il dit, *comme une nécessité à laquelle nous ne pouvions plus nous dérober honorablement.* Regrettant amèrement l'occasion perdue, il passa la nuit sans dormir (1), mais cette nuit blanche lui porta conseil et, quand il

un crime de lèse-majesté en transmettant la demande de Gramont : « Ce pauvre Werther, s'écria-t-il, je n'aurais jamais cru qu'il ferait une pareille fin ! Je n'oserai jamais montrer cela au Roi. » Le comte d'Eulenbourg fut du même avis. Tous deux cependant se rendirent auprès de Guillaume, et le conseiller déclara avoir reçu de Werther une dépêche qui n'était pas de nature à être lue officiellement à Sa Majesté. « Eh bien ! dit le Roi, communiquez-la-moi à titre privé. » Ainsi préparé, le roi entendit la lecture du document et partageant l'indignation de son conseiller, renonça à recevoir Benedetti. Au même moment, arriva un télégramme de Bismarck disant que la lettre de Werther ne pouvait être lue au Roi. Le lendemain, les journaux de Berlin racontaient que le duc de Gramont avait exigé du Roi une dépêche d'excuses ! (Voir ABEKEN, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit.*)

(1) Voir KEUDELL, *loc. cit.*

apprit les nouvelles de Paris, la façon dont une partie de la Chambre avait accueilli la renonciation du *Père Antoine*, il résolut de tirer parti de l'incident et de ne pas laisser, cette fois, *sa guerre* lui échapper : déjà, le 12 au soir, il a envoyé le comte d'Eulenbourg à Ems, en menaçant de donner sa démission si le Roi continuait à conférer avec Benedetti (1). Le 13, il fait insérer des articles violemment belliqueux dans les journaux de Berlin. Devant Gortschakov qui est venu le visiter en traversant l'Allemagne, il exhale ses plaintes sur la trop grande bonté du Roi et sur la nécessité de réprimer l'insolence française. A lord Loftus, ambassadeur d'Angleterre, qui le félicite sur la solution de la crise, il déclare, d'un air soucieux, que la renonciation Hohenzollern n'apaise pas le conflit : « La Prusse a besoin d'être assurée que la France ne nourrit pas d'arrière-pensées belliqueuses : *la seule satisfaction suffisante serait le désaveu du discours du 6 juillet.* » Vers cinq heures du soir, il est à table, en compagnie de Moltke et de Roon, quand lui parvient un télégramme signé du conseiller secret Abeken relatant la démarche de Benedetti et la réponse du Roi. Celui-ci, en faisant expédier ce message, avait dit à son conseiller : « Cette fois, Bismarck sera content de nous. »

(1) Guillaume avait mandé Bismarck à Ems. Le chancelier trouva de bonnes raisons pour ne pas se rendre à cet appel et faire venir, au contraire, à Berlin, le Roi qui, dès qu'il fut en contact avec la foule, « reconnut que c'était vraiment une guerre nationale que le peuple voulait et qu'il lui fallait ».

Erreur! Ce document écrit sous forme confidentielle, en un style familier, ne concluant pas à une rupture avec la France, déconcerte au contraire les trois convives qui en oublient le boire et le manger. Suivant l'expression de Bismarck, « l'affaire se perdait dans les sables » . On espérait mieux. Cependant le chancelier reprenant courage interroge Moltke : ayant reçu de lui l'assurance que l'armée est prête et que la Prusse a tout intérêt à ne pas ajourner la guerre, il saisit un crayon et, sans modifier le fond de la dépêche, « en faisant simplement quelques suppressions, » il arrive à la condenser sous une forme sèche et tranchante qui en aggrave la portée (1). Puis il donne lecture de

(1) En se prévalant, pour agir ainsi, de l'autorisation que le Roi lui donnait de communiquer aux ambassades et à la presse le contenu de la dépêche Abeken, Bismarck n'a pas commis le faux matériel dont on l'accuse souvent. Mais on peut dire qu'il a commis un *faux moral*, car le document ainsi modifié faisait croire à une rupture qui n'était pas encore consommée. On peut en juger en lisant ci-dessous les deux textes en regard.

RÉDACTION ABEKEN

« Ems, 13 juillet 1870, 3 heures 50 minutes après-midi.

Sa Majesté m'écrit :

« Le comte Benedetti m'a arrêté à la promenade pour me demander, d'une façon finalement fort indiscrète, de l'autoriser à télégraphier tout de suite que je m'engageais pour l'avenir à ne plus jamais donner mon consentement si une nouvelle candidature des Hohenzollern venait à se produire. J'ai fini par le rembarrer d'un ton assez sévère en disant qu'on ne doit pas et qu'on ne peut pas prendre

RÉDACTION BISMARCK

« La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a adressé à Ems, à Sa Majesté le Roi, la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris que Sa Majesté le Roi s'engageait à tout jamais à ne point permettre la reprise de la candidature. Là-dessus, Sa Majesté le Roi a refusé de recevoir

sa rédaction; aussitôt ses hôtes de relever la tête. « Bravo! » s'écrient-ils, « cela produira son effet. Tout à l'heure on eût cru entendre battre la chamade, à présent c'est comme une fanfare en réponse à une provocation. » Sur quoi, tous trois, joyeux, se remettent à manger et à boire du meilleur appétit.

Le soir même, la dépêche d'Ems, habilement mise au point, était communiquée par Bismarck, sous une forme officieuse, à la presse et aux représentants de la Confédération du Nord à l'étranger. Des affiches placardées sur les murs, des feuilles distribuées *gratuitement* dans les rues de Berlin la reproduisaient avec

ainsi des engagements *à tout jamais*. Naturellement, j'ajoutai que je n'avais encore rien reçu et que puisqu'il était, par Paris et par Madrid, informé plus tôt que moi, c'était bien la preuve que mon gouvernement était hors de cause.»

Sa Majesté a reçu depuis une lettre du prince Antoine. Comme Sa Majesté avait dit au comte Benedetti qu'Elle attendait des nouvelles du prince, Elle a résolu, sur la proposition du comte Eulenbourg et la mienne, de ne pas recevoir Benedetti, à cause de sa prétention et de lui faire dire simplement, par un aide de camp, que Sa Majesté avait reçu du prince confirmation de la nouvelle que Benedetti avait déjà eue de Paris, et qu'Elle n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur.

Sa Majesté laisse à Votre Excellence le soin de décider si la nouvelle exigence de Benedetti et le refus qui lui a été opposé ne doivent pas être aussitôt communiqués à nos ambassadeurs et à la presse. »

encore l'ambassadeur et lui a fait dire, par l'aide de camp de service, qu'Elle n'avait plus rien à lui communiquer. »

de perfides commentaires qui enflammèrent les colères de la foule. Le bruit se répandit que Benedetti avait insulté le Roi, de même que le lendemain on raconta, en France, que le Roi avait insulté notre ambassadeur. Le chancelier de fer, en excitant l'honneur national germanique et en piquant l'amour-propre français, rendait le conflit inévitable.

Ainsi qu'il l'avait bien prévu, raconte-t-il dans ses Mémoires, « la dépêche d'Ems, *non seulement par son texte, mais par la façon dont elle avait été lancée*, produisit sur le taureau gaulois l'effet du drapeau rouge » et le lendemain, tandis qu'à Berlin la foule s'amassait devant le palais royal en chantant la *Wacht am Rhein*, le peuple de Paris, exalté par la lecture de quelques organes ultra-chauvins, parcourait les boulevards aux cris de : « A Berlin!... »

On sait ce qui suivit. Vainement, au cours de la délibération ouverte aux Tuileries dans la matinée du 14 et qui se prolongea durant six heures, le duc de Gramont suggéra-t-il, avec la vive adhésion de l'Empereur ému jusqu'aux larmes, l'expédient d'un congrès qui ferait de la renonciation Hohenzollern un acte international (1). Il était trop tard. A la Cour ainsi qu'au

(1) Depuis le commencement des négociations, Gramont n'avait cessé de rappeler «que ce qu'on demandait à la Prusse était, pour ainsi dire, puisé dans le droit public européen. C'était une doctrine à laquelle s'était ralliée l'Angleterre, en refusant le trône de Grèce pour le prince Alfred déjà élu ; la France, en refusant jadis le trône de Belgique pour le duc de Nemours; la Russie, en retirant la candidature du prince de

Parlement et dans le public, les esprits étaient trop montés pour qu'on pût revenir en arrière. A mesure que la journée s'avançait les nouvelles les plus alarmantes se succédaient rapidement. Tour à tour on apprit les manifestations belliqueuses qui avaient salué le départ du Roi pour Berlin, le rappel de Werther désavoué pour son rapport, les mouvements des troupes prussiennes qui se rapprochaient de la frontière. Gramont eut, en outre, connaissance du langage menaçant tenu par Bismarck devant lord Loftus. Dans la soirée, il reçut de Berne d'abord, puis de Munich, communication de la dépêche d'Ems telle que Bismarck l'avait envoyée aux représentants de l'Allemagne du Nord à l'étranger. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder la coupe de l'indignation. « Le gouvernement (dit Gramont dans son livre) dut enfin reconnaître qu'il se trouvait en présence d'un adversaire décidé à l'amener et, au besoin, à le traîner sur le terrain du combat. »

Ce fut aussi ce que pensèrent la majorité des ministres réunis hâtivement en conseil, dans la soirée, à Saint-Cloud et il semble, en effet, qu'à cette heure suprême aucune force humaine n'aurait pu empêcher les deux nations de se ruer l'une sur l'autre...

Le 19 juillet, la guerre était déclarée, et déclarée par la France, comme l'avait voulu Bismarck (1) qui,

Leuchtenberg, pour la Belgique d'abord, et, plus tard, pour la Grèce ». (Voir dépêche à Benedetti, 9 juillet, 6 h. 50 du soir.)

(1) « Le succès » — expliquait Bismarck à ses hôtes Moltke et

ayant su nous transformer en agresseurs aux yeux de l'Europe, obtenait ce double résultat d'ameuter contre nous l'opinion publique et de rallier à la Prusse les États du Sud dont le concours jusque-là paraissait fort douteux : la candidature Hohenzollern les avait laissés très indifférents ; mais, du jour où ils purent croire que la France avait pris le premier prétexte venu pour faire une guerre de conquêtes et menacer le sol sacré du *Vaterland*, la « fureur teutonique » s'alluma ; tous les peuples de l'Allemagne oublièrent leurs ressentiments particularistes pour se solidariser avec leurs vainqueurs de 1866 et marcher avec eux contre « l'ennemi commun ».

L'unité germanique était fondée.

Roon dans la journée historique du 13 juillet — « le succès dépend avant tout des impressions que l'origine de la guerre provoquera chez nous et chez les autres. *Il est essentiel que nous soyons les attaqués ;* la présomption et la susceptibilité gauloises nous donneront ce rôle si nous annonçons publiquement à l'Europe, autant que possible sans l'intermédiaire du Reichstag, que nous acceptons sans crainte les menaces publiques de la France. » (*Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 109.)

C'était la situation de 1806 renversée ; en 1806, a écrit M. Sorel, « la guerre était devenue inévitable ; il s'agissait de savoir qui la déclarerait. Napoléon eut le talent de la faire déclarer par la Prusse. » (Sorel, *Hist. diplomat. de la guerre franco-allemande.*)

CHAPITRE VIII

(1870-71). — La Roumanie pendant la guerre franco-allemande. — Désaccord entre les sentiments du prince et ceux de son peuple. — Manifestations anti-allemandes. — Projet d'abdication du prince.

Si l'Europe nous était, en général, hostile, les Roumains se distinguaient, au contraire, par les sympathies qu'ils ne cessèrent de nous témoigner avant comme après nos défaites. Au moment où s'ouvrent les hostilités, personne, chez eux, ne doute du succès de la France. Cependant *le* 15 *juillet*, le prince Carol déclare catégoriquement, devant ses ministres incrédules, que, *dans deux mois*, *Napoléon sera abattu et sa puissance brisée.*

Le même jour, il écrit à Guillaume en lui témoignant son chagrin de ne pouvoir se joindre à ses compatriotes « pour suivre leur Roi bien-aimé dans le sentier de la gloire », et d'être astreint « à la plus rigoureuse réserve en présence d'un peuple latin que ses sympathies entraînent vers la France (1). »

(1) La lettre mérite d'être reproduite en entier :

« Que Votre Majesté ne trouve pas indiscret de ma part de lui prendre quelques minutes de son temps pendant ces heures graves. Mais, loin de ma vieille et chère patrie, à un poste difficile où toute expression de mes sentiments m'est interdite, une force irrésistible me

Dès le 12 juillet, en effet, un député de l'opposition avait interpellé le ministère en ces termes : « Le cabinet est-il résolu à faire son devoir dans le cas d'un conflit entre la France et la Prusse? Est-il résolu à suivre la seule politique possible basée sur des sympathies de race ou se laissera-t-il guider par des arrière-pensées et des intérêts personnels et égoïstes? Toute autre politique qu'une politique française est contraire aux sentiments de la nation et rencontrerait dans le pays une invincible résistance. » Le président du conseil avait répondu, au milieu des violents murmures de l'opposition, que « la plus stricte neutralité convenait seule au rôle modeste de la Roumanie », ajoutant toutefois que « la nation n'oubliera jamais ce qu'elle doit de reconnaissance à la France ». Au lendemain de la déclaration de guerre, en présence de l'attitude francophile d'une grande partie de la

pousse à le faire pour assurer à Votre Majesté que je m'associe par le cœur et par la pensée aux fidèles auxquels il est donné de suivre leur Roi bien-aimé dans le sentier de la gloire. Votre Majesté ne saurait pas douter un instant de mes sentiments, bien que je me voie forcé de m'imposer la plus rigoureuse réserve en présence d'un peuple latin que ses sympathies entraînent facilement vers ses congénères.

« Mes sentiments seront toujours là où flotte la bannière noire et blanche et, de l'Orient lointain, nos cœurs se seraient volontiers associés aux cris de joie qui ont accueilli Votre Majesté dans la capitale!

« Que Dieu fortifie la vaillante armée! que Dieu fortifie Votre Majesté qu'il a déjà si souvent conduite à la gloire et à l'honneur! »

Le roi Guillaume répondit : « Mes meilleurs remerciements pour les sentiments de fidélité que tu as conservés à l'égard de ta patrie et de ta famille. Nous sommes dans la main du Seigneur : qu'il daigne être favorable et à nous et à vous! Que sa volonté s'accomplisse ! »

Chambre, le ministre alla jusqu'à dire : « Là où flotte le drapeau de la France, là sont aussi nos intérêts ! » Et la Chambre vota une motion portant que les sympathies de la Roumanie étaient toujours avec la race latine.

Le Prince s'impatientait de toutes ces manifestations; il fit interdire celles qui se préparaient dans la rue. Racontant à son père ce qui s'est passé à la Chambre, il ajoute :

Cette phraséologie éternellement réchauffée finit par être insipide au plus haut degré, car la race latine elle-même est animée de sentiments très partagés, témoin l'Espagne; témoin l'Italie... Après ces manifestations dépourvues de tact, c'est un besoin pour moi, prince d'un peuple de race latine, d'exprimer mes sentiments personnels. Aussi je t'envoie une lettre au Roi que je te prie de lui faire parvenir. Je suis convaincu que les drapeaux allemands triompheront partout! La France a réussi à blesser à la fois le sentiment national allemand et celui de l'Espagne.

Le prince se réjouit de voir les États du Sud se rallier franchement à la Prusse dans cette « lutte pour l'honneur et la liberté du peuple germanique. Dans toute l'Allemagne, écrit-il, l'enthousiasme est indescriptible. » Il fait ressortir, non sans raison, hélas ! « le contraste entre les bruyants incidents de la Chambre française et l'attitude du Reichstag prussien qui a voté à l'unanimité et sans débats le crédit pour la guerre en exprimant sa confiance dans le *vieux roi-héros appelé à achever au soir de sa vie les luttes de sa première jeunesse* ».

Cependant le gouvernement français, qui témoignait en ce moment une grande bienveillance au Prince, lui avait fait demander si, dans le cas où la Russie prendrait part à la guerre, la Roumanie serait disposée à conclure un traité avec la France. Carol n'était nullement tenté d'entrer dans cette voie; d'ailleurs, il ne cessait de répéter à l'encontre de ses ministres : « La guerre sera localisée et l'Allemagne en sortira victorieuse. »

16/28 *juillet.* — La France hésite à attaquer; elle s'est trompée en comptant sur la désunion de la race allemande. L'Autriche elle-même, c'est-à-dire la population allemande de l'empire, tient du côté de la Prusse et se livre à des manifestations de sympathie.

Plusieurs membres du ministère plaident pour la neutralité armée; mais le prince Carol se prononce contre. La presse d'opposition demande bruyamment la mobilisation de l'armée roumaine.

17/29 *juillet.* — Le conseil des ministres désire instamment une entente avec la France pour le cas de complications en Orient; mais le prince est opposé à tout engagement, dans la conviction où il est que les armes allemandes seront victorieuses.

Des renseignements puisés à bonne source nous permettent de compléter la physionomie de cette réunion du Conseil, dont le roi de Roumanie n'a volontairement donné qu'un aperçu incomplet. Si, dans l'empire austro-hongrois, une partie de la population allemande — la même qui manifeste aujourd'hui si hautement des tendances pangermanistes — témoi-

gnait alors ses sympathies pour la Prusse, en revanche, le gouvernement autrichien n'avait pu oublier le souvenir trop récent de Sadowa. Le langage tenu le 14 juin 1870 par François-Joseph au général Lebrun, que Napoléon III avait envoyé en mission à Vienne, prouve que l'empereur d'Autriche était résolu à unir ses forces à celles de la France le jour où nous aurions une guerre avec la Prusse, *pourvu que notre souverain pût se présenter non en ennemi, mais en libérateur des États du Sud de l'Allemagne* (1). A ce moment tout faisait prévoir la fatalité, mais non certes l'imminence d'un conflit. Un mois plus tard, au lendemain de la déclaration de guerre, le gouvernement autrichien faisait à Bucarest des ouvertures aux termes desquelles, l'Italie et l'Autriche se proposant de prêter à la France le concours de leurs armes, la Roumanie était invitée à se joindre à ces puissances au cas où la Russie entrerait en campagne dans le camp opposé. Le prince Carol réunit ses ministres pour connaître leur avis et statuer avec eux sur la réponse à faire. Grand fut son étonnement, et même son trouble, lorsqu'il constata que la proposition autrichienne était accueillie avec enthousiasme. Seul, M. Georges Cantacuzène émit l'avis que le gouvernement princier devrait subordonner son acquiescement à la cession, par le cabinet de Vienne, de la

(1) Général Lebrun, *Souvenirs militaires*, 1866-1870.

Transylvanie, cette Roumanie *irredenta*. Carol, que toute cette discussion agaçait fort, y mit un terme en déclarant que ce serait folie de s'engager dans une pareille aventure : sans armée, sans argent, le pays deviendrait fatalement la proie des Russes. Il ajouta qu'il avait de bonnes raisons pour croire que les défaites de la France se précipiteraient de telle façon qu'elles devanceraient, en tout état de cause, les armements de la Roumanie et il obtint ainsi l'ajournement d'une décision. Une semaine plus tard, la nouvelle des batailles de Wissembourg et de Wœrth devait malheureusement lui donner raison et enlever aux souverains d'Autriche et d'Italie toute velléité de contracter alliance avec nous.

Le 25 juillet, Bismarck faisait publier, dans le *Times*, le projet de traité secret par lequel, quatre ans auparavant, la France avait offert de reconnaître l'union de la confédération de l'Allemagne du Nord avec l'Allemagne du Sud, sous l'hégémonie prussienne, à la condition que la Prusse nous aiderait à prendre la Belgique et le duché du Luxembourg. Ce projet avait été écrit par Benedetti, sous la dictée de Bismarck, et notre ambassadeur avait eu la singulière imprudence de laisser cette pièce compromettante entre les mains du chancelier, qui eut soin de la conserver pour en faire usage en temps opportun. Le prince Carol admire beaucoup « ce trait de génie » :

La révélation de ces propositions françaises fait un tapage épouvantable dans le monde entier; c'est un merveilleux coup d'échecs dû au génie du chancelier de la Confédération; une dépêche télégraphique du comte de Bismarck, lancée aujourd'hui, confirme l'authenticité de cette publication.

En réponse à cette manœuvre, le gouvernement français s'empressa de publier une lettre du comte Benedetti affirmant que la réunion de la Belgique à la France avait été une conception *purement prussienne ;* mais le coup n'en était pas moins porté et il paraissait difficile de croire que l'empereur fût resté étranger à un projet écrit de la main de son représentant, sur du papier de l'ambassade de France. La vérité est que, avant Sadowa, Bismarck, redoutant notre intervention en Allemagne, avait à plusieurs reprises cherché à détourner nos regards des provinces rhénanes pour les diriger vers la Belgique. Le gouvernement impérial, après avoir longtemps repoussé ces suggestions, eut la faiblesse d'y céder, sous le ministère Rouher-La Valette, en présence des agrandissements de la Prusse victorieuse de l'Autriche. Le projet ne datait point d'août 1867 — comme le déclarait mensongèrement Bismarck, désireux de faire croire qu'après l'échec du Luxembourg notre gouvernement avait encore poursuivi la chimère d'une compensation à tout prix ; — il avait été réellement écrit un an auparavant (août 1866) et, à peine en posses-

sion du précieux autographe, Bismarck s'en était servi sous main pour éveiller l'inquiétude des États de l'Allemagne du Sud contre les ambitions napoléoniennes, leur prouver qu'ils n'avaient pas à compter sur nous et les amener ainsi à contracter des traités secrets avec Berlin (1). Néanmoins, en 1870, les populations de ces États, restées particularistes et sympathiques à la France, témoignaient encore hautement de leur hostilité envers l'ogre prussien. On voit, à plusieurs reprises, le prince de Hohenzollern le constater avec chagrin dans sa correspondance avec son fils : de nouveau, avant de commencer la guerre, Bismarck se servit de l'écrit de Benedetti; en le produisant cette fois au grand jour, il acheva la besogne commencée par la dépêche d'Ems, il tourna contre nous les colères de l'Allemagne et l'indignation de l'Europe.

Malgré tout, les braves Roumains, reconnaissants (chose rare) des services que nous leur avions ren-

(1) « Je n'ai, pour ma part, qu'un tort à me reprocher — a écrit Benedetti — et je n'ai pas hésité à l'avouer dès le premier moment, c'est celui de n'avoir pas soupçonné l'usage que M. de Bismarck devait faire un jour du document que je lui ai livré; il était son œuvre, mais il était écrit de ma main et j'aurais dû me montrer plus défiant ».

Les papiers des Tuileries, publiés par le gouvernement de la Défense nationale, et les papiers de Cerçay (château de Rouher) saisis et publiés par le gouvernement prussien, prouvent cependant que le projet d'annexion de la Belgique — à défaut des provinces rhénanes — avait été réellement adopté, en août 1866, par Napoléon III, sous l'influence de Rouher et de La Valette et à *l'instigation de Goltz, l'ambassadeur de Prusse,* qui avait sa leçon faite par Bismarck.

dus, nous restaient fidèles et ne manquaient pas une occasion de le prouver : aussi, à mesure que les événements de la guerre vont se dérouler, verra-t-on le désaccord se marquer de plus en plus profondément à cet égard, entre le prince et ses sujets. Dès la fin de juillet, des listes de souscription en faveur de nos blessés sont ouvertes dans plusieurs journaux. Carol s'en montre irrité : « On ne peut pas, écrit-il, me faire savoir plus clairement à quel point les sympathies des enfants de mon pays sont exclusivement du côté de la France. »

L'annonce du combat de Sarrebruck avait été saluée à Bucarest comme une grande victoire des Français, mais bientôt arrive la nouvelle de nos premières défaites, et, le 15 août, « jour de la fête de Napoléon, le service divin célébré à l'église catholique et auquel assiste la colonie française, plus nombreuse que d'habitude, est une pénible solennité. Tout le monde est sous l'impression de l'immense catastrophe dans laquelle s'effondre la maison impériale. »

Le Prince cite, à la date du 10, une longue lettre de son père se réjouissant des nouvelles de la guerre tout en regrettant de n'y pouvoir prendre part : « Partout, écrit Charles-Antoine, c'est un élan, un enthousiasme, une exaltation incroyable et telle que je ne l'aurais pas crue possible chez des peuples de race germanique. » Il espère que les Roumains profiteront de la *leçon :*

« L'humiliation militaire et nationale de la France doit être assez profonde pour que tout désir de se mêler des affaires des peuples étrangers lui soit enlevé à *tout jamais*.

« Nous sommes dans la meilleure voie pour cela ; il faut tout au plus encore une bataille perdue à Napoléon pour que toutes les espérances de sa dynastie tombent en ruines.

« Les Roumains ont assez follement agi en votant leur sympathique neutralité ou leur sympathie neutre ; ils vont être à présent étonnés de voir la Prusse méconnue, rayonnant d'une incomparable gloire, constituer la première grande puissance militaire du monde. »

Le prince Charles-Antoine se félicite que, grâce aux pressants conseils de Strat, ce fidèle serviteur qui lui a fait connaître les idées et les intentions que l'on avait à Paris, il se soit hâté de rendre publique la renonciation de Léopold au trône d'Espagne :

« Ce fait que j'ai neutralisé au moment voulu le prétexte à une guerre invoqué par la France, en révélant la renonciation, a peut-être rendu la guerre franco-prussienne populaire, c'est-à-dire l'a transformée en guerre allemande.

« Avec quelques hésitations de ma part, la guerre aurait pris une couleur dynastique et toute l'Allemagne du Sud aurait laissé la Prusse en plan. Aussi je te prie de ne pas blâmer Strat, mais de le féliciter d'autant plus de ses bonnes intentions, qu'il savait que tes adversaires en Roumanie avaient souhaité la guerre pour pouvoir te renverser. C'est pour cela que Strat voulait à tout prix détourner la guerre, car lui-même, pas plus que personne en France, n'avait le plus lointain sentiment de l'écrasante supériorité de nos armes.

« Napoléon a fait en vingt-quatre heures l'unité allemande. »

Le prince, après avoir donné à son fils des détails sur les batailles de Wissembourg et de Wœrth, ajoute :

« Notre fusil à aiguille, — je devrais plutôt dire notre discipline, — laisse loin derrière lui le chassepot : les Français ont tiré dix coups de feu avant que nos hommes en aient fait partir un; ils ne visent pas en ordre et n'épaulent pas. Leur tir est toujours trop haut... Des bataillons de Français tout entiers se replient quand nous exécutons une salve à 500 pas.

« La France ne possède plus que trois corps d'armée intacts. Malgré toute leur exaltation et leur élan patriotique, les Français ne pourront désormais nous opposer aucune armée équivalente. »

Le 19 août, le prince reçoit des nouvelles de la sanglante bataille de Mars-la-Tour où beaucoup de ses anciens camarades du 2e régiment des dragons de la garde ont trouvé la mort; son frère Frédéric n'y a échappé que parce qu'il avait reçu l'ordre de rester en réserve. Quand le Roi a revu Fritz après cette terrible affaire, il l'a embrassé avec effusion en lui exprimant sa joie de le retrouver sain et sauf. Le 20, on reçoit des détails sur les batailles autour de Metz et l'on apprend que le chemin de Paris est ouvert aux Allemands. La consternation règne à Bucarest. Soudain, le *2 septembre* le bruit se répand que les Français viennent de gagner une grande victoire : la population se réjouit; on se prépare à fêter cette nouvelle par des banquets, mais les préparatifs sont interrompus par des télégrammes annonçant le désastre

de Sedan. On se refuse à y croire; l'anxiété et la perplexité s'accroissent d'heure en heure.

Vers le soir, la croyance l'emporte que les batailles devant Sedan sont restées indécises.

Déjà plus d'une fois, pendant les dernières semaines, le bruit a été propagé que le roi Guillaume s'est rendu, tantôt avec 20,000, tantôt avec 60,000 hommes de ses troupes.

Le prince Carol est heureusement en possession de télégrammes exacts et il sait que toute l'armée de Mac-Mahon et l'empereur avec elle ont été faits prisonniers. — Il est ému du sort de Napoléon, mais transporté en même temps par le magnifique succès des armes allemandes.

Six jours plus tard, la princesse de Roumanie mettait au monde une petite fille (morte depuis), qui fut baptisée à l'église orthodoxe. En annonçant cette nouvelle au « roi-héros » Guillaume, le prince Carol ajoutait :

Je considère comme de bon augure que mon premier enfant ait vu le jour au moment où le drapeau des Hohenzollern se déploie sur une Allemagne unie, et mon seul vœu est que cette enfant se montre digne de son nom... A l'heure où l'on se livre ici à des démonstrations françaises qui rendent ma situation difficile, le timbre joyeux des gracieuses paroles de Votre Majesté a frappé mon cœur et y a réveillé un écho sonore du courage et de la confiance en Dieu exprimés dans votre dépêche. Le plus grand fait historique de ce siècle, le souverain de la France obligé de se courber devant le champion de l'unité germanique, démontre combien était justifiée cette confiance au Tout-Puissant.

Il écrivait dans le même sens au Kronprinz :

Je m'efforcerai de donner à ce premier enfant, né à

l'époque la plus glorieuse pour l'Allemagne, une education qui le rende digne de la lignée des Hohenzollern!

Mais, à ce moment même, le bonheur du prince était obscurci par les graves soucis que lui donnaient ses sujets. Voyant les sympathies que la cause française rencontrait dans le pays, les révolutionnaires, éternels pêcheurs en eau trouble, avaient résolu d'en tirer parti pour faire aboutir leurs projets. Ils n'attendaient qu'une victoire de nos armées pour provoquer un mouvement général contre « le prince prussien », le renverser et proclamer la république. L'événement ne justifiant pas leurs espérances, ils avaient perdu patience et, le 29 août, une émeute avait éclaté à Ploïesti (à 60 kilomètres au nord de Bucarest) où les insurgés, après avoir pris d'assaut la caserne habitée seulement par sept *dorobantzi* (fantassins) et quelques recrues, déclarèrent le souverain déchu et proclamèrent un gouvernement provisoire avec le général N. Golesco régent et J. Bratiano ministre de la guerre.

La révolte fut facilement réprimée par l'armée restée fidèle, mais le prince, qui avait commencé par traiter cette tentative d'enfantillage, fut forcé de reconnaître que, mieux menée, elle aurait pu avoir des conséquences graves.

Il était particulièrement peiné de voir le rôle qu'on avait voulu faire jouer à Golesco, ancien membre de la lieutenance princière qui, quatre ans auparavant, lui

avait remis le pouvoir. Le général avait été arrêté ainsi que Bratiano et une vingtaine d'autres personnages compromis dans l'affaire : il le fit venir et lui déclara ne pas le croire capable d'avoir donné son assentiment à « cette folle équipée » ; puis il lui rendit la liberté.

L'échauffourée de Ploïesti affermit chez Carol le projet d'abdication qu'il mûrissait depuis quelque temps. Son père l'approuva en ces termes :

29 *septembre*. — « Ce serait se consumer en pure perte que de continuer sur une base impossible un gouvernement fictif qui n'inspirerait au dehors ni confiance ni estime, et qui à l'intérieur ne présenterait aucun fondement solide. *Un prince allemand est fait d'un bois trop précieux pour s'adonner, lui et sa maison, à un travail aussi inutile*. C'est un devoir vis-à-vis de soi-même et, avant tout, vis-à-vis de son nom si intimement lié à la gloire, la puissance et la grandeur de l'Allemagne, de renoncer à une situation qu'on ne peut dominer au point d'en devenir le maître, ou bien rattacher la continuation de la tâche à des conditions susceptibles d'être réalisées dans un bref délai. Donc, en première ligne, revision de la constitution; si on ne peut l'obtenir, alors l'abdication et la retraite s'imposent par les mêmes motifs qui militaient pour l'acceptation il y a quatre ans! Le monde politique ne verra dans cette façon d'agir ni faiblesse ni pusillanimité; au contraire, il ne refusera pas son estime à un homme qui déclare franchement et sans ambages qu'il n'a pu obtenir les conditions voulues pour établir en Roumanie un gouvernement solide...

« Les choses ne peuvent pas continuer de la sorte. Ton honneur et celui de ton nom te défendent d'être un jouet pour les partis qui se combattent.

« Déjà la conviction qu'une victoire de la France aurait été suivie de ton détrônement devait t'inspirer du dégoût pour ta situation.

« Ce n'est pas une garantie pour l'avenir que d'être soutenu par des victoires allemandes, car les racines de ton gouvernement doivent se trouver en Roumanie et non pas en Allemagne... »

La crise financière que traversait la Roumanie, les violences de l'opposition, l'indifférence avec laquelle le public semblait accueillir les efforts du souverain pour le bien du pays (l'ouverture de la première grande ligne de chemin de fer roumain passa presque inaperçue), tout alors poussait le prince dans la voie du découragement; et l'idée d'abdiquer se confirma dans son esprit, à la nouvelle que le jury avait acquitté les instigateurs du soulèvement de Ploïesti, verdict qui fut salué comme un acte patriotique par la presse d'opposition. Les ministres, indignés de l'issue de ce procès, offrirent aussitôt leur démission, que le prince refusa. Avant de quitter le pouvoir, Carol tenait pourtant à ce que l'autonomie d'un pays « qui lui est devenu si cher » fût garantie par les puissances. C'est pourquoi il se décida à écrire, le 7 décembre, aux empereurs de Russie et d'Autriche, à la reine d'Angleterre, aux rois de Prusse et d'Italie : il leur proposait de faire régler le sort de la Roumanie par la conférence de Londres, où l'on allait discuter, en dehors de la France vaincue et impuissante, la revision du traité signé à Paris en 1856. La Russie, pro-

fitant de la guerre franco-allemande, venait, en effet, de dénoncer ce traité qui avait neutralisé la mer Noire et défendu la Turquie contre les convoitises moscovites. La brusquerie du procédé employé par Gortschakov étonna les chancelleries; M. de Bismarck lui-même affecta de s'en montrer surpris (1), et il provoqua une conférence à Londres pour trancher la question, qui fut résolue, comme on sait, au profit de la Russie.

Le prince Carol venait à peine d'expédier ses lettres aux souverains, quand il reçut une dépêche de Bismarck lui demandant de ne pas recourir aux puissances garantes avant la conclusion de la paix. Le 9-21 décembre, la Chambre votait une adresse au prince, rédigée sur un ton fort impertinent et dans

(1) La surprise du chancelier de fer était feinte, car il s'attendait certainement à payer de ce prix la bienveillante neutralité de la Russie envers la Prusse pendant la guerre de 1870. Quoi qu'il en soit, voici ce que nous lisons à ce sujet dans le journal du roi Carol :

« La note du prince Gortchakoff contre la neutralité de la mer Noire a été remise au grand vizir par M. de Staal; le grand vizir l'a prise en demandant si elle lui apportait la guerre.

« — Au contraire, répondit l'ambassadeur, la paix éternelle. »

« Aali-Pacha remit alors sa démission, mais le sultan ne l'accepta pas.

« La Sublime Porte dit que la Russie est assurée du consentement de l'Allemagne, bien que le comte de Bismarck ait télégraphié ce qui suit : « Le procédé de la Russie l'a péniblement surpris; il est désa-« gréablement affecté de ce que la Russie veuille profiter ainsi de la « situation du moment. »

« 4/16 *novembre*. — La note russe contre la neutralité de la mer Noire a déchaîné une véritable tempête en Angleterre et en Autriche-Hongrie. Le comte de Bismarck conjure l'orage en proposant une conférence à Londres. »

laquelle on disait, au sujet du soulèvement de Ploïesti (où il avait été déclaré déchu du trône), que *le meilleur moyen d'éviter de pareils incidents serait la satisfaction donnée aux vœux du pays et le respect des lois!* Dans une lettre ouverte qu'il fit publier le mois suivant dans les journaux, Carol qualifia l'adresse de « chef-d'œuvre de perfidie phanariote ». Le hasard voulut qu'elle lui fût remise par les instigateurs mêmes du complot de Ploïesti. Néanmoins, par considération pour l'état des finances et pour ne pas être obligé de dissoudre la Chambre, le prince se résigna à recevoir cette adresse insolente.

La situation intérieure de la Roumanie allait chaque jour empirant. La construction des chemins de fer, à laquelle le prince attachait, avec raison, tant d'importance pour le développement économique du pays, apparaissait aux yeux du public comme une vaste spéculation organisée au profit de deux Prussiens : le concessionnaire Strousberg et le commissaire du gouvernement Ambronn (ce dernier, désigné par Carol, et en outre, chambellan du prince de Hohenzollern), s'étaient, en effet, rendus coupables de graves incorrections, en spéculant sur les fonds qui leur étaient confiés. Vainement Ambronn fut-il révoqué, on fit entendre qu'il était de connivence avec le souverain et que « les Hohenzollern s'enrichissaient aux dépens des Roumains ». Aussi, quand, dans le courant de décembre, Strousberg déclara ne vouloir ni ne pou-

voir payer le coupon des obligations qui allait échoir au 1[er] janvier, ce fut « un coup de foudre » pour le prince : « La construction des chemins de fer était son rêve, sa pensée favorite et même sa consolation. *J'aurai fait au moins quelque chose pour mon pays,* écrivait-il peu de temps auparavant à son père, *je lui aurai donné les chemins de fer!* Et voilà que cette joie elle-même est empoisonnée pour lui ; cette consolation lui est enlevée ! »

Le prince se désolait en songeant aux milliers d'Allemands qui avaient placé toutes leurs économies dans cette affaire, à cause de lui. Sa propre caisse, d'ailleurs, était à sec; aussi recevait-il avec joie le cadeau que lui envoyait son père pour subvenir à ses embarras financiers.

Le 12/24 décembre, la Chambre fut le théâtre de violents débats. La majorité, désireuse de renverser le ministère, multipliait les interpellations, refusant de discuter les questions sérieuses et repoussant l'urgence demandée pour le vote du budget. Dans ces conditions, le cabinet Epureano se vit obligé de donner sa démission ; mais, en se retirant, le premier ministre déclara que le prince ne viendrait à bout de la résistance de la Chambre qu'en se faisant désigner par elle-même l'homme d'État qu'elle désirait voir à la tête des affaires. Le prince suivit cet avis et, la Chambre ayant désigné Ion Ghika, celui-ci fut aussitôt chargé de constituer le nouveau cabinet. Les

conseillers habituels du palais trouvaient cet expédient déplorable, le consul d'Allemagne mettait le prince en garde contre Ion Ghika qui, disait-on, était animé de mauvaises intentions à l'égard de son souverain (il avait déjà espéré pouvoir se faire élire prince lors de la chute de Couza); mais Carol, indifférent, laissait dire, n'ayant plus que cette seule idée en tête : « comment partirai-je le plus tôt possible, sans charger ma conscience du reproche d'avoir lésé les intérêts vitaux du pays? »

L'année 1871 s'ouvrit sous de tristes auspices. La Roumanie était ruinée par la prolongation de la guerre franco-allemande qui suspendait les transactions commerciales et, d'après le prince, « c'était cette situation qui motivait, en grande partie, les mauvaises dispositions générales et l'aversion contre la Prusse » , mais, en réalité, la question de sympathie naturelle à l'égard de la grande sœur latine y était aussi pour beaucoup. Sur ces entrefaites, la nouvelle du bombardement de Paris acheva d'assombrir les esprits; une grande partie de la société s'abstint de se rendre au bal donné au palais à la veille du 1er janvier. A ce moment nous voyons le prince aspirer de plus en plus à abdiquer une couronne « qui ne lui a apporté qu'ingratitude, désillusions et soucis » . Avant de rentrer en Allemagne, il songe à se retirer, tout d'abord, dans un coin silencieux, écarté, en Suisse, pour se faire entièrement oublier pendant quelque temps.

M. de Radovitz s'étonne de le voir hésiter : « tout en appréciant la noblesse des motifs qui le retiennent encore à Bucarest, il estime que le prince pourrait placer ses sentiments personnels au-dessus de considérations idéales ». Et, comme pour venir à l'appui de ce conseil, il lui remet (le 7/19 janvier) une lettre de Bismarck « en complète contradiction avec tout ce que le prince attendait ». Le chancelier passant en revue les puissances auxquelles Carol s'est adressé dans sa détresse, lui prouve qu'il ne doit compter sur aucune d'elles : la Turquie se méfie de lui; l'Angleterre lui a toujours été hostile et, d'ailleurs, elle ne séparera pas sa politique de celle du sultan; il n'y a pas à tenir compte de la France, en ce moment, sauf en tant qu'elle pourra chercher à fomenter des intrigues secrètes dans l'espoir d'être désagréable à la Prusse; le Tsar est animé des meilleures dispositions pour le prince... « malheureusement cette bienveillance personnelle est emportée dans la balance par la conception traditionnelle de la politique russe qui est contraire à l'union des Principautés ». Quant à l'Allemagne, il est naturel que le prince jette d'abord les yeux sur elle et sur le chef suprême de sa maison; mais, absorbé qu'il est par la guerre, le roi de Prusse, malgré toute sa sympathie pour son parent, ne peut intervenir d'une façon efficace dans les affaires d'Orient. Bismarck conclut en ces termes :

« Si j'établis le total de toutes ces considérations, je ne puis en tirer que cette conclusion : Votre Altesse n'a aucune aide à attendre de l'étranger, mais seulement du mauvais vouloir, et, par conséquent, elle doit se laisser guider dans ses résolutions par la seule appréciation des ressources dont elle peut encore disposer dans son propre pays. Si Vous attendez une crise, telle que les meilleurs éléments du pays ne Vous paraissent pas suffisants pour la surmonter, il me semble que le premier des devoirs qui s'impose, par considération pour Vous et pour Votre Maison, c'est que toute résolution que Vous prendrez paraisse vraiment sincère, spontanée, indépendante et non pas imposée par une force extérieure; que les motifs nobles et purs qui auront déterminé Votre Altesse se manifestent en pleine lumière.

« Mais je sais que la joie cordiale de Votre Altesse, la part patriotique qu'elle prend aux succès de nos armées allemandes et à la gloire qui ceint le front vénéré de notre Roi ne seront pas troublées, même par ces épreuves personnelles, et je termine avec l'espoir que vos souhaits pour une paix glorieuse et assurée seront prochainement accomplis. »

Seuls, en effet, les succès des armées allemandes pouvaient consoler le prince Carol au milieu de ses tristesses, ainsi qu'il l'écrivait en acclamant à *pleine poitrine* le roi de Prusse devenu l'empereur allemand (1). Dans une lettre à Bismarck, où il « félicite

(1) Un passage de cette lettre écrite en termes dithyrambiques suffira pour en faire connaître le ton général :

« Le vœu ardent d'un grand peuple, vœu qui, pendant de longs siècles, semblait hors d'atteinte, est donc accompli aujourd'hui, et tout cœur fidèle doit glorifier avec joie Votre Majesté, que le ciel a élue pour une si belle tâche. L'Allemagne est unie! C'est le cri de joie avec lequel nous commençons la nouvelle année... Je suis ici seul, à un extrême avant-poste, comme la sentinelle de la frontière contre

de cœur » le chancelier « du brillant couronnement de sa grande œuvre », il se compare au « capitaine qui, au sein de la tempête, doit veiller jour et nuit à son poste ».

Les grandes vagues chassent mon navire tantôt en haut, tantôt en bas, mais, aussi vrai que Dieu me protège, je ne me laisserai pas faire naufrage. L'équipage me jetterait volontiers aujourd'hui par-dessus bord, mais une partie de ceux qui le composent ont cependant assez de pénétration encore pour comprendre que je peux seul les conduire dans un port sûr.

« Il est deux points que je ne perds pas de vue : je veux sortir mon nom pur et sans tache de ce chaos et je ne veux pas non plus, sans cœur ni conscience, laisser « le déluge après moi. »

Cependant, la lettre du prince aux puissances, connue *indirectement* à Constantinople, y avait produit une émotion d'autant plus vive. Le grand vizir protesta devant le corps diplomatique contre le procédé incorrect employé par un vassal du sultan; il fit déclarer, par les représentants de la Porte auprès des puissances garantes, que le gouvernement turc considérait la démarche *illégale et irrévérencieuse* du prince de Roumanie comme *nulle et non avenue*. Carol dut écrire à Abd-ul-Aziz pour lui exposer la situation; il expliquait que sa lettre aurait dû être transmise à la

l'Orient, et je dois attendre avec patience qu'il plaise au ciel de me relever. Cependant, je ne suis ni si éloigné ni si fatigué que je ne puisse, à pleine poitrine, m'associer à ce cri d'allégresse : *Vive l'empereur allemand !* »

Porte par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Angleterre, mais que celui-ci n'avait pas osé accepter la commission. Le sultan voulut bien se contenter de ces explications et fit assurer le prince de son désir sincère de l'aider dans la lutte « *contre les tendances anarchiques qui désolent les Principautés : mais l'habitude de ne rien respecter* (ajoutait le grand vizir) s'est si fortement enracinée qu'il semble maintenant très difficile d'y trouver un remède efficace. »

En somme, cette réponse, enveloppée sous des phrases polies et ambiguës à la turque, prouvait que le sultan était décidé à abandonner son trop indépendant vassal. Partout, d'ailleurs, en Europe, on paraissait convaincu que le prince n'avait plus qu'à s'en aller ; on trouvait même qu'il tardait trop. Les diplomates accrédités à Constantinople étaient unanimes sur ce point : l'ambassadeur d'Angleterre, sir Elliot, parlait déjà des commissaires « qu'on devrait envoyer tout de suite, pour régler la situation dans les Principautés » ; l'ambassadeur d'Autriche, Prokesch-Osten, écrivait-on au prince, « a de la peine à dissimuler sa joie de voir la chute de la dynastie Hohenzollern désormais assurée en Roumanie et il espère que les Habsbourg auront bientôt une plus belle revanche encore. » Déjà la Porte se préparait à supprimer l'union et à réduire, comme naguère, la Moldavie et la Valachie à l'état de provinces turques. « Croyez-vous, disait le grand vizir à l'ambassadeur prussien, comte

Keyserling, croyez-vous qu'après les expériences du prince de Hohenzollern avec ces gens-là, il se trouve encore un membre d'une maison souveraine pour la Roumanie?... A moins, ajouta-t-il, que ce ne soit le prince Napoléon, et de ce seigneur-là, nous ne voudrions catégoriquement pas, pas plus que de la république ! »

De Versailles, le roi Guillaume écrivit à son cousin une lettre officielle, dans laquelle il déclarait que « malheureusement, à la suite d'informations particulières, il devait reconnaître qu'aucune des puissances garantes n'était prête à peser de son poids pour l'amélioration ou même seulement pour le maintien de l'état de choses en Roumanie. » De leur côté, l'empereur d'Autriche et l'empereur de Russie exprimèrent au prince leurs sympathies... et leurs regrets (plus ou moins sincères) de ne pouvoir lui prêter qu'un appui moral. A la fin de janvier, au moment où l'on venait d'apprendre la capitulation de Paris, les élections pour le renouvellement du conseil municipal de Bucarest assurèrent le triomphe du parti de l'opposition. Quelques jours plus tard (11 février 1871), Carol fut violemment attaqué à la Chambre à propos d'une lettre qu'il avait fait paraître dans l'*Allgemeine Ausburger Zeitung* et qui avait été aussitôt reproduite par les journaux roumains. Cette lettre, adressée au romancier Auerbach, disait le découragement du prince et ses projets d'abdication. « La Chambre ne

peut tenir ce document que pour apocryphe, s'écria le député Blaremberg. Un prince qui, dans de pareils moments, abandonnerait son pays, serait considéré comme un déserteur, comme un traître envers l'État! » (1). Le rôle du président du Conseil était difficile, car lui-même blâmait la lettre et, de par la Constitution, il se voyait cependant obligé de couvrir l'auteur. Il le fit d'une façon embarrassée, cherchant à excuser le souverain « qui avait dû écrire ces lignes dans un moment de profonds soucis, mais qui ne donnerait certainement pas suite aux projets ainsi exprimés, *si tant est que ces projets aient jamais existé.* » Un ordre du jour, exprimant le dévouement de la Chambre au trône et à la dynastie

(1) Dans cette lettre, le prince se demandant pourquoi, durant les cinq années qu'il avait exercé la souveraineté dans « ce beau pays », il n'avait pu lui rendre de grands services, en arrivait à cette conclusion qui avait vivement irrité ses adversaires :

« Je suis persuadé que le reproche n'atteint particulièrement ni moi, ni le peuple en général, mais bien plutôt ceux qui se sont institués eux-mêmes comme les guides de ce pays dans lequel ils sont nés!

« Ces gens, en effet, qui, pour la plupart, sont allés chercher toute leur culture intellectuelle et politique à l'étranger, ont, par suite, trop oublié les choses du pays et n'ont d'autre but que de transplanter dans leur patrie, présentées sous une forme utopique et sans discercernement, les idées qui règnent là-bas et dont ils sont enthousiastes. Ainsi, ce malheureux pays, qui a toujours été placé sous le joug le plus dur, se trouve, sans transition, passer d'un régime despotique à une constitution tellement libérale qu'aucun peuple ne possède sa pareille en Europe.

« Après l'expérience faite, je tiens cela pour un malheur d'autant plus grand que les Roumains ne peuvent se flatter de posséder aucune des vertus civiques que réclame cette constitution quasi républicaine qu'ils se sont donnée. »

finit cependant par être voté après une discussion orageuse.

Le lendemain, le prince fut attaqué plus violemment que jamais par les journaux de l'opposition. Le *Românul*, organe de J. Bratiano, invita le pays à fêter le 11-23 février — anniversaire de la chute de Couza — car, disait-il, ce jour rappelle au peuple le *renversement d'un prince violateur de la constitution et dissipateur des deniers publics*.

Au Sénat, la lettre à l'*Allgemeine Zeitung* fut l'objet d'une discussion beaucoup moins passionnée et se termina par le vote d'un ordre du jour, adopté à l'unanimité moins quatre voix, déclarant que le premier devoir était « d'appuyer le souverain que la nation elle-même a porté avec enthousiasme sur le trône. Le prince — ajoutait-on — peut être assuré de l'absolu dévouement du Sénat. Le peuple est fermement attaché à lui et à sa dynastie ».

« Les ministres conjuraient le prince de songer à la responsabilité qu'il assumerait devant l'histoire si, par son abdication, il livrait le pays à la ruine. » L'heure était grave, en effet, pour la Roumanie. Les Turcs, rassemblant leurs troupes, s'apprêtaient à envahir le territoire: les caisses publiques étaient vides. « La machine de l'État aurait déjà cessé de fonctionner, écrivait Carol, si la Banque n'avait pas consenti au gouvernement un prêt de un million et demi contre de gros intérêts. » Le prince hésitait à

quitter le pouvoir dans un moment si critique; mais il était fatigué des attaques d'une opposition passionnée, des entraves apportées à la bonne administration du pays, des changements ministériels qu'on lui imposait constamment. Le 15 février, son père lui avait télégraphié : « Je ne considère plus ta position comme tenable. » Le 22, il lui écrit :

Tu dois à ton nom et à ta situation... de publier hautement, à la face du monde, que tu n'étais pas disposé à n'être qu'une balle sans volonté dans ce pays à régénérer. Je ne peux m'expliquer les derniers faits que par le manque absolu de maturité politique de la Roumanie ; cela permettrait d'excuser beaucoup de choses. — Mais que l'étranger joue dans ces circonstances un rôle très perfide, c'est ce qui m'est prouvé par des documents qui m'ont été communiqués. Il est impossible d'accepter plus longtemps une situation à laquelle chaque puissance, en particulier, est hostile, mais que, d'un autre côté, aucune ne trouve opportun de détruire, par méfiance contre ses rivales!

Ta considération personnelle ne pourra jamais souffrir de ce que tu as renoncé à une tâche impossible. Tu as montré au monde entier ta bonne volonté et ta capacité de gouverner la Roumanie; tu ne t'es pas imposé, mais tu as été élu et appelé; on te doit des créations importantes, tu as régénéré l'armée et les transactions commerciales, répandu le bienfait des chemins de fer, accordé d'innombrables subsides aux églises et aux pauvres, protégé les arts et les sciences, mis en lumière la sainteté du mariage par ton bonheur domestique, prodigué des largesses de toutes sortes. — Tout cela t'assure, sinon à présent, plus tard du moins, la bénédiction dans le souvenir des hommes et prouvera au monde, si tu abdiques, que ce n'est pas l'éclat imaginaire

d'une véritable couronne d'épines qui t'a aveuglé d'abord pour te désillusionner ensuite.

Constatant l'effervescence qu'ont produite, en Europe, d'une part, la question de la mer Noire, de l'autre la guerre franco-allemande, Charles-Antoine en conclut que « les nationalités de sang latin sont amenées plus facilement que celles de race germanique à une conception passionnée manquant de base réelle (!)... Le rayonnement de la grande puissance de l'empire allemand est appelé à faire régner de nouveau *la modération* (!!) et le jugement dans ces cercles où l'on s'est égaré loin de ces conditions cardinales de la maturité politique... »

Enfin, revenant à la question de l'abdication, le prince de Hohenzollern conclut ainsi :

Une nation qui témoigne si peu de confiance et aucune gratitude au souverain qu'elle a élu doit être amenée à se connaître elle-même! L'occasion est maintenant donnée à la partie la plus modérée de ce peuple de constater et d'avouer son erreur, et les extrêmes doivent à présent jeter le masque qu'ils ont porté si longtemps et accepter le combat visière levée! Il est impossible que les conséquences ne s'en manifestent pas et on verra bientôt apparaître le but véritable du parti de la révolution.

Je termine avec le proverbe : il faut battre le fer pendant qu'il est chaud! La forge nécessaire paraît être allumée : donc, au travail avec courage, conséquence et énergie!...

Le résultat est peut-être la régénération; sinon, au nom de Dieu, la retraite avec tous les honneurs, en présence d'une tâche impossible!

Le prince Carol était, d'ailleurs, irrité, comme son père, de voir « l'influence française dominer plus que jamais dans la société roumaine ». — « A Bucarest, écrivait le consul prussien de Radovitz, on dit à qui veut l'entendre : *Nous ne pouvons pas aller en France combattre les Allemands, mais nous le ferons ici !* » Ce n'était pas une parole en l'air. M. de Radovitz en fit lui-même l'expérience au banquet que la colonie allemande de Bucarest voulut donner le 19 mars, anniversaire de la naissance de l'empereur Guillaume. A vrai dire, ce banquet avait tout l'air d'une provocation à l'heure où la nouvelle de l'entrée des Allemands dans Paris (1) et la note du cabinet de Berlin exigeant que l'État roumain payât le coupon non acquitté par Strousberg avaient mis le comble à l'irritation des esprits (2). Cependant le préfet de police et le président du Conseil affirmaient qu'on n'avait rien à craindre.

Or, à peine les membres de la colonie allemande eurent-ils pris place à table, qu'une grêle de projectiles fit voler les vitres en éclats ; trois heures durant,

(1) Ce jour-là le *Românul* parut encadré de noir.

(2) Dans le discours qu'il prononça, le 24 février/8 mars, à la Chambre à propos de l'affaire Strousberg, J. Bratiano s'écriait : « Si par malheur la puissance du gouvernement de Berlin venait à l'emporter et nous imposait de payer le coupon, il faut qu'on sache que nous ne payons pas une dette, mais bien un tribut pour les sympathies que nous avons eues et que nous avons pour la France. Nous paierons, mais, ruinés, en haillons, brisés même, nos sympathies pour la France ne feront que croître. » (Fr. Damé, *loc. cit.*).

la maison au premier étage de laquelle se tenait le banquet fut cernée par une foule menaçante qui cherchait à faire irruption et continuait à lancer des pierres dont plusieurs atteignirent les convives, tandis que, dans la ville, les réverbères étaient éteints, les cloches sonnaient le tocsin et on entendait retentir les cris de : *Vive la République! Au palais!* Il était près de minuit quand le général commandant la division de Bucarest, s'étant décidé à faire avancer la troupe, dispersa la foule sans répandre de sang. M. de Radovitz put alors quitter la salle assiégée pour se rendre auprès du prince, qu'il trouva en proie à la plus vive indignation. Vers une heure, Ion Ghika, qui s'était porté garant du maintien de l'ordre, se présenta au palais. Le prince le reçut avec calme et froideur, mais, comprenant bien vite que le premier ministre n'était coupable que de faiblesse, il se contenta de lui demander sa démission. En même temps, il annonça qu'il remettrait, dès le lendemain matin, le gouvernement aux membres de l'ancienne lieutenance-princière. Cependant la nuit porta conseil. Le lendemain, MM. Lascar Catargi et Golesco (membres de l'ancienne lieutenance) supplièrent le souverain d'abandonner une résolution « qui allait déchaîner la banqueroute et l'anarchie sur le pays » : le prince se laissa persuader et les chargea de constituer un ministère conservateur composé d'hommes énergiques et résolus. Le premier acte du nouveau cabinet

fut de témoigner au gouvernement allemand son profond regret sur ce qui s'était passé.

De son côté, le prince exprima, dans une lettre à l'empereur Guillaume, son chagrin de ce que « le cher jour du 22 mars eût été troublé, à Bucarest, d'une façon aussi outrageante pour lui :

On ne pouvait m'atteindre plus profondément ni plus péniblement qu'en choisissant cette occasion pour faire éclater des intrigues ourdies depuis longtemps !...

Déjà Bismarck avait télégraphié à M. de Radovitz que, s'il n'obtenait pas une éclatante satisfaction du gouvernement roumain, *l'Allemagne s'adresserait à la Porte.* Le grand-vizir télégraphiait à son tour :

La Sublime Porte a appris avec un vif regret l'incident du 22 mars; Sa Majesté le Sultan, directement intéressée à voir régner dans les Principautés-Unies l'ordre et la tranquillité, me charge de prier Votre Altesse Sérénissime de veiller à ce que de pareilles scènes ne se renouvellent plus, scènes que la Sublime Porte réprouve, car Elle ne saurait regarder avec indifférence toute entreprise qui tend à compromettre la paix et la sécurité publique. Elle sera en conséquence obligée d'aviser au moyen que les traités Lui réservent pour des cas analogues.

Le 27 mars, après la séance de la Chambre où le nouveau ministère fut fort mal accueilli, le prince se promena à cheval à travers la ville et, rencontrant plusieurs députés qui venaient de prononcer de violents discours contre lui, il les força, en quelque sorte,

par son attitude, à le saluer. Le lendemain la Chambre était dissoute.

Cependant, au mois de mai, le prince et la princesse allèrent passer dix jours à Jassy, où ils furent reçus avec enthousiasme. Aussi Carol déclara-t-il, dans son discours d'adieu, que « la belle et ardente réception que la seconde capitale du pays lui avait ménagée, la cordialité avec laquelle on était venu à lui de tous côtés lui étaient une preuve que *la dernière Chambre n'a pas été la véritable expression de l'opinion publique,* et qu'il prenait maintenant un nouveau courage pour travailler de tout son cœur à la belle tâche que la nation lui avait confiée. »

Ce discours fut violemment attaqué par les journaux de l'opposition, mais les élections donnèrent raison au souverain en envoyant à la Chambre une grande majorité conservatrice. « Les horreurs de la Commune de Paris, — écrivait Carol, — ont quelque peu refroidi en Roumanie les esprits exagérés (1). » A la séance d'ouverture de la nouvelle Chambre, le discours du trône fut salué par de vifs applaudissements. A partir de ce moment, le prince renonça à son projet d'abdication.

(1) 25 *mai*/6 *juin*. — « Jules Favre a fait savoir à notre chargé d'affaires à Paris que malheureusement il s'est trouvé, parmi les insurgés, des Roumains qui ont manqué à leurs devoirs de reconnaissance envers la France en s'affiliant à la Commune.

« Le général Ignatieff, ambassadeur de Russie à Constantinople, est d'avis que les plus grandes atrocités de la Commune ont été accomplies par des Polonais (600 Polonais ont participé à la Commune). »

CHAPITRE IX

(1871-1872). — L'Allemagne manifeste son mécontentement contre la Roumanie. — Correspondance du prince Carol avec Bismarck et avec le Kronprinz. — Vœux pour l'établissement de la république en France. — Le prince de Hohenzollern favorable au *Kulturkampf*. — Mort de Napoléon III.

Les sentiments anti-germaniques n'en subsistaient pas moins dans le pays : on en eut la preuve, quelques mois plus tard, quand la Cour d'appel de Bucarest acquitta les auteurs des désordres du 10/22 mars *pour défaut de preuves*. Le ministère demanda alors la destitution des juges. Carol se contenta de déplacer le premier président par mesure disciplinaire. Un grand nombre de magistrats répondirent à ce décret en envoyant leur démission. Le public les approuva :

Ces messieurs sont présentés comme des « victimes de la Prusse » et il ne se trouve que peu de personnes qui aient le courage de donner raison au ministère. C'est naturellement de l'eau au moulin de l'opposition qui exploite la chose sur tous les tons.

De leur côté, les Allemands se montraient courroucés de voir de pareilles manifestations se produire dans un État gouverné par un Hohenzollern. Bismarck ne parlait plus de la Roumanie qu'*en termes acerbes*, et

son mécontentement s'accrut encore quand il apprit qu'à Bucarest les Chambres avaient voté un projet de loi d'après lequel l'État roumain rachèterait les obligations émises par Strousberg en réduisant de 7 1/2 à 4 p. 100 les intérêts dus aux porteurs. Bismarck n'admettait pas que ceux-ci fussent le moins du monde lésés et il s'adressa directement à la Porte en la chargeant de régler cette affaire de manière à donner satisfaction aux obligataires. Rien ne pouvait blesser davantage l'orgueil roumain que cet appel à la puissance suzeraine, car il rappelait les temps les plus détestés de la domination ottomane. Carol était déjà malade à la suite de tant de contrariétés et de soucis quand lui parvint cette nouvelle peu faite pour le remettre. Il en conçut une vive irritation contre le chancelier et donna mission à son agent à Constantinople de défendre énergiquement les droits de la Roumanie auprès de la Sublime Porte. En même temps, il se hâta de donner au projet de loi la sanction qu'il avait refusée auparavant. Mais il eut le chagrin de se voir condamné par les journaux allemands; ceux-ci le rendaient responsable des pertes subies par les actionnaires, qui lui avaient témoigné leur confiance en donnant leur argent à la Roumanie. Tel était aussi l'avis du prince de Hohenzollern se rangeant volontiers du côté de Bismarck :

« Ce ne sont pas, écrivait-il à son fils, les noms des con-

cessionnaires, *mais* la garantie du gouvernement qui a fait vendre les obligations, car il suffit que du débiteur et de la caution l'un des deux soit bon. Il est partout d'usage et de droit qu'on s'en prenne à la caution quand le débiteur ne paye pas, et une caution qui ne paye pas ne vaut pas de l'épaisseur d'un cheveu plus qu'un débiteur qui ne paye pas! C'est ainsi qu'on a jugé en Allemagne, et le gouvernement de l'empire avait le devoir très strict de défendre les droits de ses sujets. Si l'affaire des chemins de fer avait été conclue en France ou en Angleterre, ces puissances, l'Angleterre surtout, auraient eu recours à des moyens beaucoup plus énergiques. L'Angleterre ne s'en serait pas seulement tenue à une action diplomatique, mais aurait pris des mesures matérielles comme elle l'a fait autrefois avec la Grèce. »

Gardant cependant sur le cœur l'humiliation que lui infligeait l'Allemagne, le prince Carol se rapprocha, à ce moment, de l'Autriche et, chose curieuse à laquelle on ne se serait guère attendu peu de temps auparavant, ce fut le cabinet de Vienne qui prit la Roumanie sous sa protection devant les exigences de Bismarck. Le rapprochement se fit encore plus étroit quand, au mois de novembre, M. de Beust fut remplacé par le comte Andrassy, « ami sincère de la Roumanie, » écrivait Carol :

Les rapports avec l'Autriche-Hongrie ne pourront devenir maintenant que plus intimes. C'est aussi le sentiment de la reconnaissance qui nous lie plus étroitement à cet État voisin, car le gouvernement impérial et royal a su, dans des moments critiques, défendre nos droits que d'autres voulaient violer. Comme tout peut changer !

Grâce à cette intervention amicale de l'Autriche,

un accord finit par se faire entre Berlin et Bucarest et le 17/29 décembre, après plusieurs séances orageuses, la Chambre vota, par 81 voix contre 49, le nouveau projet de loi proposé par le gouvernement. La question était réglée au mieux des intérêts de chacun, mais l'opposition prétendit que le prince n'avait songé qu'à favoriser ses compatriotes et, « comme Radovitz avait déclaré que l'Empereur s'intéressait directement à un arrangement, on en déduisit que la maison de Hohenzollern était compromise dans cette affaire malpropre. » Vraiment, s'écriait Carol, « c'est trop absurde et trop ridicule pour qu'on puisse s'en fâcher! »

Méprisant ces calomnies, le prince se réjouissait d'être enfin débarrassé de l'épineuse affaire qui lui avait causé de cruels soucis dont, pendant de longs mois, on retrouve la trace à chaque page de son journal. Cependant il gardait rancune à Bismarck : « Tu as tort de lui en vouloir, » lui écrivit son père (le 8 mars 1872), « Bismarck fait son devoir en défendant les intérêts des milliers de petites gens qui, en Allemagne, ont pris de ces obligations parce qu'ils ont compté sur la garantie d'un État gouverné par un Hohenzollern » (et aussi, disons-le, parce qu'ils avaient été tentés par l'appât du gain : un intérêt de 7 1/2 pour 100!) Le prince Ch. Antoine ajoutait :

« L'empire d'Allemagne est aujourd'hui un puissant facteur avec lequel celui qui fait de la politique réelle doit compter.

Si l'on reporte sa pensée en arrière sur les scènes qui ont eu lieu à Bucarest, il y a près d'un an, à l'occasion de la fête donnée pour l'anniversaire de la naissance de l'empereur, on ne peut pas demander que l'Allemagne témoigne de grandes sympathies à la population roumaine. De semblables incidents éloignent et font perdre la bienveillance. Ces continuelles démonstrations et manifestations des Roumains pour la France ne peuvent également que provoquer du mécontentement dans l'Allemagne, qui a perdu plusieurs milliers de ses meilleurs fils dans une guerre à laquelle *elle a été contrainte et qu'elle n'a pas voulue.*

Je ne suis pas un admirateur sans réserves de Bismarck, mais il est indispensable à l'Allemagne et à la Prusse et ne cherche à réaliser que de grandes choses.

Il franchit courageusement tous les obstacles; c'est ainsi que dans la question espagnole il a passé par-dessus *nous* et il a prouvé maintenant une fois de plus sa pénétration et son énergie en luttant pour la loi sur l'inspection des écoles, chose qui, au fond, était *contre* les sentiments et les vues du roi. On comprend, par conséquent, qu'il passe par-dessus toi pour atteindre des buts politiques élevés...

Je suis persuadé que maintenant que la Roumanie a repris avec honneur sa situation internationale, les rapports amicaux avec l'Allemagne se rétabliront de nouveau. D'ailleurs, les avances s'imposent aux plus petits et aux plus faibles — c'est ainsi que vont les choses en politique. »

Cet avis décida le prince Carol à écrire aussitôt à Bismarck une lettre dans laquelle, après lui avoir exposé combien la situation du pays s'était heureusement modifiée depuis un an, il déclarait que la démarche du chancelier auprès de la Porte avait vivement blessé les Roumains, mais que ceux-ci étaient prêts à oublier leurs griefs si Bismarck leur

obtenait une indépendance plus grande vis-à-vis du sultan!

Entrer dans plus de détails me conduirait trop loin et je n'en veux pas fatiguer plus longtemps Votre Altesse. Puisse cette affaire, ainsi que bien d'autres, rencontrer une appréciation plus indulgente de votre part et puissiez-vous ne pas mesurer à une aune trop sévère un peuple qui se trouve dans les premières heures de son développement et qui est extraordinairement susceptible au point de vue de sa liberté, qu'il vient à peine d'obtenir. En ce qui concerne la sympathie ou l'antipathie pour telle ou telle grande puissance, il n'y a là au fond rien de plus qu'une arme dans les mains des partis, à laquelle il ne faut pas accorder trop d'importance, précisément pour leur enlever l'idée qu'on pourrait laisser influencer sa politique par ces manifestations. Mais il est une chose qu'à la vérité je ne dois pas cacher à Votre Altesse : c'est que l'immixtion de la Turquie, qui est d'ailleurs elle-même désorganisée aux points de vue politique et financier, a provoqué ici un profond mécontentement et de la mauvaise humeur, rendant ainsi ma situation et mes efforts beaucoup plus pénibles, et cela d'autant plus que cette intervention avait été attirée par l'entremise de mon ancienne patrie!... *Néanmoins ce désagréable incident sera lui-même bientôt oublié, et les rapports amicaux d'autrefois seront vite rétablis si pour réparer le tort causé à l'autonomie, quelques nouveaux droits pouvaient être obtenus par l'entremise même de Votre Altesse.* Alors les antipathies en question se transformeront en véritables sympathies et alors aussi il me sera donné d'atteindre le but que je poursuis avec une persévérance infatigable, *celui d'implanter la civilisation allemande en Orient.*

Je n'ai entretenu que trop longtemps Votre Altesse de mes intérêts qu'elle a perdus de vue depuis longtemps, mais je sens toujours revenir en moi le souvenir des chaleu-

reuses et énergiques paroles par lesquelles vous m'encouragiez, il y a plusieurs années, à ma lourde mission, et ce souvenir me fait espérer que l'intérêt que vous me portiez autrefois ne s'est pas tout à fait éteint en vous.

Il était peu probable que, dans les circonstances présentes, Bismarck se montrât disposé à écouter les doléances et à favoriser les prétentions roumaines. La réponse, d'ailleurs remplie d'assurances de dévouement à la personne du prince, fut catégorique sur ce point :

L'appel, dont se plaint Votre Altesse, à la puissance suzeraine de la Porte était commandé dans la circonstance par les intérêts allemands et par les principes du droit international; seul l'aveuglement des partis en Roumanie pouvait y découvrir une atteinte à l'autonomie du pays, telle qu'elle est fixée par les traités...

Puis, après avoir rappelé le courant hostile qui, dès le commencement de la guerre de 1870, s'était manifesté en Roumanie contre l'Allemagne et la partialité des magistrats qui avaient jugé les auteurs des troubles du 22 mars, le chancelier concluait :

C'est donc une chose inattendue pour nous de voir qu'on tend en Roumanie à obtenir, précisément grâce à l'Allemagne, une extension de l'autonomie, ainsi que de nouveaux droits, et à rattacher à l'obtention de ces avantages l'établissement de rapports amicaux. Je crains que l'opinion publique en Allemagne ne comprenne pas qu'elle a à acquérir la faveur du peuple roumain, alors que nous pouvons nous dire que nous n'avons rien fait pour la perdre. Votre Altesse sait qu'elle peut compter avec certitude sur la bienveillance

de Sa Majesté l'Empereur et Roi ainsi que sur celle de son gouvernement et qu'on forme ici les meilleurs vœux pour la prospérité et le bien-être de son pays. Mais Votre Altesse connaît trop bien les besoins de son pays pour ne pas convenir qu'il doit, avant tout, chercher les conditions de cette prospérité et de ce bien-être dans le développement de ses institutions intérieures, dans l'accomplissement fidèle des engagements pris; l'influence exercée en Europe par l'empire allemand profitera largement à la Roumanie, *à la condition que celle-ci apprécie, dans une certaine mesure tout au moins, les sentiments bienveillants qu'on a ici dans bien des cercles à son égard.*

Le 18 avril, jour anniversaire de l'assaut de Düppel (1), le Kronprinz adressait à son cousin Carol une longue lettre dont nous extrayons ce passage :

Lorsque je songe à la marche des événements dans notre patrie allemande, depuis que l'assaut de Düppel a d'abord attiré l'attention du monde sur la Prusse, cela me fait toujours le même effet que si je venais d'écouter, avec une attention soutenue, quelque cours assez long d'histoire, et je suis tout surpris d'avoir été appelé à y jouer un rôle actif. Fasse Dieu que notre peuple continue à garder le naturel sérieux et la modestie qu'il a su conserver malgré tous ses succès! Tant que ces qualités ne nous feront pas défaut, nous nous montrerons dignes d'avoir assisté à de tels actes.

Le Kronprinz ajoute que l'idée d'une restauration de l'empire, *pierre de couronnement de l'unité germanique,* a toujours été parmi ses vœux les plus chers, mais il espérait y arriver par des moyens pacifiques

(1) Cette ville du Sleswig fut prise par les Autrichiens et les Prussiens dans leur guerre contre le Danemark (1864).

et, sans vouloir revenir sur le passé, il croit que l'on aurait pu parvenir au même but sans la guerre. Il termine ainsi :

A ma grande joie, les États voisins ne semblent pas considérer notre unité d'un mauvais œil; c'est déjà beaucoup. Ce qui est certain, c'est que nous ne sommes aimés de personne. Les idées de revanche de la France s'expliquent; elles sont très naturelles, bien que beaucoup d'eau doive couler sous les ponts du Rhin avant que ces dispositions soient traduites par des faits.

Nous ne sommes aimés de personne. L'aveu est digne d'être noté sous la plume du futur Frédéric III.

A peine l'ennuyeuse affaire des chemins de fer était-elle liquidée — provisoirement du moins — que la question israélite, non moins troublante, « revenait sur le tapis. » Des Juifs de Buzeu (Moldavie) se plaignaient d'avoir été maltraités par des chrétiens et de s'être vus ensuite condamnés par la cour d'assises qui avait acquitté, en même temps, « leurs bourreaux. » Cette nouvelle, aussitôt exploitée par la presse judaïque, avait produit une vive sensation en Angleterre comme en Allemagne. L'empereur Guillaume demanda des explications à son cousin Carol, mais, avouait-il, « c'est une tâche difficile d'être obligé de prendre parti pour une race d'hommes trop semblables à ceux que je connais de la Pologne russe. » Tous les cabinets européens, à l'exception de la Russie, prirent fait et cause pour les Juifs de Moldavie. Les

journaux racontaient que des centaines de familles israélites, se trouvant sans asile, avaient été forcées d'*émigrer* (ce qui, malheureusement pour les Roumains, n'était pas vrai). Au Reichstag de Berlin, le docteur Bamberger décrivit, en termes émouvants, les souffrances de ses coreligionnaires et ajouta qu'il était du devoir des puissances d'y mettre un terme. M. Miquel, « malgré sa sympathie pour la cause des Israélites opprimés », répondit qu'il était dangereux d'entrer dans cette voie : « Par des avertissements incessants on exaspérera encore les Roumains, *très jaloux de leur autonomie, aussi bien contre les Juifs que contre leur prince allemand.* » Néanmoins, le Reichstag finit par voter la motion de Bamberger, approuvant les démarches déjà faites par le chancelier de l'empire, et l'invitant à continuer ses efforts en faveur des Israélites roumains. Encouragés par cette victoire, les Juifs voulurent créer un mouvement plus général encore et, dans ce but, ils organisèrent à Bruxelles un congrès pour réclamer les droits politiques en faveur de leurs coreligionnaires moldaves. Ils arrivèrent à un résultat contraire à celui qu'ils avaient escompté.

Il y a quelques mois, écrivait le prince Carol à la date du 17-29 juin 1872, les Israélites jouissaient ici encore de quelques sympathies dans certains cercles, mais depuis qu'ils ont élevé une telle clameur en Europe, depuis que leur presse cosmopolite nous attaque d'une façon indigne et veut obtenir par la force l'émancipation des Juifs, ceux-ci n'ont rien à espérer en Roumanie pour le moment.

Les lettres reçues d'Allemagne par le prince durant les années 1872 et 1873 sont particulièrement intéressantes, en ce qu'elles nous montrent, d'une part, le travail de l'unification allemande qui s'achève, de l'autre, le jugement porté par nos ennemis sur la France, qu'ils se réjouissent de voir absorbée par ses luttes intérieures et décidément rivée à la république (1) : « Nous devons souhaiter que la république avec Thiers au gouvernail se maintienne encore longtemps », avait écrit le prince de Hohenzollern, en janvier 1872. C'est le même vœu qu'exprime le Kronprinz dans une lettre datée du 31 octobre :

« J'ai reçu dans l'Allemagne du Sud, où j'ai inspecté les troupes, une réception telle qu'elle ne saurait être plus cordiale, ni plus brillante dans les vieux pays d'origine. Le sentiment de l'union de toutes les branches de la race allemande a pénétré avec une rapidité et une profondeur merveilleuses dans toutes les parties du pays depuis la restauration de l'empire allemand. Tous se sentent élevés, fortifiés dans l'idée qu'ils sont membres d'un peuple imposant, sentiment que ne pouvaient pas connaitre les trente patries d'autrefois!...

« L'entrevue des trois empereurs a été un événement politique, sans cependant qu'aucun traité ait été conclu à cette occasion. On n'en avait pas besoin, d'ailleurs, car aujour-

(1) C'est le cas de rappeler la réplique de M. Bebel à M. Jaurès au congrès socialiste d'Amsterdam (18 août 1904). « Vous avez un Empereur tandis que nous avons su conquérir la république », avait dit Jaurès. — « Vous vous vantez d'avoir conquis la république », riposta Bebel, « c'est faux. La république, vous ne l'auriez pas, si *notre* Bismarck n'avait pas fait prisonnier votre empereur. »

d'hui les papiers et les protocoles ont peu de fond. Le principal était de prouver d'une façon effective et visible les bonnes relations des trois empires. Puissent-elles être maintenues et les meilleurs gages seront donnés à la paix européenne. Je ne sais pas d'ailleurs ce qui pourrait en amener aujourd'hui le bouleversement, à moins que la légèreté des Français irréfléchis ne trouve un prétexte à querelle.

« Thiers poursuit l'accomplissement plein de loyauté des conditions de la paix et paye quand et comme il peut. *Lui et sa République sont pour le moment ce que la France peut souhaiter de meilleur.* Actuellement, on dit que Chambord et Orléans perdent chaque jour du terrain (1). »

Dans une lettre qu'il faudrait pouvoir citer tout entière et où le prince Ch. Antoine expose ses idées ultra-libérales sur les rapports de l'Église et de l'État, nous relevons le passage suivant :

« La question brûlante de l'empire allemand est en ce moment la question ecclésiastique. Cette affaire soulève beaucoup d'écume, aigrit la vie de famille et recèle incontestablement des dangers d'avenir, car elle met dans la main du parti ultramontain un levier pour intriguer avec succès contre le nouvel empire allemand et l'empereur protestant.

« La France, par hostilité seulement contre l'Allemagne, favorise au plus haut degré Rome et tout ce qui s'y rattache

(1) Au moment où le Kronprinz écrivait cette lettre, M. Thiers allait demander (13 novembre) à l'Assemblée nationale d'organiser définitivement la République. Peu de jours après, Bismarck faisait écrire à l'ambassadeur d'Arnim : « Une France constituée en monarchie aurait pour nous des dangers plus grands que ne le sont ceux que vous apercevez dans l'influence contagieuse des institutions républicaines. *Le spectacle de ces institutions est plutôt fait pour inspirer l'horreur.* » (Voir *Procès d'Arnim*.)

et gagne ainsi les sympathies de nos ultras, qui croient ou voudraient faire croire que la France est le seul refuge du catholicisme et que la Prusse veut tout rendre protestant. Cette tendance est maintenant en France un moyen d'agitation ; le but final est la revanche, mais jamais la glorification de l'Église ! »

Le prince de Hohenzollern, tout en se préoccupant de la surexcitation que les questions religieuses ont provoquée dans le pays, se réjouit du vote de la loi expulsant les jésuites, mais, ajoute-t-il, « on se trompe en attendant une prompte amélioration de cette mesure : à l'heure qu'il est, une grande partie du clergé catholique a été élevée par les jésuites. »

Consulté par l'Empereur, il lui a conseillé de résoudre toujours les questions concrètes avec la plus grande énergie, mais de ne jamais s'engager dans les querelles théoriques et dogmatiques : « l'histoire enseigne qu'on est toujours obligé de venir à composition sur ce terrain. » Pour le moment, il faut, suivant lui, introduire dans la législation le mariage civil, la séparation de l'Église et de l'école et la création d'examens d'état pour les ecclésiastiques ; « mais, après cela, laisser à l'Église sa liberté : l'État n'a pas à s'occuper des dogmes qui relèvent exclusivement de la conscience des fidèles. »

Le vieux prince termine sa lettre en déclarant qu'au point de vue militaire, « l'unification de l'empire s'accomplit sans obstacle, et aussi elle ne reculera

plus jamais; mais les petits souverains sont profondément touchés au cœur de se voir médiatisés aux points de vue militaire et diplomatique ».

Dans les derniers jours de l'année 1872 (suivant le calendrier orthodoxe), on apprit à Bucarest la mort inopinée de Napoléon III.

Le prince Carol aurait été bien ingrat si cette nouvelle l'avait laissé indifférent. Il témoigna, au contraire, une vive émotion et, en envoyant à l'impératrice Eugénie et au prince impérial ses compliments de condoléances, il ajouta ces mots : *Pour moi, le souvenir des bontés de l'Empereur est à jamais gravé dans mon cœur*. En même temps, il écrivait dans son journal, que « la mort de l'ancien protecteur du principe des nationalités, auquel la Roumanie doit son existence comme État, a provoqué dans tout le pays un deuil spontané et sincère ».

Quelques jours après, un service funèbre pour le repos de l'âme de Napoléon III fut célébré, par ordre du gouvernement, *dans toutes les églises du pays*. Vainement le métropolitain avait-il déclaré qu'il est contre les lois de l'Église orthodoxe de célébrer des cérémonies de ce genre pour les croyants des autres confessions; « le prince sut apaiser ses scrupules ».

En même temps, chacune des Chambres chargeait son président d'exprimer, dans un télégramme de condoléances à l'impératrice et au prince impérial, *toutes*

la reconnaissance que le pays doit à l'Empereur (1). M. Thiers s'émut à cette nouvelle. Au lieu de comprendre que la Roumanie, étrangère à nos questions dynastiques, rendait hommage à la France dans la personne du souverain qui nous avait gouvernés pendant dix-huit ans, il déclara aigrement à M. Strat que les Roumains devaient de la reconnaissance à la France et non à Napoléon III. Il se montra particulièrement blessé que les Chambres eussent envoyé des adresses de condoléances, non seulement à l'impératrice, mais au « prince impérial » *avec lequel la Roumanie n'a cependant jamais eu rien à faire.*

« Par la suscription de *prince impérial,* a dit M. Thiers, la Roumanie ferait croire qu'elle considère le fils de Napoléon III comme l'héritier légitime du trône de France et qu'elle envisage l'état de choses actuel dans ce pays comme nul et non avenu. Si j'avais agi strictement suivant les règles des convenances internationales, j'aurais dû rappeler mon agent et rompre toutes relations avec vous. »

Strat a répété au président de la République ce qu'il a déjà dit au ministre des affaires étrangères, que personne à Bucarest n'a songé à offenser la France, à laquelle les sympathies de la Roumanie sont acquises, mais qu'on a simplement rempli un devoir de reconnaissance à l'égard d'un

(1) L'impératrice et le prince impérial remercièrent en ajoutant : « La meilleure consolation qui nous reste est le souvenir de la politique pleine de générosité de l'empereur. »

La reconnaissance des Roumains envers le souverain qui fut leur protecteur n'a pas été éteinte par le temps. Un comité s'est formé à Bucarest pour ériger un monument à la mémoire de Napoléon III, et, chaque année, une adresse de gratitude est envoyée à l'impératrice Eugénie pour l'anniversaire de l'union des Principautés.

bienfaiteur. Et comme il rappelle ensuite toutes les marques d'amitié antérieures que les Roumains ont prodiguées à la France, le ton de Thiers s'adoucit sensiblement.

Les réflexions de l'agent roumain sur la situation intérieure de la France au début de l'année 1873 sont aussi intéressantes à noter : il dit qu'une sorte d'armistice est intervenu entre M. Thiers et la majorité de l'Assemblée nationale, mais que la situation reste singulièrement tendue, « la majorité s'opiniâtrant à vouloir imposer à la France un roi qu'elle n'a pas et qu'elle n'aura probablement jamais, en raison du désaccord qui existe dans le camp monarchique, et les adeptes de la république étant également divisés en deux camps. »

Tandis que les monarchistes sont réactionnaires au plus haut degré, les républicains gambettistes appartiennent à cette école qui a malheureusement fait des prosélytes dans toute l'Europe, et qui consiste à gouverner avec des discours vides de sens, des banquets, des harangues, des manifestations dans les rues et tout l'attirail habituel de la démagogie vulgaire; les républicains modérés ne sont par contre ni assez nombreux, ni assez actifs pour prendre le dessus.

Strat en augurait que « malgré la vigueur juvénile et l'immense talent de M. Thiers, la France devait subir encore bien des secousses avant d'en arriver à un état stable ».

Passant aux affaires d'Espagne, où la monarchie éphémère d'Amédée venait d'être renversée, Strat se félicitait que le prince Léopold de Hohenzollern eût

échappé à cette épreuve en renonçant à la couronne, et il ajoutait : « les événements espagnols fortifient la conviction tant de fois tristement établie que *la race latine est à peu près ingouvernable* ».

Le peuple roumain et son souverain devaient heureusement donner un éclatant démenti à cette conclusion pessimiste.

CHAPITRE X

(1873-1875). — Opinion du prince de Hohenzollern sur l'établissement de la république en France et la persécution religieuse en Allemagne.
La Roumanie en marche vers l'indépendance.

Depuis quelque temps le prince « roulait en lui-même, — ce sont ses expressions, — le projet de délivrer son pays des liens indignes qui l'attachent à la Turquie : j'ai la conviction, écrit-il au commencement de l'année 1873, que la Roumanie n'a plus besoin de la Sublime Porte. » Pour calmer l'effervescence qu'une pareille démarche va provoquer en Europe, il veut entreprendre, en même temps, le règlement de la situation des Israélites roumains. Nous le voyons, à cette époque, se rapprocher encore davantage des souverains de Monténégro et de Serbie. Le prince Nikita accueille admirablement l'agent roumain qui lui est envoyé et développe devant lui « le plan détaillé d'une confédération des Balkans, en exprimant l'espoir que le prince Carol prendrait l'initiative de cette confédération et se mettrait à sa tête ». De tels projets étaient faits pour séduire Carol et pour raviver encore son désir de secouer le joug turc ; à partir de

ce moment, il revient sans cesse à cette idée dans ses notes ; il la soumet au conseil des ministres, qui juge que le moment n'est pas encore venu. Étant allé à Vienne, au mois de juin 1873, pour visiter l'Exposition universelle à laquelle la Roumanie a pris part, il a un long entretien avec le premier ministre Andrassy et lui déclare que les relations avec l'empire ottoman commencent à devenir insupportables par la mesquinerie avec laquelle on suscite, à tout propos, des difficultés à Constantinople : « J'ai la conviction, ajoute-t-il, qu'après avoir brisé ses liens de vassalité, la Roumanie, maîtresse d'elle-même, sera une amie bien plus sûre pour la Porte et je projette sérieusement de proclamer l'indépendance du pays » (1). Quelques jours plus tard, il exposera la même idée à Bismarck. Beaucoup mieux accueilli à la cour de Vienne que lors de son premier voyage, il a les conversations les plus cordiales avec l'Empereur et se montre frappé de l'intelligence vive et de l'esprit prématurément développé du malheureux archiduc Rodolphe, alors âgé de quinze ans. Quant à l'impératrice Élisabeth, il n'en parle que pour vanter « sa beauté classique atténuée par une ombre de froideur » . L'impératrice Augusta, qui reçoit, en même temps que son parent Carol,

(1) Au cours de cet entretien, le comte Andrassy, assurément plus magyar qu'autrichien, déclara que « la campagne de Sadowa n'avait pas été un malheur, car l'empire austro-hongrois en était sorti plus fort et la défaite militaire avait conduit à une plus grande unité politique ».

l'hospitalité de la Hofburg, paraît apprécier plus particulièrement l'amabilité de François-Joseph.

Quelques jours après, la venue du prince à Ems est chaleureusement fêtée par l'empereur Guillaume, mais cela s'explique parce que l'empereur Guillaume est cousin du prince, et le sultan se montre beaucoup plus blessé de l'accueil que Carol a reçu à la Hofburg; il en veut aussi à Milan de Serbie qui, à son tour, est allé à Vienne sans avoir obtenu l'autorisation de son suzerain! Peu à peu, la Turquie voit ainsi ses vassaux lui échapper l'un après l'autre. Elle porte ses doléances jusqu'au Tsar, qui se refuse à les écouter (1). Dès lors, Carol n'hésite plus à afficher ouvertement son indépendance et, au mois d'octobre 1873, il fait savoir que dorénavant *il n'acceptera plus aucune lettre vizirielle.* « Son agent à Constantinople, d'une part, de l'autre, son premier ministre, sont là pour recevoir les communications de la Porte. »

Les lettres adressées par le prince de Hohenzollern à son fils dans les derniers mois de l'année 1873 contiennent de curieuses appréciations sur les affaires de France, qu'il juge, bien entendu, à un point de vue

(1) Abd-ul-Aziz se consolait de ses déboires en donnant de belles fêtes au shah de Perse. « Celui-ci, en quittant Constantinople (écrit le prince Carol), était devenu le meilleur ami du sultan. Au début, chacun des deux souverains se plaignait de ce que le cérémonial accordait de trop grandes préséances à l'autre; mais lorsque le shah eut déclaré que de tous les princes qu'il avait vus au cours de son voyage Abd-ul-Aziz était celui qui lui avait produit la plus grande impression, l'amitié fut vite établie entre eux. »

tout différent du nôtre; ainsi, à ses yeux, « la condamnation de Bazaine est une monstruosité; pourquoi pas Mac-Mahon aussi et tous les autres généraux battus? » Dans une autre lettre, il déclare qu' « en France, cela ne pourra durer plus longtemps; l'extrême droite est par trop folle et la personnalité de Mac-Mahon n'offre de garantie d'aucun côté ». Parlant de l'échec des tentatives de restauration royaliste, au lendemain de la fameuse lettre de M. le comte de Chambord, il ajoute cette phrase significative : *il vaut mieux pour nous que les choses se soient passées ainsi.* En cette circonstance comme dans les autres, le vieux prince se montre entièrement d'accord avec Bismarck qui, déjà furieux de voir M. Thiers remplacé par le Maréchal à la présidence de la république, allait faire condamner par les tribunaux le comte d'Arnim, qu'il accusait d'avoir approuvé ce changement et de se montrer favorable au rétablissement de la royauté en France. L'ambassadeur, instrument fort indocile entre les mains de Bismarck, avait-il donc oublié cette menace proférée par le chancelier : *le ministre allemand qui contribuerait à placer une monarchie au sommet et à renforcer la France par des alliances extérieures serait passible de la rigueur des lois?* (1)

(1) Le comte d'Arnim, qui ne nous était nullement sympathique, n'avait rien fait pour mériter un tel reproche de son chef, mais il avait paru craindre que le maintien des institutions républicaines en France ne fût un dangereux exemple pour l'Allemagne. Bismarck le

A propos de la guerre déclarée par le chancelier au clergé catholique, le prince Charles-Antoine écrit :

Je suis affligé qu'on ait dû en arriver là, mais je l'avais prévu, car l'habitude, enracinée depuis trente ans, de céder à toutes les exigences de Rome plutôt que de lui résister vigoureusement, ne pouvait pas durer plus longtemps. Maintenant que nous sommes engagés dans ce combat, nous devons le poursuivre, et l'Autriche commence très opportunément à suivre le même procédé.

Je suis contrarié qu'on émette constamment l'idée que le gouvernement veut fouler aux pieds les institutions de l'Église catholique, quand tout homme bien pensant sait que rien n'est plus éloigné de nos intentions.

Dans plusieurs lettres, le prince n'hésite pas à déclarer que « le gouvernement a le droit de son côté dans la lutte avec Rome. » Il approuve les lois de mai ; il condamne seulement leur *application mesquine :* « toujours des coups d'épingle, jamais une opération courageuse pour guérir la plaie ! »

Nous ne devons pas nous étonner de lire de pareilles appréciations sous la plume d'un Hohenzollern catholique à une époque où un prince de l'Église, le car-

réprimanda en ces termes : « Je suis persuadé qu'aucun Français ne songerait jamais à nous aider à reconquérir les bienfaits de la monarchie, si Dieu faisait peser sur nous les misères d'une anarchie républicaine. C'est une qualité éminemment allemande, que de montrer une pareille bienveillance pour le sort d'un voisin hostile. Mais le gouvernement de Sa Majesté a d'autant moins de raison de suivre ce penchant peu pratique... depuis l'*experimentum in corpore vili* fait par la Commune, sous les yeux de l'Europe... la France est pour nous un salutaire épouvantail. » (Dépêche du 20 décembre 1872 produite au procès d'Arnim.)

dinal de Hohenlohe, poussait la courtisanerie envers Bismarck au point de lui témoigner une fâcheuse admiration pour la politique du *Kulturkampf* et traitait les jésuites de *fléau des nations* (1) !

Le 9 avril 1874, le prince et la princesse de Roumanie étaient cruellement frappés par la mort de leur fille unique enlevée à l'âge de trois ans et demi. Les malheureux parents eurent la triste consolation de voir le pays tout entier s'associer à leur deuil (2). Sitôt que le prince eut le courage de se remettre au travail, ce fut pour reprendre l'idée qui le hantait depuis longtemps. Il demanda conseil à de Moltke sur l'emploi de 8 millions de francs que la Chambre venait de voter pour l'armée : le vieux maréchal feignit de ne pas comprendre le but auquel tendait Carol. « La Roumanie, lui répondit-il, n'a pas besoin d'une grande armée permanente ; elle ferait mieux de s'appliquer à développer ses riches trésors naturels. Si

(1) Voir la correspondance de Bismarck (*Aus Bismarcks Briefwechsel*) publiée par Horst Kohl.

(2) Le prince, remerciant le pays, dans la personne du premier ministre, des marques d'attachement qui lui avaient été données de toutes parts, disait :

« Le plus doux souvenir que notre fille défunte nous ait laissé comme un précieux trésor est son amour sans bornes pour la Roumanie où elle était née, amour si intense que, malgré son jeune âge, elle avait été prise du mal du pays pendant son premier séjour à l'étranger.

« *La religion de notre enfant,* la langue qu'elle parlait, ont acquis pour nous une nouvelle consécration, car chaque mot roumain nous apportera désormais un écho de sa voix, que nous n'entendrons plus jamais sur cette terre ».

l'armée roumaine comptait 10,000 hommes en temps de paix et 25,000 en temps de guerre, ce serait pleinement suffisant, car elle n'aurait qu'à veiller au maintien de l'ordre dans le pays. Combien serions-nous heureux en Allemagne, ajoutait cet homme de guerre, de pouvoir consacrer à d'autres objets qu'aux armements les centaines de millions que nous dépensons ! »

Peu de temps auparavant, le général J. Ghika, agent de Roumanie à Constantinople, avait eu un long entretien avec l'ambassadeur d'Allemagne. von Eichmann, qui lui avait adressé ce reproche : « Comme tous vos compatriotes, et la presse roumaine en particulier, vous parlez avec trop peu de respect de *la cour suzeraine!* » Et, Ghika voulant protester : « Le feu est plus près de la Roumanie qu'on ne le croit, ajouta l'ambassadeur; seule, sa vassalité peut la sauver. *L'Allemagne sait très bien ce qui se passe dans les Principautés et n'a, d'ailleurs, pas oublié les sentiments dont les Roumains sont animés contre les Allemands.* »

Carol ne se tint pas pour battu. Il était encouragé, d'ailleurs, par l'état-major allemand qui, dans un long travail présenté au prince, disait, au contraire : « En cas de conflit avec la Turquie, le but indiqué pour la Roumanie semble être de rassembler l'armée auprès de Bucarest, du côté du Danube, pour faire front à l'invasion... L'armée est le soutien de l'État

et, *en Roumanie, où l'on doit envisager tant d'éventualités différentes, le soin et l'instruction de l'armée doivent être la préoccupation principale.* » Peu de temps après, le prince envoyait des officiers compléter leur instruction en Prusse.

Au mois d'octobre 1874, au retour d'un voyage en Allemagne et en Angleterre, il invita de nombreux officiers étrangers à assister aux manœuvres, ainsi qu'à la bénédiction des nouveaux drapeaux et à leur distribution aux régiments de son armée réorganisée. Cette cérémonie provoqua l'enthousiasme de la foule. De leur côté, les étrangers furent unanimes à constater que l'armée roumaine était en train de devenir une force avec laquelle on serait bientôt obligé de compter.

Les officiers turcs venus aux exercices ouvrirent les yeux tout grands, et le colonel Asiz-Bey dit à l'anglais : « C'est sérieux, je ne m'attendais pas à cela. » Combien les temps sont changés! s'écriait-on de toutes parts. Jadis les princes roumains se confondaient dans la suite d'un Omer-Pacha, d'un Coronini, d'un Gortchakov, et ensemble, avec ceux-ci, passaient en revue des troupes turques, autrichiennes ou russes. Aujourd'hui le prince, entouré d'officiers étrangers, passe en revue les troupes nationales!

Encouragé par ces succès, le souverain roumain prend de plus en plus les allures du chef d'un État libre : il négocie un traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie, malgré les protestations de la Porte; il hâte la formation de l'armée territoriale dont la création a

été votée par le Parlement; le 8/20 novembre, jour de l'inauguration de la statue de Michel le Brave (œuvre de notre sculpteur Carrier-Belleuse) sur la place de l'Université, parlant pour la première fois au peuple assemblé, il profite de l'occasion pour tenir un langage belliqueux dans lequel il pressent *l'heure où la Roumanie se lèvera comme un seul homme pour faire son devoir*. Au début de l'année 1875, donnant audience à un diplomate espagnol chargé de lui annoncer l'avènement d'Alphonse XII, le prince Carol a soin de recevoir cet envoyé « avec une grande solennité, afin de souligner la courtoisie du jeune roi qui implique une espèce de reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie » . On se montra très irrité, à Constantinople, en apprenant cette nouvelle. Le grand vizir déclara que la Porte ne reconnaîtrait pas la monarchie espagnole tant que satisfaction n'aurait pas été donnée au sultan. L'Espagne se contenta de répondre qu'elle n'avait pas eu l'intention de blesser la Turquie en remplissant un acte de courtoisie envers le prince Carol, et le grand vizir se tint pour satisfait.

A ce moment grondait, dans les Balkans, l'orage précurseur de la guerre d'Orient. Au Monténégro, le prince Nikita réclamait le prompt châtiment des Turcs-Albanais qui avaient massacré plusieurs de ses sujets; en Bosnie et en Herzégovine, la population chrétienne se refusait à payer les contributions arbitraires dont on la surchargeait. Les Serbes se formaient en bandes

pour voler au secours de leurs frères opprimés; mais leur pays, mal gouverné, était déjà miné par des intrigues de toute nature. Dès cette époque, les sujets de Milan Obrenovitch se montraient mécontents de leur étrange souverain : ils lui reprochaient ses folles prodigalités, son despotisme, ses séjours prolongés à Paris, ses dettes criardes.

Au Palais, écrivait M. Sturdza, agent de Roumanie à Belgrade, on vit d'expédients en empruntant de tous côtés. Les lettres de change arrivent journellement de l'étranger et ne peuvent être payées. Bien des gens ici, même des paysans, ont de l'argent à recevoir. La liste civile a été prise pour six mois d'avance.

Beaucoup de Serbes jetaient les yeux sur le prince de Monténégro, en demandant que leur pays fût réuni au sien. C'eût été, par la suite, un bien, et pour le Monténégro, trop pauvre pour se suffire à lui-même, et pour la Serbie, qui, tant qu'elle n'aura pas de débouché sur la mer, restera sous la dépendance économique de l'Autriche-Hongrie. C'est bien ainsi que l'entendait cette puissance. Aussi, au moment même où les Serbes se préparaient à tendre la main à leurs frères de la Montagne-Noire, l'empereur François-Joseph eut-il soin de faire, le long de la côte dalmate, un voyage destiné à se concilier les sympathies de tous les Slaves de ces régions. Le monarque atteignit le but qu'il s'était proposé :

Jusqu'à présent — continuait M Sturdza, — toutes les

populations slaves de l'ouest de la péninsule considéraient le prince de Monténégro comme leur chef naturel, mais maintenant, depuis le voyage en Dalmatie de l'empereur d'Autriche, dont l'affabilité a conquis tous les cœurs, il est devenu clair à leurs yeux que le prince de Monténégro n'est, après tout, qu'un bien petit personnage, en comparaison du « tsar » de Vienne. Dans l'idée de ces populations, il y a trois tsars : celui de Constantinople, celui de Moscou et celui de Vienne. Ce dernier vient de se révéler à eux comme le plus proche et le plus puissant et il a relégué ainsi les deux autres à l'arrière-plan. Le prince Nikita l'a très bien compris et se serait, à cause de cela, très volontiers dispensé de se présenter à l'empereur d'Autriche, malgré toutes les marques d'honneur qu'on lui a prodiguées.

Cependant le soulèvement de l'Herzégovine prenait un caractère de plus en plus menaçant que la Porte s'efforçait vainement de nier. Les insurgés avaient lancé un manifeste dans lequel ils disaient : « Pendant quatre cents ans, nous avons été des *raïas* et traités comme du bétail. Nous voulons désormais être des hommes. Dieu soit avec nous! » A leurs bandes venaient chaque jour se joindre des Monténégrins et des Serbes encouragés sous main par la Russie, et même par l'Autriche qui, tout en formant publiquement des vœux peu sincères pour la paix, projetait déjà de s'enrichir des dépouilles turques, sans avoir à tirer l'épée; elle comptait sur les Balkaniens pour se charger de la besogne et vérifier une fois de plus le *sic vos non vobis* du poète (1). Les Serbes,

(1) Le prince Carol note dans son journal (12/24 septembre 1875)

« surexcités au plus haut degré et s'abandonnant aux pires illusions sur leur force militaire », allaient contraindre leur prince à entreprendre la guerre malgré lui, au moment où il songeait uniquement à faire la cour à sa belle fiancée, Mlle Nathalie Kechko, appartenant à une famille russe (1) : mariage d'amour qui devait si mal tourner par la suite! En annonçant à la Skoupchtina son mariage avec une Russe, le prince Milan déclara qu' « il croyait remplir ainsi un vœu de son peuple attaché à la nation moscovite par les liens de la religion, du sang et tant de précieux souvenirs ». Abordant les difficultés de l'heure présente, le prince exprima l'espoir que « la sagesse du sultan et des grandes puissances parviendrait à rétablir la tranquillité ». Mais le peuple serbe ne l'entendait pas ainsi et M. Sturdza nous révèle, en ces termes, la singulière comédie qui se jouait à Belgrade :

Les débats de l'adresse à la Skoupchtina ont duré quatorze jours. Les séances ont été secrètes, car le gouvernement, pour donner satisfaction en même temps à la pression de l'étranger en vue du maintien de la paix et à l'opinion publique serbe, qui fait appel à la guerre, a proposé à la représentation du peuple deux projets d'adresse différant essentiellement par le fond et qui ont été adoptés tous les deux : la première, destinée à la publicité, exprime l'espoir

que l'Autriche ne désarme pas les fugitifs qui passent sa frontière; elle les renvoie, au contraire, mieux armés aux insurgés.

(1) « La future princesse ne veut être *que Russe*, écrivait-on de Belgrade au prince Carol; elle renie son origine roumaine. »

du pays de voir les complications bosniaques aboutir à une solution pacifique ; la seconde, qui doit être tenue secrète, réclame avec énergie que la Serbie soutienne la révolte des frères d'origine et mette à la disposition du prince 3 millions de ducats et une armée de 40,000 hommes en lui rappelant tout ce que le pays est en droit d'attendre d'un Obrénovitch.

Partout en Serbie on parle de guerre, et des secours de toute sorte sont donnés aux insurgés ; des convocations militaires sont ordonnées et toutes les classes de la milice appelées sous les armes. Mais, par contre, toutes les communications et les documents officiels sont formulés dans le sens de la neutralité.

Le prince Milan doit prendre maintenant une décision : ou bien essayer de se rendre maître de la situation ou suivre le torrent de l'opinion publique travaillée par la Russie.

Le Monténégro n'attend que le premier mouvement de la Serbie pour se déchaîner de son côté, et la Turquie devra alors rassembler toute sa force armée ; il y a déjà, pour le moment, 35,000 hommes en Bosnie et en Herzégovine et ils ne parviennent cependant pas à étouffer l'insurrection.

Un mois plus tard, la fermentation ne faisant qu'augmenter en Serbie, Carol mandait au Kronprinz :

Le jeune prince (Milan) va à la guerre ou à la révolution. Et il est précisément dans sa lune de miel avec sa jolie femme, qui est étroitement apparentée avec toutes les grandes familles de la Moldavie. Cependant les Serbes auraient vu leur ambition mieux satisfaite par le choix d'une *véritable princesse* comme souveraine.

Plus éloigné du théâtre des événements, et ne sentant pas encore son armée prête pour une campagne, le prince Carol tâchait de gagner du temps. « Personne, en Europe, ne se sent disposé à chercher noise

aux Turcs, lui avait écrit le Kronprinz; toutes les puissances éprouvent, au contraire, une aversion marquée à voir remettre sur le tapis la question d'Orient. » — « En Roumanie, répondit Carol, on ne pense qu'à faire des chemins de fer, des routes, des écoles; on ne se laissera pas entraîner à des démarches inconsidérées par les agitations des pays voisins. » Mais il se préparait en silence pour l'heure où il pourrait entrer avec succès dans la lutte. « L'Orient chrétien, disait-il à son père, en a assez de la mauvaise administration turque... La grande diplomatie est impuissante à résoudre la question orientale, *qui ne peut être résolue qu'en Orient même, sur le théâtre de la guerre, avec le concours des peuples directement intéressés*. Notre politique d'aujourd'hui est d'attendre et de tirer parti des événements : la ruine financière de la Turquie contribuera à nous y aider. »

En effet, l'*homme malade* semblait, à ce moment, toucher à une de ces crises qui, bien des fois déjà, ont fait croire à l'Europe attentive qu'il entrait en agonie. La banqueroute le menaçait. Aucun employé ne recevait même l'acompte habituel sur ses appointements arriérés (à cet égard, la situation n'a guère changé depuis lors) et, tandis que le sultan repoussait toute réduction sur sa liste civile de 50 millions, les troupes ne touchaient pas leur solde; pour la leur payer, la Porte demanda à la Roumanie de verser son tribut d'avance. Le moment était mal choisi. La Rou-

manie (dont la situation financière était, d'ailleurs, aussi très critique) répondit par un refus absolu, basé sur ce motif d'une sanglante ironie : qu'elle-même avait besoin d'argent *pour des dépenses militaires urgentes !*

Une vive irritation se manifestait alors, à Constantinople, contre le sultan Abd-ul-Aziz, qui allait *être suicidé* (comme on l'a dit spirituellement) quelques mois plus tard. On s'indignait de le voir engloutir des sommes énormes dans des gaspillages absurdes, tandis que le Trésor était à sec, et que les soldats, chargés de défendre son trône, mouraient de froid et de misère. Incapable de diminuer ses propres dépenses et de réformer aucun des abus criants qu'on reprochait alors, comme aujourd'hui, à l'administration turque, Abd-ul-Aziz se montrait pourtant alarmé de la situation. « Il a beaucoup vieilli, disait-on au prince Carol en décembre 1875, ses cheveux et sa barbe sont tombés par places, ce qui lui donne un aspect effrayant... Il est persuadé qu'on lui a jeté un sort, et il passe son temps à se faire désensorceler; mais ses éternelles demandes d'argent sont restées les mêmes, et sa passion pour les coqs, surtout noirs, est toujours aussi vive. Malgré l'anxiété qu'il éprouve d'être détrôné, il accapare pour lui seul tout l'argent qui rentre. »

Dans une lettre adressée à son père à la même époque, Carol constate qu'enfin la Turquie semble

abandonnée par l'opinion publique de l'Europe, *même par l'Angleterre,* dont les sympathies pour la Porte l'ont souvent agacé (1). Et il insiste sur cette idée naguère exprimée par Bismarck, que la Roumanie doit devenir *la Belgique du bas Danube;* il est du devoir de l'Europe de hâter une solution « qui sera pour elle une garantie de la paix en Orient ».

« Nos deux pensées se sont rencontrées », répond le prince de Hohenzollern :

« Je reçois ton importante lettre du 27 de ce mois et je t'écris sous l'impression encore fraîche de tes lignes. En peu de temps, la question orientale est devenue mûre pour une solution et ce qui n'était à attendre que dans quelques

(1) Durant son séjour à Londres, en 1874, Carol constatait avec chagrin que « la Roumanie y est une *terra incognita*; les sympathies pour la Turquie sont telles qu'il est inutile de lutter contre cette marotte ». Quelques mois plus tard (janvier 1875), le savant professeur allemand Max Müller écrivait au prince : « La disposition des esprits en Angleterre n'a pas changé; on tremble de tous ses membres lorsqu'une dépêche arrive du Danube, et cela pour deux raisons topiques : l'humanité est esclave de la phrase, et la phrase *integrity of the Ottoman Empire* est pour les Anglais aussi naturelle que *Britannia rules the waves.* De pareilles maximes sont plus fortement incrustées dans la politique anglaise que dans la politique française et allemande. La seconde raison réside dans les fonds turcs. »

Depuis que ces lignes ont été écrites, la situation s'est un peu modifiée : en 1898 nous avons vu l'intégrité de l'empire ottoman surtout défendue par l'empereur allemand qui a choisi le lendemain des massacres d'Arménie et de Constantinople pour se poser en champion et en protecteur du sultan.

Quant à la raison tirée des fonds turcs, elle persiste toujours : la Bourse a exercé une influence décisive sur l'attitude du concert européen à l'égard des Grecs et des Crétois. « Deux puissances surtout, — a écrit M. Lavisse, — sont sorties victorieuses de la dernière crise orientale : l'Allemagne et la Finance. »

années est déjà arrivé aujourd'hui. Le principal est que la France et l'Angleterre commencent enfin à comprendre qu'il n'y a rien à faire pour venir en aide à *l'homme malade*. La Turquie succombe au krach financier dont elle est seule coupable. Pour l'observateur éloigné, il est intéressant de constater que tous les regards sont portés sur la Roumanie, dont l'attitude mesurée est l'objet de la reconnaissance générale.

« Une telle conduite est le seul moyen de préparer l'Europe à l'indépendance imminente de ton pays; cette indépendance doit être la résultante de la conviction où l'on sera de son caractère indispensable et ne plus surprendre personne le jour où elle s'accomplira.

« Je te félicite de ta réserve politique et de l'art de l'expectative que tu t'entends à pratiquer en présence de l'impatience propre au caractère national roumain. Toute démarche précipitée serait une grande faute et ne serait pas même excusable si le repos du pays était en jeu. L'Europe entière ferait front contre la Roumanie dans le cas où celle-ci donnerait lieu à une conflagration universelle... »

Le prince Charles-Antoine ajoute que « l'empire allemand doit se réserver pour mettre, au moment décisif, son poids dans un des deux plateaux de la balance où seront pesés les intérêts russes et les intérêts autrichiens, et cela du côté qui présentera des profits réels pour l'empire d'Allemagne ». Telle fut, en effet, deux ans et demi plus tard, l'œuvre de Bismarck au congrès de Berlin, où, en dépit des victoires russes et du traité de San-Stefano, il fit pencher fortement la balance du côté de l'Autriche, inaugurant pour elle cette politique du

Drang nach Osten qui a été si profitable à l'Allemagne.

Résumant la situation au moment de clore l'année 1875, Carol écrit :

La Porte sait que Bulgares, Serbes et Monténégrins n'attendent que le printemps pour se soulever; ils espèrent entraîner avec eux la Grèce, ou l'amener, tout au moins, à faire valoir de nouveau ses prétentions sur la Crète. La Russie veut obliger le Sultan à se jeter dans ses bras comme dernière tentative de salut. Un mouvement en Crète est préparé sournoisement par les Anglais, dans le but de placer cette île sous le protectorat britannique. La Porte espère toujours arriver à quelque chose par des palliatifs, mais le comte Zichy déclare au grand vizir que l'Europe trouve insuffisantes les réformes récemment annoncées. Ignatiev est tourmenté par l'attitude de l'Autriche-Hongrie, parce qu'*il redoute qu'elle se substitue à la Russie* en face des populations slaves de la Turquie : de là, résultent des tiraillements entre les deux ambassadeurs. Le représentant de l'empire d'Allemagne (baron de Werther) se renferme dans une réserve absolue : *il fait le mort*. Tout le monde est anxieux de ce que le printemps prochain pourra apporter, et les populations mahométantes de la Turquie se sentent peut-être encore moins rassurées que les populations chrétiennes.

C'est sur ces mots que se termine le deuxième volume des Mémoires du roi de Roumanie. Nous voici parvenus à la veille du moment où va éclater cette guerre d'Orient, dans laquelle la Roumanie jouera un rôle brillant. Le volume suivant présente un intérêt tout particulier : nous avons assisté aux

commencements pénibles du règne, aux innombrables difficultés politiques, financières, religieuses, que le prince a eu à surmonter journellement durant cette période. Nous touchons maintenant à l'heure glorieuse où, récoltant ce qu'il a semé, il va décidément rompre avec la Turquie, proclamer l'indépendance du pays, mener sa jeune armée à la victoire, après avoir, en quelque sorte, imposé son concours à la Russie, et enfin, malgré les mécomptes du traité de Berlin, élever sa principauté au rang de royaume. Mais c'est à partir de ce moment aussi que le prince Carol, désormais populaire et aimé de ses sujets, profitera du dépit que leur a causé l'abandon forcé de la Bessarabie au Tsar, pour les orienter insensiblement du côté de l'Allemagne et les jeter enfin, malgré leurs préventions et leurs griefs, dans les bras de la Triplice.

CHAPITRE XI

(1876). — Insurrection de l'Herzégovine. — Le prince Carol attend le moment propice pour suivre cet exemple. — Chute du ministère conservateur. — J. Bratiano président du conseil.

Au moment où s'ouvre l'année 1876, gronde, depuis sept mois déjà, l'orage précurseur de la tempête qui, d'Herzégovine, va s'étendre en Bosnie et, de là, se déchaîner sur toute la péninsule des Balkans. Surchargés d'impôts, accablés de mauvais traitements, les raïas cherchent à secouer le joug intolérable qui pèse sur eux. Le gouvernement de la Porte, habitué à dompter facilement les révoltes de ses sujets chrétiens, ne s'est pas ému, tout d'abord, de cette levée de boucliers. Mais voici qu'en peu de temps, le mouvement prend une extension considérable. Bientôt il s'étend le long de la vallée de la Narenta, jusqu'aux frontières dalmates. Les troupes turques, envoyées pour le réprimer, sont battues dans plusieurs rencontres et l'insurrection grandissante se fortifie du concours des volontaires qui lui arrivent de Serbie et du Monténégro. Le sultan, se rendant compte enfin du danger, recourt à un vieux procédé qui a souvent réussi et, pour pacifier le pays, il annonce des ré-

formes (1), réédition de celles que contenaient déjà les chartes solennellement promulguées par ses prédécesseurs en 1836 et en 1856 et qui n'ont jamais été exécutées. — Notons, en passant, la promesse de choisir à l'avenir les *zaptiés* (gendarmes) *parmi les gens honnêtes!* — Instruits par une dure expérience et, d'ailleurs, encouragés par leurs premiers succès, les raïas d'Herzégovine et de Bosnie ne veulent rien entendre : ils disent *qu'un firman ne vaut pas l'écorce d'un haricot* et se montrent résolus, cette fois, à secouer la domination qui, depuis quatre cents ans, pèse cruellement sur eux. L'Autriche intervient alors (30 décembre 1875), dans la personne de son premier ministre Andrassy qui, dans une note longue et précise, appuyée par les grandes puissances, énumère les causes qui ont provoqué l'insurrection et invite la Porte à accorder enfin réellement à ses sujets chrétiens ce qu'elle leur promet vainement depuis tant d'années : liberté religieuse, égalité avec les musulmans devant la loi, abolition de l'affermage de l'impôt, emploi du produit des contributions directes pour les besoins locaux, revision des lois régissant les propriétés (dont la presque totalité appartient aux musulmans), etc.

Parlant avec éloge de la note Andrassy, le prince Carol exprime cependant des doutes sur le succès

(1) Iradé du 2 octobre et firman du 12 décembre 1875.

qu'elle peut obtenir. Après de longues hésitations, Rechid-Pacha, ministre des affaires étrangères de Turquie, a fini par y adhérer (7 février) et les ambassadeurs sont parvenus à apaiser la colère qui s'était emparée du sultan à cette nouvelle; mais il est peu probable que celui-ci tienne des engagements pris de fort mauvaise grâce; la Russie elle-même ne semble pas le désirer.

Les ambassadeurs travaillent les uns contre les autres. Le grand vizir Mahmoud est absolument sous l'influence du général Ignatiev, qui, dit-on, ne voudrait pas autrement voir le mouvement réprimé, parce qu'il est dans l'intérêt de la Russie que le mécontentement à l'égard de la Turquie continue dans les populations chrétiennes (1).

Le comte Ignatiev ne voudrait pas non plus laisser à l'Autriche le succès diplomatique d'avoir pacifié les provinces soulevées. L'Angleterre s'est associée à la note en faisant des réserves expresses sur des démarches ultérieures à entreprendre auprès de la Porte, mais maintenant elle se rend compte qu'elle a travaillé ainsi dans l'intérêt de la Russie. Les Turcs eux-mêmes sont convaincus au fond qu'ils ne réussiront pas de sitôt à réprimer la révolte. Ils ont rejeté l'offre du prince du Monténégro qui leur proposait de leur servir d'intermédiaire.

De fait, ainsi qu'il fallait s'y attendre, les insurgés méfiants et trouvant, d'ailleurs, insignifiantes les réformes promises, refusèrent de poser les armes tant que les troupes turques n'auraient pas évacué

(1) Ignatiev était, depuis 1864, ambassadeur de Russie à Constantinople où il avait su prendre un ascendant considérable.

l'Herzégovine. Aussi le soulèvement, loin de s'apaiser, se propagea bientôt jusqu'en Bulgarie où circulait une pétition réclamant du sultan la transformation du vilayet en un royaume gouverné par un souverain constitutionnel. Pour réprimer l'insurrection, la Porte, qui venait de faire banqueroute, avait une armée considérable... sur le papier, très insuffisante en réalité, composée de soldats en haillons. « Quinze cents d'entre eux », écrit le prince à la date du 8 février 1876, « sont morts de froid et de faim ». Et il montre les finances turques aux abois, le sultan Abd-ul-Aziz incapable de modérer le luxe et la prodigalité de sa cour, mais sentant gronder le mécontentement général et vivant (comme aujourd'hui Abd-ul-Hamid) dans des terreurs folles, qui le font se cantonner dans ses appartements, ne voulant voir personne : « il déclare être arrivé à l'extrême limite des concessions. Son état physique est mauvais, il souffre d'insomnie et craint d'être assassiné ». La suite a prouvé que ces craintes n'étaient pas chimériques.

Écrivant à son père, Carol signale la forte rivalité qui se cache sous les dehors d'une entente commune entre la Russie et l'Autriche, et les démarches secrètes que font auprès de lui les représentants de ces deux puissances, pour le sonder et connaître ses dispositions. Il s'inquiète d'un propos tenu par le général Ignatiev qui a déclaré aux ministres turcs, en présence de l'envoyé roumain J. Ghika, que son gou-

vernement prendrait les Principautés danubiennes comme gage, aussitôt que les Turcs occuperaient la Serbie et le Monténégro. « C'est une chose connue, ajoute Carol, que tout ce que dit cet ambassadeur ne doit pas être pris au poids de l'or; cependant, ce sont là des paroles dont il est impossible de ne pas tenir compte. »

Cela prouve de nouveau combien il serait désirable et nécessaire de faire de la Roumanie une seconde Belgique et de la protéger ainsi contre tout caprice d'une agression. Nous sommes résolus à repousser, les armes à la main, toute agression, de quelque côté qu'elle vienne. Il va de soi que nous ne pourrons pas résister à une grande puissance, mais nous pourrons sauvegarder notre individualité à son égard sans courir, comme autrefois, tel un peuple affranchi au-devant de l'envahisseur.

Personne ne sachant ce qui peut se passer au printemps, nous nous préparons comme s'il devait y avoir la guerre. Toutes les dépeuses que nous sommes forcés de faire sont très lourdes pour le pays, mais personne ne s'en plaint.

Le prince ajoute que tous les regards sont portés sur le Monténégro qui jouit d'une grande considération parmi les Slaves, et pour lequel les Turcs eux-mêmes ont du respect. « Le prince Nikita, avec lequel j'entretiens les meilleures relations, est traité, par la Russie et par l'Autriche, avec des ménagements tout particuliers. Malheureusement, on ne peut en dire autant du jeune Milan. L'Autriche est avec nous *aux petits soins*. Par contre, il ne nous vient rien d'agréable du côté de l'Allemagne... »

L'éternelle question des chemins de fer, qui renaissait de ses cendres, était cause de ce refroidissement de l'Allemagne (1). Bismarck était allé jusqu'à dire que, si la question n'était pas résolue comme il l'entendait, il serait forcé de rompre les relations diplomatiques avec la Roumanie. Or, les Roumains avaient besoin de se concilier les sympathies de toutes les grandes puissances à l'heure où ils songeaient à profiter des embarras de la Turquie pour lui déclarer la guerre et proclamer leur indépendance (2). En cela, les sentiments de la nation sont bien d'accord avec ceux du souverain : du jour où celui-ci a accepté la couronne, il s'est proposé pour but le relèvement et le complet affranchissement de son peuple. Ce but, il a d'autant plus de hâte de l'atteindre que, chez lui, ce n'est pas seulement le chef d'État qui supporte impatiemment la tutelle ottomane, c'est le prince allemand qui se sent humilié d'être le vassal du sultan. Rappelons-nous qu'en 1866, le roi Guillaume, tout en l'autorisant à partir, lui a dit qu'il avait de la

(1) « L'administration de l'entreprise après la faillite de Strousberg était passée entre les mains de la société des actionnaires de Berlin représentée surtout par Bleichrœder et Hansemann. Pour terminer les lignes et les mettre en circulation, au mois de janvier 1876, cette société était forcée de contracter un emprunt de 78 millions et voulait obtenir, pour garantir les obligations, une inscription hypothécaire sur les lignes, ce à quoi le gouvernement roumain ne pouvait consentir ». (Voir Damé, *loc. cit.*).

(2) Le 3/15 mars 1876, « sans tenir compte des réclamations de la Porte, la Chambre a voté un projet de loi prescrivant la frappe de monnaie à l'effigie du prince. » (*Aus dem Leben*, etc., t. III, p. 12).

peine à se faire à cette pensée *qu'un Hohenzollern allait se placer sous le Croissant!* Le prince a répondu qu'il n'acceptait provisoirement cette situation que pour s'en affranchir, à la première occasion, d'une façon glorieuse. Depuis lors, cette idée n'a cessé de le hanter. Roumain, certes, il l'est devenu de cœur et il l'a prouvé en travaillant de toutes ses forces, malgré bien des déboires et des difficultés, à la grandeur de son nouveau pays; mais, quand même, il reste *Allemand et Hohenzollern* et l'orgueil qu'il tire de cette double origine se manifeste, pour ainsi dire, à chaque page de son Journal.

Le 6 décembre 1875, il a demandé à ses ministres réunis en conseil quelle est, à leur avis, l'attitude que le gouvernement devra prendre au moment de l'explosion de la guerre en Orient. Mais « les ministres ne paraissent nullement voir clair dans cette question et se montrent tout à fait irrésolus : ils se prononcent pour l'expectative, parce que les événements sont encore dans une nuit difficile à pénétrer. »

Dès lors, les jours du cabinet Catargi étaient comptés, car il apparaissait clairement que l'attitude de ces hommes irrésolus ne correspondait plus aux intentions du prince ni aux aspirations du pays. L'impopularité du cabinet Catargi s'accrut encore quand Strat, nommé ministre des finances, reconnut, devant le Parlement, un déficit de trente millions qui avait été soigneusement dissimulé jusque-là. Cet aveu

souleva une tempête dans les deux Chambres. Habiles à profiter des circonstances, les radicaux, avec J. Bratiano et C. A. Rosetti à leur tête, s'unirent aux libéraux — leurs adversaires de la veille — pour former une coalition déterminée à renverser le ministère et à escalader le pouvoir. Bratiano, que l'on n'avait plus vu depuis longtemps au palais, s'y présenta pour la première fois le 19 mars. Ce jour-là et dans plusieurs autres audiences, il prodigua ses conseils au prince, lui déclarant sans détour que « le trône serait en danger direct si un changement de gouvernement ne survenait pas promptement : *on ne pourrait pas refréner plus longtemps l'opposition* ». Le prince ne se laissa pas intimider par ces menaces auxquelles il était habitué, mais il renonça à soutenir plus longtemps le cabinet conservateur qui, depuis cinq ans déjà (crime irrémissible aux yeux de l'opposition), « conduisait les affaires avec une prudence et une énergie dignes de reconnaissance ». Le Sénat ayant été dissous, « Bratiano publia partout, de vive voix et par la presse, que le souverain lui avait garanti la pleine liberté des élections. Cela, écrit Carol, est interprété par le gros public dans ce sens que le prince lui-même désirerait un changement de régime et qu'il l'aurait promis à Bratiano. » Le *gros public* ne se trompait pas en cette circonstance. Étant données les habitudes électorales en Roumanie, le gouvernement, renonçant à faire de la pression en faveur de ses candidats, laissait pleine

liberté à l'opposition, et celle-ci était assurée du succès. Elle obtint, en effet, une grande majorité aux élections sénatoriales et le cabinet Catargi donna sa démission. Mais le prince, tout en étant « convaincu que la coalition arrivera dans peu de temps au gouvernail », ne se montrait pas pressé de prendre pour ministres les hommes qu'on prétendait lui imposer et qui, pendant plusieurs années, avaient attaqué la couronne avec une violence inouïe. Il coupa court aux pourparlers en constituant un ministère provisoire sous la présidence du général Floresco. Ce cabinet, aussitôt désigné sous le nom de « ministère des généraux », dut céder la place, au bout de quelques jours, à un ministère libéral (Epureano) où le portefeuille des finances fut donné à Bratiano, mais ce dernier ambitionnait davantage. Lui et ses amis voulaient être à la tête des affaires. On vit alors les membres les plus avancés de l'opposition, pour rendre possible leur retour au pouvoir, se rapprocher de la cour et faire de significatives avances au « prince allemand » que, depuis cinq ans, ils accablaient d'injures (1).

(1) 2/14 mai. — Ion Ghika paraît, pour la première fois, devant son prince depuis cette inoubliable nuit du 11/23 mars 1871. Il en est de même de D. Sturdza qui s'est tenu à l'écart pendant cinq ans. Le prince adresse quelques mots aimables à chacun d'eux.

4/16 mai. — Le prince reçoit D. Sturdza et lui exprime ses regrets de ce que, lui aussi, auquel il a toujours accordé tant de confiance, se soit laissé entraîner pendant ces cinq dernières années à une opposition personnelle et à une politique antidynastique.

D. Sturdza répond qu'il ne peut pas s'excuser autrement qu'en

La Chambre ayant été dissoute à son tour, les élections donnèrent une majorité énorme aux radicaux. Le premier acte de la nouvelle assemblée, présidée par Rosetti, fut de voter une adresse au prince, déclarant que « la Chambre actuelle était la première représentation du peuple en Roumanie, vraiment sortie d'élections libres » et réclamant la mise en accusation de l'ancien cabinet Catargi. Cette proposition ayant été votée, malgré les vives protestations du prince, et Rosetti ayant annoncé, aux acclamations de la Chambre, que l'acte d'accusation sera affiché dans toutes les communes du pays, le ministère libéral donna sa démission et, suivant les règles constitutionnelles, le prince dut confier à Bratiano la mission de former un nouveau cabinet (23 juillet-4 août).

reconnaissant qu'il s'est trompé sur le prince en croyant qu'il était absolument entré dans les vues d'un seul parti et qu'il se laissait conduire par lui, non pas pour le plus grand bien du pays. (*Aus dem Leben*, etc., p. 28, 29.).

CHAPITRE XII

(Mai 1876-avril 1877). — Préludes de la guerre russo-turque. — Révolution de Constantinople. — Défaites des Serbes. — Succès des Monténégrins. — Massacres de Bulgarie. — Conférence de Constantinople. — Convention entre la Roumanie et la Russie.

Tandis que la Roumanie subissait cette crise intérieure qui venait de se dénouer par l'arrivée au pouvoir du parti radical, les événements se précipitaient en Orient. A partir du mois de mai, on avait appris tour à tour les atrocités commises en Bulgarie par les bachi-bouzoucks, le massacre des consuls de France et d'Allemagne à Salonique (où les habitants turcs se déclarèrent solidaires de ce double crime), la déposition et la mort (prétendu suicide) du sultan Abd-ul-Aziz renversé par une révolution de palais; enfin l'avènement de Mourad et l'assassinat de son ministre de la guerre, frappé en plein conseil par un fanatique « Vieux-Turc ».

Le 13 juin, le prince de Hohenzollern écrit à son fils qu'il vient de passer plusieurs semaines à Wiesbaden avec l'empereur Guillaume et que celui-ci regarde les affaires turques comme désespérées. Charles-Antoine compte un peu sur l'Angleterre qui,

par l'attitude énergique qu'elle vient de prendre vis-à-vis de la Russie, peut assurer la paix du monde. Il s'inquiète toutefois des projets moscovites révélés par les paroles d'Ignatiev. Aussi considère-t-il comme « très problématique le gain que la Roumanie réaliserait par son élévation au rang de royaume : la dépendance envers la Porte est loin de peser aussi lourd que la suprématie de la Russie ! »

Dans sa réponse à son père (24 juin), Carol se montre bon prophète :

A Constantinople, ni le changement de souverain, ni le meurtre d'un ministre n'ont changé ou amélioré la situation. Le système de la corruption est si profondément enraciné dans toutes les branches de l'administration turque, qu'aucun gouvernement ne réussira plus à l'extirper. Les réformes à introduire ne sont et ne restent que de vides promesses, auxquelles les Mahométans croient aussi peu que les Chrétiens; par suite, l'insurrection, dans le cas le plus favorable, se déchaînera jusqu'à ce que l'empire ottoman en soit, sinon entièrement renversé, tout au moins ébranlé sur ses bases. Alors se formeront des petits États qui, tôt ou tard, acquerront de la vitalité.

Le prince est d'avis que les grandes puissances devraient laisser « les États vassaux de la Turquie et les provinces isolées jeter leur gourme. S'ils réussissent à sortir victorieux de la lutte avec leur suzerain, tant mieux ! sinon, ils ne méritent pas de devenir indépendants. » Il déplore la tâche ingrate échue à la Roumanie vis-à-vis des Bulgares qui cherchent à pé-

nétrer en troupes armées sur le territoire ottoman. Plusieurs fois, il a dû faire arrêter ces bandes avec leurs chefs : on leur rend la liberté au bout de quelques jours; mais on est obligé de garder leurs armes et de telles mesures mécontentent les populations chrétiennes sans attirer au gouvernement roumain la reconnaissance des Turcs « qui trouvent qu'il est du devoir des Roumains de faire pour eux l'office de gendarmes sur le Danube. »

Le prince Carol souffrait de jouer un tel rôle à l'heure (18/30 juin) où Serbes et Monténégrins déclaraient officiellement la guerre au Sultan; mais la prudence l'engageait à se tenir dans la plus stricte neutralité jusqu'au jour où, les Russes entrant à leur tour dans la lutte et franchissant son territoire, l'Europe ne pourrait plus lui faire un grief de se laisser entraîner dans le mouvement général et de marcher avec les troupes du Tsar contre les Turcs. En attendant, son ministre des affaires étrangères Kogalniceano avait adressé à la Porte un mémoire, déclarant que la Roumanie persévérerait dans la plus stricte nentralité — « quelque pénible que fût cette attitude vis-à-vis des éléments bulgares de sa population » — mais sous certaines conditions dont la première était que le gouvernement turc la reconnût comme État indépendant avec son nom historique et que l'agent roumain à Constantinople fît désormais partie du corps diplomatique.

Carol n'eut qu'à se féliciter de cette sage attitude. Les Serbes, en se lançant inconsidérément dans une guerre où ils furent absolument battus par les Turcs, s'étaient aliéné les sympathies de l'Europe « probablement — écrivait le prince de Hohenzollern — parce que l'Europe actuelle se tournera toujours contre celui qui commencera la guerre. » Ils avaient surtout mécontenté l'Autriche. En revanche, l'empereur François-Joseph, alors préoccupé des menées panslavistes en Dalmatie, témoignait sa haute satisfaction de la neutralité gardée par la Roumanie : « Si elle ne s'en départ pas, disait le consul M. de Kallay (depuis ministre et gouverneur de la Bosnie), elle en recueillera un jour les fruits. » — « La meilleure solution, disait Carol, serait que la Bosnie et l'Herzégovine tombassent en partage à l'Autriche-Hongrie, afin d'assurer ainsi un *hinterland* à la Dalmatie. » Mais, de son côté, le prince de Hohenzollern croyait que le moment de débarrasser l'Europe des Turcs n'était pas encore venu.

Cependant, plus heureux et surtout mieux commandés que les Serbes, les braves Monténégrins avaient infligé de graves échecs aux armées ottomanes. Les atrocités commises par les Turcs en Bulgarie et dénoncées par Gladstone, leur ancien défenseur, dans une brochure retentissante, soulevaient contre eux l'opinion du monde entier. M. Schayler, consul américain, et M. Baring, secrétaire de l'ambassade

d'Angleterre à Constantinople, avaient, dans des rapports officiels, tracé une peinture navrante de ces scènes de carnage qui venaient de faire trente mille victimes. « Le gouvernement turc, disait M. Baring, a récompensé en les décorant, au lieu de les punir, les fonctionnaires qui ont organisé ces massacres. » Les Anglais, reniant alors leur ancienne amitié pour la Turquie, protestaient dans de nombreux « meetings d'indignation » contre les *bulgarian horrors*. Ce noble courroux tomba subitement quand, au début de l'automne, on apprit que la Russie se préparait sérieusement à entrer en campagne. A ce moment, le cabinet de Saint-Pétersbourg sonda, en effet, le prince Carol pour savoir comment la Roumanie se comporterait en cas d'une guerre russo-turque. Le prince se contenta de faire une réponse polie, mais évasive, dont on se montra peu satisfait dans l'entourage du Tsar. « Toute la Russie veut la guerre, à l'exception du seul empereur Alexandre », écrivait Carol à la date du 30 septembre. Voyant cependant les événements devenir menaçants et bien décidé à agir quand le moment sera venu, il appelle, sous prétexte de manœuvres, les réserves de son armée qui se trouve ainsi portée à vingt-cinq mille hommes. En même temps, il envoie auprès du Tsar, à Livadia, une députation conduite par Bratiano.

A peine arrivé à destination, le président du conseil roumain eut à subir un véritable assaut de la part

d'Ignatiev et de Gortschakov qui, l'un après l'autre, insistèrent auprès de lui sur l'absolue nécessité d'une entente au sujet du passage de l'armée russe en Roumanie. Bratiano répondit que « l'entente ne souffrirait aucune difficulté du moment que la Russie ferait la guerre *d'accord avec les puissances garantes;* mais cet accord devait être, avant tout, clair et formellement établi. » A ces mots Gortschakov se fâcha : il ne pouvait admettre que la petite principauté roumaine, officiellement encore vassale de la Porte, prétendît traiter, d'égal à égal, avec l'empire moscovite : « Vous n'avez pas de conditions à nous poser, lui dit-il, sinon la Russie, s'en référant aux traités en vertu desquels la Moldavie et la Valachie font partie intégrante de l'empire ottoman, envahira ces provinces sans autre forme. » — « Fort bien, riposta froidement Bratiano. Nous nous opposerions alors par la force à l'entrée des Russes sur le territoire roumain... Vous nous écraseriez sans doute, mais avouez que ce serait tristement inaugurer une campagne entreprise pour délivrer les chrétiens. »

A la suite de cet entretien, Bratiano déclara au général Ignatiev que le ton cassant employé par le prince Gortschakov allait rendre difficiles les négociations ultérieures; Ignatiev répondit qu'il ne fallait pas prendre au tragique les paroles prononcées par le chancelier dans un moment d'emportement. Le Tsar avait accueilli la députation roumaine avec bienveil-

lance, mais en se tenant sur la réserve. L'Impératrice s'était plainte de ce qu'un envoi fait par le comité de la Croix-Rouge (qu'elle présidait), et destiné à la Serbie, avait été intercepté en route, et Bratiano avait allégué pour excuse la situation embarrassante où se trouvait le gouvernement roumain entre les Russes lui reprochant une sévérité excessive, et les Turcs, un relâchement coupable dans l'observation de la neutralité.

Malgré tout, les Roumains revinrent charmés de l'accueil qu'ils avaient reçu à Livadia, de la part des principaux personnages de la cour. Gortschakov lui-même, voulant faire oublier les paroles qu'il avait prononcées, déclara à Bratiano, au moment où celui-ci prenait congé : « s'il y a la guerre, nous saurons bien nous entendre ; la Roumanie ne peut qu'y gagner. »

Le président du conseil roumain, témoin de l'enthousiasme et de l'exaltation qui régnaient en Russie, revint à Bucarest, persuadé que la guerre était inévitable et que la sagesse conseillait une entente avec le Tsar. Contrairement à l'avis de plusieurs personnages politiques (comme D. Sturdza), qui, redoutant l'influence moscovite, se prononçaient autour de lui pour la neutralité absolue, le prince partageait sans réserves l'opinion de son premier ministre. Néanmoins, il ne se dissimulait pas les difficultés de la situation. Répondant le 10/22 octobre à son père qui s'inquiétait de la tournure prise par les événements et blâmait

« la politique mesquine de l'Angleterre » dans la question d'Orient, Carol reconnaissait que la situation de la Roumanie, placée entre les Turcs et les Russes comme entre l'enclume et le marteau, était exceptionnellement critique :

Ici, on est contre les Turcs et l'opinion commence à être belliqueuse; tout le monde aspire à une solution, car l'état de choses actuel est une ruine. Toutes les affaires restent dans la stagnation à cause de la grande disette d'argent; des maisons de banque solides cessent leurs payements et nos sociétés financières luttent avec la mort. On dit que quand on n'a rien, on doit faire la guerre; aussi près que nous soyons de cette extrémité, nous devons cependant être prudents. J'espère que la modération que la Roumanie a montrée jusqu'à présent sera appréciée...

En Russie, la surexcitation contre la Turquie est extraordinaire, tous poussent à la guerre.

L'empereur seul se dresse comme un roc au milieu de ce grand mouvement, qu'on peut qualifier de national, et cherche, dans un esprit conciliant, à agir dans le sens d'une solution pacifique de la question orientale. Mais il veut assurer un meilleur sort aux chrétiens de Turquie; et ce n'est que si ce but ne peut pas être atteint au moyen d'une entente avec les grandes puissances qu'il aura recours aux armes.

« Tous les regards — ajoutait Carol — se portent maintenant sur Bismarck qui se réfugie dans le silence. » Le Kronprinz, répondant, le 8 novembre, à son cousin, lui transmit une lettre qu'il venait précisément de recevoir du chancelier et dans laquelle celui-ci déclarait qu'en se mettant au point vue roumain

et par intérêt personnel pour Son Altesse, il croyait devoir l'engager à « ne pas s'opposer sérieusement aux exigences de la Russie, sans cependant aller au-devant d'elle, mais à invoquer ses devoirs vis-à-vis de la Porte, au point de vue des convenances, et à céder ensuite à la force » en laissant l'armée moscovite passer par le territoire roumain. Mais dans quelles conditions devait s'effectuer ce passage? Le prince voulut aussi avoir l'avis du puissant chancelier sur ce point et le lui fit demander par le consul d'Allemagne à Bucarest. Bismarck répondit que, selon lui, la question du passage des armées russes par la Roumanie devait être préalablement régularisée par un traité; pourtant, ajoutait-il, « il n'y a aucune nécessité de presser les choses ».

Assuré, dès lors, que l'empereur allemand ne prendra pas la défense des Turcs contre la Russie, Carol va se rapprocher de plus en plus de cette puissance et se préparer lui-même à une guerre qu'il espère rendre profitable à son pays. Ainsi vont se trouver déjoués les calculs des puissances qui, en favorisant l'union des deux Principautés, avaient eu pour but d'opposer aux Tsars une barrière sur la route de Constantinople.

A la fin d'octobre, Alexandre II, apprenant que les Serbes venaient de subir une nouvelle déroute et que l'armée ottomane marchait sur Belgrade, avait chargé le général Ignatiev de remettre à la Porte un *ultimatum* la sommant de souscrire, dans un délai de

quarante-huit heures, à un armistice de deux mois, et la Turquie avait cédé. Le 10 novembre, les puissances adhérèrent à la proposition anglaise de se réunir en conférence à Constantinople afin de rétablir la paix dans les provinces soulevées.

Chacun se rendait compte pourtant qu'armistice et conférence ne feraient que retarder de quelques mois une guerre désirée également par la Russie et par la Porte. Le 10 novembre, le Tsar adressait aux représentants de la noblesse et de la municipalité de Moscou un discours belliqueux dans lequel, après avoir rendu hommage à la valeur des Monténégrins « qui se sont montrés, comme toujours, de véritables héros », il ajoutait : « malheureusement, on ne peut pas accorder les mêmes éloges aux Serbes, malgré la présence dans leurs rangs de nos volontaires, dont beaucoup ont versé leur sang *pour la cause slave* ». Il terminait en déclarant que, si la Porte ne faisait pas droit à ses légitimes revendications, la Russie serait obligée de recourir aux armes, qu'il avait *la ferme intention d'agir seul* et que certainement le pays tout entier répondrait à son appel.

Deux jours après, le Tsar mobilisait six corps d'armée et le prince Gortschakov expliquait cette mesure dans une circulaire aux cabinets européens, en montrant la diplomatie impuissante à protéger les chrétiens de Turquie contre le fanatisme musulman : « Les auteurs des horribles massacres qui ont révolté l'Eu-

rope continuent à jouir de l'impunité et, à l'heure qu'il est, leur exemple propage et perpétue, dans toute l'étendue de l'empire ottoman et sous les yeux de l'Europe indignée, les mêmes actes de violence et de barbarie... Sa Majesté Impériale fera tout afin d'éviter la guerre — ajoutait le chancelier russe — mais elle est résolue à obtenir des garanties effectives pour l'application des principes reconnus équitables, humains, nécessaires par l'Europe entière. » — De son côté, la Turquie se montrait pleine d'illusions : elle comptait battre les Russes et même, ainsi que le prince le note dans son journal à la date du 2/14 novembre, elle espérait *leur prendre la Crimée !* Lord Beaconsfield, alors premier ministre d'Angleterre, venait de prononcer, au banquet du lord-maire, un discours arrogant (qu'il est curieux de relire aujourd'hui après la guerre du Transvaal) (1), plein de menace à l'égard de la Russie. Ce langage fit croire aux Turcs qu'ils pouvaient compter sur l'appui effectif de l'Angleterre et porta à son comble leur enthousiasme belliqueux. Ils se voyaient encouragés, à la même heure, par les bruyantes manifestations de leurs frères de race, les Magyars.

(1) « L'Angleterre est essentiellement une puissance non agressive. Nous n'avons rien à gagner par la guerre, mais aussi, s'il survenait un conflit, aucun pays n'est si bien préparé parce qu'aucun n'a d'aussi grandes ressources. J'espère cependant que *l'Angleterre ne fera jamais la guerre que pour une cause juste*, et qui toucherait à sa liberté, à son indépendance et à l'intégrité de son empire : *une fois commencée, elle la continuerait jusqu'à ce que l'œuvre de justice soit accomplie.* »

Les espérances de la Sublime-Porte ont grandi surtout depuis que lord Beaconsfield s'est exprimé en termes si expressifs pour la Russie. Des transports d'armes et de munitions sont expédiés dans l'Asie Mineure qui, jusqu'à présent, est ouverte aux invasions des Russes, et un officier supérieur anglais étudie les environs de Constantinople en vue d'une défense éventuelle contre un siège par les Russes...

16-28 *novembre*. — Un souffle belliqueux parcourt tout l'empire (ottoman). 500,000 hommes seraient prêts au premier appel. Par suite de l'armistice, 3,000 volontaires sont rentrés du théâtre de la guerre. Ils ont observé une aussi bonne discipline que les troupes régulières et ont été reçus à Stamboul avec un grand enthousiasme.

De son côté, le prince Carol ne demeurait pas inactif. Voyant son armée sans fusils, et sans munitions suffisantes, il obtenait que la Chambre votât un crédit de quatre millions pour s'en procurer.

Le 16/28 novembre, un conseiller d'ambassade, M. de Nelidov (aujourd'hui ambassadeur à Paris), avait été envoyé de Constantinople par le général Ignatiev, pour négocier la question du passage de l'armée russe à travers la Roumanie. Le hasard fit arriver, le même jour, à Bucarest, Ali-Bey, délégué par la Porte pour nouer une entente avec la Roumanie *contre* la Russie. Le prince prit le parti de ne recevoir ni l'un ni l'autre de ces envoyés, mais il autorisa Bratiano à s'aboucher très secrètement avec M. de Nelidov et à conclure avec lui un accord pour le passage des troupes russes. En même temps, il envoyait à ses

18

agents diplomatiques à l'étranger une circulaire expliquant l'appel des réserves par la situation grave dans laquelle se trouvait le pays :

La Roumanie n'a pas de visées belliqueuses; elle veut uniquement se prémunir contre des surprises. Elle s'est tournée vers les puissances garantes pour leur demander la protection de sa neutralité et, comme elle n'en a obtenu aucune réponse, son devoir est désormais de tout faire pour ne pas devenir éventuellement le théâtre d'une guerre.

Mais, quelques jours plus tard, on se vit obligé, par des raisons financières, de congédier les réserves. La pénurie du Trésor était telle qu'à peine pouvait-on faire face à la solde de l'armée permanente. Aussi le prince se disait-il beaucoup plus préoccupé de l'état des finances que de l'imminence de la guerre. La pensée d'une invasion turque ne l'effrayait pas; au contraire! « J'ai pleine confiance », écrivait-il, « dans ma jeune armée qui brûle de se montrer. » En outre, il espérait qu'une guerre pour la cause de l'indépendance mettrait fin aux lamentables querelles intestines qui divisaient le pays.

Cependant son chargé d'affaires à Vienne faisait savoir que le comte Andrassy conseillait au gouvernement roumain une stricte neutralité : si l'armée russe pénétrait dans le pays, les troupes roumaines devraient se retirer dans la Petite-Valachie pour s'appuyer sur l'Autriche-Hongrie. Le comte Andrassy garantirait alors l'existence politique de la Roumanie et s'enga-

gerait à soutenir ses revendications auprès de la Porte. Mais, dans le conseil qui se tint à cette occasion, Carol, contrairement à l'avis de deux de ses ministres (D. Sturdza et N. Ionesco), se prononça encore nettement pour une entente avec la Russie. Son père lui écrivait au même moment :

« Si la Russie veut la guerre à tout prix — et elle doit la vouloir, car, après tout ce qui s'est passé, une armée comme l'armée russe ne peut plus reculer, — il n'y aura guère d'autre issue pour toi que de marcher avec cette puissance. Une guerre contre la Russie, pour protéger la neutralité, me paraîtrait être, de la part de la Roumanie, une monstruosité qui ne serait pas comprise par l'Europe elle-même... Ta mère est beaucoup plus inquiète que moi. J'ai foi en ton étoile et je suis convaincu aussi que tu feras preuve d'habileté et de prudence dans les événements qui viennent au-devant de toi. Dans tous les cas, nous arrivons à un tournant qui ne saurait être que favorable à la Roumanie.

« Avec quel plaisir j'envisage ta jeune et belle armée! Un petit baptême du feu serait à souhaiter pour elle, parce que rien n'élève et ne consolide mieux l'esprit du soldat; seulement, comme on ne sait jamais comment cela finira, on ferait mieux d'enfermer ses désirs dans son cœur. La force de la Roumanie pèserait bien dans la balance si elle n'était pas malheureusement paralysée par les grandes puissances. L'Angleterre joue un rôle singulier... »

Les nouvelles de Constantinople laissaient assez pressentir que les travaux de la Conférence n'aboutiraient pas. Les Turcs ne pouvaient plus guère compter sur l'appui de l'Angleterre ; on se répétait le mot de lord

Salisbury qui venait d'être envoyé comme plénipotentiaire à la Conférence : « Nous serions enchantés de nous débarrasser d'un allié aussi gênant que la Porte. » Le prince Carol se demandait maintenant si l'Angleterre et la Russie ne finiraient point par s'entendre aux dépens des Turcs : « Peut-être le gouvernement britannique, *après s'être assuré les Dardanelles et l'Égypte,* laisserait-il volontiers le champ libre aux Russes. »

Aux réclamations réitérées du Tsar, à propos des réformes à introduire dans l'empire ottoman, Abd-ul-Hamid (1) venait de répondre par un coup de maître en donnant à ses sujets une constitution qui transformait subitement l'ancien régime absolutiste de la Porte en une monarchie libérale et parlementaire avec deux Chambres, des ministres responsables, l'égalité de tous les citoyens devant la loi, l'abolition de la corvée et de la confiscation, l'inamovibilité des juges, l'instruction primaire obligatoire, la liberté de la presse, la liberté de réunion ! Ce nouveau régime fut solennellement proclamé à Stamboul, le 23 décembre 1876, pendant une séance de la Conférence,

(1) Il semble que le prince Carol se soit fait des illusions sur le « libéralisme » et les projets réformateurs du nouveau sultan au début de son règne, car il écrivait, à la date du 26 septembre 1876 :

« Abdul Hamid aurait apporté, dit-on, dans sa vie privée un ordre salutaire et de l'économie, tandis que, d'autre part, il s'entourerait d'hommes intelligents et instruits. *On a été absolument injuste à son égard en prétendant qu'il serait un fanatique vieux turc,* car il adhère précisément aux plans constitutionnels de Midhat. »

tandis que des salves d'artillerie retentissaient sur la place du Séraskiérat. Les ambassadeurs se montrèrent plus mécontents qu'éblouis de cette mise en scène qui laissa la population indifférente et ne trompa personne. On pouvait prévoir, en effet, ce qu'il adviendrait d'une constitution dont le libéralisme affecté était une ironie à l'adresse de l'autocrate de Russie : le parlement turc, bien que presque uniquement composé de créatures du gouvernement, comptait cependant quelques membres dont l'indépendance fut trouvée gênante. Aussi, les deux Chambres, après avoir siégé quelques mois, furent-elles bientôt congédiées (1), et ensuite prorogées pour une période illimitée. Plusieurs députés, à commencer par le grand vizir Midhat-Pacha, promoteur de la réforme, furent envoyés en exil. Aujourd'hui la constitution elle-même, qui existe toujours en théorie et qu'on réimprime chaque année en tête des almanachs officiels, ne sert plus qu'à pensionner encore un certain nombre de sénateurs qui ont cessé de siéger depuis vingt-huit ans.

Pour la Roumanie, le résultat immédiat de cette promulgation fut de hâter la rupture, qui se préparait depuis longtemps, entre elle et la Turquie. Froissé

(1) « A la veille des vacances, un député s'avisa de monter à la tribune pour demander une commission de permanence. A la première parole, d'un grand coup de poing, le président — Vefvik-Pacha — lui enfonça son fez sur le nez et le força à quitter la tribune. » (Blowitz, *Une course à Constantinople*).

par les articles de la Constitution où il était parlé des *provinces privilégiées appartenant à l'empire ottoman et ayant à leur tête des chefs qui reçoivent l'investiture du sultan,* le gouvernement roumain demanda des explications auxquelles il fut répondu que la Porte comptait, en effet, la Roumanie au nombre de ses provinces privilégiées. Le cabinet du prince Carol, d'accord avec les Chambres, riposta par une protestation disant que « la Roumanie, depuis vingt ans déjà, s'était développée comme État et comme nation : la transformation *intérieure* de l'empire ottoman en une monarchie constitutionnelle ne pouvait en rien toucher à ses relations *internationales*. » Le grand vizir offrit alors de déclarer que « les Provinces-Unies, qui font partie intégrante de l'empire ottoman, ne sont pas touchées par la Constitution » . Mais la Roumanie ne voulut pas accepter cette rédaction. Carol se préparait de plus en plus à la guerre ; il profitait du jour de l'an 1877 pour exprimer ses sympathies aux souverains de Serbie et de Monténégro et pour entrer en relations directes avec le grand-duc Nicolas. A quelques jours de là, inscrivant dans son Journal le rejet, par le grand conseil ottoman, des propositions de la conférence européenne, le prince se réjouissait, dans une lettre à son père, d'avoir amené si à point le conflit avec la Porte :

Le prince Bismarck, ajoutait-il, a appuyé énergiquement notre protestation à Constantinople. La dynastie des

Hohenzollern du Bas-Danube est tout de même un facteur avec lequel on compte en Allemagne. D'ailleurs, le parti libéral d'ici compte aussi aujourd'hui avec l'empire d'Allemagne, et dirige ses regards de ce côté, depuis qu'il a vu que la France l'abandonne.

Le 16/28 janvier, Carol recevait une lettre cordiale du grand-duc Nicolas lui parlant (1) de « la grande œuvre de justice et d'humanité qu'il leur sera peut-être donné par la Providence d'accomplir en commun ».

« En m'abstenant de toute appréciation sur les causes politiques qui ont déterminé la réunion, sous les drapeaux, de l'armée aujourd'hui placée sous mon commandement par la volonté de Sa Majesté, mon auguste maître, je ne saurais avoir en vue que le but sacré qu'il peut être donné à cette armée d'atteindre, si tels sont les desseins de Dieu.

« Ce but, exempt de toute idée d'envahissement, de conquête ou d'ambition guerrière, n'est autre que de défendre l'opprimé contre l'oppresseur, de faire restituer à nos coreligionnaires d'Orient leurs droits légitimes trop longtemps méconnus et de rendre à jamais impossible le retour de ces scènes d'horreur et de carnage qui ont ému la conscience de l'Europe outragée. »

Le grand-duc terminait sa lettre en proposant au prince de Roumanie une entente pratique *au point de vue purement militaire, sans aucun caractère politique*. Mais Carol, tout en témoignant sa joie de voir le commandement supérieur de l'armée entre les mains

(1) Toute la correspondance entre le prince Carol et la cour de Russie est rédigée en français.

d'un tel chef, lui répondit que l'entente demandée par lui était un acte que la Roumanie n'était pas en droit de conclure avant que l'Empereur eût notifié sa décision à l'Europe.

Le prince de Hohenzollern s'inquiétait du sort qu'une guerre russo-turque pourrait faire à la Roumanie. Devinant les intentions du gouvernement allemand à cet égard, il prévoyait que cette guerre rapporterait à la Russie plus de gloire que de profit et il se demandait si, dans ce cas, ce ne serait pas en Roumanie que le Tsar chercherait une compensation ; la jeune principauté ne ferait alors que changer de maître : ancienne vassale de la Porte, elle tomberait sous la suzeraineté de l'empire moscovite. Mais Carol ne partageait pas ces craintes : « Jamais », — répondait-il à son père le 21 mars/2 avril, — « l'Autriche et plus particulièrement la Hongrie ne souffriraient, dans leur propre intérêt, que le Danube allemand fût livré à la Russie ». Aussi envisageait-il avec calme la perspective d'une guerre qui, suivant lui, ne pouvait être que profitable à son pays. Et il vantait l'esprit belliqueux et l'excellente tenue de l'armée russe qui, si elle n'avait été retenue par l'Empereur, aurait déjà franchi le Pruth. Le prince s'étonnait de la fameuse déclaration faite par Bismarck, aux applaudissements du Reichstag, que « l'Allemagne n'a pas, en Orient, d'intérêt qui vaille les os d'un seul fusilier poméranien ». Malgré un fort courant d'opinion antirusse

régnant alors en Allemagne, il espérait que cette puissance « observerait, pendant la guerre prochaine, la même neutralité bienveillante que la Russie avait observée envers elle durant la campagne de France ».

Peu de temps auparavant, dans une île du Danube, près de Giurgevo, un poste de dorobantzi avait fait feu sur des Turcs qui prenaient du bois ; le sang avait coulé. La Turquie demandait des satisfactions que la Roumanie refusait d'accorder, soutenant que l'île était dans son domaine et que les dorobantzi avaient fait leur devoir en tirant sur des maraudeurs. Ce premier conflit entre Turcs et Roumains était le prélude de la grande lutte qui allait s'engager entre les deux peuples.

Par un protocole signé à Londres le 31 mars, après de longues négociations, les puissances venaient d'inviter la Porte à désarmer et à consentir une rectification de frontière avec le Monténégro. En même temps, elles prenaient acte des promesses de réformes faites par la Turquie, mais en se réservant le droit d'en surveiller l'exécution. Les leçons du passé prouvaient assez que cette prétention était justifiée, mais la Porte y répondit en protestant contre l'ingérence des puissances dans ses affaires intérieures. Aussitôt, le gouvernement roumain décida de mobiliser toute l'armée et peu de jours après — le 4/16 avril 1877 — fut signé entre M. Kogalniceano, ministre des Affaires étrangères, chargé des pleins pouvoirs du prince

Carol, et le baron Stuart, représentant du Tsar, une convention en vertu de laquelle la Roumanie garantissait le libre passage sur son territoire et le traitement d'une nation amie à l'armée russe, destinée à envahir la Turquie. Par l'article 2, dont le texte sera rappelé souvent dans la suite, le gouvernement de S. M. l'empereur de toutes les Russies s'engageait à maintenir et à protéger *l'intégrité actuelle* du territoire roumain.

Cette convention devait rester secrète quelque temps encore. Néanmoins, de nombreux symptômes annonçaient une guerre imminente, et la population roumaine s'inquiétait des menaces lancées par les Turcs : on s'attendait à les voir, d'un moment à l'autre, franchir la frontière et s'avancer jusqu'à la capitale pour la mettre à feu et à sang.

« Le pays doute de sa propre capacité guerrière », écrit Carol à la date du 4/16 avril, et il parle de la panique qui règne à Bucarest, d'où les personnes de la classe aisée s'empressent de fuir pour aller chercher refuge en Transylvanie. Le prince, au contraire, qui sait ce que vaut l'armée formée par ses soins, envisage les événements avec calme. Pour remonter le moral de ses sujets et leur communiquer sa confiance, il achète en Moldavie, au prix de deux millions, une vaste propriété forestière dont les revenus sont, d'ailleurs, évalués à une centaine de mille francs, ce qui constitue un bon placement de père de

famille. Puis, tandis que la princesse organise les hôpitaux et les ambulances de la Croix-Rouge, lui-même pousse une reconnaissance sur les bords du Danube et constate que, de l'autre côté du fleuve, à Roustchouk, les Turcs déploient une grande activité et mettent leurs redoutes en état de défense.

De retour à Bucarest, il écrit à l'empereur de Russie — qui vient d'arriver à Kichinev, non loin de la frontière, — pour saluer en lui « le souverain qui, pendant son règne, a pris un intérêt efficace à la régénération de la Roumanie, l'auguste descendant des généreux monarques qui maintes fois ont accordé à ce pays, dans les jours de l'adversité, l'appui de leur puissance » .

Le prince, sur l'invitation pressante du grand-duc Nicolas, se préparait lui-même à rejoindre le Tsar à Kichinev, mais il fut détourné de cette démarche par son premier ministre, qui trouvait imprudent de brusquer la situation avec la Turquie. A ce moment même (11/23 avril), il reçut de Constantinople un télégramme envoyé par le grand vizir qui, feignant d'ignorer les agissements du prince, attirait son attention sur les mouvements des troupes russes et invitait Son Altesse à se concerter avec la Sublime Porte, en vue d'arrêter en commun les mesures propres à assurer la défense de la Principauté contre l'invasion dont elle semblait menacée. Le ministre Kogalniceano

répondit que le gouvernement roumain ne pouvait rien faire avant d'avoir consulté le Parlement qui était convoqué pour la fin du mois.

Le soir du même jour, le prince tenait un conseil de guerre quand, à onze heures, apparut Bratiano en proie à la plus vive émotion : il venait annoncer que, sans attendre la ratification du traité par les Chambres, les Russes avaient déjà franchi la frontière. Carol reçut cette nouvelle avec le plus grand calme, car il s'y attendait. La brusque entrée des Russes sur son territoire lui permettait, d'ailleurs, d'envoyer, à tous ses agents auprès des puissances étrangères, une circulaire établissant qu'il avait dû subir cet envahissement auquel il n'était pas de force à s'opposer. Pour mieux sauvegarder les apparences, le conseil des ministres décida le prince à ordonner la retraite de toutes les troupes des bords du Danube, mais elles ne devaient s'éloigner du fleuve qu'à la distance de quelques kilomètres, de façon à pouvoir y revenir à la première alerte.

CHAPITRE XIII

(Avril-juillet 1877). — Le Tsar déclare la guerre à la Turquie. — Proclamation de l'indépendance roumaine. — Les Russes ayant franchi la frontière, le prince Carol leur impose son concours contre la Turquie. — Prise de Nicopoli par les Russes.

La Russie venait de déclarer officiellement la guerre au Sultan. Dans un long manifeste, daté du 12/24 avril, l'empereur Alexandre rappela les efforts qu'il avait multipliés, depuis deux ans, pour assurer un sort plus heureux aux chrétiens de Turquie : « Après avoir épuisé tous les moyens pacifiques, nous sommes obligés », disait-il, « par l'obstination hautaine de la Porte, de procéder à des actes plus décisifs. »

De son côté, le grand-duc Nicolas, en franchissant le Pruth, avait adressé à ses troupes un ordre du jour destiné à faire impression sur des hommes qui allaient à cette guerre comme à une croisade :

« La mesure de la patience de notre Tsar-Libérateur est comble... Nous sommes appelés à exécuter la volonté de notre souverain et *le saint legs de nos pères. Ce n'est pas pour des conquêtes que nous marchons, c'est*

pour défendre nos frères insultés et opprimés, pour défendre la foi du Christ. »

« En avant! Notre cause est sainte et Dieu est avec nous! »

En même temps, il lançait au peuple roumain une proclamation affirmant les sympathies et les intentions amicales de la Russie : « Nos ancêtres, leur disait-il, ont versé leur sang pour votre liberté; je crois donc que nous avons quelque droit de demander votre assistance en faveur de l'armée qui traverse votre territoire, pour aller sauver les infortunés chrétiens de Turquie, dont le malheureux sort éveille la pitié de la Russie et de toute l'Europe. »

Le prince Carol se montra offensé de cette proclamation : « Moi seul ai le droit de parler à mon peuple », déclara-t-il au consul général de Russie qui, arrivant de Kichinev, était venu lui apporter des explications. — « La convention entre les deux gouvernements n'ayant pas encore été divulguée, le grand-duc, disait M. Stuart, s'est trouvé obligé de faire savoir publiquement aux Roumains que son armée ne pénètre pas sur leur territoire avec des intentions hostiles. Si les troupes russes ont brusquement passé la frontière, c'est qu'il était impossible d'ajourner plus longtemps la marche en avant, alors que la déclaration de guerre a été adressée à Constantinople et que l'ordre a été donné d'ouvrir en même temps les hostilités en Asie. » Le grand-duc Nicolas

envoya son aide de camp porter au prince une lettre dans laquelle il confirmait ces déclarations.

Le gouvernement fit annoncer l'événement par le *Moniteur*, ajoutant qu'il ne voulait contracter aucun engagement vis-à-vis de la Russie avant la réunion des Chambres. Les troupes roumaines s'étaient éloignées du Danube et il avait été interdit aux autorités d'entrer en relations officielles avec les Russes.

Le 14/26 avril, le prince ouvrit la session extraordinaire du Parlement. L'accueil chaleureux qu'il y reçut lui prouva que, « dans ces moments difficiles, le pays voyait en lui le meilleur protecteur et la plus sûre garantie de son existence ». Dans son discours du trône, Carol rejeta la responsabilité des événements sur les puissances « qui, malgré tous les efforts du gouvernement, ont refusé de reconnaître comme droit la neutralité qu'on lui impose comme devoir ».

« Abandonnée de tous, la Roumanie doit désormais ne plus compter que sur elle-même et avoir pour unique préoccupation d'empêcher que son territoire ne devienne le théâtre de la guerre. Les troupes russes sont, il est vrai, entrées dans le pays, mais elles ne toucheront pas la capitale, pour montrer que la Russie, qui est une des puissances garantes, reconnaît la neutralité politique de la Roumanie. »

Rendant compte à son père de cette mémorable séance, le prince Carol disait, non sans fierté :

« L'ouverture de la Chambre a été un des moments les plus solennels de mon règne. Lorsque je parus et que je lus le discours du trône, un enthousiasme tout à fait indescrip-

tible se produisit. Les Roumains peuvent sentir aujourd'hui combien je leur suis indispensable. Élisabeth s'occupe de l'organisation des ambulances. Elle est tranquille et réfléchie et ignore toute crainte. »

Deux jours après, dans une séance de nuit, la Chambre approuva, par 69 voix contre 25, la convention russo-roumaine. Au Sénat, le gouvernement obtint une majorité de 41 voix contre 10. Les débats avaient été violents; les orateurs de l'opposition, MM. P. Carp (actuellement encore chef du parti *junimiste* (réformiste modéré) et D. Sturdza avaient dénoncé « la politique d'aventure » du cabinet et mis leurs collègues en garde contre l'alliance russe, mais les ministres, en insistant sur l'article 2 de la convention, qui garantissait l'intégrité actuelle de la Roumanie, avaient réussi à calmer les inquiétudes de la majorité.

Tandis que cette discussion se poursuivait devant le Parlement, Carol recevait le prince Dolgorouki, chargé par le Tsar d'expliquer encore au prince les motifs qui avaient nécessité l'entrée des troupes russes et de lui remettre une lettre affectueuse l'assurant que la Roumanie pouvait compter sur l'intérêt traditionnel et l'appui constant de la Russie.

Du fond de son château de Sigmaringen, le prince Charles-Antoine suivait anxieusement la marche des événements en Orient et les envisageait avec sa clairvoyance ordinaire. La phrase de la convention qui avait produit tant d'effet sur les Chambres roumaines

ne suffisait pas à le rassurer, car, disait-il, « un État peu fort, pressé entre deux grandes puissances comme entre deux meules, est souvent sacrifié à de plus hauts intérêts, malgré toutes les promesses ».

Le vieux prince s'indignait de voir l'Europe abandonner entièrement la Roumanie à elle-même et les ministres anglais déclarer *qu'il n'existe pas de neutralité roumaine.* Il s'inquiétait aussi de l'attitude ambiguë de l'Allemagne (21 avril) :

« Bismarck veut isoler complètement la Russie et la France, pour avoir absolument les mains libres. Cela peut être un but politique très juste, mais il en est un plus élevé encore, c'est d'assurer la liberté du Bas-Danube, sans laquelle le commerce du monde ne peut pas exister. La seule possibilité d'un traité de commerce russo-roumain, comme compensation des concessions réciproques, serait déjà un grand danger pour les intérêts commerciaux du centre de l'Europe sur cette voie fluviale. »

Dans une autre lettre, le prince de Hohenzollern engageait son fils à se défier de la Russie : la coopération, c'est-à-dire la subordination de l'armée roumaine à l'armée russe et sa fusion avec celle-ci, lui apparaissait comme un *suicide politique.*

La réponse du prince Carol montre qu'il n'éprouvait pas à cet égard les mêmes inquiétudes que son père :

Les Russes voient qu'ils ne peuvent nous traiter sans façon. Quant aux Turcs, ils nous croyaient contre les Russes et n'osaient rien entreprendre contre nous. Le lendemain de l'entrée des Russes sur notre territoire, le grand vizir

nous télégraphiait que la Porte espérait pouvoir compter sur la Roumanie.

Jusqu'alors (fin avril) la Roumanie avait prétendu garder la neutralité et le ministre des affaires étrangères Kogalniceano comptait persister dans cette attitude, mais le prince désirait vivement prendre une part active à la lutte qui allait s'engager et, dès le 2 mai (nouveau style) (1), sans se préoccuper des critiques de la presse européenne, il envoyait son premier ministre J. Bratiano à Kichinev, pour négocier avec le grand-duc les conditions de la coopération des troupes roumaines avec l'armée russe. Les agents du prince à Paris et à Berlin l'avaient informé que les cabinets de France et d'Allemagne comptaient observer sur cette question une réserve absolue. Par contre, on se montrait fort mécontent en Autriche-Hongrie, et les journaux de Budapest surtout, complètement gagnés à la cause turque, se faisaient remarquer par la violence de leur langage.

Le bombardement par les Turcs des deux villes roumaines de Braïla et de Reni, la suspension par le grand vizir du représentant de la Roumanie à Constantinople — « façon tout à fait neuve et originale de rompre les relations diplomatiques », observe le prince — allaient hâter l'explosion des hostilités. Le 7 mai, Carol reçut l'adresse du Sénat qui marquait la con-

(1) Pour la clarté du récit, les dates que nous inscrirons à l'avenir seront uniquement celles du calendrier grégorien.

fiance du pays dans son armée et dans son chef et approuvait la convention conclue avec la Russie *sur la promesse de l'empereur Alexandre de garantir les droits et l'inviolabilité de la Roumanie;* il déclara que les Turcs avaient ravagé les villages, bombardé les villes, incendié les navires des Roumains sans que ceux-ci aient tiré un seul coup de canon. Aussi, ajoutait-il, « malgré mon désir d'observer la plus grande réserve, je prévois que le moment est proche où *la force devra être repoussée par la force* ».

La mobilisation terminée, le prince déclara prendre le commandement de son armée qui montait à 50,000 hommes avec 180 canons, et il se rendit aussitôt à Giurgevo pour faire défiler les troupes sur la rive du Danube et inspecter les postes avancés.

Le 11 mai, la Chambre adopta une résolution exprimant son adhésion à l'attitude du gouvernement et déclarant que « la Turquie avait rompu elle-même les anciens liens qui unissaient les deux pays et s'était mise en état de guerre contre la Roumanie ». C'était là une proposition difficile à soutenir sérieusement, car, en ouvrant son territoire aux soldats de la Russie et surtout en concluant une convention amicale avec cette puissance, la principauté, tributaire du sultan, était entrée en révolte contre son suzerain et ne pouvait dès lors s'attendre à ce que sa pseudo-neutralité fût respectée par lui. Sans doute la cause de la Roumanie était juste et sympathique : il était naturel de

la voir s'unir aux chrétiens révoltés contre la Porte et profiter de l'occasion pour s'affranchir définitivement d'un joug détesté; mais, dans les circonstances présentes, il était excessif de prétendre que les Turcs eux-mêmes avaient *forcé* les Roumains à leur faire la guerre. C'était cependant la thèse soutenue par M. Kogalniceano dans la circulaire qu'il adressa, le 14 mai, aux agents roumains accrédités auprès des grandes puissances : « Il n'entrait nullement dans nos vues, ajoutait-il, de rompre nos liens avec l'empire ottoman, mais nous ferons tout pour sauvegarder notre existence politique. »

Le jour même où cette circulaire était lancée, le prince se rendait à Ploïesti pour y voir le grand-duc Nicolas qui venait d'arriver dans cette ville. Au cours du long et cordial entretien qu'ils eurent ensemble, le grand-duc insista pour obtenir *la coopération directe* de l'armée roumaine, en faisant valoir que son concours serait d'autant plus utile à l'armée russe que celle-ci ne pouvait plus compter sur la Serbie maintenue par la diplomatie européenne hors de l'action. Mais Carol répondit qu'il tenait *avant tout à garder son armée dans ses propres mains*. Il fit valoir le service que ses troupes placées en Petite-Valachie allaient rendre aux Russes qui pouvaient s'appuyer sur elles et en faire leur aile droite. Il ne dissimula pas, d'ailleurs, le violent désir qu'il partageait avec ses sujets de se jeter dans la lutte.

Nicolas alla, dès le lendemain, à Bucarest rendre visite au prince qui le reçut en grande pompe, ayant autour de lui les membres du haut clergé, les ministres, les officiers supérieurs et tous les hauts dignitaires de l'État. Le gouvernement impérial ne paraissait nullement partager le désir qu'avait le grand-duc de voir la Roumanie prendre une part active à la guerre, car peu de jours après l'entrevue des deux princes, le général Ghika télégraphiait de Saint-Pétersbourg, que Gortschakov lui avait déclaré n'attendre aucune coopération de la part de la Roumanie. Mais celle-ci était bien décidée à imposer son concours Le 21 mai, la Chambre venait de voter, à l'unanimité moins deux voix, une résolution consacrant officiellement la rupture avec la Turquie et le prince écrivait, dans son Journal, que cette déclaration solennelle lui faisait un devoir de sceller sur les champs de bataille l'indépendance proclamée par les représentants du pays.

La fête nationale, qui tombait précisément le lendemain de ce vote, fut célébrée avec un éclat extraordinaire. Après le *Te Deum* chanté à la métropole, une réception eut lieu au palais : J. Bratiano se fit l'interprète de l'enthousiasme général en saluant, par avance, le prince du nom de *premier roi de Roumanie*. De son côté, le président de la Chambre, le poète révolutionnaire Constantin Rosetti, — ancien adversaire du « prince allemand » et ami de Garibaldi et de Mazzini, — rappela les paroles prononcées onze ans

auparavant par le jeune souverain *(Je suis devenu Roumain; j'ai abandonné famille et patrie pour suivre la bonne et la mauvaise fortune du pays, aujourd'hui comme citoyen, demain, s'il le faut, comme soldat),* et lui exprima toute son admiration pour la fidélité avec laquelle il avait tenu sa promesse.

« Je regrette moins que jamais d'avoir quitté ma patrie et ma famille — répondit le prince — aujourd'hui que les dernières ombres de la vassalité se sont dissipées dans ce pays. J'espère que l'indépendance de la Roumanie ne sera pas seulement une bénédiction pour elle-même, mais aussi pour l'Europe, car nous serons maintenant en état de remplir notre mission librement et sans obstacle. »

Le soir, toute la ville était illuminée. Le grand-duc Nicolas, étant arrivé sur ces entrefaites, assista à la représentation de gala donnée au théâtre et parut suivre avec sympathie ces manifestations patriotiques, tout en gardant le silence au sujet de la déclaration d'indépendance, car il ignorait les intentions de son gouvernement à cet égard. Il revint encore le surlendemain à Bucarest et alla, en compagnie des souverains roumains, visiter le champ de foire de la Pentecôte où régnait une grande animation : le prince constata le plaisir que prenait son hôte à voir exécuter des danses nationales. Les officiers et les soldats, mêlés à la foule, fraternisaient gaiement avec elle : c'était l'âge d'or de l'alliance russo-roumaine.

Le 26 mai, Carol se rendit, partie en chemin de fer, partie en voiture, à Calafat, sur les bords du Danube pour inspecter les batteries et les forfications de campagne. Il se montra enchanté de l'ensemble des mesures militaires ainsi que de l'état des troupes. Le soir même, il fit commencer le bombardement de Widin, située sur la rive opposée du Danube. Les Turcs ripostèrent immédiatement en tirant juste. Trois bombes éclatèrent près du prince ; il les salua gaiement en agitant son képi. Son sang-froid souleva parmi les soldats un enthousiasme qui se propagea jusqu'au camp, où les musiques militaires se mirent à jouer. L'épisode a été chanté depuis par Carmen Sylva.

Ce premier bombardement ne dura qu'une heure. Le lendemain matin, Carol reprit le chemin de Bucarest. Sur tout le parcours, les villages étaient pavoisés et, dans les endroits où le prince s'arrêtait, la population, déjà instruite du courage qu'il avait montré, l'acclamait en répandant sur lui une pluie de fleurs ; jeunes filles et jeunes gens, en habits de fête, exécutaient des danses joyeuses (la *hora*) devant sa tente « sans s'inquiéter des dangers et de la guerre qui les menaçaient de si près ». A Bucarest, la cérémonie fut « grandiose ». Il y trouva l'envoyé du Tsar qui lui présenta une note dans laquelle Gortschakov déclarait de nouveau que S. M. l'empereur ne conviait point la Roumanie à une coopération au delà du Danube.

« Si, disait-il, le gouvernement roumain veut entreprendre la guerre *à ses propres frais et à ses risques et périls,* ce ne peut être qu'à la condition absolue de l'unité du commandement supérieur, qui restera entre les mains du général en chef de l'armée impériale.

« *La Russie n'a pas besoin du concours de l'armée roumaine.* Les forces qu'elle a mises en mouvement contre la Turquie sont *plus que suffisantes* pour atteindre le but élevé que l'empereur s'est proposé en commençant la guerre. D'autre part, la sécurité extérieure de la Roumanie ne l'oblige guère à attaquer la Turquie. Si donc, par des considérations personnelles d'une nature différente, et que le gouvernement roumain tient à ne pas dévoiler, mais qui ressortent assez clairement du langage de la presse locale, il se croit tenu d'honneur à entreprendre une action offensive contre l'empire ottoman, cette action ne doit en aucun cas gêner l'exécution du plan général des grandes opérations de l'armée russe.

« La communauté du but et les sympathies traditionnelles qui unissent la Russie et la Roumanie auraient dû constituer, pour le gouvernement princier, une garantie suffisante des dispositions sincères qui guident dans les circonstances actuelles les actes du cabinet impérial à son égard. Les nombreuses marques de confiance et de bienveillance que la Russie lui a données dans le passé, et même en dernier lieu, révèlent déjà l'étendue des avantages matériels et politiques que la Roumanie aurait pu acquérir encore à la faveur de pareils rapports. »

Le chancelier russe concluait en déclarant que le cabinet roumain devait lui manifester au plus vite ses intentions, de façon à permettre au chef de l'armée impériale de prendre des dispositions en conséquence.

Ce chef (le grand-duc Nicolas) désirait, au contraire, voir la Roumanie entrer en campagne et, lors du conseil de guerre qui se tint chez lui le 1er juin, il sollicita vivement le prince de faire franchir le Danube à son armée (1). Carol y était depuis longtemps résolu; mais, toujours prudent, il attendait le moment propice. Aussi, n'avait-il pas encore répondu à la mise en demeure de Gortschakov, quand, le 6 juin, il envoya MM. Bratiano et Kogalniceano saluer le Tsar qui venait d'entrer en Roumanie pour s'installer à Ploïesti avec une escorte de sept cents hommes et de mille chevaux. Les deux ministres rapportèrent de leur visite l'impression que l'empereur Alexandre entendait se comporter dans leur pays en maitre plutôt qu'en ami. D'un mot, Carol calma leurs alarmes : *un prince d'une antique maison comme lui, un Hohenzollern, ne pouvait être purement et simplement jeté de côté, même par un empereur de Russie. Le Tsar qui est son parent sera honoré par lui comme son hôte et l'hôte du pays; tout le reste est sans fondement.*

Après avoir ainsi rassuré ses ministres, il se rendit à son tour à Ploïesti, où il fut reçu par Alexandre II qu'entouraient le czarevitsch, les grands-ducs et tous les hauts dignitaires de l'empire. Carol cite parmi ces

(1) Ce fut au cours de cette délibération que « le prince Carol, ayant la carte du nord de la Bulgarie étendue devant lui, attira l'attention sur l'importance stratégique de *Plevna* comme carrefour de routes, et conseilla aux Russes de se rendre maîtres de cette localité, aussitôt que possible, après avoir terminé la traversée du fleuve. »

derniers : Gortschakov, le ministre de la guerre Milioutine, le général Ignatiev, et un neveu de l'empereur, le jeune Alexandre de Battenberg — futur prince de Bulgarie — qui allait prendre une part active à la guerre et cueillir sur les champs de bataille une couronne éphémère. Le Tsar, par une aimable attention pour son hôte, portait au cou la chaîne de l'ordre de Hohenzollern. Dans un long entretien intime, il l'assura que les Roumains n'avaient *rien que de bon* à attendre de la Russie : celle-ci leur avait déjà rendu autrefois de grands services et elle ne demandait qu'à continuer. Saisissant l'occasion, Carol répondit que le pays comptait sur cette guerre pour compléter son indépendance et soutenir son honneur sur les champs de bataille, mais l'empereur s'empressa de détourner la conversation. Le prince repartit cependant satisfait de sa visite. Vingt-quatre heures après, Alexandre vint à Bucarest, accompagné de ses trois fils et de plusieurs grands-ducs ; il fut accueilli avec enthousiasme dans la capitale roumaine : les rues par où il devait passer avaient été richement décorées ; de toutes les fenêtres on lançait des fleurs sur sa voiture et la foule le saluait déjà du titre de *libérateur des chrétiens d'Orient*. Les ministres eux-mêmes, qui avaient manifesté des craintes sur l'attitude du Tsar, exprimèrent leur joie après sa visite :

Non seulement la haute origine (du prince Carol), mais aussi son tact personnel ont épargné au pays toute espèce d'humiliation.

Le lendemain, Carol retourna à Ploïesti, accompagné de la princesse, pour y passer la journée. Le Tsar conduisit ses hôtes à sa demeure; il fit défiler devant eux les détachements de la garde impériale et leur témoigna des attentions qui touchèrent le cœur des Roumains. On remarqua beaucoup, qu'après avoir reconduit ses visiteurs à la gare, Alexandre II était resté sur le quai, devant le wagon de la princesse, jusqu'à ce que le train se mît en marche.

L'Empereur de toutes les Russies, à la suite des nombreuses guerres et occupations, a passé jusqu'à présent, dans le sentiment du peuple roumain, pour le plus haut représentant de la puissance terrestre et de la majesté. Aussi, maintenant que ce grand monarque se tient tête nue comme un seigneur chevaleresque devant la princesse de Roumanie, la foule rassemblée voit-elle plus clairement quelle différence il y a entre les anciens princes électifs et la dynastie actuelle et quelle autre situation le pays a acquise grâce à cette dernière.

Les jours suivants, Carol eut des entretiens intéressants, avec le général Ignatiev et avec Gortschakov. Tous deux déclarèrent que la guerre serait courte et glorieuse : Ignatiev insista sur les avantages considérables que les Roumains en tireraient, à la condition de s'entendre directement et en tout avec la Russie. De son côté, le chancelier reconnut que la Roumanie avait besoin des Bouches du Danube pour son développement économique et politique, *mais il réclama pour la Russie le bras de Kilia (en Bessarabie) que le traite*

de 1856 avait cédé aux Principautés. Le prince répondit que le moment n'était pas venu d'agiter ces questions : ses efforts tendaient, avant tout, à assurer l'intégrité du pays ; c'était seulement après une campagne glorieuse qu'il pourrait être question de l'élargissement des frontières. Gortschakov répliqua que les Roumains n'avaient pas besoin de tirer l'épée pour que leur indépendance fût reconnue par les puissances. Alarmé de cette opposition persistante et si marquée à ses projets belliqueux, Carol s'en ouvrit au grand-duc Nicolas qui partagea son mécontentement : « La diplomatie, déclara-t-il, se mêle de choses qui ne la regardent pas. »

Cependant l'armée du grand-duc continuait sa marche vers le Danube. Le prince décrit l'aspect pittoresque que présentaient les colonnes russes s'avançant autour de la capitale « en entonnant des chansons tristes ».

Ces colonnes semblent sans fin. Derrière chaque corps suivent, sur des convois de plusieurs lieues de longueur, les valets des équipages (pahontzi), avec leurs petits chariots. C'est une espèce d'hommes toute particulière, éveillant l'attention. Ces gens, qui viennent des profondeurs les plus lointaines du grand empire moscovite, poursuivent leur route, sordides et silencieux, enveloppés dans de longs sarraux en toile de couleur. Leurs cheveux touffus et incultes, le plus souvent jaune-paille, leurs nez écrasés et leurs petits yeux donnent à leurs larges figures un aspect étranger à l'Europe. Les voitures se suivent, mais chacune d'elles ne recèle que peu de bagages sous la bâche de toile crasseuse,

tandis que le cocher à la longue chevelure est assis devant; cela roule ainsi, jour et nuit, sur les routes aux ornières déjà profondes et le convoi ne s'arrête que lorsque les colonnes de troupes les forcent à dévier.

Le 15 juin, le Tsar revint avec ses fils dîner à Bucarest : il avait amené l'excellente musique du régiment de Préobadjenski qui alternait, pendant le repas, avec deux musiques des régiments roumains. Alexandre II était fort gai, et sa bonne humeur fut encore accrue par la nouvelle, qu'il reçut à table, d'une victoire de ses armées en Asie. Il écrivait, quelques jours après, à l'impératrice : *Je suis tout à fait sous le charme de la princesse Élisabeth.*

Carol fut moins satisfait de la visite du prince Milan, qui se montrait toujours indécis sur la conduite à tenir et lui inspirait, à juste titre, fort peu de sympathie. Il le traita néanmoins avec une politesse recherchée. Il reçut aussi don Carlos, qui voulait prendre part à la guerre contre les Turcs.

Le 26 juin, à la demande du grand-duc Nicolas, il fit ouvrir le feu sur toute la ligne du Danube et, sous les yeux du Tsar, les troupes moscovites franchirent l'immense fleuve, à l'aide de pontons, entre Zimnitza et Sistovo, dont le général Dragomirov s'empara après une lutte sanglante. Le lendemain, le tsar Alexandre touchant, pour la première fois, le sol bulgare, lança une habile proclamation dans laquelle il invitait les habitants à se joindre aux Russes et leur promettait

de leur donner une administration séparée. Le grand-duc Nicolas désirait vivement voir les troupes roumaines franchir le Danube, à leur tour, mais le cabinet de Saint-Pétersbourg continuait à s'y opposer formellement. L'agent de Roumanie à Vienne télégraphiait que l'Autriche, de son côté, conseillait au prince une prudente abstention : on l'avertissait que la Russie avait le dessein de s'annexer la fertile région de Bessarabie, qui avait été réunie à la Moldavie par le traité de Paris, et d'abandonner aux Roumains les marécages de la Dobrudja qu'on enlèverait aux Turcs. Carol n'en persistait pas moins dans ses projets ; en attendant l'occasion propice, il allait rejoindre son quartier général à Calafat, sur les bords du Danube, télégraphiait à l'empereur pour le féliciter de la prise de Tirnovo « la vieille cité royale bulgare » et appuyait le bombardement de Nicopoli à l'aide des batteries roumaines placées sur la rive gauche du Danube, à l'embouchure de l'Oltu. Il demandait aussi au grand-duc de lui donner quatre ou cinq petits bateaux blindés, ainsi que des torpilles, pour tenir les Turcs en respect.

Le 16 juillet, le général de Krudener s'empara de la ville de Nicopoli, l'ancienne Nicopolis, jusqu'alors tristement célèbre par la victoire qu'avait remportée, cinq siècles auparavant, Bajazet sur les croisés chrétiens.

Notre artillerie de Turnu-Margurele a beaucoup contribué à cette victoire, écrivait le prince à sa femme. Mais les

Russes ne voudront pas reconnaître les services que nous leur avons rendus. Le grand-duc Nicolas a fait à l'empereur un long rapport sur les événements depuis le commencement de la guerre jusqu'au passage du Danube, dans lequel il n'accorde pas *un seul* mot de mention à l'armée roumaine. La seule chose qu'il dise du pays, c'est que les chemins de fer roumains sont mauvais. — Cela peut être vrai, mais sans nos chemins de fer défectueux et sans les troupes roumaines, les Russes ne seraient pas encore de longtemps en Bulgarie!

La prise de Nicopoli faisait tomber aux mains des Russes six à sept mille prisonniers de guerre, plusieurs drapeaux, des canons, des munitions considérables et deux monitors ancrés dans le port; mais les vainqueurs avaient eux-mêmes perdu 1,400 hommes et 31 officiers. Le quartier général russe demanda que les Roumains se chargeassent des prisonniers de guerre et occupassent la place. Le prince refusa catégoriquement, disant que ses soldats ne pouvaient accepter la garde de prisonniers qu'ils n'avaient pas faits, et qu'en outre ils n'occuperaient pas Nicopoli avant qu'une entente spéciale eût été conclue au sujet de la coopération des armées russe et roumaine. Malgré l'insistance témoignée par le Tsar lui-même, informant le prince que son refus allait immobiliser le général Krudener, Carol tint bon : « il était décidé à ne sortir de son attitude expectative que le jour où un danger menacerait son pays » .

CHAPITRE XIV

(1877). — Entrée de l'armée roumaine en campagne. — Le prince Carol nommé commandant en chef des armées devant Plevna.

Jusqu'alors (15 juillet 1877) la fortune avait favorisé les Russes : sur la gauche de leur armée, le général Zimmermann, traversant le Danube à Galatz, avait pénétré au cœur de la Dobrudja : sur la droite, Krudener venait de prendre Nicopoli; au centre, le grand-duc héritier avait passé la Yantra et menaçait Roustchouk; enfin Gourko avait franchi les Balkans par la passe de Schipka à la tête d'une petite armée qui transportait son artillerie avec elle : ni les terribles obstacles opposés par la nature ni les chaleurs accablantes de l'été n'avaient ébranlé l'ardeur des soldats électrisés à la fois par la grandeur du but à atteindre et par la présence de deux membres de la famille impériale qui leur donnaient l'exemple du courage et de l'endurance. « On peut dire sans exagération — écrivait dans son rapport le duc de Leuchtenberg — que nos canons, et plus particulièrement nos canons à quatre roues, ont été transportés à bras d'hommes à travers les Balkans. » Cette barrière franchie, Gourko

lança son avant-garde en Thrace : il semblait déjà que rien n'arrêterait plus les Russes dans leur marche sur Constantinople. Ce fut, au contraire, à partir de ce moment que les Turcs, reprenant l'offensive, firent essuyer aux armées moscovites une série d'échecs qui allait enfin déterminer l'entrée en campagne de l'armée roumaine. Le 20 juillet, le prince Carol apprenait que les Russes, battus devant Plevna par Osman-Pacha, avaient perdu quarante officiers et plus de deux mille hommes. Aussitôt le découragement se manifesta au quartier général et s'accrut encore quand on apprit que l'incapable serdar-ekrem (généralissime) Abd-ul-Kérim, destitué en même temps que le ministre de la guerre, avait été remplacé par l'habile Méhémet-Ali, renégat prussien (ancien officier d'ordonnance d'Omer-Pacha) qui venait de se distinguer dans la campagne contre le Monténégro et la Serbie (1). L'Empereur lui-même se montrait abattu. De nouveau, le général Ghika transmit au prince le désir manifesté par le Tsar de voir l'armée roumaine passer le Danube à Nicopoli. Carol se rendait compte qu'à la longue il pourrait difficilement se soustraire à ce désir : menacés dans leur aile droite, les Russes souhaitaient vivement l'appui des troupes roumaines,

(1) Son vrai nom était Charles Détroit. Il descendait d'une famille française établie en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes et avait commencé par être mousse à bord d'un navire mecklembourgeois.

mais le prince se demandait si ses puissants alliés sauraient reconnaître le service qu'il allait leur rendre. Déjà le grand-duc accusait les Roumains d'avoir causé la défaite de Plevna en refusant d'occuper Nicopoli et de se charger des prisonniers turcs, mais un tel reproche laissait le prince insensible : le gouvernement russe n'avait-il pas déclaré, à diverses reprises, peu de semaines auparavant, *qu'il n'avait nul besoin du concours de l'armée roumaine?*

Or, le 24 juillet, la princesse racontait à son mari la conversation suivante, qu'elle venait d'avoir avec le chancelier russe :

Gortschakov me dit entre beaucoup d'autres choses : « Toujours pas de blessés roumains? » Ce à quoi je répondis froidement : « Non, Dieu merci, nous n'en avons que très peu jusqu'à présent! »

Il poursuivit : « Mais vous savez, vous devez passer le Danube, maintenant, vous l'avez promis! » — Et je répliquai : « Oui, ce n'est pas l'envie qui nous manque, mais le pont, les torpilles, etc. »

« — Oh, mais nous avons donné un million pour cela! »

Puis après un silence : « Je serai le premier à plaider votre Indépendance!... » Je jouai avec mon éventail et ne répondis rien.

Le 27 juillet, le prince fut informé qu'ordre avait enfin été donné à Galatz de remettre à l'armée roumaine les torpilles qu'elle réclamait pour le passage du Danube, et sur l'insistance réitérée du grand-duc, il fit enfin franchir le fleuve à ses troupes qui allèrent

occuper Nicopoli. Mais, tout en consentant à venir ainsi au secours des Russes, le prince se plaignait des difficultés continuelles qu'il avait à subir de leur part et des reproches qu'on ne lui ménageait pas sur ce qu'il avait refusé de garder et de transporter les prisonniers turcs :

« Ce dernier point est vrai, écrivait Carol à sa femme. Je déclinerai toujours un pareil service de gendarmerie; mon armée est trop au-dessus de cette tâche.

« Par contre, je me suis déjà déclaré prêt à marcher avec les Russes contre les 35,000 ou 45,000 Turcs qui occupent Plevna. Cette proposition déplaît à nos alliés parce qu'ils ne veulent pas partager une victoire avec nous... »

Le moment approchait cependant, où les Russes allaient être obligés de se montrer moins fiers. Le 30 juillet, leur armée, commandée par le général de Krudener, fut, de nouveau, complètement battue à Plevna, tandis que, de l'autre côté des Balkans, le général Gourko était obligé de reculer devant les forces considérables amenées par Suleyman-Pacha.

De toutes parts, les soldats du Croissant, prenant l'offensive, obligeaient leurs ennemis à reculer et la panique s'emparait des habitants qui s'étaient crus à jamais délivrés du joug musulman. Les Turcs justifièrent ces appréhensions par les effroyables atrocités qu'ils renouvelèrent alors en Bulgarie où les chrétiens furent massacrés par milliers.

A la nouvelle de ces événements, le prince Carol

donna l'ordre de fortifier Nicopoli et de conserver la place à tout prix. « Il ne s'agit plus maintenant — écrivait-il — des intérêts exclusivement russes, mais aussi des intérêts roumains. Un grand danger menace le pays, si les Turcs réussissent à rejeter les Russes au delà du Danube. »

De Tirnovo, le grand-duc Nicolas télégraphiait au prince, le priant de passer le fleuve au plus vite. Le ministre Bratiano pressait son souverain d'accéder à cette demande; mais Carol, après avoir envoyé toute la quatrième division de son armée au secours des Russes, hésitait à s'engager plus complètement dans la lutte sans avoir conclu un traité en règle avec ses alliés, qui cherchaient visiblement à englober l'armée roumaine dans la leur, de façon à lui interdire toute action personnelle. Cependant, sur les appels multipliés du grand-duc, et sur l'assurance donnée par lui, que « l'armée roumaine conserverait son individualité et resterait placée, pour tous les détails, sous le commandement direct de ses chefs immédiats », Carol se décida, le 22 août, à faire établir un pont sur le Danube (à Corabia) et à envoyer trente mille hommes au secours des Russes arrêtés devant Plevna. Lui-même fit « des adieux émouvants » à sa femme auprès de laquelle il venait de passer quelques jours dans la petite ville de Schimnik, « où la vie lui paraissait comme une idylle au milieu du désordre de la guerre », et se rendit à Corabia pour présider à la construction

du pont de bateaux et au passage des troupes. Les soldats l'accueillirent avec un grand enthousiasme qui ne les empêchait pas de comprendre la gravité de la situation : « Tous se signaient avant de partir. » Chacun se rendait compte maintenant que la guerre serait longue et difficile et qu'il ne s'agissait pas d'une marche triomphale devant aboutir à Constantinople.

Il semble qu'au moment de passer le Danube et de rejoindre l'armée impériale sous les murs de Plevna, Carol aurait pu poser ses conditions et bien stipuler que la Russie ne revendiquerait point, par la suite, les districts de Bessarabie dont il avait été déjà plusieurs fois question. Il n'en fit rien. Faut-il en conclure que, dès ce moment, le sacrifice, considéré comme nécessaire, était consommé dans son esprit?

Le 28 août, le prince se rendit au quartier général russe où il était impatiemment attendu. L'Empereur, dont la santé avait été très atteinte à la suite des derniers échecs, témoigna vivement sa joie de le voir enfin près de lui sur la rive bulgare, et exprima l'espoir que désormais toutes les difficultés seraient aplanies. Le grand-duc Nicolas, également heureux d'avoir le concours assuré du prince Carol, n'aurait pas voulu cependant lui laisser un rôle prépondérant. Il lui demanda s'il avait l'intention de commander en personne son corps d'armée. « Cela va de soi », répondit le prince. Le grand-duc objecta que « cette décision donnerait lieu à des difficultés

de toutes sortes, attendu que le prince de Roumanie ne peut naturellement pas être placé sous les ordres d'un général russe ». — « C'est, en effet, une impossibilité, repartit vivement Carol, mais, par contre, dix généraux russes peuvent parfaitement être placés sous mes ordres. »

Le Tsar, qui était présent, se hâta de détourner la conversation et, présumant que son hôte devait être fatigué d'un voyage accompli par une chaleur torride, il le conduisit lui-même à la tente qu'il lui avait fait préparer près du quartier impérial, puis il se retira; quelques minutes après, il envoyait le grand-duc Nicolas lui offrir, de sa part, le commandement supérieur de toutes les troupes réunies devant Plevna. Carol, surpris par cette proposition inattendue, demanda tout d'abord le temps de la réflexion d'autant plus — écrivait-il à sa femme — qu' « il aurait préféré combattre seul avec son armée dans une zone d'opérations séparée ». Mais à la surprise et au regret qu'il manifestait ainsi, devait se mêler un légitime orgueil : combien il était flatteur pour lui de se voir sollicité de la sorte par les puissants alliés qui, naguère, affectaient de mépriser son concours et tournaient en dérision l'armée roumaine! (1)...

(1) Le passage des Balkans par le général Gourko avait provoqué « un délire sans pareil dans les rangs du peuple russe, une joie débordante parmi les officiers, une fierté dans les états-majors qui se traduisait par un redoublement de froideur à l'égard des Roumains. Les pauvres *dorobantzi,* avec leurs blouses blanches passementées de

Aussi le temps demandé pour la réflexion ne fut-il pas de longue durée; et, bien que préoccupé d'apprendre que les forces russes devant Plevna ne dépassaient pas trente mille hommes — auxquels allaient maintenant s'adjoindre trente mille Roumains — Carol se rendit, le soir même, près de l'Empereur pour le remercier de la confiance dont il l'avait honoré. « Pourtant, ajoutait-il, je me sens pénétré de la gravité de ma responsabilité. — Dieu nous aidera », répondit le Tsar.

Le lendemain, conférant longuement avec le ministre de la guerre Milioutine et les généraux au sujet de la situation devenue très critique, le prince fut frappé du découragement qui s'était emparé de tous. Ignatiev, considéré comme l'auteur de cette guerre qu'il avait déclarée devoir être *courte et glorieuse*, se montrait particulièrement abattu : on venait, en effet, d'apprendre, au quartier général, que les Russes avaient subi un échec en Asie et qu'en Bulgarie même, sur les bords du Kara-Lom, le Czarevitsch, après trois jours de lutte, avait dû battre en retraite devant Méhémet-Ali. L'Empereur se montrait fort soucieux. Il était temps, en vérité, que l'armée roumaine entrât en ligne à son tour.

rouge et leur bonnet de laine frisée orné d'une plume de coq, dont on devait, à quelques jours de là, implorer le secours, étaient l'objet des moqueries des joyeux officiers de Cosaques, quand ils défilaient sous leurs yeux, cadençant leur pas aux accents des sonneries françaises ». (Cam. Farcy, *La guerre sur le Danube*.)

Carol se mit en devoir de regagner la rive gauche du Danube à Zimnicea pour hâter le passage des troupes. A peine arrivé à destination, il reçut coup sur coup deux télégrammes du grand-duc Nicolas, le pressant d'envoyer immédiatement son armée sur Plevna pour attaquer les Turcs.

Le prince réunit aussitôt un conseil de guerre et, *malgré l'avis de la majorité des membres* qui préconisent un ajournement, il donne l'ordre à ses soldats de franchir le Danube le jour suivant. Il assume ainsi la responsabilité de la campagne qui s'engage et où il va jouer son va-tout :

Aussitôt que les troupes auront atteint l'autre rive, le pont doit être rompu et reconstruit de nouveau en face de Nicopoli. Lui-même se rendra seul à Plevna, avant même que le pont soit désagrégé. — C'est ainsi qu'il l'a promis à l'Empereur et c'est ce qui arrivera, c'est là son inébranlable résolution. Il préfère être rejeté avec son armée dans le Danube que de reculer devant le danger, au moment où ce danger a atteint son point culminant. La guerre doit maintenant être résolue; un plus long atermoiement est impossible.

Ayant pris ce parti héroïque, vivement applaudi par Bratiano, le prince lança, le 1er septembre, un ordre du jour dans lequel il déclarait à l'armée qu'il s'agissait de vider enfin la querelle séculaire avec les Turcs; après avoir passé les troupes en revue et assisté avec elles au service religieux célébré par l'évêque de Rimnik, il se mit lui-même à leur tête, les excitant de

la voix et du geste en galopant jusqu'à l'entrée du pont, large de 800 mètres et composé de 120 pontons réunis qui venait d'être jeté. Il se tint là durant de longues heures, sous un soleil ardent, tandis que les colonnes défilaient sous ses yeux, musique en tête avec leurs étendards déployés. Le président du Conseil Bratiano et le président de la Chambre Rosetti, présents à ce spectacle, s'en montraient profondément impressionnés; ils voyaient se réaliser sous leurs yeux le rêve de leur jeunesse : « Jamais, disaient-ils, nous n'aurions espéré vivre jusqu'à ce grand jour. » Le prince, qui partageait leur émotion, passa sa dernière soirée sur le sol roumain, à Turnu-Magurele, près du grand-duc Alexis, de don Carlos et du duc de Leuchtenberg. Le lendemain matin, de bonne heure, il traversait lui-même le Danube sur un vapeur russe aux acclamations répétées de la foule. Il fut reçu, sur la rive bulgare, par le général Stolypin et son état-major, au son de l'hymne roumain exécuté par la musique russe. Montant aussitôt à cheval, il gravit, au milieu des hourras des troupes formant la haie sur son passage, le chemin abrupt qui conduit à la vieille citadelle de Nicopoli et se rendit sur le plateau où étaient campés des dorobantzi qu'il prit plaisir à passer en revue.

Le soir, il alla coucher dans une maison ruinée du misérable village de Poradim, situé à 40 kilomètres au delà de Nicopoli, 15 kilomètres avant Plevna. L'air était infesté par l'odeur putride que répandaient

d'innombrables cadavres d'animaux au-dessus desquels croassaient des bandes de corbeaux. Cependant, brusquement réveillé par le fracas du canon, Carol écrivait à sa femme qu'il était content : « cette vie était bien faite pour lui. Seule, l'absence de la princesse lui était pénible » .

Après avoir reçu le général de Krudener dont il vante « l'amabilité et la loyauté allemande » , il sortit à cheval pour inspecter les troupes, les saluant en russe d'un « bonjour, mes braves » (*Sdarowno Malatzi*) auquel répondit un tonnerre de vivats. Il fut satisfait de la tenue des soldats, mais put constater que, vu le très grand nombre des malades, l'effectif russe était loin de compter les 30,000 hommes valides qu'annonçait le rapport.

Le prince employa la journée à parcourir les avant-postes autour de Plevna. Il se rendit compte ainsi de l'importance stratégique de la ville « située au fond d'une vallée et entourée de hauteurs dont les sommets les plus élevés avaient été couronnés de redoutes par les Turcs » .

Cette inspection prouva au prince l'imprudence qu'il y aurait à commencer l'attaque de la place avec les seules forces alors à sa disposition, et il s'empressa de télégraphier dans ce sens au grand-duc Nicolas. Mais, le lendemain, Lowstcha, clef des positions ottomanes sur la ligne de l'Osma, étant tombée au pouvoir des Russes après une lutte très meurtrière, le

quartier général crut pouvoir en finir rapidement avec les Turcs. Ceux-ci, formidablement retranchés derrière les travaux de défense qu'Osman-Pacha s'était hâté d'établir autour de la place, allaient, au contraire, opposer une résistance acharnée à leurs adversaires. Carol le prévoyait. Aussi, tout en reconnaissant l'importance stratégique de la prise de Lowtscha, qui brisait les communications d'Osman avec l'armée de Suleyman et allait permettre d'attaquer Plevna du côté sud, repoussait-il énergiquement la proposition de faire commencer l'assaut. Les généraux Imeritinski et Skobelev (1) partageaient son avis, mais le grand-duc, au contraire, déclarait, sur un ton irrité, *qu'il fallait attaquer absolument et sans retard*. L'Empereur devait arriver le lendemain et Carol se montrait préoccupé de cette journée « qui pouvait décider du sort de la campagne ».

Le 27 août, le prince adresse à son peuple une proclamation dont nous retrouvons le texte dans les documents de l'époque. Il y expose les causes « qui ont obligé le pays à entrer dans la lutte malgré sa volonté ». L'Europe a refusé de prendre le parti de la Roumanie et de garantir sa neutralité durant le conflit qui s'est allumé entre la Russie et la Porte ;

(1) « Le blond général Skobelev qui n'est encore âgé que de trente-quatre ans — écrivait le prince — possède, malgré sa tendre nature, de l'énergie et de la bravoure personnelle. Il est très aimé de ses soldats. »

cette dernière puissance, sans vouloir tenir compte de la situation difficile des Roumains, a dirigé contre eux ses premiers coups, bombardant leurs villes ouvertes, ravageant leurs villages et leurs champs, etc. Bref, le sentiment même de la conservation, et non l'ambition personnelle ou le désir de gloire et de conquêtes, a forcé la Principauté à rompre les derniers liens la rattachant à la Porte et à sortir de la défensive pour ne pas subir le sort de l'infortunée Bulgarie. Carol revendique, en outre, pour ses sujets « qui ne doivent pas oublier leur titre de chrétiens », le droit et le devoir d'intervenir dans les grandes questions de l'émancipation des chrétiens d'Orient. « Roumains! dit-il en terminant, nous entrons franchement dans la lutte, en répétant le cri antique avec lequel vos ancêtres ont vaincu si souvent : *En avant, avec Dieu, pour notre pays et notre foi!* »

Le bombardement de Plevna commença le 7 septembre sous les yeux du prince qui, dès l'aube, s'était rendu à cheval près des batteries. Au retour de sa promenade d'inspection, il alla rejoindre l'Empereur qui aurait bien voulu célébrer par une victoire ce jour anniversaire de son couronnement et qui, sur une hauteur dans le voisinage des batteries roumaines, encourageait les troupes. Il manifesta hautement sa joie à la vue du prince Carol.

Dans la journée du 8, l'armée roumaine reçut le baptême du feu. Le 13e régiment de dorobantzi s'em-

para d'une tranchée turque, en faisant subir des pertes considérables à l'ennemi (1). Le Tsar admira l'énergie et le courage déployés par ces novices et, pour récompenser le régiment qui s'était si brillamment comporté, il conféra deux croix de Saint-Georges à chaque compagnie, et, le lendemain, à déjeuner, il porta un toast *à la vaillante armée roumaine.*

Le bombardement se prolongea ainsi durant quatre jours, mais ne produisit pas les résultats espérés : les munitions des assiégeants s'épuisaient sans que les ouvrages turcs eussent subi de sérieuses avaries, et les assiégés répondaient faiblement à la canonnade. Dans la soirée du 10 septembre, le Tsar réunit un conseil de guerre où, malgré l'avis du prince Carol, l'attaque générale fut décidée pour le lendemain : l'Empereur, très réservé comme toujours, n'avait pas émis d'opinion personnelle, mais s'était rangé à l'avis de son frère, le grand-duc Nicolas, pressé d'attaquer avant qu'Osman-Pacha n'eût reçu de nouveaux renforts de Sofia.

Alexandre II voulut que la mémorable journée du 11 septembre commençât par la célébration du service divin. Un *Te Deum* fut chanté, en plein air, au bruit de la canonnade qui retentissait sans relâche :

(1) « Les Russes avaient assigné à leurs alliés, les Roumains, le poste le plus exposé, devant cette redoute de Grivitza contre laquelle, deux fois déjà, avaient échoué tous leurs efforts ». (Amédée Le Faure, *Histoire de la guerre d'Orient.*)

les assistants, émus par la grandeur de cette scène, imploraient avec ferveur le Dieu des armées. Le Tsar ne pouvait retenir ses larmes; après la cérémonie, il s'approcha du prince et l'embrassa avec effusion; tous deux firent un repas sommaire en échangeant des toasts au succès de leurs armées. Carol, ayant peu d'espoir, n'avait commandé l'attaque que pour trois heures de l'après-midi. A deux heures, il monte à cheval pour se rendre avec son état-major à un poste d'où il peut suivre et diriger les opérations. Les obus pleuvent de tous côtés autour de lui. Il voit, à plusieurs reprises, ses troupes se précipiter avec une ardeur merveilleuse sous le feu de l'ennemi qui les repousse en faisant de terribles trouées dans leurs rangs. Bientôt le champ de bataille est jonché de cadavres. Le prince, n'y pouvant plus tenir, descend au milieu des soldats pour les encourager par sa présence. Il les excite à renouveler leur tentative héroïque : « il faut réussir! » Ces braves l'entourent en l'acclamant; de nouveau, ils se lancent à l'assaut, et, à l'entrée de la nuit, la redoute de Grivitza tombe entre leurs mains, mais, hélas! on s'aperçoit alors que cette position fameuse est commandée, à une courte distance, par une redoute plus forte dont on ne soupçonnait pas l'existence et qui, dans quelques jours, va nécessiter un nouvel assaut!

La bataille continue le 12. A plusieurs reprises, mais en vain, les Turcs cherchent à reprendre la posi-

tion perdue et les escarmouches se renouvellent jusqu'au soir où le prince, après avoir fait relever les avant-postes russes et roumains, peut enfin jouir d'un repos mérité : « Il est resté trente-huit heures sur ses jambes. » Malheureusement, dans cette même journée, les Russes de Skobelev ont été obligés d'évacuer les redoutes conquises par eux la veille. Le succès obtenu par les Roumains à Grivitza reste donc seul à l'actif de l'armée alliée : les pertes sont effroyables, hors de toute proportion avec le résultat obtenu (1).

L'empereur et le prince Carol, parcourant le lendemain le champ de bataille, furent douloureusement impressionnés d'entendre s'élever, de toutes parts, les plaintes des blessés demandant en grâce qu'on les achevât. Des monceaux de cadavres avaient été entassés de distance en distance ; Osman-Pacha n'ayant pas voulu accorder une amnistie pour enterrer les morts, une odeur épouvantable se dégageait de tous ces corps en putréfaction.

La population de Bucarest, éloignée du théâtre de ces scènes d'horreur, se livra à une joie débordante, en apprenant le brillant fait d'armes accompli par l'armée roumaine : on organisa, à travers la ville, une procession qui fut suivie par plus de dix mille

(1) « Sur les 60,000 hommes de l'armée russo-roumaine qui avaient été engagés du 7 au 13 septembre, on comptait 21,700 morts, blessés et disparus : 19,000 Russes et 2,700 Roumains ». (Cam. FARCY, *La guerre sur le Danube.*)

personnes. Au moment où elle passa devant le consulat général de Russie, le chancelier Gortschakov en sortit et vint embrasser les saintes images. La foule applaudissait; son enthousiasme s'accrut encore quand parvinrent à Bucarest le drapeau et les canons pris à l'ennemi. Des services funèbres furent célébrés avec solennité, dans toute la Roumanie, en mémoire des soldats morts pour la patrie.

Devant Plevna, l'empereur qui, pendant ces journées émouvantes, avait, plusieurs fois, témoigné chaleureusement au prince sa reconnaissance et son admiration pour les soldats roumains, lui attacha au cou la croix de Saint-Georges « afin de consacrer le souvenir de leur confraternité d'armes » . Au déjeuner qui réunit ensuite, chez le Tsar, don Carlos, Skobelev et un grand nombre de généraux, les assistants félicitèrent le prince de la haute distinction que l'Empereur venait de lui décerner.

Carol employa les jours suivants à visiter les ambulances, à inspecter les troupes et à surveiller les travaux d'approche, les nouvelles tranchées ainsi que les fortifications en terre élevées sur toute la ligne, pour parer à une attaque des Turcs. Il fut heureux de constater, avec le grand-duc qui l'accompagnait parfois dans ces tournées, que le bon esprit et l'entrain s'étaient maintenus dans les deux armées, malgré les pertes cruelles qu'elles avaient subies.

CHAPITRE XV

(Octobre-décembre 1877). — Siège et prise de Plevna.

Comprenant enfin qu'il fallait renoncer à prendre Plevna de vive force, et obligé de faire un siège en règle, l'état-major russe avait eu recours aux lumières du vieux général Todleben nommé *ad latus* du prince de Roumanie. Celui-ci, fier d'avoir sous ses ordres l'illustre défenseur de Sébastopol, sympathisa aussitôt avec lui d'autant plus, disait-il, que *c'est un véritable Allemand. Il m'a témoigné sa joie d'être adjoint à un Hohenzollern!* Il lui fit visiter, plusieurs jours de suite, les positions autour de Plevna et fut content de le voir se prononcer, à son tour, contre tout nouvel assaut. Todleben déclara positivement que Plevna ne pourrait être réduite que par un investissement complet; pour cela, deux corps d'armée, au moins, étaient nécessaires et, malgré l'avis contraire de l'état-major, il pria le grand-duc de prendre des mesures en conséquence.

Cependant les troupes souffraient, dès ce moment (commencement d'octobre), de la température devenue d'une humidité glaciale; beaucoup de soldats

avaient eu les membres gelés dans la neige fondue. Le nombre des malades s'accroissait d'une façon inquiétante, et tout le monde souhaitait d'en finir avec ce siège avant l'hiver qui s'annonçait menaçant. « En Europe » — écrivait le prince à sa femme — « on ne peut se faire une idée des difficultés d'une campagne en Bulgarie; les fatigues, les privations, les peines et les soucis sont tellement au-dessus de toute description, qu'une campagne ici équivaut à trois guerres en Occident. » Et, quelques jours plus tard :

« Par le temps le plus invraisemblable j'ai visité tous les hôpitaux et ambulances et consolé les malheureux, dont un grand nombre gisaient dans la paille mouillée. Quelques-uns sont morts pendant le transport; 300 chevaux environ sont morts et les routes sont parsemées de cadavres. La guerre entre ici dans sa forme la plus horrible et il faut avoir des nerfs solides pour contempler tout cela. »

Le dimanche 21 octobre, par 10 degrés (Réaumur) de froid, mais un temps ensoleillé, le prince assistait à la consécration d'une petite église bulgare qu'il avait fait achever et à laquelle il avait donné une cloche : quand celle-ci vint à tinter, l'allégresse éclata dans la population. On sait, en effet, que l'usage des cloches est interdit aux chrétiens sujets de la Porte. Aussi ce joyeux son, qui n'avait plus retenti depuis de longs siècles en Bulgarie, était-il accueilli maintenant par les habitants comme le signe de la délivrance du pays.

Cependant, il était important d'isoler complètement Osman-Pacha du reste de la Turquie. Le général Gourko fut chargé de ce soin : le 24 octobre, après plusieurs attaques aussi malheureuses que meurtrières, il réussit enfin, la nuit venue, à repousser les Turcs dans la place et à leur couper la route de Sofia. L'investissement était terminé, mais il avait coûté, dans cette seule journée, cinq mille hommes à la Russie.

Deux jours plus tard (26 octobre), le Tsar venant s'installer à Poradim, le prince lui céda sa maison et alla lui-même se loger dans une misérable chaumière à l'autre extrémité du village. Il prenait ses repas sous une tente où il avait toujours de trente à quarante convives. La nourriture du quartier-général était fournie par la ville roumaine de Turnu-Magurele et revenait à mille francs par jour. Souvent aussi, le prince dînait dans l'intimité chez l'empereur, qui lui témoignait une grande cordialité. Alexandre II venait de faire verser quatre millions au gouvernement roumain pour lui permettre de continuer la guerre. Une division allait venir de Russie combler les vides faits par l'artillerie turque dans l'armée assiégeante, et le prince Carol calculait que, dans trois ou quatre semaines, la ville serait prise. Au moment même où il confiait cet espoir à la princesse, celle-ci lui écrivait une lettre débordante d'enthousiasme, d'où nous détachons les lignes suivantes :

La guerre te profitera de toutes manières et augmentera d'une façon extraordinaire ta situation en face de l'Europe. Tu seras envié : un doux sentiment après qu'on a été plaint pendant onze ans!

« Je suis fort occupée et aspire souvent au repos; il sera doux de le goûter après les batailles gagnées! Je suis très fière du grand commandement que tu as; dis à Todleben que je brûle du désir de faire sa connaissance et qu'entre lui et moi un lien indestructible s'est attaché par la force et la solidité avec laquelle il se tient aux côtés de mon Un, de mon Tout! (1). »

Le 29 octobre, après un bombardement de deux heures, la citadelle de Zellisch, défendue par deux mille cinq cents hommes avec quatre pièces de canon, tombait au pouvoir du général Gourko; puis, dans la nuit du 8 au 9 novembre, Skobelev s'emparait de la colline boisée, connue sous le nom de *Montagne Verte,* qui domine Plevna. Le cercle d'acier se rétrécissait de plus en plus autour de la place. Le grand-duc envoya un parlementaire à Osman-Pacha pour l'inviter à accepter une capitulation honorable qui éviterait une effusion de sang inutile. Mais le vaillant général turc répondit qu'il était loin d'avoir épuisé tous les moyens de défense : « Lui et sa brave armée, ajoutait-il, étaient, d'ailleurs, disposés à verser jusqu'à la der-

(1) Une autre fois, la princesse écrit à son mari :

« Ta chère lettre est arrivée hier — j'en ai été heureuse comme le voyageur, dans le désert, se réjouit de voir la pourpre de l'aurore après la nuit sombre. Je lis chacune de tes lignes plusieurs fois et les porte partout avec moi! »

nière goutte de leur sang pour l'honneur de la patrie. »

Malgré cette fière réponse, il était évident que Plevna, où les vivres commençaient à manquer, ne pourrait plus résister longtemps. Vers le milieu de novembre, toute l'armée de l'ouest, avec ses renforts, ayant été placée sous le commandement immédiat du prince Carol, celui-ci se trouva avoir sous ses ordres plus de cent mille hommes avec six cents canons, tandis qu'Osman-Pacha disposait à peine de cinquante-six mille hommes. Le prince inspectait sans relâche les positions « qui, depuis l'investissement de la ville, avaient pris une étendue immense » . Passant des journées entières à cheval sous la pluie ou la neige, s'exposant sans cesse au feu de l'ennemi, il s'appliquait surtout à renforcer les travaux d'approche sur la rive gauche du Wid à l'ouest de la ville, par où l'on prévoyait qu'Osman tenterait une sortie.

La vue sur Plevna de l'autre côté du Wid est très belle. La ville est située dans une vallée en longueur, entourée de hauteurs dont les pentes abruptes encaissent le Wid. J'observai sur une des pentes un camp étendu de plus de mille tentes qu'on ne peut pas voir de la rive opposée. Nos batteries de 300 canons tiraient, de l'autre bord, des feux de salve et nous voyions la pluie des bombes tomber, alors que nous n'entendions qu'une demi-minute plus tard le tonnerre et le roulement prolongé des canons — une belle et grandiose scène de guerre! Beaucoup de généraux russes se tenaient auprès de moi.

Le prince se plaignait d'éprouver de grandes difficultés dans son commandement : l'état-major général changeait souvent les dispositions qu'il avait prises. « Il me semble parfois, écrivait-il à la princesse, que je suis incommode aux Russes. »

Cependant Alexandre II redoublait d'attentions pour les Roumains. Un soir Bratiano, admis auprès de l'Empereur, se hasarda à lui parler de l'avenir, du désir qu'avaient ses compatriotes de continuer à occuper certains points sur le Danube, comme gage, et de prendre part aux négociations de paix. Le Tsar répondit d'une façon évasive, déclarant seulement, avec beaucoup de bienveillance, que « la Roumanie n'aurait jamais à regretter d'avoir participé à la guerre ». Il décora de ses mains plusieurs généraux roumains en leur adressant les paroles les plus aimables.

Coup sur coup, le 20 et le 21 novembre, de bonnes nouvelles arrivèrent d'Asie et des bords du Danube : le grand-duc Michel, à la suite d'un assaut très meurtrier, était entré à Kars où cinq pachas et dix-sept mille hommes furent faits prisonniers. L'Empereur fit aussitôt célébrer, en plein air, à Poradim, une cérémonie d'actions de grâces à laquelle il assista, à cheval, avec le prince (1). Comme il se montrait fort touché du

(1) « Nous étions sur un plateau d'où nous pouvions bien jeter nos regards sur les positions de Plevna et sur la plupart des batteries. Les troupes étaient rangées sur toute la ligne, les musiques jouaient, toutes

« charmant télégramme » de félicitations qu'il venait de recevoir de la princesse Élisabeth, Carol répondit que c'était du fond du cœur que sa femme et lui prenaient part à toutes les joies de l'Empereur. « Je le sais bien, reprit Alexandre II. Je dois vous dire que j'ai une grande affection pour la princesse. J'espère qu'elle est complètement rétablie et qu'elle ne se fatiguera pas trop. » Le Tsar montra, en même temps, une dépêche de remerciement qu'il envoyait à l'empereur Guillaume : la Porte ayant sollicité la médiation de l'Allemagne, celle-ci lui avait répondu de vouloir bien négocier directement avec le quartier général russe, et cette réponse de Berlin enchantait naturellement le Tsar.

Le 21 novembre, on apprit aussi que les Roumains venaient d'occuper la petite ville de Rahova, sur les bords du Danube, et avaient été accueillis avec joie par la population qui vint, clergé en tête, acclamer ses « sauveurs ». La place avait été énergiquement défendue par les Turcs qui y perdirent la moitié de leurs hommes. Neuf officiers et plus de trois cents soldats roumains avaient été mis hors de combat. Carol a soin de rappeler que :

les batteries faisaient feu ensemble et cependant les hourras sans fin des soldats couvraient encore le tonnerre des canons. Ajoute à cela les chants magnifiques du chœur impérial et nous tous à genoux et priant, c'était un spectacle imposant et saisissant. Les Turcs croyaient que nous projetions une attaque, aussi se tenaient-ils prêts. » (Lettre du prince Carol à la princesse, 9/21 novembre.)

Cinq siècles auparavant Rahova avait déjà vu flotter les étendards des Hohenzollern. En l'an 1396 Frédéric de Zollern, burgrave de Nürenberg, appartenait à l'armée du roi de Hongrie Sigismond qui prit Rahova et Widin, mais fut ensuite détruite à la bataille de Nicopoli par le sultan Bajazet. C'est ce même Frédéric de Hohenzollern que l'empereur Sigismond investit de la marche de Brandebourg en 1415.

Le Tsar et le grand-duc Nicolas s'empressèrent d'adresser à Carol de chaudes félicitations. De leur côté, les Roumains devant Plevna célébrèrent leur victoire par un service solennel d'actions de grâces. Le prince, parcourant à cheval le carré des troupes où se trouvaient des députations de tous les régiments des 2e et 3e divisions, adressa une allocution à ses soldats :

Le sang de ceux qui sont tombés, leur dit-il, a été versé pour la sainte cause de l'indépendance. Je suis persuadé que toute mon armée est animée du même esprit de sacrifice. Aussi ai-je résolu de créer une médaille sur laquelle on lira : *Aux défenseurs de l'indépendance roumaine !* Et maintenant, en présence de l'ennemi et au son du tonnerre des canons, je vous invite à crier d'une seule voix : *Vive la libre Roumanie !*

Le 27 novembre, la session de la Chambre fut ouverte, à Bucarest, par un message du trône déclarant que l'indépendance du pays, proclamée six mois auparavant par le parlement, était désormais scellée sur les champs de bataille: « La Roumanie avait prouvé aux grandes puissances que, consciente de sa mission

sur le Bas-Danube, elle possédait aussi l'énergie nécessaire pour se défendre, les armes à la main, contre ses ennemis. » Carol avait conféré la médaille *pour la bravoure* à l'Empereur et la médaille militaire au grand-duc Nicolas qui le remercia chaudement, en disant que le succès de Rahova appartenait tout entier aux armes roumaines. Le prince fit aussitôt parvenir à son père une copie de cette lettre flatteuse :

Elle te permettra de constater la considération et la position que nous avons acquises vis-à-vis des Russes. J'espère que tu seras fier de voir que j'ai réussi à créer en dix ans, malgré les oppositions et les hostilités, une armée dont l'Europe parle avec égards. Ma situation sera maintenant tout autre dans le pays et à l'étranger, et je peux laisser passer avec tranquillité maint orage sur ma tête. Les partis dans le pays se calmeront aussi un peu plus et cesseront de m'accuser d'avoir travaillé contre l'intérêt de la Roumanie. Mes rapports avec l'Empereur, que je vois presque tous les jours, et avec le grand-duc sont des plus amicaux; par contre, ma situation à l'égard de l'armée russe est très difficile, bien que j'aie la satisfaction que, jusqu'à présent, tout se soit passé en douceur.

Il s'élevait, en effet, de fréquentes difficultés entre Russes et Roumains. Ainsi, les généraux russes prétendaient refuser aux Roumains le droit de réquisition en Bulgarie. Un jour, le prince Tcherkaski s'emporta devant Carol, au point de déclarer que les Roumains qui avaient réquisitionné de force de la paille et du blé, dans les villages le long du Danube, avaient

commis *un vol*. Carol répliqua vertement, déclarant qu'il allait porter plainte à l'Empereur. Le grand-duc obtint que Tcherkaski se rendît, le lendemain, à Poradim pour exprimer ses regrets au prince de Roumanie, mais celui-ci resta désagréablement affecté d'un incident qui prouvait, une fois de plus, la mauvaise grâce avec laquelle beaucoup de Russes supportaient le concours pourtant si précieux de l'armée roumaine.

Le froid devenait de plus en plus rigoureux et une neige épaisse jonchait la terre. Aussi le grand-duc, pressé d'en finir, voulait-il entreprendre un nouvel assaut ; le prince et Todleben le supplièrent de patienter encore, car il était évident qu'Osman-Pacha n'était plus en état de tenir longtemps : le 10 décembre, en effet, le défenseur de Plevna, à bout de ressources, tenta la suprême chance de salut qui lui restait en cherchant à percer le cercle d'investissement formé autour de la place. A sept heures du matin, par un temps froid et humide, les Turcs ouvrirent une violente canonnade de toutes leurs batteries et, cherchant à se faire jour du côté de l'ouest, se précipitèrent avec une furie extraordinaire sur deux redoutes qu'ils enlevèrent rapidement. Plusieurs canons étaient tombés entre leurs mains, quand l'arrivée des renforts russes et roumains vint arrêter le torrent. Pris à la fois, en tête par les Russes, et à revers par les Roumains, les Turcs furent obligés d'évacuer les positions qu'ils venaient d'occuper et même de reculer jusqu'au

moment (une heure) où Osman-Pacha, blessé, ayant eu un cheval tué sous lui et voyant son armée cernée, reconnut que la résistance était impossible et se décida à hisser le drapeau blanc. Les Roumains avaient eu leur part glorieuse dans le succès de cette journée : ils avaient pris la position d'Opanetz après avoir enlevé d'assaut deux redoutes; une troisième redoute s'était rendue à eux avec six canons et sept mille hommes. Aussi l'allégresse des troupes était-elle indescriptible. Quand le prince passa dans les rangs, « ce fut une tempête de hourras ». Comme il partait dans la direction de Plevna, un officier, accourant à bride abattue, lui apprit qu'Osman-Pacha s'était rendu avec toute son armée.

La joie qu'éprouva Carol à ce moment fut telle « qu'à peine pouvait-il croire à sa réalité ». Poursuivant sa route au milieu d'interminables convois de prisonniers, il croisa la voiture dans laquelle le chef de l'armée vaincue était conduit en captivité sous une escorte de *calarashi* (cavaliers roumains armés du sabre et de la carabine). En apprenant quel était celui qui s'avançait à cheval vers lui, Osman se leva malgré les douleurs que lui causait sa blessure. Carol, lui tendant la main, exprima en termes émus l'admiration qu'il ressentait pour son illustre adversaire : « Osman, écrit-il, est de taille moyenne, trapu, avec une barbe noire fournie encadrant son visage auquel de grands yeux bleus mélancoliques prêtent

une expression tout particulièrement attrayante. »

Sur ces entrefaites, le grand-duc Nicolas vint à passer et, se jetant au cou de Carol, rendit ainsi l'infortuné Osman témoin de la joie de ses vainqueurs. Carol voulait aller coucher à Plevna le soir même, mais le grand-duc lui demanda en grâce de retourner auprès de l'Empereur pour supplier celui-ci de ne pas entrer dès le lendemain dans la ville où l'on craignait que les Turcs n'eussent creusé quelque mine. Le prince eut grand'peine à atteindre Poradim, à travers la nuit, par des chemins affreux; sur sa route, il rencontra une voiture d'ambulance remplie de blessés turcs, qui avait versé dans un fossé, et il eut le cœur serré en entendant les gémissements de ces malheureux auxquels il était impossible de porter secours avant le lendemain matin. Quand il rejoignit enfin l'Empereur, celui-ci, le serrant dans ses bras, s'écria en allemand : *Mit Ausdauer kommt man ans Ziel!* (« Avec de la persévérance on arrive au but » !) et lui fit raconter tous les détails de cette journée. Alexandre était décidé à faire le lendemain son entrée solennelle à Plevna et rien ne put le faire revenir sur cette détermination.

La journée du 11 décembre s'ouvrit par une belle matinée ensoleillée. Après le *Te Deum* chanté devant la ville sur l'emplacement qu'occupait la tente d'Osman-Pacha, le prince Carol, que l'empereur venait de décorer de l'ordre de Saint-André avec glaives, monta

à cheval et fit, aux côtés du Tsar, son entrée à Plevna. Le cortège s'avançait dans la boue épaisse des ruelles nauséabondes. La ville offrait un aspect sinistre : bien des maisons et des hôpitaux étaient encombrés de cadavres qu'on n'avait pas eu le temps d'enterrer et, dans les rues mêmes, gisaient par terre un grand nombre de blessés et de malades. Mais les vainqueurs oubliaient ce lugubre spectacle en entendant les cris d'allégresse par lesquels la population bulgare accueillait leur venue. A l'issue du service religieux célébré au milieu des troupes, l'Empereur se rendit avec les généraux roumains dans une maison où le déjeuner avait été préparé. Durant le repas, le Tsar porta un toast au prince Carol et aux troupes roumaines. Dans la journée, il reçut Osman-Pacha qui marchait péniblement, appuyé sur son médecin. Le grand-duc et le prince Carol assistèrent seuls à l'entretien au cours duquel l'Empereur rendit son épée à l'héroïque vaincu, en témoignage de la haute estime qu'il avait pour lui. Touché des marques multipliées de sympathie qui lui venaient de ses adversaires, Osman-Pacha se montrait fort ému ; « comme tous les Orientaux, note le prince, il parle peu, mais sait donner une belle forme à ses remerciements ».

On s'étonnait que le général tarc, ayant appris au mois d'octobre que l'armée russe allait recevoir des renforts considérables, n'eût pas évacué Plevna, tandis qu'il en était temps encore, pour se retirer sur

Sofia. Osman, dans ses conversations avec Todleben, reconnut bien que telle était son intention, mais on n'avait pas accepté à Constantinople cet avis qui, seul, pouvait sauver la Turquie et on l'avait forcé à se maintenir dans la place où, dès lors, il avait résolu d'épuiser les moyens de résistance jusqu'à ce que l'honneur militaire fût satisfait.

L'entourage de l'Empereur obtint de lui qu'il ne prolongeât pas au delà de quelques heures son séjour à Plevna. Le prince Carol, chargé de porter les remerciements du souverain aux divisions de grenadiers rangées dans la plaine du Wid, fut acclamé avec transport. Deux jours après, en prenant congé des troupes russes qu'il avait commandées, il déclara que « cette glorieuse armée impériale s'était unie à la sienne par les liens d'une indestructible amitié ». L'Empereur, avant de rentrer en Russie, voulut passer la revue des 70,000 hommes qui avaient réduit Plevna. Le soir, Carol dîna une dernière fois chez le Tsar. Celui-ci lui lut la dépêche de félicitations qu'il avait reçue du prince Milan et la réponse qu'il y avait faite, « le remerciant de ses vœux tardifs et regrettant qu'il ne fût pas entré dans l'action, ce qui aurait permis à la Serbie d'acheter son indépendance au prix du sang de ses enfants, comme l'a fait la Roumanie ». Le lendemain, on apprit que Milan se décidait enfin à déclarer la guerre à la Porte.

Après dîner, se retirant dans son bureau avec son hôte, Alexandre II le combla d'éloges et de témoignages de sympathie; il affirma que la Roumanie serait largement récompensée de ses sacrifices, évitant toutefois de répondre quand le prince demanda qu'elle fût appelée à prendre part aux négociations pour la paix. Le Tsar lui dit adieu en l'embrassant cordialement. Dehors, malgré le froid et le brouillard, Ignatiev attendait la fin de l'entretien et, comme Carol en exprimait son étonnement d'une façon très nette, le diplomate russe lui témoigna le désir de l'accompagner chez lui. Durant le trajet, où tous deux « glissaient à chaque pas dans la boue fangeuse du terrain argileux », il demanda curieusement si Son Altesse était satisfaite de son long entretien avec l'Empereur. Le prince, méfiant, répondit affirmativement en insistant sur la déclaration par laquelle Alexandre II avait promis de ne pas perdre de vue les intérêts roumains.

Le lendemain matin, le Tsar partait pour Saint-Pétersbourg. Accompagné à cheval jusqu'à la sortie du village par le prince de Roumanie, il ne se sépara de lui qu'après avoir encore répété : « Les journées du 30 août et du 28 novembre resteront inoubliables pour nous. »

CHAPITRE XVI

(Décembre 1877-mars 1878). Retour du prince à Bucarest. — Siège de Widin. — Fin de la guerre. Les Russes réclament la Bessarabie. — Colère des Roumains.

Carol se disposait à quitter, à son tour, le sol de la Bulgarie. Il en fut empêché, pendant plusieurs jours, par une tempête de neige qui vint ajouter de nouvelles souffrances à toutes celles qu'avaient déjà endurées les soldats. Le 22 décembre, il put enfin partir dans une voiture attelée de dix chevaux qui avançaient pas à pas. Au bout de quelques heures, renonçant à ce mode de locomotion, il monta à cheval et continua sa route, pressé qu'il était de laisser derrière lui l'affreux spectacle des morts et des mourants qu'il rencontrait à chaque pas et auxquels il ne pouvait porter secours. Il décrit en termes émus « cette route pire qu'un champ de bataille » , où l'on apercevait, ici quelque brave soldat roumain gelé avec sa monture, là un groupe de prisonniers se traînant péniblement dans la neige et plusieurs succombant à l'épuisement, plus loin « un cercle de Turcs accroupis et déjà roidis dans la mort autour d'une roue de voiture qui a servi à allumer leur dernier feu » . A cette vue, Carol se

rappelait des images qui l'avaient frappé autrefois, représentant de cruels épisodes de la retraite de Russie.

Plus le prince s'approche de Nicopoli et plus nombreux sont les morts. Son cheval se cabre et se refuse à passer sur tous ces cadavres d'hommes et d'animaux, mais le prince doit avancer. Souvent il descend de cheval et fait un bout de chemin à pied pour se réchauffer, car le vent est glacial. Il atteint, au coucher du soleil, le plateau de Nicopoli, sur lequel est tracée à la lettre une allée de cadavres, homme contre homme, effroyable spectacle! C'est un triste retour dans ses foyers pour le général en chef victorieux!

Les rues de la ville présentaient le spectacle des mêmes scènes d'horreur. Le prince put les oublier, un moment, durant le repas que les officiers russes et roumains furent fiers de lui offrir, à la citadelle, dans une salle joliment décorée; mais quand, le soir, il gagna le logis qui lui avait été préparé, les gémissements des milliers de prisonniers turcs vêtus de lambeaux et parqués en plein air, dans les fossés des fortifications, par un froid de 22 degrés, vinrent lui rappeler soudain, dans la nuit noire, les cruelles réalités de la guerre.

Le 23 décembre, il traversa le Danube dans une petite chaloupe à vapeur qui menaçait à tout moment d'être brisée par d'énormes glaçons; au bout d'une heure, le prince atteignit enfin la rive roumaine où il fut accueilli par les vivats de milliers de personnes qui, de loin, avec le président du conseil Bratiano,

avaient suivi anxieusement les péripéties de cette dangereuse traversée.

Le long de la route — de Turnu-Magurele à Bucarest — que le prince mit plusieurs jours à parcourir, d'abord en traîneau, puis en chemin de fer, les mêmes manifestations se produisirent. Le mauvais temps avait empêché les délégations de la Chambre et du Sénat d'atteindre Nicopoli, afin de saluer le prince sur le sol bulgare. Elles voulurent, du moins, aller jusqu'à Piteshti (à 108 kilomètres de Bucarest) pour lui présenter leurs adresses. A Titu, Carol eut la joie de retrouver la princesse Élisabeth ; un peu plus loin, les ministres, les généraux russes, suivis d'une foule immense, étaient accourus au-devant de lui. Enfin, le 27 décembre, il entra à Bucarest dans une voiture encombrée de fleurs, ayant à ses côtés la princesse « rayonnante de bonheur ». Il se rappela sans doute, à ce moment, l'entrée qu'il avait faite, dans cette ville, au printemps de 1866 : les mêmes acclamations, la même pluie de fleurs avaient salué sa venue, mais c'était un inconnu que l'on acclamait ainsi, de confiance, et lui-même, en entendant ces cris d'allégresse, devait se demander si l'enthousiasme serait de longue durée chez ce peuple qui passait pour ingouvernable. Maintenant, au contraire, il se sentait sûr de l'avenir : après onze années de règne, durant lesquelles il avait surmonté avec bonheur les plus graves difficultés, il rentrait dans sa capitale avec l'auréole

des victoires qui avaient fait éclater ses talents et son courage militaires, établi la gloire de son armée, et assuré l'indépendance de la Roumanie.

Après le *Te Deum* chanté à la Métropole, le prince se rendit à la Chambre et y prononça une allocution à laquelle l'ancien démagogue Rosetti répondit en ces termes :

« Le pays a confié autrefois ses destinées au prince de Hohenzollern parce qu'il descendait d'une race de héros. Il est maintenant démontré que les aigles engendrent eux-mêmes des aigles, les chênes des chênes, et que le prince est de ces hommes qui savent mener les peuples à leur grandeur! Cependant l'histoire ne célébrera pas seulement la gloire que le prince Carol s'est acquise sur les champs de bataille, mais elle représentera, comme un exemple sans précédent dans les annales des peuples, qu'un souverain d'un petit pays ait su sauvegarder intacts les droits et les libertés de ses sujets au milieu du débordement d'une grande armée étrangère traversant son territoire et malgré les exigences d'une grande guerre. »

Rosetti termina en souhaitant la bienvenue au *général en chef* et à la princesse, *la douce consolatrice des blessés*.

Au lendemain de « cette belle et harmonieuse journée », le prince reçut de son cousin l'empereur Guillaume une lettre des plus flatteuses accompagnant l'envoi de la décoration *Pour le Mérite*. Carol se montra fort touché de cette « attestation publique de capacité militaire » que le vieux souverain avait voulu lui conférer. « On voit, écrivait-il à son père, combien l'em-

pereur allemand a été heureux qu'un *Hohenzollern* ait joué un rôle dans cette guerre et soit intervenu, en sauveur, avec son armée au moment où la Russie était exposée aux plus grands dangers. »

Le prince Charles-Antoine déclarait, de son côté, qu'un grand courant de sympathie se manifestait, en Allemagne, à l'égard de la Roumanie, en même temps qu'on ressentait de la joie et de l'orgueil pour les succès remportés par un compatriote ancien officier de l'armée prussienne. Le Kronprinz exprima les mêmes idées, dans sa lettre de félicitations, en y joignant une note personnelle où l'on reconnaît les sentiments généreux qui animaient l'âme de « Frédéric le Noble ».

« Sans vouloir apprécier, disait-il, les motifs du conflit et en déplorant cet effroyable sacrifice d'existences humaines, je tiens à exprimer à mon cher et vieil ami la joie que j'éprouve de ses succès et mon orgueil à la pensée qu'un membre de ma famille ait su, à l'heure la plus critique, gagner la considération et la confiance de tous. Quels que soient les avantages que la masse des Russes doive remporter avec le temps (ce début de la lettre a été écrit avant la chute de Plevna), le fait que *ton aide* a dû être sollicitée n'en demeure pas moins un événement important. » — Le Kronprinz reproche aux Russes de s'être lancés dans cette guerre en faisant fi de leurs adversaires; les critiques qu'il

leur adresse sont intéressantes à lire à l'heure actuelle :

Il convient d'ajouter que les Turcs eux-mêmes, dont la bravoure derrière des retranchements a une réputation proverbiale, ont été étonnés de leurs succès; ils feraient certainement encore beaucoup plus si les intrigues de palais à Stamboul, impossibles à prévoir, n'intervenaient pas pour amener des changements de personnel. D'autre part, nous pouvons nous réjouir, nous autres Allemands, qu'un Todleben ait dû être appelé là-bas, où il a d'ailleurs éveillé une tout autre vie dans les entreprises. Mais comme il est extraordinaire, cependant, qu'on ait laissé chez eux des officiers éprouvés et ayant l'expérience des choses de la guerre, alors que l'on a confié les plus importantes directions à des théoriciens et à des incapables! Malgré toute l'envie des Russes à l'égard de l'Allemagne, on aurait pu cependant s'attendre à ce qu'ils auraient au moins recruté leur état-major général avec plus de soin; le contraire a été à leur plus grand désavantage (1).

Carol donna un grand dîner pour célébrer la distinction qu'il avait reçue de Guillaume I[er] et dont

(1) Le Kronprinz donne aussi, dans cette lettre, des nouvelles intimes de tous les siens. Il parle des succès scolaires de ses enfants comme pourrait le faire un bon père de famille bourgeois :

« Après avoir réussi son examen de fin d'études secondaires, Guillaume a fait avec un zèle louable et beaucoup de cœur à la chose son service au 1[er] régiment de la garde à pied, de février à octobre. Il s'est rapidement mis au courant, a bien passé son examen d'officier et étudie à présent à Bonn.

« Henri conserve du goût pour le métier de marin, après son premier service d'été à bord de la *Niobé;* il étudie avec ardeur à l'école des cadets de Kiel.

« Les autres poussent d'une façon tout à fait satisfaisante. »

l'honneur, déclara-t-il, « rejaillit sur toute l'armée roumaine ». En même temps, il écrivit à l'Empereur une lettre dont nous détachons ces lignes :

« Quand je pris, en l'année 1866, congé de Votre Majesté, Elle m'exprima ses regrets de ce qu'un Hohenzollern se plaçât sous le Croissant. Ces paroles furent pour moi un coup droit au cœur, que je ressentis profondément; j'y répondis alors : « Je reconnais, il est vrai, la suzeraineté du sultan pour le moment afin de pouvoir m'en affranchir d'une façon digne dans un avenir peu éloigné! » — Onze années se sont écoulées depuis lors et tout mon travail, tous mes efforts ont été tendus vers ce seul but. Il s'agissait surtout de préparer ma jeune armée pour ce travail. Je suivis l'exemple de nos ancêtres et de notre chef de famille suprême, ardemment aimé et profondément respecté, en consacrant toutes les forces de mon activité à la puissance de mon pays, dont j'avais apprécié d'avance la vitalité. Mais bien souvent alors le temps me paraissait d'une interminable longueur et cependant, aujourd'hui, je suis étonné d'avoir atteint si vite le but rêvé, et, à côté du beau succès obtenu, ma plus magnifique récompense est que Votre Majesté ait su apprécier mes efforts : mon armée, tout le pays en sont fiers.

« Dès le début de la guerre j'étais persuadé que Votre Majesté suivrait les opérations avec attention et sympathie. L'empereur Alexandre, dont j'ai appris à apprécier le noble caractère et le grand cœur, m'a toujours communiqué les dépêches de Votre Majesté. Comme Votre Majesté lui souhaitait une victoire pareille à celle de Sedan, je lui dis : « Le jour n'est pas éloigné, Sire, où grâce à Votre persistance, Plevna deviendra un second Sedan. » C'est aussi lui qui, après la troisième bataille de Plevna, alors que tout le monde était découragé, imposa une énergique persévérance »...

Cependant la campagne se continuait toujours en Turquie et l'on craignait qu'elle ne se prolongeât encore longtemps : tandis que l'armée roumaine, après la chute de Plevna, allait faire le siège de Widin, seule place forte à l'ouest du théâtre de la guerre restée en la puissance de l'ennemi, les Russes, commandés par Gourko, franchissaient les Balkans au prix d'héroïques efforts, par un froid de 25 à 30 degrés, hissant leurs canons à travers des défilés recouverts de trois mètres de neige. Le grand-duc Nicolas décrit, dans ses télégrammes détaillés au prince Carol, les difficultés inouïes que ses soldats ont eu à surmonter pour réaliser cette entreprise : après avoir employé cinq jours à convertir en route praticable un sentier abrupt, tout en détournant l'attention des Turcs, on avait vu l'ouvrage détruit par une tempête de neige où périrent un grand nombre d'hommes. Il avait fallu atteler une compagnie d'infanterie à chaque pièce. Le verglas rendait la descente encore plus pénible, et l'on avait été obligé d'attacher les canons au moyen de cordes enroulées d'un arbre à un autre. « Les fourgons de munitions avaient été descendus à vide et leur contenu porté à bras d'homme (1). »

(1) Ce n'est pas ici — mandait le général Gourko dans son rapport — que l'on peut décrire toutes les fatigues, les privations et les dures épreuves que les soldats ont eu à subir pendant ces journées qui resteront glorieuses pour l'armée russe. Je dirai seulement qu'elles ont été terribles, et que les troupes les ont supportées avec une patience et une fermeté héroïques ».

On avait douté plusieurs fois du succès, mais ces héroïques soldats étaient venus à bout de tous les obstacles, et, le 5 janvier 1878, une dépêche du grand-duc annonça que le général Gourko s'était emparé de Sofia après avoir battu les Turcs dans plusieurs rencontres :

« Nos troupes sont entrées à Sofia, drapeaux déployés et musique en tête, au milieu de l'allégresse générale de la population. Un *Te Deum* solennel a été chanté tout de suite dans la cathédrale. C'est la première fois, depuis 1431, que des troupes chrétiennes se montrent ici. »

Cette marche foudroyante, qui étonna l'Europe, était un tour de force accompli par la volonté du grand-duc. Celui-ci ayant appris que l'Empereur voulait suspendre jusqu'au printemps la suite des opérations et confier alors au Czarevitsch le commandement en chef de l'armée des Balkans, s'était hâté de prendre les devants en ordonnant à ses généraux de franchir à tout prix la formidable barrière naturelle qui se dressait devant eux et d'atteindre Andrinople dans le plus bref délai.

Le prince Carol adressa aussitôt des télégrammes de félicitations au Tsar et au grand-duc, mais les rapports n'allaient pas tarder à se refroidir entre les alliés de la veille. A ce moment même, s'élevaient des conflits permanents entre la direction des chemins de fer roumains et l'administration russe qui prétendait régler le départ des trains suivant son bon plaisir,

ce qui entraînait un désordre considérable dans le service. Carol, d'ailleurs, dans ses lettres à son père et au Kronprinz, ne se faisait pas faute de blâmer l'état-major russe qu'il taxait d'imprévoyance et de légèreté :

Aussi les succès obtenus sont-ils dus seulement à la bravoure de l'armée et à la persévérance de quelques-uns des généraux. Les personnages du grand quartier général ne font que des confusions et dirigent les opérations sur des cartes erronées et par l'intermédiaire d'officiers d'ordonnance. J'ai dit souvent au grand-duc, pour qui j'ai gagné beaucoup d'affection à cause de son excellent cœur, qu'il est trop indulgent à l'égard de son entourage...

Un dissentiment plus grave se produisit bientôt entre Russes et Roumains. Le 9 janvier, apprenant que la Porte se préparait à traiter directement avec le quartier général russe, en vue d'un armistice, Carol télégraphia au grand-duc Nicolas pour lui exprimer l'émotion ressentie à Bucarest à la nouvelle que la Roumanie, après avoir joué un rôle si considérable dans cette guerre, ne serait pas appelée à prendre part aux négociations qui allaient s'ouvrir. Le prince se disait rassuré à cet égard par les sentiments amicaux que le grand-duc lui avait toujours témoignés, mais, en réalité, il était fort inquiet et se rendait compte que l'ère des difficultés sérieuses allait commencer vis-à-vis de la Russie. Dans une lettre à son père, il rappelle comment, quelques mois auparavant, l'armée roumaine a franchi le Danube, malgré l'avis

contraire de la plupart des membres du conseil de guerre, et il se félicite d'avoir assumé cette responsabilité en plaçant sa confiance en Dieu et en l'armée :

J'ai obtenu ce que je voulais; j'ai montré à l'Europe que j'ai fait quelque chose de la Roumanie! — Maintenant commencent d'autres combats, sur le terrain diplomatique, et je ne sais si nous serons aussi heureux sur celui-là!

Cependant les Russes poursuivaient leur marche victorieuse vers Constantinople, tandis que le prince de Monténégro s'emparait d'Antivari d'Albanie et que les Serbes triomphaient dans les champs trop fameux de Kossovo où l'empire de leur tsar Douschan avait sombré en 1389. Le 16 janvier, Gourko fit son entrée à Philippopoli, et, le 26, à Andrinople, en compagnie des généraux Radetsky, Skobelev et Mirki, qui étaient venus le rejoindre après avoir franchi les Balkans à leur tour, et rejeté Suleyman-Pacha dans le Rhodope.

Quelques jours auparavant, Carol avait envoyé au quartier général, alors installé à Kazanlik (Roumélie) le colonel Arion, muni d'instructions spéciales pour prendre part aux négociations en vue d'un armistice. En même temps, il chargeait le général Jean Ghika de porter au Tsar une lettre dans laquelle il rappelait à celui-ci les assurances généreuses qu'il avait reçues de sa propre bouche, « ces assurances », disait-il, « gardent pour mon pays une valeur plus haute, une portée plus élevée que les traités les plus formels. »

Le bruit se confirmait de plus en plus que la Russie

allait revendiquer le territoire de Bessarabie qui lui avait été enlevé par le traité de Paris, et cette nouvelle causait, parmi les Roumains, une irritation très vive. Sans doute, il était dur pour eux de se voir récompensés de la sorte par leurs alliés de la veille, et les insalubres marécages de la Dobrudja, peuplée de Tartares, qu'on leur offrait en échange, ne pouvaient passer pour une compensation suffisante ; mais il faut reconnaître que les avertissements n'avaient pas manqué au cabinet roumain.

Les Russes eux-mêmes n'avaient guère dissimulé leurs intentions à cet égard, avant d'entrer en campagne. Bien plus, deux ans auparavant, le *Romanûl* (1), journal de Rosetti, — qui menait alors une campagne violente contre le prince, — avait révélé le projet d'échanger la Bessarabie contre la Dobrudja, en ajoutant : « si le prince Carol acceptait une pareille chose, il signerait son abdication ».

On était donc bien prévenu à Bucarest. Mais, peut-être, le souverain et ses ministres se flattaient-ils que les Russes auraient renoncé à leurs exigences en reconnaissance des services rendus par l'armée roumaine. S'apercevant enfin que la question de sentiment ne fera pas dévier la politique moscovite du but auquel elle tend depuis longtemps, Carol se tourne vers les cours étrangères : il expose ses doléances au

(1) N° de novembre 1875 et janvier 1876. (Voir Damé, *loc. cit.*)

Kronprinz, en insistant sur ce qu' « une pareille modification de frontières serait tout à fait contre les intérêts de l'Allemagne et de l'Autriche qui doivent veiller à ce que les bouches du Danube ne se trouvent pas aux mains d'une grande puissance ». Il presse Callimaki-Catargi, son agent diplomatique à Paris, de se mettre en rapport avec l'ambassadeur ottoman pour obtenir que la Porte reconnaisse immédiatement l'indépendance de la Roumanie : ce serait jouer un bon tour à la Russie, car elle ne pourrait, lors de la conclusion de la paix, exiger du sultan l'abandon d'un territoire qu'il ne posséderait plus! Enfin, M. Jon Ghika est envoyé à Londres avec mission de gagner les sympathies du cabinet de Saint-James.

Pendant ce temps, l'armée roumaine, poursuivant ses succès, se rapproche de Widin et, après avoir chassé les Turcs des positions qu'ils occupaient autour de cette ville, achève l'investissement et commence le bombardement de la place. Il en coûte au prince de ne pouvoir rejoindre ses troupes, mais le devoir le retient à Bucarest pour y attendre l'issue des négociations qu'il a entreprises.

Malheureusement, les nouvelles qui lui arrivent de toutes parts ne sont pas favorables. Le colonel Arion a reçu l'accueil le plus flatteur à Kazanlik, mais le grand-duc Nicolas et M. de Nelidov, directeur de la chancellerie russe au quartier général, disent ignorer le détail des conditions de la paix : « le prince ferait

mieux de s'adresser directement à Saint-Pétersbourg. Tout n'a-t-il donc pas été réglé à Poradim, entre l'empereur et Bratiano?... Après tout, si la Russie ne vous laisse point participer aux pourparlers qui vont s'ouvrir avec la Turquie, elle ne fera qu'imiter l'exemple de la Prusse qui, en 1871, a négocié la paix à elle seule, au nom de tous ses confédérés... Ne vous inquiétez pas ! » a ajouté Nelidov, « vos intérêts sont en bonnes mains. » A quoi l'envoyé roumain a répondu que son gouvernement était pénétré de reconnaissance pour la sollicitude témoignée par la Russie, mais qu'il préférait cependant défendre ses intérêts lui-même.

Le prince Charles-Antoine, écrivant à son fils, le 23 janvier, estime que l'indépendance de la Roumanie et son existence comme État ne peuvent plus être contestées, « parce qu'il n'y a pas moyen de faire que des événements accomplis ne se soient pas produits », mais on n'est pas du même avis à Saint-Pétersbourg. Alexandre II, tout en faisant le plus aimable accueil au prince Ghika, lui a déclaré qu'il était impossible que la Principauté prît part, comme partie contractante, aux préliminaires de la paix, puisque l'Europe n'a pas encore reconnu son indépendance; mais ce sera bientôt chose faite, le Tsar s'y engage de même qu'il promet d'indemniser largement la Roumanie de ses sacrifices en lui donnant la Dobrudja, ce qui laisse entendre suffisamment qu'il persiste à réclamer la

Bessarabie. Il fallait s'y attendre! Le prince Orlov a dit au représentant roumain à Paris : « la ville d'Ismaïl (sur les bords du Danube) et ses environs rappellent les souvenirs de glorieuses batailles qui tiennent au cœur de chacun de mes compatriotes, si bien qu'au congrès de Paris, la Russie s'est résignée plus difficilement à se séparer de ce lambeau de terre qu'à la destruction de sa flotte. L'empereur Alexandre attache personnellement une grande importance à la solution de cette question *qui a été peut-être même une des causes déterminantes de la guerre.* »

En effet, le 29 janvier, Gortschakov charge le prince Ghika de porter officiellement à la connaissance de son gouvernement que la Russie a l'intention formelle de reprendre la partie méridionale de la Bessarabie ; la Roumanie recevra, comme compensation, le delta du Danube et la Dobrudja jusqu'au port de Constanza. Le chancelier fait valoir, à l'appui de sa réclamation, que le territoire réclamé par lui « n'a jamais été cédé à la Principauté roumaine, mais bien à la Moldavie (1), après avoir été arraché à la Russie par un traité dont actuellement cette unique disposition reste en vigueur. Il ne serait pas juste de demander que la Russie seule, à son détriment, continuât à respecter le traité de Paris. C'est, en outre,

(1) « Le territoire cédé par la Russie ne sera annexé à la principauté de *Moldavie* que sous la suzeraineté de la Porte. » (Art. 21 du traité de Paris.)

pour elle, une question de dignité et d'honneur national que de revendiquer ce morceau de terre. » Vainement le prince Ghika a-t-il cherché à faire valoir les droits *ab antiquo* de son pays, Gortschakov lui a coupé la parole par ces mots sans réplique : « Quels que soient les arguments que vous continuiez à invoquer, vous ne pouvez pas modifier nos résolutions, car elles sont inébranlables. Vous vous trouvez en présence d'une nécessité politique. » Et, prenant un ton menaçant : « le gouvernement roumain, a-t-il ajouté, ferait bien de renoncer à ce jeu dangereux qui consiste à envoyer des plénipotentiaires spéciaux auprès des cours étrangères et à provoquer des pétitions protestataires en Bessarabie ».

Le 31 janvier, le général Ignatiev arrive à Bucarest, envoyé par l'empereur, « afin d'écarter tout malentendu ». Il remet au prince une lettre d'Alexandre II disant :

... Le comte Ignatiev connaît ma pensée, les sentiments d'affection qui m'unissent à Votre Altesse et l'intérêt sympathique que je porte à la Roumanie. C'est dans cet esprit qu'il a pour intructions de rechercher une entente. Je crois que la Roumanie y trouvera dans l'avenir, comme dans le passé, le meilleur gage de sa sécurité et de sa prospérité. Je compte fermement sur le concours personnel de Votre Altesse, afin d'écarter les obstacles que les considérations de parti pourraient y apporter.

Je prie Votre Altesse de recevoir l'assurance de ma sincère affection.

Alexandre.

Reçu en audience par le prince, Ignatiev évite de toucher le point sensible. Carol énervé finit par demander si la Russie pense poser la question d'une rectification de frontières. Alors l'envoyé d'Alexandre II déclare que son maître tient *personnellement* à ce que la Bessarabie soit rendue à l'empire. Le prince fait semblant de croire que c'est un parti politique influent qui attache un tel prix à cette rétrocession : « telle ne doit pas être, s'écrie-t-il, la volonté de l'empereur, à qui je vais écrire, car, pour moi, je ne puis donner mon adhésion à ce projet. »

Son ministre des Affaires étrangères lui conseille sagement de ne pas exaspérer la Russie, de céder devant la raison du plus fort et de préparer, dès maintenant, l'opinion à une solution inéluctable, mais le prince, d'accord avec Bratiano, se révolte à cette idée et déclare que son devoir est de résister jusqu'au bout.

Invité le lendemain à dîner au palais, Ignatiev charma ses hôtes par sa conversation spirituelle, émaillée d'anecdotes; souvent on était tenté de se demander si ce brillant causeur parlait sérieusement. Négligemment, sans avoir l'air d'y toucher, il dit un mot de la possibilité qu'il y aurait de voir bientôt le souverain roumain appelé à régner aussi sur la nouvelle principauté bulgare : « Comment se comporterait-il si cette éventualité venait à se produire? »

Carol, trouvant le terrain dangereux, se déroba prudemment, mais resta frappé d'une parole qui, certes, n'avait pas été prononcée à la légère, car, le lendemain, le général russe fit miroiter la même perspective dans sa conversation avec Bratiano. Carol n'avait pas laissé paraître ses impressions devant Ignatiev; cependant la proposition le séduisait. En effet, les deux principautés réunies sous la même couronne seraient devenues un État important : c'eût été presque la reconstitution de l'*Empire bulgare* du douzième siècle qui, au dire des Roumains, était, en réalité, gouverné par des chefs valaques (1) ; mais les hommes d'État russes, jugeant, sans doute, les Roumains trop peu assimilables et désespérant de noyer la personnalité latine dans l'élément slave, abandonnèrent rapidement un projet à peine ébauché dans leur esprit. Le propos tenu par l'envoyé du Tsar n'en prouve pas moins le vif désir qu'on avait, à Saint-Pétersbourg, de s'entendre avec le cabinet de Bucarest, pourvu que celui-ci renonçât, de bonne grâce, à la Bessarabie méridionale. Au cours de la conversation, Ignatiev émit l'opinion que les ministres de Carol paraissaient beaucoup plus résignés que leur souverain, à échanger ce territoire contre un autre. Le prince répondit gravement que « ses ministres ressentaient avec lui le poids immense de leur res-

(1) Voir Xénopol, *Histoire des Roumains*, et V. Bérard, *La Turquie et l'Hellénisme contemporain*.

ponsabilité » et il exposa longuement les raisons pour lesquelles, suivant lui, la Roumanie ne pouvait accepter le sacrifice qu'on voulait lui imposer.

Il est vrai qu'à ce moment le prince était encouragé à la résistance par les avis qu'il recevait de Paris, où son représentant lui faisait savoir que l'Angleterre, inquiète des prétentions de la Russie, allait prendre une attitude énergique pour empêcher cette puissance d'imposer des conditions trop dures à la Porte. Callimaki-Catargi convenait cependant qu'en somme, les cabinets européens, y compris celui de Saint-James, se montraient fort indifférents à la question qui alarmait la Roumanie. Il y en avait tant d'autres plus importantes à leurs yeux! Lord Lyons en était encore à croire que le prince Carol s'était entendu avec le Tsar pour échanger la Bessarabie contre la Dobrudja! A Vienne aussi, on croyait — ou l'on feignait de croire — que l'accord était complet entre les deux gouvernements sur cette question.

Un des ministres — Campineano — était parti de Bucarest pour aller plaider la cause de son pays à Berlin. Lui aussi avait reçu un accueil très sympathique, mais rien de plus. Le Kronprinz écrivait, à ce sujet, à son cousin Carol :

Berlin, 29 *janvier*. — La façon claire et franche dont ton ministre a exposé l'inquiétude qui règne chez vous dans la crainte d'un mauvais traitement de la part de la Russie m'a plu et j'ai bien compris le profond souci que lui cause

votre avenir. Tu comprendras cependant que c'est actuellement une impossibilité pour nous de sortir de notre rigoureuse neutralité avant que les négociations du congrès aient permis aux grandes puissances de se prononcer.

Je n'en ai pas moins fait immédiatement une relation de mon entretien au ministre des affaires étrangères afin qu'il sache exactement ce qui se passe chez vous.....

J'ai été excessivement heureux quand l'Empereur m'a communiqué qu'il t'avait conféré l'ordre « Pour le Mérite », que tu as en toute vérité loyalement gagné. Ici, je ne fais que répéter combien je suis fier que quelqu'un de notre branche ait été appelé d'une façon pressante par les Russes à leur prêter aide et qu'on ait dû parler d'une armée *Russo-Roumaine* quand arriva la chute de Plevna!

Le 3 février, le prince reçut un télégramme du grand-duc, lui annonçant qu'un armistice venait d'être signé entre la Russie et la Porte. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, le plénipotentiaire roumain n'avait pas été admis aux négociations. Le prince, tout en félicitant le grand-duc, fit ses réserves sur « cette exclusion non méritée ». En même temps, répondant à la lettre que le Tsar lui avait fait remettre par Ignatiev, il disait :

« Les questions de rectifications de frontières sont toujours des plus délicates, car elles touchent de près les susceptibilités nationales et méritent ainsi une attention toute particulière.

« C'est donc mon devoir de ne pas dissimuler à Votre Majesté quelles difficultés rencontrerait en Roumanie la proposition de certains changements.

« Confiant dans la magnanimité dont Votre Majesté a donné des preuves si éclatantes quand Elle a pris en mains

la défense des nationalités opprimées de l'Orient, et qu'Elle a su, par les brillantes victoires de ses armées, assurer le succès de la grande cause dont le triomphe a été poursuivi avec une si généreuse persistance par les souverains de la Russie, — confiant aussi dans les précieuses assurances que j'ai eu le bonheur de recueillir de la bouche de Votre Majesté, j'ose espérer que le gouvernement de Votre Majesté trouvera une solution qui n'amoindrirait pas la dignité de la Roumanie et sauvegarderait ses intérêts.

« Votre Majesté verra s'accroître encore, s'il est possible, les sentiments de reconnaissance et de dévouement dont les cœurs Roumains sont remplis envers Son Auguste Personne. »

Le courant anti-moscovite prenait, à ce moment, des proportions de plus en plus marquées en Roumanie. L'émotion publique se manifesta au Parlement. A la suite d'une vive discussion, les Chambres, l'une après l'autre, votèrent, à l'unanimité, une motion par laquelle toutes deux se déclaraient *résolues à sauvegarder l'intangibilité de la Roumanie et à ne pas admettre l'aliénation d'une portion quelconque du territoire, sous quelque forme et contre telle compensation territoriale que ce soit.* A l'unanimité aussi, les représentants, voulant faire preuve d'union en présence du péril commun, rapportèrent la mise en accusation suspendue depuis deux ans sur la tête des anciens ministres.

La motion du Parlement roumain causa une vive irritation à Saint-Pétersbourg. Carol eut la sagesse de ne pas suivre le conseil préconisé par Bratiano, qui

voulait adresser une note énergique au gouvernement russe. Mais le ministre des affaires étrangères fut chargé d'envoyer aux grandes puissances une circulaire demandant de « faire entrer dans la grande famille européenne la nation roumaine dont l'indépendance venait d'être scellée sur les champs de bataille » . Dans la note destinée à la Porte, il était dit, qu' « une Roumanie se développant d'une vie propre devait nécessairement en arriver à dénouer ses liens de vassalité : une reconnaissance spontanée de l'indépendance roumaine, déjà accomplie en fait, créerait entre la Turquie et la Roumanie un lien plus solide et plus précieux que celui qui venait d'être rompu et qui n'appartenait plus qu'au passé » .

Enfin, Kogalniceano répondit longuement à la lettre de Gortschakov, pour lui exprimer « la douloureuse surprise qu'avaient éprouvée le souverain, les ministres et la nation en apprenant que la Roumanie, pour prix de ses services, de ses efforts et de ses peines, gagnerait... de perdre une portion de son territoire, que l'agrandissement justement espéré se convertirait en un morcellement et que la récompense méritée tournerait brusquement à un cruel sacrifice » . Le ministre roumain était cependant obligé de reconnaitre qu'au début de la guerre, Gortschakov lui avait vaguement parlé d'une rétrocession de la Bessarabie, mais il prétendait n'avoir pris cette idée que pour une de ces mille hypothèses sans conséquence

qui surgissent et tombent au cours d'une conversation. Il rappelait « les généreuses paroles » par lesquelles l'Empereur avait déclaré qu'en toute occasion les Roumains pourraient compter sur son appui : « combien, après cela, le réveil avait été cruel! » Il terminait sa lettre en priant le chancelier russe de ne pas considérer le vote des Chambres comme une manifestation hostile ou un manque de respect à la personne du Tsar : « Nous nous sommes montrés et nous resterons les alliés fidèles du magnanime libérateur de l'Orient chrétien. »

Le jour même où son ministre envoyait cette lettre à Gortschakov, Carol recevait la visite du Czarevitsch et des grands-ducs Wladimir et Alexis, qui s'arrêtèrent quelques heures à Bucarest avant de regagner Saint-Pétersbourg. Au déjeuner donné en son honneur, le Czarevitsch félicita vivement son hôte de la bravoure et des succès des troupes roumaines, mais il s'exprima en termes défavorables sur la guerre dont il n'attendait aucun grand résultat. Il paraissait mécontent du rôle qui lui avait été assigné pendant la campagne et se montrait fort contrarié d'avoir été rappelé avant l'entrée de ses troupes à Roustchouk. Il se prononça nettement contre l'idée de l'occupation de Constantinople — si tentante cependant pour les Russes et que beaucoup d'entre eux, à l'heure actuelle, regrettent encore de n'avoir pas vu réaliser à cette époque. — « Ce serait, disait-il, une mesure tout à fait inutile et

qui ne pourrait qu'entraîner de nouvelles complications. »

Le 15 février, arriva à Bucarest le capitaine Obolenski apportant au prince une lettre du grand-duc Nicolas avec les préliminaires de la paix et les conditions de l'armistice conclu le 19 décembre/3 janvier. L'envoyé du grand-duc avait mis quatorze jours pour franchir la distance qui sépare Andrinople de Bucarest à cause des difficultés de toute nature qu'il avait rencontrées. Dans le défilé des Balkans, la pente était si glissante qu'il avait été obligé d'abandonner sa voiture : celle-ci avait fini par tomber dans un précipice où elle s'était brisée en mille pièces. Il avait dû aller à pied jusqu'au moment où il avait pu utiliser les chevaux des cosaques. Obolenski faisait une peinture navrante de la route qu'il avait parcourue : semée de villages ruinés ou brûlés, jonchée de cadavres et de blessés poussant des cris déchirants, elle présentait partout l'image la plus cruelle des horreurs de la guerre. En maint endroit, le télégraphe était interrompu parce que les cosaques, mourant de froid, avaient employé les poteaux pour se chauffer ; il en avait vu d'autres réduits à découper la toile des tentes pour s'en faire des chaussures...

Les conditions de l'armistice acceptées par les plénipotentiaires ottomans et communiquées par le grand-duc au prince Carol comprenaient la recon-

naissance de l'indépendance de la Roumanie et la stipulation d'un dédommagement territorial promis à cette principauté. On ne savait que trop, à Bucarest, à quoi s'en tenir sur la valeur de ce « dédommagement ».

Le prince Ch. Antoine partageait à cet égard les préoccupations de son fils :

« Plus que jamais, je suis auprès de toi par la pensée en présence de la crise difficile que la dynastie et le pays roumains ont à surmonter. Aussi longtemps que tu étais de l'autre côté du Danube et devant Plevna, j'étais moins inquiet que maintenant, car, à la tête d'une armée brave, le Prince d'un petit pays peut faire face à la situation des plus mauvais jours, tandis que dans les combats autour du tapis vert, il court toujours le risque d'être écrasé comme étant le plus faible! »

Le prince de Hohenzollern s'indignait que la Russie infligeât une humiliation pareille à un pays « qui lui a apporté ses biens et son sang ». Pourtant, étant donnée la situation actuelle et la Roumanie ne trouvant d'appui nulle part, il conseillait sagement à son fils de se soumettre à la nécessité : certes, disait-il, le morceau qu'on offre de l'improductive Dobrudja n'est pas une compensation à la perte de la Bessarabie, mais il est pourtant acceptable si Constanza doit en faire partie, car l'acquisition de ce port sur la mer Noire pourrait avoir une grande importance pour l'avenir et l'épanouissement du commerce roumain.

Carol répondait qu'il avait « presque moins souffert

au milieu des fatigues et des privations de l'effroyable guerre » qu'il ne souffrait maintenant par suite des soucis que lui donnait cette malheureuse question de la Bessarabie. Bien qu'il ne pût guère se faire d'illusions sur l'issue de l'affaire, il multipliait les démarches, écrivait à l'empereur Guillaume pour le prier d'user de son influence sur Alexandre II et mettait tout en œuvre pour toucher le cœur du Tsar :

« On reproche déjà tout haut à mon gouvernement de ne pas avoir demandé de nouveau à la Russie de nous garantir l'intégrité de notre territoire lors du passage du Danube. Je trouvai alors plus chevaleresque d'entrer dans l'action sans conditions et de ne pas utiliser le moment où la fortune était favorable aux armées russes pour un pareil marchandage.

« Aujourd'hui encore comme alors, j'ai pleine confiance dans le noble caractère de l'empereur Alexandre : il renoncera à une idée qui ne rapportera qu'un faible profit à la Russie, mais nous plongera, mon pays et moi, dans la plus pénible des situations. »

L'amour-propre roumain, si vivement blessé par la Russie, recevait, à ce moment même, un dédommagement de la part du nouveau roi d'Italie : Humbert, touché des démonstrations de sympathie témoignées par les Roumains au lendemain de la mort de Victor-Emmanuel, venait d'envoyer à Bucarest une délégation chargée d'exprimer ses remerciements au prince. Carol vit dans cet acte la reconnaissance implicite de l'indépendance de son État et sut gré au gouvernement italien, d'avoir ainsi devancé les autres puissances.

Cependant l'Angleterre, inquiète des prétentions de la Russie, avait envoyé sa flotte dans la mer de Marmara. En vain, le sultan refusait-il une protection trop intéressée qui pouvait lui être plus nuisible qu'utile à ce moment, l'escadre britannique avait franchi les Dardanelles et jeté l'ancre aux îles des Princes. Le grand-duc offrit alors au sultan de faire entrer une division de sa garde à Constantinople pour protéger la capitale contre un débarquement des Anglais; Abd-ul-Hamid remercia le grand-duc de sa sollicitude, mais déclina la proposition qu'il jugeait dangereuse! Cependant les négociations en vue de la paix n'avançaient que fort lentement à Andrinople et les plénipotentiaires turcs refusant d'accepter les dures conditions que le quartier général russe voulait leur imposer, celui-ci menaça d'occuper Constantinople sans la permission du sultan.

Le 24 février les Roumains firent leur entrée dans la place de Widin, enfin évacuée par les Turcs, et virent toute la population chrétienne, en habits de fête, les autorités municipales et le clergé orthodoxe, revêtu de ses ornements sacerdotaux, accourir au-devant d'eux et accueillir avec joie les libérateurs après lesquels on soupirait depuis si longtemps. Le drapeau tricolore roumain fut ensuite hissé sur un des bastions de la forteresse et salué par trois coups de canon.

La nouvelle de ce succès ne détourna pas l'atten-

tion publique de la question qui restait en suspens avec la Russie. Dans la séance du Sénat du 13/25 février, l'opposition somma le gouvernement de s'expliquer. On rappela que, dès le début de la guerre, toute la presse européenne avait présenté comme un fait accompli l'intention de la Russie de s'installer en Bessarabie : « pourquoi, dès lors, les troupes roumaines avaient-elles franchi le Danube ? Pourquoi 10,000 Roumains ont-ils versé leur sang ? » Et le prince convient, dans ses Notes, que Kogalniceano n'a pu répondre qu'évasivement à ces questions. Par contre, le ministre Bratiano rejeta sur la Russie toute la responsabilité de la situation présente : sans doute, au commencement de la campagne russo-turque, on avait ouï parler de l'intention des Russes de demander la rétrocession de la Bessarabie pour prix de l'indépendance roumaine ; mais, après le passage du Danube par les Roumains et alors que ceux-ci campaient avec leurs alliés autour de Plevna, la Russie n'avait plus soulevé pareille prétention ; elle avait seulement laissé entrevoir qu'on était prêt à donner à la Roumanie autant de territoire bulgare qu'elle voudrait en prendre. Bratiano déclara, en terminant, que le gouvernement n'accepterait que les conditions de la paix conclues directement avec la Porte ou déterminées par la conférence qui devait se réunir, et, sur cette déclaration, le Sénat, par 36 voix contre 16, accorda un vote de confiance au ministère.

Les nouvelles d'Andrinople confirmaient que le Monténégro et même la Serbie allaient tirer de la dernière guerre plus d'avantages que la Roumanie. Le prince Carol semble avoir, tout d'abord, espéré que l'Allemagne ne l'abandonnerait pas dans cette crise; mais ces illusions durent tomber à la lecture du discours prononcé par Bismarck, le 19 février, et dans lequel le chancelier de fer, voulant définir le rôle qu'il comptait jouer à la conférence, prononça le mot fameux d'*honnête courtier (ehrlich Makler)* voulant mener l'affaire à bonne fin : « Jamais, disait-il dans ses conversations, je ne suivrai l'exemple de Napoléon qui s'était fait le maître d'école de l'Europe; jamais l'empire allemand ne sacrifiera son amitié éprouvée pendant des siècles avec la Russie à la vanité de jouer le rôle de juge de l'Europe ». Le prince Carol écrivit néanmoins au Kronprinz, le 26 février, une longue lettre pour essayer de l'intéresser à sa cause. Après avoir chaleureusement remercié son cousin de la cordiale réception dont il avait honoré l'envoyé roumain, il ajoutait tristement :

Je crois qu'il arrivera rarement qu'au lendemain d'une guerre heureusement terminée, on se trouve dans une situation moins avantageuse qu'auparavant et qu'on doive encore livrer à son allié du peu qu'on possède, après s'être tenu fidèlement à ses côtés, de toutes ses forces, dans les moments critiques! Il se vérifie ainsi, cette fois encore, qu'on doit procéder en politique non pas avec des sentiments, mais seulement avec du calcul. Une pareille conception ne con-

vient pas à mon caractère, mais quand on représente les intérêts d'un pays, toute considération doit disparaître...

On a tout à fait oublié à Andrinople que nous étions des alliés et que, sans la chute de Plevna, le passage des Balkans n'aurait certes pas été possible...

Je place encore mon espérance dans l'empereur Alexandre, à qui j'ai écrit et dont l'esprit chevaleresque doit répugner à récompenser de la sorte un petit peuple qui l'a reçu à bras ouverts...

Ce serait un grand bonheur pour la Roumanie d'être enchaînée à l'Allemagne par un lien de reconnaissance et de pouvoir être entraînée ainsi à se rattacher à elle dans l'avenir avec une pleine confiance. Je crois que ce ne serait pas non plus sans utilité pour l'empire allemand, *car celui-ci aura un jour à contribuer à la transformation de la question d'Orient*. Aussi désirerais-je nous voir redevables à l'Allemagne de la conservation de la Bessarabie; les sympathies acquerraient par là une base solide et ne pourraient plus être troublées par des intrigues. En outre, le Danube est aussi un cours d'eau allemand et, comme gardiens des bouches du fleuve, nous devons rattacher les intérêts allemands à la question de la Bessarabie.

La surexcitation contre la Russie s'accentuait de jour en jour, et l'opposition allait jusqu'à demander au prince d'abdiquer plutôt que de céder *un pouce de territoire*.

La troisième partie des *Notes sur la vie du roi de Roumanie* se termine à la date du 20 février/4 mars 1878. Carol avait reçu, la veille, une dépêche du grand-duc Nicolas l'informant joyeusement, sans lui donner de détails, que la paix venait d'être signée à San-Stefano. En télégraphiant la nouvelle au Tsar, son frère,

le grand-duc ajoutait : « Le bon Dieu a voulu permettre que la grande œuvre entreprise par Votre Majesté fût couronnée le jour (anniversaire) de l'émancipation des paysans. A la même date, vous avez consommé la délivrance des chrétiens du joug ottoman. »

Carol se contenta d'envoyer un court télégramme de félicitations. Il ne pouvait partager la joie sans réserves de ses alliés. Voyant la Roumanie abandonnée de tous, il persistait néanmoins dans ses illusions et comptait sur le congrès pour réformer l'œuvre qui avait été accomplie, à San-Stefano, à l'unique profit des nationalités slaves. Il ne se trompait qu'à moitié, mais les modifications que l'Europe allait imposer au Tsar ne devaient pas profiter à la Roumanie. De nouveaux déboires attendaient le prince à Berlin ; loin de le refroidir du côté de l'Allemagne, ils ont eu pour résultat de le rapprocher de plus en plus de cette puissance et de faire entrer peu à peu son pays dans le giron de la Triplice.

CHAPITRE XVII

(Mars-mai 1878). — Traité de San Stefano. — Difficultés entre la Roumanie et la Russie. — Les troupes russes campées en Roumanie.

Le quatrième volume des Mémoires du roi Carol s'ouvre à une époque (mars 1878) où le gouvernement de la Roumanie, au sortir d'une guerre glorieuse, va entrer dans une période de difficultés avec les puissances étrangères et surtout avec la Russie. Les Roumains, après leurs belles victoires, s'étaient cru tous les espoirs permis; ils ne pouvaient se faire maintenant à l'idée d'abandonner une riche province à leurs alliés de la veille. Le prince, qui, peu de semaines auparavant, avait appris avec émotion la mort de Victor Emmanuel, dut se rappeler, alors, l'exemple donné par le roi de Piémont abandonnant Nice et la Savoie — son berceau de famille — pour conquérir l'Italie. Carol, à son tour, accomplit son sacrifice la rage au cœur; mais, dans l'impossibilité où il est de s'y soustraire, il regrette les violences de langage de la presse roumaine qui, par ses provocations, soulève inutilement les colères moscovites et lui rend la tâche plus difficile encore. Il note avec chagrin, à la date

du 27 février/11 mars, l'incident qui vient de se produire au palais d'hiver, où, au cours d'une réception diplomatique, le Tsar s'est exprimé « d'une façon très désobligeante » à l'égard du représentant de la Roumanie (général Ghika).

« Je voudrais bien, a-t-il dit, que la Roumanie se rappelât les immenses services que la Russie lui a rendus et le sang qu'elle a versé pour elle; il me semble qu'elle l'oublie trop facilement! »

Puis après, l'Impératrice ayant adressé encore quelques mots au général Ghika, l'Empereur lui fit signe de cesser l'entretien et lui offrit le bras pour la conduire dans un autre salon.

Le lendemain, le grand-duc Nicolas télégraphia au prince qu'il n'adhérait pas à l'échange des prisonniers, car il regardait la mesure comme prématurée. Cette immixtion du grand-duc dans les affaires roumaines froissait vivement Carol; c'était, en outre, un nouvel indice des mauvaises dispositions de la Russie.

Le général Ghika, ayant voulu avoir une explication avec Gortschakov, en obtint cette réponse catégorique : « Il est superflu de récriminer et de vous répandre en plaintes, car la réacquisition des trois districts de la Bessarabie est l'inébranlable volonté de l'Empereur. La Russie désire traiter directement avec la Roumanie, mais si vous n'y consentez pas, nous vous arracherons purement et simplement ce territoire, sans la moindre compensation. Vous n'avez pas d'autre alternative, car un essai de résistance armée

serait inutile et dangereux pour l'existence de votre pays. »

Le 9/21 mars, un numéro du *Journal de Saint-Pétersbourg*, envoyé par Ghika, porta enfin à la connaissance du prince la teneur du traité de San-Stefano signé dix-neuf jours auparavant. L'article 5 proclamait l'indépendance de la Roumanie, mais, en revanche, celle-ci se trouvait lésée par les articles 8 et 9, la Russie conservant, d'une part, à ses troupes d'occupation en Bulgarie, le droit de passage sur le territoire roumain et se réservant, d'autre part, le droit de prendre la Bessarabie en échange des îles du Danube et du sandjak de Toutcha enlevés aux Turcs.

Désireux de protester contre ces clauses, le prince et ses ministres mettaient tout en œuvre pour que la Roumanie fût admise à participer au congrès qui allait se tenir à Berlin. En attendant, l'Angleterre protestait bruyamment contre le traité de San-Stefano, qui avait prononcé l'arrêt de mort de la Turquie et placé la mer Noire sous la pleine domination moscovite. L'énergique Salisbury, qui venait de remplacer lord Derby au Foreign-Office, commença ostensiblement des préparatifs de guerre et déclara ne pouvoir prendre part à un congrès que si l'Europe devait y reviser le traité russo-turc tout entier.

L'Autriche témoignait aussi un vif mécontentement contre la Russie. Apprenant par son père que l'empe-

reur François-Joseph s'était exprimé en termes exceptionnellement favorables sur son compte, Carol s'empressa d'envoyer son premier ministre à la Hofburg, pour y demander aide et appui. L'Empereur fit bon accueil à J. Bratiano; il témoigna, dans sa conversation, une vive sympathie pour les Roumains et une grande admiration pour leur conduite pendant la guerre, ajoutant toutefois (et en cela même il était d'accord avec Carol) que leur surexcitation actuelle ne pouvait que nuire gravement à leur cause. Andrassy déclarait, de son côté, que l'attitude admirable du prince était de nature à lui assurer le respect du monde et l'amitié de l'Autriche-Hongrie : « ce n'est pas seulement mon opinion, ajoutait-il; c'est celle de l'Empereur. » Les journaux de Vienne, à commencer par la sémitique *Neue Freie Presse*, tenaient un langage analogue.

A Berlin, au contraire, où il espérait trouver des encouragements, Bratiano fut très déçu. La *Gazette de l'Allemagne du nord* se montrait même fort malveillante pour les Roumains qui, d'après elle, auraient dû témoigner plus de reconnaissance au Tsar, « car il leur a donné leur indépendance ». Bismarck témoigna une grande froideur et parla plutôt « comme une sorte d'oracle », engageant vivement le ministre roumain à se montrer complaisant à l'égard de la Russie, moyennant quoi il obtiendrait d'elle peut-être jusqu'à cent millions et de grandes compensa-

tions territoriales. N'oubliant jamais le côté pratique pour son pays, le chancelier de fer, au cours de la conversation, laissa tomber négligemment cette réflexion que « la Roumanie ferait bien de racheter ses chemins de fer et de renouer, à ce sujet, avec les maisons de banque allemandes, les négociations interrompues par la guerre ».

Pendant ce temps, Gortschakov, ayant prié (2 avril) le général Ghika de venir le trouver, l'accueillit par cette question :

« Est-il vrai que le gouvernement roumain songe à protester contre l'article VIII du traité de San-Stefano? (Cet article stipule une route d'étapes à travers la Roumanie pour que les troupes d'occupation campées en Bulgarie puissent conserver leurs communications avec la Russie). Si l'empereur, qui est déjà mal disposé à l'égard de la Roumanie, à cause de son attitude dans la question bessarabienne, apprend qu'elle a vraiment soulevé une protestation de ce genre, sa patience se lassera! Il m'a chargé de vous dire, pour que vous le communiquiez à votre gouvernement, que si vous aviez l'intention de protester contre l'article mentionné ou de vous y opposer, il occuperait le pays et ferait désarmer vos soldats. »

Le prince Ghika riposta en montrant combien l'article 8 lésait les droits et la dignité de son Pays : « Ce n'est pas avec la Turquie, ajouta-t-il (*cela ne la regarde en rien*), mais avec la Roumanie seule que le gouvernement russe aurait dû s'entendre sur ce point. » Gortschakov répliqua en rejetant la faute sur les Roumains eux-mêmes qui avaient pris une atti-

tude hostile à l'égard de la Russie : « Nous tenons, dit-il, à avoir le passage libre à travers le pays; la déclaration de l'empereur est catégorique. »

Sitôt informé, Carol fit télégraphier à Ghika la réponse suivante qu'il le chargeait de transmettre à Gortschakov :

Le prince de Roumanie ne peut pas admettre que ces menaces viennent de l'Empereur et sa réponse est, que les troupes qui ont combattu à Plevna, sous les yeux d'Alexandre II, pourront bien se laisser anéantir, mais non désarmer.

Le Prince tint le même langage devant le baron Stuart, consul de Russie à Bucarest : « L'armée roumaine, ajouta-t-il, saura aussi bien remplir son devoir dans le moment présent qu'elle l'a accompli sur les champs de bataille de Bulgarie. »

« Bravo! » s'écria le prince Ch. Antoine à cette nouvelle, « la parole que tu as prononcée a été dite au bon moment. *C'est un vrai mot de Hohenzollern* qui a exercé une action ardente sur l'opinion publique et t'a valu les sympathies générales. »

Le 3 avril, le général de Jomini, renchérissant encore sur le langage tenu la veille par le chancelier russe, avait dit à Ghika :

Gortschakov s'est trompé ou il a mal compris l'Empereur quand il a parlé seulement d'une occupation éventuelle de la Roumanie et d'un désarmement de l'armée roumaine. L'empereur songe à mettre les deux mesures à exécution et, dans ce but, les troupes russes en Roumanie ont déjà été renforcées.

Cependant, le 18 avril, le Tsar, répondant par télégramme à une lettre que Carol lui avait adressée cinq semaines auparavant pour le féliciter de la conclusion de la paix et qui, paraît-il, s'était égarée en route, lui exprimait « sa sympathie et son amitié qui resteront invariables, mais, ajoutait-il, je ne puis que regretter les allures des personnes qui sont à la tête de votre gouvernement et qui ont créé des rapports si tendus, tout à fait en contradiction avec les véritables intérêts de la Roumanie ».

Les mêmes paroles de sympathie pour la personne du prince et de blâme pour ses ministres — sur lesquels le Tsar affectait de rejeter toute la faute — étaient plus longuement répétées dans une lettre qu'Alexandre II écrivit à Carol quelques jours plus tard.

Sur ces entrefaites, arriva, de Vienne, la nouvelle que Gortschakov faisait officiellement démentir sa conversation avec le général Ghika, ce qui fut considéré comme un premier symptôme de retraite. Le prince n'en continua pas moins à travailler avec son ministre de la guerre « pour parer à toute éventualité ». La lettre qu'il écrivit, à ce moment, à son père, mérite d'être presque entièrement reproduite :

29 *mars*/10 *avril*. — « Avec quelle joie je salue toujours tes chères lettres et avec quelle reconnaissance je reçois les conseils qui y sont contenus, tu peux te l'imaginer. Je lis chaque ligne, chaque mot avec une grande attention et j'y

trouve le commentaire voulu de toutes les pensées et de tous les soucis qui me dominent dans ces temps difficiles. Mais je suis plein de courage, car j'ai acquis à la Roumanie une situation qui ne peut pas être indifférente à l'Europe. L'Orient est en présence d'une nouvelle crise à laquelle, ainsi que tu le saisis justement, mon pays ne perdra rien, grâce à son attitude énergique. Le traité de San-Stefano est l'ouvrage d'Ignatiev. Ce dernier a de beaucoup outrepassé les instructions qui lui ont été données de Pétersbourg : ainsi les frontières de la Bulgarie, par exemple, sont beaucoup plus étendues que celles qu'il m'a montrées sur la carte au mois de février. Si l'Europe approuve les arrangements russo-turcs, elle affaiblit sa considération en Orient. Je me réjouis de l'attitude résolue prise par l'Angleterre et j'espère que l'Autriche ne restera pas en arrière. Si ces deux puissances pouvaient se rencontrer dans leurs sphères d'intérêts, alors la Russie céderait...

« L'armée russe pouvait pousser de l'avant jusqu'aux portes de Constantinople, la force de résistance des Turcs étant brisée. Le passage des Balkans, qui a été une opération grandiose, était une nécessité, car Gourko avait à choisir entre ces deux alternatives : ou de mourir de faim de ce côté-ci de la montagne avec ses troupes, ou de sacrifier des milliers d'hommes dans les défilés comblés de neige et dans les vallées et les ravins infranchissables; il a choisi ce dernier parti et son audace a été couronnée du plus brillant succès; cependant Plevna reste la clé de cette merveilleuse campagne, ce que j'avais prévu dès le commencement d'août, quand on a demandé notre aide...

« Aujourd'hui, les Russes ont oublié nos bons services, qui ont été décisifs pour leurs opérations; ils ont même menacé, ces jours derniers, de nous désarmer. J'ai fait savoir à Pétersbourg que cela serait impossible sans résistance de notre part. — L'empereur Alexandre paraît avoir été frappé de la déclaration énergique que le baron Stuart a reçue de

ma bouche, avec la mission de la télégraphier immédiatement à son gouvernement, car deux jours après, je reçus de l'empereur une aimable dépêche que je t'envoie en post-scriptum.

« Il est d'ailleurs invraisemblable que ma lettre de février, que j'avais fait envoyer à Pétersbourg par Stuart, soit arrivée maintenant seulement (1)...

« La conclusion de la dépêche peut être différemment interprétée et elle nous porte à nous tenir sur nos gardes, d'autant plus que certains mouvements de troupes ont lieu dans le pays, qui ne sont pas faits pour tranquilliser. J'attends le retour du général (russe) Drenteln, de San-Stefano où il a été appelé, pour lui demander des explications. Mais je prends, en attendant, toutes les dispositions pour concentrer mon armée dans la Petite-Valachie, où je pourrai mettre à exécution, si cela devient nécessaire, la déclaration faite à Pétersbourg. Je compare souvent la situation de la Roumanie à celle de la Prusse en 1806-1807 et la paix de San-Stefano à celle de Tilsit. J'ai confiance dans ma bonne étoile et j'ai la ferme conviction que je fonderai encore sur le bas Danube un État solide, avec une bonne armée, auquel l'Europe vouera tout son intérêt. On n'aurait jamais cru ce petit pays capable de résister si énergiquement à des exigences injustes.

« Bratiano revient ces jours-ci et je suis curieux de savoir quelle impression il rapporte; ses dépêches font ressortir qu'on ne lui a pas dit grand'chose. En tout cas, son voyage aura eu l'heureux résultat d'amener un rapprochement avec l'Autriche, qui a toujours eu la plus grande méfiance à l'égard du pays représenté par Bratiano.

« Personnellement, je suis sur le meilleur pied avec le cabinet de Vienne et le comte Andrassy me témoigne beaucoup de confiance. »

(1) En cela, le prince se trompait. Il eut plus tard la preuve que sa lettre au Tsar avait été réellement égarée en route.

L'opinion publique était très émue, en Roumanie, de voir le pays envahi de tous côtés par les troupes russes, et deux régiments de cosaques établir, sans avis préalable, leur bivouac aux portes de la capitale. Une grande surexcitation régnait dans les Chambres où beaucoup de représentants, et Bratiano lui-même, demandaient le transfert du gouvernement à Craïova, mais le prince se montrait opposé à cette mesure extrême. Cependant, les Russes continuant leur marche et occupant les points stratégiques les plus importants du pays, l'inquiétude des esprits augmentait de jour en jour et le prince fit adresser une note à tous ses agents pour appeler l'attention des cabinets étrangers sur les inconvénients et les dangers de cette situation.

Le général Ghika ayant demandé des explications à Saint-Pétersbourg, on lui répondit que les rassemblements des troupes russes en Roumanie étaient nécessités par la protestation que la principauté avait faite contre l'article 8 du traité de San-Stefano; dès lors, la Russie était bien obligée de prendre des mesures pour assurer ses communications avec les troupes campées en Bulgarie. D'ailleurs, affirmait-on, « ces mesures de précaution sont dirigées aussi bien contre l'Autriche que contre la Roumanie. Si elles vous inquiètent, vous n'avez qu'à conclure avec nous une convention pour une durée de deux ans ».

Au milieu de ses préoccupations, le prince Carol recevait des lettres encourageantes de son père :

« Le cabinet de Berlin, disait celui-ci, sera peut-être le seul à ne pas partager l'émotion générale contre la Russie; partout, particulièrement en Allemagne, l'opinion publique est du côté de la Roumanie. Sans doute, la rétrocession de la Bessarabie est un sacrifice douloureux et nécessaire, mais les menaces de Gortschakoff, de désarmer vos troupes, ne seront jamais mises à exécution, et en tout cas l'attitude de la Russie, sévèrement jugée ici par l'opinion publique, aura eu l'inappréciable avantage de faire sortir la Roumanie de l'isolement et de l'oubli... Le rôle joué par Ignatiev est à ce point extraordinaire dans les annales de la diplomatie qu'on ne sait plus, en fin de compte, qui est la dupe. »

Le prince de Hohenzollern reconnaissait, d'ailleurs, que les seuls appuis de son fils étaient, « au premier plan, l'Autriche et, plus loin, l'Angleterre ».

Cette dernière faisait toujours mine de vouloir la guerre. Le cabinet de Saint-Pétersbourg était décidé à ne pas lui céder et se rapprochait insensiblement de la Porte, justifiant ainsi ce mot d'un de ses diplomates : « la Russie est appelée à être, tour à tour, la plus grande amie ou la plus grande ennemie de la Turquie ».

Le 26 avril, Carol note « la très intéressante conversation » que Liteano, son représentant à Berlin, a eue avec l'ambassadeur d'Angleterre :

Bismarck (raconte lord Russell) a dit à l'Angleterre et à la Russie que toutes deux devraient se retirer des environs de Constantinople pour qu'il puisse « les rapprocher de nou-

veau après qu'elles se seront séparées l'une de l'autre ». Bismarck n'a fait jusqu'à présent que des jeux de mots sur la question d'Orient; il a emprunté le dernier à Louis XIV : *Le congrès, c'est moi!* Comme Liteano répliqua qu'il espérait que le congrès ce serait aussi l'Angleterre, lord Russell lui donna l'assurance suivante : ou le congrès se rendra aux réclamations de l'Angleterre, ou il y aura la guerre. Mais il est encore vraisemblable que les questions recevront une solution favorable et que tout finira bien, autant pour la Roumanie que pour toute l'Europe.

L'Angleterre, fidèle au système d'intimidation qui lui a si souvent réussi (nous le savons assez!) n'avait nullement le désir de déclarer la guerre, mais elle continuait à faire ostensiblement des préparatifs belliqueux qui inquiétaient la Russie. Elle rappelait ses troupes des Indes et un grand enthousiasme se manifestait déjà parmi les Indiens mahométans attachés aux Turcs par les liens d'une foi commune.

Les rapports personnels de Carol avec le Tsar continuaient à être excellents. Par le prince de Battenberg, futur souverain de la Bulgarie et alors dans les meilleurs termes avec la Russie, Alexandre II faisait dire à Carol qu'il accepterait volontiers sa «croix du Danube» pour lui et pour son armée... mais un peu plus tard...

« L'Empereur, écrivait Battenberg, a parfaitement compris que tu te débattes contre la rétrocession de la Bessarabie, mais il s'est plaint amèrement du ton de tes ministress et de la presse roumaine et n'a pas voulu admettre que vous n'ayez pas su d'avance que la Russie devait, en tous cas, reprendre cette province. »

Pendant ce temps, les troupes moscovites, au lieu de traverser la Roumanie, paraissaient vouloir s'y installer d'une façon permanente. Pour la seconde fois, le gouvernement roumain fit entendre sa protestation devant les puissances et le conseil des ministres décida que l'armée devait prendre une position défensive dans les Karpathes. Le 11 mai, le prince quitta Bucarest, avec une suite nombreuse, pour aller inspecter ses troupes dans la Petite Valachie. Partout, le long du parcours, il se vit accueilli avec enthousiasme, couvert de fleurs et de couronnes par la population en habits de fête. De Kitila à Titu, le train princier s'avança entre des patrouilles de cosaques d'une part et des escadrons de *calarashi*, de l'autre :

Cette vue remplit le prince d'inquiétude; la plus petite imprudence peut provoquer un choc sérieux, car, depuis les menaces de la Russie, une vive irritation règne dans l'armée roumaine.

A Curtea de Argès — petite ville perdue dans un vallon des Karpathes — où les manifestations se multiplièrent en son honneur, Carol visita l'antique monastère et s'arrêta, deux heures durant, à admirer les travaux entrepris pour la reconstitution de la merveilleuse cathédrale par un architecte français « d'une compétence (1) particulière », M. Leconte du Nouy, élève de Viollet-Leduc.

(1) Il nous a été donné d'admirer — complètement reconstituée

Quand le prince rentra, le 27 mai, dans sa capitale, au milieu des acclamations populaires, le gouvernement venait de demander à la Chambre trois millions pour compléter le matériel de guerre. Ce crédit fut porté à quatre millions sur la proposition d'un député qui ajouta que, dans les circonstances actuelles, sa demande n'avait pas besoin d'être motivée.

depuis quelques années — cette ravissante église, bijou d'architecture byzantine, où le blanc du marbre, le bleu des émaux et le jaune des dorures se fondent dans une délicieuse harmonie.

CHAPITRE XVIII

(Mai-juillet 1878). — Le Congrès de Berlin. — Rétrocession de la Bessarabie.

Cependant le Congrès allait se réunir à Berlin. Le prince, en envoyant Bratiano dans cette ville, l'engagea à prendre son parti du sacrifice de la Bessarabie et à conclure une entente avec Gortschakov et Schouvalov (représentant de la Russie au congrès) pour obtenir d'eux une importante compensation territoriale de l'autre côté du Danube. Mais le président du conseil roumain (de même que Rosetti) ne voulait pas céder et il était encouragé dans sa résistance par le consul britannique White qui semblait pousser à la guerre et promettait l'appui de l'Angleterre. C'est dans ces dispositions peu conciliantes que Bratiano partit pour Berlin.

Le 8 juin, le prince apprit que les Russes s'étaient avancés fort loin, à l'ouest de Bucarest, et avaient rompu les lignes roumaines. Il envoya aussitôt sa protestation au général Drenteln, en déclarant qu'il allait se mettre à la tête de son armée et rejetait sur le commandement russe la responsabilité de ce qui pourrait se produire : à la suite de cette déclaration, les troupes

moscovites furent ramenées à 15 kilomètres en arrière et le général Drenteln affirma qu'il y avait eu un malentendu; il fit remarquer toutefois que les positions des troupes roumaines constituaient une menace pour la ligne d'étapes russes.

Dans l'état de surexcitation où les esprits se trouvaient alors en Roumanie, on pouvait, à tout moment, redouter une collision entre les deux armées mises ainsi en perpétuel contact. Le baron Stuart, consul de Russie, ayant sollicité du prince une audience pour lui exprimer ses regrets au sujet du *malentendu* qui venait de se produire, Carol en profita pour se plaindre vivement de cette situation et même pour déclarer que le cabinet de Saint-Pétersbourg ferait bien de ne pas insister plus longtemps sur la rétrocession de la Bessarabie : « Je crois, ajouta-t-il, que l'amitié de tout un peuple a plus de valeur qu'un morceau de terre. »

Mais, à part lui, le prince ne se faisait pas d'illusions et il en voulait à l'Allemagne qui, prétendait-il, « a surtout à cœur de satisfaire la Russie ». (Celle-ci ne s'en est guère aperçue au traité de Berlin). En effet, le 23 juin, arriva une dépêche de Bratiano annonçant que la Bessarabie était perdue et demandant s'il ne conviendrait pas de conclure tout de suite une transaction avec la Russie. Le conseil des ministres, convoqué par le prince, fut d'avis qu'il fallait laisser la solution aux puissances.

Kogalniceano et Bratiano, arrivés à Berlin le 8 juin, rendirent visite à tous les membres du Congrès ; partout on leur témoigna des sympathies purement platoniques. « M. Waddington, se plaçant sur le terrain des faits, leur conseilla de ne plus s'abandonner à des espérances impossibles. » Le vieil empereur Guillaume, après avoir échappé, trois semaines auparavant, à l'attentat du socialiste Hödel, venait d'être atteint, le 2 juin, par le fusil de Nobiling et, bien qu'en voie de rétablissement, ne put paraître au Congrès qui s'ouvrit le 13. Aussi le Kronprinz déclara-t-il aux envoyés roumains, que « sa nouvelle situation comme représentant de son auguste père l'obligeait à rester *au-dessus* des opinions ». Bismarck, fidèle à son rôle *d'honnête courtier*, cherchait à aplanir les difficultés, tout en étant décidé à ne rien faire pour les Roumains et M. de Bulow, suivant le mot d'ordre de son chef, se dérobait en prétextant qu' « hélas! la Roumanie est trop loin de l'Allemagne ! » Seules, télégraphiait Kogalniceano, « l'Italie et la France diront un mot pour que la Bessarabie reste roumaine ». Ces espérances furent déçues. Le représentant de l'Italie, Corti, se montra « presque rogue ». Waddington fut, au contraire, très aimable, mais « homme pratique avant tout » il engagea les Roumains à réclamer un dédommagement aussi considérable que possible. Le prince de Hohenzollern donnait des conseils analogues et montrait que, si la Roumanie s'entètait dans sa résistance, elle res-

terait isolée : « après s'être élevée si haut dans l'opinion de l'Europe, elle serait considérée par celle-ci comme un trouble-fête » et universellement blâmée.

Malheureusement, à la question de la Bessarabie vint s'en ajouter une autre non moins grave ; le 2 juillet parvint à Bucarest une dépêche de Berlin annonçant que la principauté ne verrait son indépendance reconnue par les puissances qu'à la condition d'émanciper les Juifs et de leur accorder les droits de citoyen ! Cette nouvelle exigence porta à son comble l'irritation des Roumains.

Peu de jours auparavant, les délégués grecs ayant été admis à exposer leurs prétentions devant le Congrès, lord Salisbury fit observer, non sans ironie, qu'après avoir écouté les représentants d'une nation qui réclame des provinces étrangères, il serait équitable d'entendre les délégués d'un pays qui demande des contrées lui appartenant.

Volontiers les plénipotentiaires russes et le prince de Bismarck lui-même eussent écarté cette proposition, mais la majorité du Congrès décida que les Roumains seraient entendus et, le 1er juillet, Bratiano et Kogalniceano, introduits devant la haute assemblée, furent invités à commenter le mémoire qu'ils lui avaient adressé :

« Je plaignais, à part moi, les deux délégués roumains, a dit un témoin (1), en les entendant déve-

(1) Comte Ch. DE MOUY, *Récits et portraits du congrès de Berlin.* (*Revue des Deux Mondes*, 1er novembre 1904.)

lopper leur argumentation judicieuse et illusoire. Ils avaient, au surplus, l'air fort triste, l'un et l'autre, et n'accomplissaient assurément leur mission que par devoir et sans aucune espérance. » Après qu'ils eurent pris la parole, le président les remercia en leur annonçant que leurs exposés seraient imprimés et distribués à tous les plénipotentiaires. Pure formalité, car personne ne se faisait illusion sur le résultat final.

Bratiano et Kogalniceano, en rentrant à Bucarest, déclarèrent au prince qu'il n'y avait plus qu'à *se soumettre à l'inévitable*. Le traité de Berlin fut signé le 13 juillet : les articles 43 à 47 reconnaissaient l'indépendance de la Roumanie, mais forçaient la principauté à rétrocéder la fertile Bessarabie à la Russie en échange des marécages de la Dobrudja, auxquels on ajouta l'île des Serpents et le petit district de Mangalia. En outre, il était stipulé que « désormais, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourrait plus être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit. »

Le prince Carol s'indigna en lisant ces conditions qu'il jugeait « offensantes ». Bratiano, tout en partageant ses sentiments, trouvait que la Roumanie ne devait pas faire preuve de susceptibilité : la prudence

obligeait à se soumettre purement et simplement aux décisions du Congrès. Ce fut aussi le langage que les ministres tinrent devant les Chambres.

Le prince se soumit : le 24 juillet, il replaça son armée sur le pied de paix. Mais le sacrifice lui coûtait et il s'épanchait librement sur ce sujet dans ses lettres à son père qui lui prêchait la résignation et une prompte réconciliation avec la Russie. Ce conseil fut suivi et, sur ces entrefaites, le cabinet de Pétersbourg ayant pris les devants sur les autres pour élever au grade de ministre plénipotentiaire son représentant à Bucarest, Carol répondit à cette attention en adressant au Tsar, pour l'anniversaire de la bataille de Plevna (Grivitza), un télégramme auquel Alexandre II répondit avec cordialité.

Le Kronprinz d'Allemagne s'était abstenu d'écrire à son cousin durant la période difficile des négociations relatives à la Bessarabie, mais, sitôt le sacrifice consommé, il lui témoigna hautement ses sympathies : « L'attitude de la Russie, lui écrivait-il, après que vous vous êtes faits les sauveurs du colossal empire, a rencontré le blâme général. Je ne comprends pas non plus ce qui peut l'attacher à ce morceau de terre. »

CHAPITRE XIX

Difficultés causées par la délimitation de frontière et la question juive. — Exigences formulées par le prince de Bismarck et par M. Waddington. — Naturalisation accordée à 900 juifs. — Impossibilité d'une naturalisation en bloc. — Situation actuelle des juifs en Roumanie. — La note des États-Unis en 1902.

L'Autriche et la Turquie elle-même n'avaient point tardé à reconnaître l'indépendance roumaine. Par contre, la France, l'Allemagne et l'Angleterre attendaient toujours que l'émancipation des juifs fût votée par le parlement avant d'envoyer des ministres plénipotentiaires à Bucarest. L'*Alliance israélite* mit tout en œuvre pour obtenir la prompte solution de cette question. Toutefois la France, de même que l'Italie et la Russie, ne tardèrent pas (24 septembre) à reconnaître au prince le titre d'Altesse Royale. C'est, en effet, ce titre que Carol avait fini par adopter, après avoir hésité quelque temps entre ceux de *grand prince* ou de *grand-duc*. Son père l'avait mis en garde contre de telles appellations; Antoine de Hohenzollern déclarait, dès lors, que la Roumanie devrait être érigée en royaume dans un avenir prochain, mais, ajoutait-il, « quoique j'y tienne personnellement beaucoup, je te conseille d'être prudent

et de sonder le terrain, car rien ne serait plus pénible que de porter un titre non reconnu. » Alexandre de Battenberg écrivait de son côté : « Je ne peux pas dissimuler que ton *Altesse Royale* m'a désillusionné, tant j'avais fermement compté pouvoir te féliciter comme *Majesté.* »

Le 13 octobre, les Russes avaient occupé la Bessarabie ; le 28 novembre, les troupes roumaines pénétrèrent, à leur tour, dans la Dobrudja. Cependant les troupes moscovites n'avaient pas encore évacué le pays : le prince en témoignait un vif mécontentement et, au mois de mars 1879, son ministre des affaires étrangères adressa aux cabinets européens une note dans laquelle il se plaignait de la lenteur apportée par les Russes dans la remise de la Dobrudja aux autorités roumaines. Les puissances consultées trouvèrent que la Roumanie s'était trop hâtée d'occuper cette province : il y avait désaccord sur l'exacte délimitation de la frontière bulgaro-roumaine et l'on engagea le prince à rappeler ses troupes d'Arab-Tabia — point contesté — pour éviter un conflit avec le Tsar. Carol, d'accord avec ses ministres, suivit ce conseil et fit évacuer sans condition le point en litige. « La Roumanie ne doit pas se faire d'illusions », avait nettement déclaré Gortschakov au prince Ghika, la Russie ne lui cédera jamais Arab-Tabia ni la banlieue de Silistrie ; vous ne devez pas oublier que nous avons donné la Dobrudja et vous ne devez qu'à l'interces-

sion des délégués français et italien l'extension de votre frontière jusqu'auprès de Silistrie. Au lieu de s'en déclarer reconnaissante, la Roumanie se montre hostile et fait des démarches contre nous auprès des puissances! »

La Russie était soutenue par l'Allemagne, ce dont le prince se montrait particulièrement contristé :

« L'attitude hostile de la Russie ne m'étonne pas; je préfère l'avoir comme adversaire que comme tutrice, mais la conduite peu bienveillante de l'Allemagne m'offense profondément! L'armée roumaine est aussi très blessée que sa médaille pour la bravoure ne doive pas être portée par les officiers allemands qui ont pris part à la campagne et auxquels je l'ai conférée. M. d'Alvensleben nous a quittés il y a huit jours très désillusionné de ne pas avoir été décoré comme les autres représentants; je lui fis savoir qu'à l'avenir je ne conférerai les ordres que dans le cas où les gouvernements permettraient aux décorés de les porter. »

Quelques jours plus tard (1er mars) le baron Stuart, ministre de Russie, était rappelé à Saint-Pétersbourg et remplacé par un consul portant le titre de chargé d'affaires.

En même temps, la France, par la voix de M. Waddington, et l'Allemagne, par l'organe de Bismarck, pressaient la Roumanie de donner une prompte solution à la question juive. Le prince Antoine, tout en déplorant la chose, disait : « Il faut en finir au plus vite avec cette question, il faut la résoudre *à tout prix*

malgré les antipathies de la population et le grand dommage que cette mesure entraînera. »

La discussion commença le 20 février/4 mars 1879 devant la Chambre des députés et se poursuivit, durant cinq jours, au bout desquels le gouvernement obtint, contrairement au vœu des Moldaves, qu'on votât la modification de l'article 7 sans indiquer le sens de cette modification (1). La solution de la difficulté était réservée aux futures assemblées constituantes. Le Sénat se rallia aussi à l'opinion du gouvernement et les Chambres furent aussitôt dissoutes. Le pays resta très agité au cours de la période électorale, d'autant plus que l'on sentait la pression de l'étranger en faveur des juifs. Plusieurs cabinets étaient, en effet, dominés par l'influence israélite et M. Waddington déclarait formellement que l'Europe ne reconnaîtrait l'indépendance de la Roumanie que le jour où celle-ci aurait accordé aux juifs les droits de citoyen (2). Mais, tandis qu'à l'extérieur on pesait

(1) L'art. 7 de la Constitution de 1866 disait : « La qualité de Roumain s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par les lois civiles. *Les étrangers des rites chrétiens peuvent seuls obtenir la naturalisation.* »

(2) Le cabinet de Berlin, qui avait besoin de la finance juive, boudait aussi la Roumanie à propos de cette question. Les rapports personnels du prince avec l'empereur Guillaume n'en étaient pas moins affectueux que par le passé. Le 10 juin 1879, à l'occasion des noces d'or de l'Empereur, Carol lui écrivit une lettre débordante d'enthousiasme : « Combien mon cœur est ému, lui disait-il, en ce jour qui permet de contempler tant d'années, fécondes en gloire et en labeur, qui remplissent *tout cœur de Hohenzollern* de fierté et toute l'Allemagne de reconnaissance », etc.

ainsi sur le gouvernement de Bucarest, le prince Carol se trouvait obligé de compter avec la surexcitation que la reprise de cette question avait soulevée à l'intérieur du pays. Il entreprit, deux heures durant, le métropolitain de Jassy, en le conjurant de prêcher la concorde et de se montrer tolérant; l'attitude provocante prise, dans cette ville, par les juifs depuis qu'ils savaient leur cause soutenue à Berlin, rendait la situation difficile et, d'ailleurs, le prélat frémissait de voir la Moldavie livrée à cette race. (Dans plusieurs villes moldaves, les juifs sont, en effet, dans la proportion de 70 pour 100.)

Carol se montra à Jassy, accompagné du prince héritier de Suède — alors son hôte — pour témoigner sa sympathie à la population chrétienne. Celle-ci l'accueillit avec enthousiasme, mais en le suppliant, si vraiment les circonstances obligeaient à céder quelque chose aux juifs, *de leur accorder le moins possible.*

Cependant les Chambres venaient d'être dissoutes pour faire place à la Constituante où les libéraux se trouvèrent en grande majorité. Le prince, en prononçant, le 3 juin, son discours du trône devant le nouveau Parlement, s'attacha à montrer que, « malgré la vive émotion causée dans les esprits par la publication du traité de Berlin, les élections s'étaient faites dans un calme absolu ». Au sujet de l'article 7, il disait :

« La Roumanie a toujours été, comme son histoire le prouve, un pays tolérant et les restrictions stipulées par cet article n'ont pas une base religieuse, mais purement nationale et sociale, en tant que, par le fait d'un accroissement sans limites de l'immigration juive, la population rurale, surtout en Moldavie, serait sensiblement atteinte, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue des mœurs.

« Si nous supprimons de nos prescriptions légales ce qui leur donne l'apparence d'un exclusivisme religieux et si nous les mettons en harmonie avec le grand principe que personne ne doit être exclu pour sa croyance religieuse de l'exercice d'un droit, nous aurons tenu compte de la principale préoccupation qui a dicté l'article 44 du traité de Berlin...

« Bien que nous ayons conquis notre indépendance par nos propres forces, les grandes puissances ont pu nous demander de nous conformer aux idées générales qui prédominent dans les pays civilisés, pour nous admettre dans le concert des Européens. Mais, dans le règlement des questions de détail, elles n'ont pas pu songer à nous imposer des solutions absolues contraires à nos intérêts les plus vitaux. »

Ce discours fut favorablement accueilli par la majorité des représentants, mais, les jours suivants, il y eut des séances orageuses à la Chambre où l'opposition, dirigée par Lascar Catargi « d'habitude si modéré », témoignait d'une violence extraordinaire dès qu'on entamait la question juive. L'émotion était grande surtout en Moldavie, où l'on organisait des pétitions monstres et l'on envoyait des lettres de menaces aux ministres et au prince lui-même. Le gouvernement se trouvait dans une situation délicate, pris qu'il était entre les exigences des puissances et l'énergique

résistance du peuple roumain. Ainsi que le disait Bratiano : « Si nous demandons trop peu aux Chambres, nous aurons l'Europe contre nous; si nous leur demandons trop, elles nous opposeront un refus. » Le prince proposait au conseil des ministres : « d'effacer *sans phrase* de la Constitution l'article restrictif et de concéder les droits de citoyen aux juifs nés en Roumanie et ne se trouvant pas placés sous une protection étrangère. » On leur imposerait seulement certaines conditions telles que : avoir fait le service militaire; avoir payé l'impôt personnel; être sorti d'une école roumaine; exercer un métier dans le pays, etc. Malheureusement, les représentants des deux Chambres, très surexcités, ne semblaient pas devoir accepter cette proposition conciliante. Ils avaient nommé des commissions chargées d'élaborer le nouvel article 7, mais la besogne n'avançait pas, malgré les marques d'impatience témoignées par plusieurs puissances. Varnav Liteano, agent diplomatique du prince à Berlin, mandait que les cabinets européens étaient décidés à intervenir au moyen d'une note collective prescrivant les droits que la Roumanie doit donner aux juifs. L'Autriche, de son côté, informait amicalement le gouvernement du prince Carol de la déclaration catégorique faite par Bismarck : « La Roumanie, avait dit celui-ci, n'entrera en possession de son indépendance qu'après la solution de la question juive; en attendant, elle reste, à mes yeux, un État vassal *par-dessus lequel on*

traitera avec son suzerain à Constantinople ». Et, le 3 juillet, Varnav Liteano arrivait lui-même de Berlin pour exposer de vive voix au prince le danger de la situation : les puissances paraissaient résolues à intervenir. Mais, ainsi que le mandait Carol à son père, les menaces de l'Europe ne produisaient aucun effet sur le pays. « Une intervention étrangère, ajoutait-il, porterait l'excitation à son comble et ne ferait qu'augmenter la résistance. »

Toutes les puissances ne montraient pas cependant les mêmes exigences : l'Italie se serait contentée de la suppression pure et simple de l'article 7 ; l'Angleterre demandait seulement la naturalisation de quelques israélites ; mais la France, par l'organe de M. Waddington, — qui, comme Gambetta et la majorité républicaine de la Chambre, avait embrassé avec une ardeur étrange la cause des juifs roumains, — réclamait une solution radicale. Vainement Callimaki-Catargi s'efforçait-il de montrer à notre ministre combien l'opinion roumaine était blessée de cette immixtion de l'étranger dans une question intérieure, M. Waddington ne voulait rien entendre et déclarait que la Roumanie n'avait que trop tardé à mettre à exécution les décisions du Congrès.

Bismarck se montrait non moins intraitable. Cette attitude affectait vivement Carol. Dans une lettre au consul allemand Bamberg, il se plaint de ce que la presse germanique se montre si peu favorable aux Rou-

mains et réserve toutes ses sympathies pour les Bulgares qui viennent de proclamer le prince Alexandre de Battenberg (1). Il indique, en même temps, ce qui constitue la gravité de la question israélite en Roumanie :

C'est la situation fortement endettée des grands propriétaires qui cause le plus de souci aux hommes qui abordent cette question avec sincérité et sans préjugés : la Roumanie n'a pas de majorats, les biens passent d'une main dans une autre et du jour où les juifs pourraient les acheter, ils leur écherraient de plein droit, attendu que toutes les hypothèques sont dans leurs mains. Ainsi s'explique le fort courant qui règne ici pour attacher le droit de posséder la propriété à l'exercice des droits politiques.

En défendant avec tant d'ardeur les juifs roumains, la presse allemande subissait évidemment l'influence

(1) Le prince de Battenberg, à peine installé à Sofia, se trouvait déjà aux prises avec les difficultés qui, sept ans plus tard, devaient amener sa chute. Voici un intéressant passage de la lettre qu'il écrivait à Carol, à la date du 11/23 juillet 1879 :

« Je passe en ce moment par les mêmes phases que toi l'année dernière : dévoué de tout cœur à l'empereur Alexandre, je ne voudrais rien faire qui pût être qualifié d'anti-russe ; malheureusement, les fonctionnaires moscovites ont procédé ici avec aussi peu de considération que possible ; dans tous les ministères règne un désordre désespérant et le vol systématique y est même sanctionné, grâce au décret de Dondukoff. Je me vois tous les jours dans la pénible alternative, ou de souscrire aux exigences des Russes, ou d'être accusé en Russie d'ingratitude et « d'offense aux sentiments les plus sacrés des Bulgares ». Ma situation est vraiment effroyable ; je refuse tout ce qui va contre ma conscience, et je dois à cause de cela écrire tous les jours à l'empereur Alexandre pour prévenir les calomnies des fonctionnaires russes d'ici. — A l'occasion de ma prochaine visite je te raconterai tout cela en détail. »

de Bismarck qui, obligé de ménager la haute banque, se montrait aussi sympathique à leur cause que M. Waddington lui-même. « Le chancelier de fer est contre nous » — écrivait tristement Carol — « et toute la bienveillance de l'Empereur n'y peut rien changer. »

Il est certain que l'empereur Guillaume ne partageait nullement, à cet égard, les idées du premier ministre et la lettre suivante du prince Ch. Antoine à son fils prouve que Bismarck avait soin de tenir le souverain dans l'ignorance absolue de la situation :

« Quelques mots seulement aujourd'hui pour te dire que nous avons vu l'empereur à Mainau. Il me fit prier, après dîner, de venir dans sa chambre où j'ai eu enfin l'occasion de lui parler des affaires roumaines et de te recommander à lui. Je puis te confier maintenant que la manière de voir de l'Empereur m'a surpris et réjoui à un haut degré, tout en étant obligé, à mon regret, d'atténuer cette impression favorable par la constatation suivante : il est évident qu'on n'a pas tenu l'Empereur au courant de la situation. Il a rejeté aussitôt toute la faute sur l'Angleterre qui, m'a-t-il dit, poursuit la solution de la question juive de la façon la plus inconsidérée (*rüksichtlosesten*), sans que pourtant la politique allemande puisse se séparer de celle de ce pays.

« Quand je lui fournis la preuve que c'était exactement le contraire et que je comparai la modération qui s'accuse de plus en plus en Angleterre aux rudes procédés de l'Allemagne, qui ne tient aucun compte des circonstances, l'Empereur se montra étonné au plus haut point. Il ne voulait absolument pas y croire, et me dit que la question juive *lui était particulièrement antipathique, attendu qu'il en avait l'expérience par ce qui se passe chez les Polonais et en Russie ;*

s'il n'avait pas été alité, à cause de ses blessures, pendant le congrès de Berlin, il n'aurait jamais consenti au développement de cette question dans les proportions qu'elle a prises aujourd'hui. — Bref, j'ai la conviction que le chancelier de l'empire n'a pas consulté l'Empereur au sujet de cette affaire, ou tout au moins qu'il ne la lui a pas exposée à fond.

« Alors même que mon franc parler n'aurait pas une action directe, j'ai cependant accompli certainement une œuvre salutaire en ouvrant les yeux à l'Empereur; il opposera, en tout cas, quelque résistance aux volontés de Bismarck et cherchera à s'orienter d'une façon plus précise.

« Je lui ai encore dit que cette façon d'agir tendrait à jeter la Roumanie dans les bras de la Russie et que, malgré toutes les sympathies personnelles pour le tsar Alexandre, on ne saurait se dissimuler que cela entraînerait un bouleversement complet de l'équilibre européen en Orient. L'Empereur vit tout cela et y acquiesça; il exprima, d'autre part, son regret de n'avoir pas pu encore te conférer l'*Aigle Noir*, mais il le fera aussitôt que la question juive aura disparu de l'ordre du jour.

« La verdeur intellectuelle et physique de l'Empereur est étonnante; la difficulté momentanée qu'il éprouve à marcher est à peine marquée et l'usage d'une canne chez un homme de quatre-vingt-deux ans n'a rien d'étonnant.

« Les souverains de Bade sont également outrés des exigences dont vous êtes l'objet; ils ont aussi insisté vivement auprès de l'Empereur pour qu'il agisse dans le sens de l'apaisement et qu'on ne vous demande pas l'impossible. »

Dans une lettre postérieure, le prince Antoine se vantait à son fils d'avoir rompu « une rude lance » en sa faveur auprès de l'Empereur. Celui-ci déclara, depuis, n'avoir jamais vu son cousin aussi surexcité. D'ailleurs, au fond, il était de son avis et partageait

complètement son antipathie à l'égard des juifs.

Cependant la commission chargée de la rédaction du nouvel article 7 de la Constitution, venait de présenter un projet qui, suivant l'expression du prince Carol, était « une véritable provocation à l'Europe ». Ce projet commençait par déclarer qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu d'*israélite roumain*, mais seulement des juifs venus de l'étranger et d'autres qui, nés à la vérité dans le pays, ne se sont assimilé ni la langue ni les mœurs de la nation roumaine et ne font aucun effort dans ce sens. La naturalisation, » ajoutait-on, « peut être accordée à tout étranger sans distinction de confession, *individuellement et par loi spéciale.* »

Le président du conseil répondit que le gouvernement ne pouvait accepter un tel projet. La Chambre l'ayant adopté néanmoins, le ministère Bratiano se retira. Rosetti donna aussi sa démission de président de la Chambre, mais il fut immédiatement réélu. Obligé de ménager les puissances et de tenir compte des sentiments de la nation, le prince était fort embarrassé. Il sortait énervé, découragé des interminables conférences qu'il avait quotidiennement avec les différents chefs de parti et il en arrivait à regretter les conseils de guerre qu'il tenait devant Plevna, aux heures les plus difficiles. Un jour, les *leaders* de l'opposition ayant soutenu devant lui que la Roumanie pouvait fort bien subsister sans que son indépendance

fût reconnue, il déclara ne pas accepter cette théorie : « Je ne resterai, » leur dit-il, « qu'à la tête d'une Roumanie indépendante, garantie par le droit européen. S'il devait en être autrement, l'histoire en rendrait responsables ceux qui provoqueraient cette catastrophe. »

Huit jours après la chute du ministère, il chargeait Bratiano de reconstituer son cabinet en y faisant entrer deux conservateurs (Kogalniceano à l'Intérieur et Boeresco aux Affaires étrangères). Ce ministère de fusion s'empressa de proroger le parlement pour un mois, disant que le nouveau gouvernement aurait besoin de ce temps pour étudier la question et permettre aux représentants de reprendre contact avec leurs électeurs.

Ce programme fit mauvaise impression à Paris comme à Berlin. Cependant M. Waddington, parlant de la situation extérieure devant la Chambre des députés (à l'occasion du budget des Affaires étrangères), venait d'affirmer qu' « aucun peuple n'a autant de sympathie pour la Roumanie que le peuple français, à qui elle doit un accroissement de son territoire par l'élargissement des frontières de la Dobrudja » . Notre ministre exagérait peut-être l'importance du service qu'il croyait avoir rendu à la nation roumaine, mais ces paroles témoignaient, du moins, de sa bonne intention.

En même temps, M. Dém. Sturdza rapportait de

Kissingen les propos tenus par Bismarck et les conditions que celui-ci lui avait posées. Le chancelier s'était montré plein d'aménité et d'allure plutôt conciliante dans sa conversation avec l'envoyé du prince Carol : il voulait bien reconnaître que le Congrès avait imposé une très lourde charge à la Roumanie, *mais cette tâche devait être accomplie* : « Un petit pays, disait-il, ne doit pas se tenir en dehors du droit international; il serait attaché sans cela par un fil que chacun pourrait tirer selon sa fantaisie. Ce serait particulièrement mauvais pour vous qui êtes enchâssés entre deux voisins également dangereux. »

Loin de se poser en défenseur déterminé des juifs, Bismarck assurait que l'article 44 n'avait été inséré dans le traité de Berlin que pour faire plaisir à la France et à l'Italie; l'Allemagne n'avait pu s'y opposer parce qu'il s'agissait de principes généraux reconnus dans tous les États civilisés... sauf en Russie. L'Allemagne n'élevait pas de grandes exigences : elle demandait seulement ce que la France et l'Italie ont voulu et encore tâcherait-on d'adoucir ces conditions autant que possible. « Sans doute, convenait-il, vous avez trop de juifs en Roumanie; mais maintenant que vous les avez laissés s'introduire, il faut bien les subir : vous avez manqué de prévoyance en ne créant pas autrefois des lois restrictives contre leur immigration. » Et il conseillait aux Roumains d'ouvrir la lutte sur le terrain économique : « Travaillez, fondez

des banques foncières sur la base de la mutualité ; ces sortes de banques ont beaucoup contribué à consolider la propriété foncière en Prusse. »

Puis, abordant un point qui, sans doute, lui tenait plus à cœur que la cause israélite, Bismarck déclara que l'Allemagne désirait entretenir des relations amicales avec la Roumanie : « Jusqu'à ces derniers temps, vous nous avez traités quelque peu *cavalièrement*. Je comprends les sentiments des Roumains pour la France, mais ces sentiments ont causé du mécontentement chez nous, et *il n'est pas prudent de mécontenter quelqu'un qui est fort*.

Pour rendre meilleurs à l'avenir vos rapports avec l'Allemagne, concluait le chancelier, il faut en finir *avec l'affaire des chemins de fer* où cent millions de marks, en chiffres ronds, se trouvent engagés. L'État roumain devrait racheter ses chemins de fer. Tant que cette malheureuse question ne sera pas réglée, il y aura des malentendus qui empêcheront des relations amicales de se constituer et de se consolider entre les deux pays.

« Strousberg a attiré dans cette entreprise les grands seigneurs de la Silésie. Ceux-ci, à leur tour, y attirèrent toutes leurs connaissances et leur clientèle. Nous trouvons aujourd'hui parmi les actionnaires de la société des chemins de fer roumains : des grands seigneurs et des dames de la cour, les laquais de ces grandes maisons et même des cochers de fiacre — en un mot, presque tout Berlin. Il y a là, par conséquent, tant d'intérêts en jeu, qu'il est impossible de ne pas en tenir compte. Et bien plus, le roi lui-même a dû intervenir pour sauver quelques-uns des grands seigneurs silésiens quand les choses n'ont plus marché avec Strousberg.

C'est alors qu'il s'est tourné du côté de Bleichröder. Celui-ci était assez riche pour n'avoir pas besoin de s'engager dans une affaire embrouillée; mais il l'a fait cependant, parce qu'on l'en a prié et à cause de l'honneur qu'il en a retiré. Bleichröder a donc pris la chose en main et c'est maintenant un devoir pour nous de le soutenir. Mais le roi a fait encore plus. Il a dû venir en aide, sur sa propre cassette, aux grands seigneurs silésiens. Il est donc facile de comprendre pourquoi chacun de nous désire sortir de cette pénible histoire. Il faut vider le calice, nous devons en finir avec cette affaire, autant au point de vue des intérêts roumains que des intérêts allemands.

« Résolvez donc ces deux questions, aussi vite que possible, pour prendre place parmi les États indépendants; c'est une grande chose et que vous ne devez pas mépriser, surtout en vue de l'avenir.

« Une Roumanie indépendante pèsera d'un grand poids dans les questions orientales. Vous avez des ennemis, il vous faut aussi acquérir des amis. La France et l'Allemagne sont vos amies naturelles — c'est elles que vous devez gagner et à elles que vous devez tenir, car vous aurez encore plus d'une difficulté à surmonter. »

Bismarck déclara encore que bien des liens devaient rapprocher la Roumanie de l'Allemagne : « Le plus fort de tous est le prince qui, avant d'être Roumain, comptait parmi les nôtres. » Et il ajouta qu' « il faudrait aussi conclure un traité de commerce, car l'Allemagne voyait son exportation avec la Roumanie diminuer au profit d'autres pays ».

En même temps qu'il était ainsi mis au courant des dispositions de Bismarck, le prince Carol recevait de son père la copie d'une intéressante lettre écrite à l'im-

pératrice Augusta, par l'empereur Guillaume, alors aux eaux de Gastein. C'était la confirmation de ce qu'avait déjà écrit le prince Ch. Antoine, sur l'antipathie que le vieux souverain manifestait — d'une façon tardive et trop platonique — à l'égard de la question juive. Voici comment l'Empereur s'exprimait sur les affaires roumaines :

« En ce qui concerne la Roumanie, tu as su déjà, à la maison, que j'ai désapprouvé, autant que faire se peut, les résolutions du congrès sur la question juive, mais *après coup*, il est vrai, puisqu'alors je ne dirigeais pas les affaires.

« Naturellement, j'ai dû me prononcer, depuis, pour la stricte exécution des décisions du congrès, mais j'ai demandé cependant à toute occasion qu'on ne se montrât pas pressant dans la question juive, car je sais, par expérience, ce que sont les juifs dans ces contrées — à commencer par Posen, la Pologne, la Lithuanie et la Volhynie — et l'on dit que les juifs roumains sont plus mauvais encore. Toute la question juive de là-bas a été soutenue avec la plus grande vivacité par l'Angleterre; lord Odo Russel lui-même me l'a avoué à la suite de mes représentations, et cela avec un geste significatif de sa désapprobation.

« J'ai exposé au prince de Hohenzollern mon attitude dans la question juive, d'où dépend la reconnaissance de notre cousin comme souverain indépendant, quand il se plaignit à moi avec beaucoup d'émotion de la trop grande rudesse de notre note et j'ai ajouté que la note en question m'était inconnue. Sur ma demande à ce sujet, on m'a communiqué précisément une autre note pour Bucarest, d'où il ressort que les puissances se contenteraient de la suppression, en principe, de l'article prohibitif de la Constitution roumaine, sauf à ajourner la mise en pratique à une époque ultérieure, jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue entre

le gouvernement et la Chambre. Si ce mode était adopté, rien ne retarderait plus la reconnaissance du prince. Je te charge de communiquer cela exactement à Krauchenwies. Tu diras aussi que je crois que Charles de Roumanie et son ministère, qui vient précisément d'être changé, doivent accepter ce procédé et que les Chambres ensuite feront preuve de sagesse.

« Tu te rappelleras que j'ai toujours pris le parti du gouvernement roumain quand des troubles survinrent autrefois, tandis que l'Angleterre tenait pour l'autre côté, parce qu'elle voit dans chaque juif un Rothschild civilisé... »

Cependant le prince Carol venait (6 août) de quitter sa capitale, où la chaleur est suffocante en été, pour aller jouir du calme et de la fraîcheur des montagnes à Sinaïa (1), au cœur des Karpathes, où il était en train de faire construire ce « château enchanté » de Castel-Pelesh qu'a décrit Pierre Loti et qui dresse aujourd'hui sa pittoresque silhouette, à 900 mètres au-dessus de la mer, sur la lisière d'une mystérieuse forêt.

(1) Le prince, en fixant sa villégiature d'été à Sinaïa, a attiré toute l'aristocratie roumaine dans ce joli coin des Carpathes, connu déjà par la beauté de son site et le monastère fondé, il y a deux siècles, par Michel Cantacuzène. Après s'être installés, pendant les premières années, dans les dépendances du monastère, les souverains roumains ont fait construire, à peu de distance du couvent, le chalet de *Castel-Pelesh* qui, réunissant le style renaissance avec le gothique allemand et des réminiscences byzantines, présente, dans son ensemble, un aspect très original. Cette demeure, peuplée à l'intérieur de merveilleux objets d'art, s'élève dans le cadre d'une superbe forêt de sapins que le roi se refuse à exploiter, l'abandonnant à l'état de nature et laissant pourrir sur place les arbres tombés qui rendent peu à peu au sol la sève qu'ils lui ont empruntée. Je me rappelle les cris d'admiration qu'arrachait ce spectacle à un artiste français avec qui je parcourais la forêt et qui se promettait d'y trouver d'intéressants sujets d'études.

Mais là même, loin de trouver le repos, il était poursuivi par le tracas des affaires. La recherche d'une solution à la question juive et à la question des chemins de fer continuait à absorber tous ses instants : « Ce sont deux noix difficiles à casser », écrivait-il à son père : « plus d'un s'y briserait les dents, *mais nous en viendrons à bout.* » Une fois ces « deux noix » cassées, le prince ne doutait pas que les rapports avec l'Allemagne ne prissent une autre tournure : la conversation de Sturdza avec Bismarck l'indiquait clairement.

« Dès à présent, le vent a tourné à Berlin en notre faveur; deux facteurs y ont contribué : l'intervention de l'empereur d'Allemagne, dont je te suis redevable, mon cher père — sa lettre à l'impératrice a pour moi le plus haut prix — et la mission que j'ai donnée à Sturdza de déclarer à M. de Radowitz *que la façon de procéder de Bismarck, qui ne me suscite que des complications sérieuses et dont je ne pourrai plus venir à bout, est tout simplement incompréhensible pour moi.* — C'est Bismarck, d'ailleurs, qui a lui-même exprimé le désir de parler à mon ministre des finances; il n'a pas tari d'éloges sur mon compte et m'a fait transmettre ses respects.

En somme, les grandes puissances, tout en insistant sur l'exécution stricte de l'article 44 du traité de Berlin, témoignaient à la Roumanie et à son prince les plus grandes sympathies. La visite de l'archiduc Albert d'Autriche à Sinaïa, où il fut très fêté par la population, avait provoqué entre l'empereur François-

Joseph et le prince Carol un échange de télégrammes empreints d'une vive cordialité. A peine entré en fonction, le ministre des affaires étrangères Boeresco entreprit un voyage à travers l'Europe, pour gagner les cabinets au projet que le gouvernement voulait proposer aux Chambres en leur soumettant des listes de juifs à naturaliser immédiatement. Ce voyage paraissait superflu après celui que venait de faire M. D. Sturdza, mais J. Bratiano n'était pas fâché que son nouveau collègue « se rendît compte par lui-même des difficultés et de la ferme volonté de l'Europe dont il avait douté, comme membre de l'opposition ».

Boeresco fut favorablement accueilli à Saint-Pétersbourg où l'on n'a jamais été fort bien disposé pour les juifs. A Vienne et à Berlin, on ne lui cacha point que sa proposition était jugée insuffisante. Mais ce fut à Paris et à Londres — ou plutôt à Dieppe où lord Salisbury faisait sa villégiature annuelle — qu'il rencontra les plus grandes difficultés. M. Waddington demandait que tous les individus nés en Roumanie et qui y ont été élevés jusqu'à leur majorité, sans avoir jamais été sous une protection étrangère, obtinssent immédiatement les droits de citoyen et les droits politiques en vertu du principe de l'article 44. L'Angleterre émettait la même exigence. « Cette nouvelle, observe Carol (26 août), provoque une consternation générale, car plus de cent mille juifs obtien-

draient ainsi immédiatement les droits de citoyen. Il ne se trouvera pas de Chambre roumaine pour voter cela. »

Cependant le prince Antoine mandait à son fils qu'il fallait amener à *tout prix et sans phrases* une rapide solution. « Je voudrais croire, lui écrivait-il, que les Chambres sont devenues plus conciliantes, car toute résistance aux décisions du congrès de Berlin tomberait vraiment dans le ridicule... Il importe non moins, ajoutait-il, d'en finir avec la question des chemins de fer qui a toujours été la plus importante pour l'Allemagne. » (Nous nous en doutions bien!) « La question juive a été plutôt un prétexte qu'un but. » Par contre, Liteano télégraphiait qu'un fort courant antisémitique se dessinait en Allemagne et qu'on ferait bien d'en profiter pour ne pas céder trop vite aux exigences des puissances.

Quand Carol rentra à Bucarest, le 13 septembre, il trouva les esprits de plus en plus montés : toute la presse, sans exception, attaquait les juifs avec violence. Le prince avait, presque chaque jour, des conversations à ce propos avec ses ministres et avec les principaux hommes politiques auxquels il avait peine à prêcher le calme et la modération; le patriarche de Moldavie lançait l'anathème contre tous les défenseurs des juifs. Cependant la Chambre rejeta la proposition de la Commission d'initiative et l'on commença à discuter le projet du gouvernement. « Ce projet, écrivait

le prince, contient le minimum de ce que l'Europe attend, mais dépasse de beaucoup le maximum de ce qu'on peut demander aux Chambres et au pays. » (On proposait d'accorder la naturalisation à plusieurs catégories de juifs). « Il faudra bien que les cabinets se déclarent satisfaits, car jamais nous ne pourrons obtenir davantage. Malheureusement — ajoutait-il, constatant, dès cette époque, l'énorme influence qu'une faible minorité juive exerce sur l'opinion — aucune question intéressant la Roumanie n'a encore provoqué, à un aussi haut degré, l'attention de l'Europe. S'il s'agissait seulement de chrétiens ou de Turcs, on resterait indifférent à nos affaires. »

Enfin, après de longs débats au Parlement, le gouvernement entama avec les chefs de la majorité des négociations qui aboutirent à une transaction et, le 6/18 octobre, la Chambre vota, par 133 voix contre 3, une nouvelle rédaction de l'article 7, déclarant que la différence de croyances religieuses et de confessions ne constituerait plus désormais en Roumanie un obstacle à l'acquisition et à l'exercice des droits politiques et civils. Tout étranger pouvait demander la naturalisation et l'obtenir après dix ans de domicile. De ce stage seraient même dispensés ceux qui auraient rendu des services au pays, qui auraient combattu dans les rangs de l'armée roumaine ou qui, nés et élevés en Roumanie, n'y auraient jamais joui, non plus que leurs parents, d'une protection étran-

gère. Quelques jours plus tard, le nouvel article 7 fut adopté à la presque unanimité par le Sénat — malgré un discours fulminant du poète Alexandri — et aussitôt promulgué par le prince.

M. Callimaki-Catargi, agent du prince à Paris, fit savoir que Waddington déclarait cette solution insuffisante : pour calmer la mauvaise humeur de notre ministre et faire preuve de bonne volonté, le Parlement roumain accorda immédiatement la nationalité en bloc à environ neuf cents juifs qui avaient pris part à la guerre de l'indépendance contre les Turcs. Dès lors les cabinets de France, d'Allemagne et d'Angleterre durent se tenir pour satisfaits et, quelques mois plus tard (février 1880), ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, ils se décidèrent à reconnaître l'indépendance de la principauté.

La naturalisation en masse des israélites aurait eu pour effet en Moldavie de faire passer entre leurs mains le pouvoir politique, l'administration communale et même la propriété du sol (en grande partie grevé d'hypothèques), de sorte qu'on aurait assisté, comme l'a écrit l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Jean Lahovary (1) « à ce spectacle, unique dans l'histoire, d'un peuple conquis non par le fer et le feu, mais par l'infiltration d'une race étrangère plus

(1) *La question israélite en Roumanie*. Bucarest, 1902.

habile que lui à manier, à accumuler et à garder l'argent ». Par contre, la naturalisation en bloc n'aurait certes pas eu le don de modifier, du même coup, le caractère, les mœurs, les instincts qui ont rendu la race juive odieuse aux indigènes. Les israélites eux-mêmes n'ont jamais cherché à se confondre avec la population roumaine. Peu soucieux, en apparence, de l'hostilité qu'elle leur témoigne, on les voit promener dans les rues de Jassy, où ils sont aujourd'hui plus nombreux que les chrétiens (1), leur accoutrement grotesque : lévite crasseuse, bonnet fourré ou antique chapeau haut de forme qui, avec les cheveux en tire-bouchon cachant les oreilles, les distingue entièrement du reste de la population. On comprend que, dans ces condititions, le Parlement de Bucarest ait rarement accordé l'indigénat, depuis 1879, et l'accorde seulement à ceux qui peuvent prouver une véritable assimilation. Mais, pourvu que les juifs attirent à eux, par les moyens qui leur sont propres, tout l'argent du pays, le reste leur est indifférent et il faut croire qu'ils se trouvent bien en Roumanie puisque, à part une période de deux ans (1900-1902) durant laquelle se produisit une émigration dont nous expliquerons la cause, ils continuent malheureusement à y affluer. Cela ne les empêche pas de se dire persécutés, parce que le gouvernement a été obligé

(1) 39,441 juifs contre 38,627 chrétiens. (Statistique de 1899.)

d'édicter contre eux certaines mesures : telle est la prohibition de tenir, dans les campagnes, des cabarets qui, en favorisant les progrès de l'alcoolisme, étaient devenus, entre leurs mains, de véritables agences de prêt à la petite semaine. Cette interdiction trop justifiée est un des principaux griefs des juifs contre le gouvernement roumain; or, dit M. J. Lahovary, « en fait elle est restée lettre morte, les cabaretiers israélites ayant continué leur commerce sous le couvert de tenanciers fictifs ». On reproche aussi au gouvernement d'empêcher les juifs non naturalisés d'acquérir des biens ruraux, mais cette règle ne s'applique pas aux seuls juifs; elle s'étend à tous les étrangers. L'exemple de la Hongrie où, peu à peu, ainsi que le constatait, il y a trente ans déjà, M. Élisée Reclus — la terre passe tout entière à l'israélite, motive suffisamment les mesures prises par la Roumanie pour se prémunir contre un danger pareil (1). Ce sont ces

(1) Ce que l'on serait en droit de critiquer, par contre, c'est la loi militaire qui oblige les juifs à servir un État dont ils ne sont pas citoyens et sans pouvoir arriver même au grade de caporal ou de sous-officier. Les Roumains se justifient en déclarant qu'ils ont été obligés d'édicter cette loi pour arrêter le flot menaçant d'immigration des juifs de Pologne. D'autre part, l'on a été obligé de leur fermer l'accès au grade de sous-officier dont ils se servaient pour gagner de l'argent par tous les moyens, accorder des exemptions frauduleuses aux paysans riches, etc.

On comprend, en somme, que le gouvernement roumain se défende de son mieux contre un véritable péril national. Voici en quels termes un écrivain impartial terminait l'intéressante série d'études qu'il vient de faire paraître, après un voyage *à travers la Roumanie :* « la fameuse question juive ne me paraît, en somme, qu'une des formes du combat

prohibitions qui ont été le prétexte de l'agitation créée encore dans ces dernières années par la presse cosmopolite pour apitoyer le monde entier sur le sort des juifs, en déclamant contre « la barbarie et l'obscurantisme roumains ». Un des épisodes les plus caractéristiques de cette campagne a été l'étrange note par laquelle M. Hay, secrétaire d'État aux États-Unis, a cru devoir dénoncer, en 1902, « les persécutions dont les Israélites de Roumanie sont l'objet » en demandant aux puissances signataires du traité de Berlin d'y mettre fin. Cette note était d'autant plus extraordinaire que les États-Unis, n'ayant pas été partie contractante au traité de Berlin, n'avaient pas à intervenir dans la question. On s'étonna donc tout d'abord, à bon droit, de ce subit accès de philanthropie américaine, mais on eut bientôt la clef du mystère : de 1900 à 1902, avaient débarqué à New-York vingt mille ouvriers israélites — dont une bonne partie arrivait de Roumanie — et le flot augmentait chaque jour. Or, partout où les immigrants s'étaient installés, les commerçants américains, malgré leur sens pratique bien connu, s'étaient vus rapidement supplantés par les nouveaux venus : pour peu que le flot envahisseur continuât à inonder le pays, c'était

que les nations doivent soutenir contre ceux qui menacent de les submerger, que ces envahisseurs soient Grecs, comme dans la Roumanie du dix-huitième siècle ; juifs, comme dans la Roumanie du dix-neuvième siècle, ou Chinois, comme en Amérique. » (André BELLESSORT, *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1905.)

la ruine. De là, la note de M. Hay, motivée non par une tendre sollicitude à l'égard des israélites, mais par l'intérêt national et le désir de se protéger contre eux.

Beaucoup de juifs, en effet, avaient quitté la Roumanie, à ce moment : ce qui les en chassait, ce n'était point les persécutions; c'était la crise agricole sans précédent qui avait désolé le pays en 1899. Les juifs ne sont pas agriculteurs, on le sait de reste; néanmoins, vivant surtout de courtage ils subirent le contrecoup de cette crise par suite de la misère générale et de l'absence de transactions commerciales. C'est ce qui explique que beaucoup d'entre eux émigrèrent, dans les deux années suivantes, pour aller chercher fortune ailleurs et particulièrement en Amérique. Le président Roosevelt, tout en paraissant s'intéresser à leur sort, ne les vit pas arriver avec plaisir, car il avait de bonnes raisons pour trouver les juifs déjà trop nombreux dans son pays. Vainement la note de son secrétaire d'État invoquait-elle « les enseignements de l'histoire et l'expérience du peuple américain » pour déclarer que « les juifs possèdent à un degré élevé les qualités morales et intellectuelles d'un bon citoyen et qu'aucune classe d'hommes n'est mieux vue aux États-Unis. » On lui répondit avec raison : « Si les juifs sont un élément aussi précieux, leur immigration ne devrait pas inspirer des inquiétudes au gouvernement américain; elle devrait être, au contraire, encouragée par lui. »

Sauf en Angleterre où le lord-maire de Londres obtint des aldermen qu'on n'invitât pas le ministre de Roumanie au banquet du Guildhall « afin de protester contre les persécutions à l'égard des juifs », la note américaine trouva peu d'écho en Europe; elle fut généralement critiquée par la presse indépendante et réussit seulement à indisposer la haute banque contre le gouvernement roumain et à empêcher celui-ci d'opérer la conversion de l'emprunt de 1899 dans des conditions avantageuses (1).

(1) V. *La Roumanie et les juifs*, par VERAX. Bucarest, 1903.

CHAPITRE XX

(1879-80) L'alliance austro-allemande. — La Russie cherche à se rapprocher de la France. — Attitude de la presse et du gouvernement français. — Difficultés de la Roumanie avec la Russie au sujet de la frontière bulgaro-roumaine. — Vote de la convention des chemins de fer. — L'indépendance de la Roumanie reconnue par les puissances. — Succès de J. Bratiano à Berlin. — Voyage du prince Carol en Allemagne. — Sa visite au prince de Bulgarie.

Aussitôt après le vote des Chambres accordant la naturalisation à neuf cents juifs, le prince, débarrassé du cruel souci que lui causait cette question, entreprit un voyage dans sa nouvelle province de Dobrudja où il fut accueilli avec enthousiasme par les chrétiens et avec respect par les musulmans, fort nombreux dans cette région. A Constanza (sur la mer Noire) qui a pris, depuis lors, une grande extension et qu'un pont colossal relie aujourd'hui directement à Bucarest, il s'attarda longtemps « sur le môle à contempler les flots glauques de la mer agitée tandis que le rêve de la future puissance maritime de la Roumanie se dressait devant lui et que des plans aux visées lointaines traversaient son esprit ». Mais, auparavant, il avait, comme toujours, rendu sa première visite à l'église grecque où le pope salua en lui « le héros qui

a délivré la chrétienté du joug turc ». Pour ne pas faire de jaloux, il était allé ensuite entendre la prière à la mosquée, et, le lendemain, il avait assisté à l'office des Karaïtes, « secte juive qui, rejetant le Talmud, s'en tient aux saintes Écritures et qui compte, à Constanza, de quarante à cinquante adhérents, parmi lesquels le consul de Russie ».

Au cours de ce voyage, le prince reçut une lettre importante de son père se réjouissant vivement « des déplacements d'alliances inouïs » qui venaient de s'accomplir en Europe.

La séparation des intérêts de l'Allemagne de ceux de la Russie est un événement important, qui fait le plus grand honneur à la longue et pénétrante vue de Bismarck. Cet événement est salué avec joie dans toutes les couches de la population... L'Autriche a remporté une véritable victoire sur sa politique de sentiment, car jusqu'alors le souvenir de 1866 devait lui tenir à cœur d'une façon inoubliable. — Ce nouvel incident viendra certainement à l'aide de l'importante question de frontière d'Arab-Tabia.

En effet, la visite que Bismarck venait de faire à Vienne fixait à ce moment l'attention publique : l'empereur François-Joseph avait interrompu ses chasses pour aller recevoir le chancelier de fer et conclure avec lui l'entente qui devait aboutir à une alliance secrète entre l'Autriche et l'Allemagne, calculée spécialement pour le cas où l'un de ces deux empires serait attaqué par la Russie. Celle-ci, profondément irritée de l' « ingratitude de l'Allemagne » qui l'avait

empêchée de recueillir le fruit de ses victoires, cherchait dès lors à se rapprocher de la France et le Journal du prince Carol nous montre (à la date du 19 septembre 1879) « la presse française déclinant avec beaucoup de froideur les avances et les déclarations amicales de Gortschakov ».

Le prince veut assurément parler ici, non de la presse française en général, mais de la presse *gouvernementale* qui, depuis l'arrivée de M. Waddington au quai d'Orsay et par suite aussi de l'influence occulte exercée par Gambetta, témoignait, en effet, d'une véritable hostilité envers la Russie. Les journaux de droite manifestaient des sentiments tout contraires. M. Hervé, notamment, l'éminent directeur du *Soleil*, ne cessait, depuis quatre ans déjà, de prêcher l'alliance russe; en 1879, il envoya un de ses rédacteurs à Bade auprès de Gortschakov qui, dans une *interview* célèbre, n'hésita pas à exhorter la France à être forte et à rechercher l'amitié de l'empire moscovite. Aussitôt, a dit M. Paul Deschanel (1), « cette conversation fait le tour de l'Europe et, pendant plusieurs mois, la presse allemande proteste avec colère contre un rapprochement éventuel entre les deux puissances et expose toutes les combinaisons qui peuvent y faire obstacle ». Nos gouvernants ne se montraient que trop disposés à suivre les conseils venus de Berlin.

(1) Discours de réception à l'Académie française, éloge d'Ed. Hervé.

M. Waddington était dominé par son origine et ses sympathies britanniques; il croyait, en outre, d'une sage tactique de se rapprocher de l'Allemagne à laquelle il ne cessa de prodiguer les avances les plus significatives durant ses trois années de ministère. Une telle attitude avait fortement indisposé la Russie contre le savant archéologue égaré dans la politique. Est-ce pour ce motif qu'en 1881, le président Grévy ne trouva rien de mieux que de se faire représenter par M. Waddington au couronnement du tsar Alexandre III? Quant à Gambetta, après avoir paru adopter, sous l'inspiration de Mme Edmond Adam, l'idée d'une entente franco-russe, il s'en était rapidement éloigné à la suite, dit-on, d'une entrevue avec Gortschakov. Le vieux diplomate, choqué des manières de commis-voyageur du chef du parti opportuniste, n'avait pas témoigné à celui-ci les égards auxquels il s'attendait et le dictateur occulte, comme on l'appelait alors, s'était éloigné mécontent et froissé (1). Ce fut seulement à la fin de 1881, un an avant sa mort, que Gambetta, éconduit par Bismarck (avec qui il avait cherché, à plusieurs reprises, à entrer en relations par l'intermédiaire du comte Henckel de Donnersmark) abandonna la chimère d'une entente avec l'Allemagne et comprit la nécessité de l'alliance russe, la seule possible pour tirer la France du dangereux isolement où elle se trouvait à cette époque.

(1) A ce sujet voir notamment : de Cyon, *Histoire de l'entente franco-russe*, et le recueil de M. Horst Kohl, *Aus Bismarcks Briefwechsel*.

La nouvelle de la visite de Bismarck à Vienne et du traité qui s'ensuivit comblait de joie le prince Carol. Il note dans son Journal (7/19 octobre) l'impression profonde que cause en Russie le discours prononcé par Salisbury à Manchester et dans lequel le ministre anglais a célébré l'alliance austro-allemande.

Le prince espérait tirer avantage de cette situation pour le règlement de la délimitation de frontière (du côté de la Bulgarie) qui lui tenait à cœur, mais la Russie se montrait intraitable sur ce point et, un jour, J. Bratiano, pris d'un découragement subit, donna sa démission en plein conseil des ministres, après avoir échangé des propos violents avec ses collègues. Il perdit même connaissance au cours de la discussion, que le prince s'empressa de clore, et ne reprit ses sens que pour déclarer « qu'aucune puissance au monde ne pouvait le faire revenir sur sa décision » . Cependant, deux jours plus tard, Carol, qui tenait à conserver cet homme influent auprès de lui, lui écrivit pour faire appel à son patriotisme et le détourner de son projet de retraite :

Vous avez lutté toute votre vie et surtout dans les trois dernières années avec un courage et une abnégation si admirables, que je ne puis admettre qu'au jour où il s'agit du couronnement de cette grande œuvre, à laquelle nous avons travaillé avec tant de persévérance, un découragement, peut-être justifié, puisse s'emparer de vous.

S'il est vrai que cette lutte gigantesque a été accompagnée de douloureux sacrifices, de profondes amertumes, de

cruelles déceptions, il n'en est pas moins vrai que toutes ces souffrances ont contribué à imposer l'admiration et le respect au monde pour un pays qui a subi tant d'injustices avec une telle grandeur d'âme...

Bratiano se montra touché de la démarche si flatteuse de son souverain et il retira sa démission (1).

Sur ces entrefaites, le prince ayant fait sonder le cabinet de Berlin pour qu'il l'aidât à triompher de la mauvaise volonté de la Russie, Bismarck répondit que « le gouvernement allemand sera d'autant plus favorable à la Roumanie que celle-ci tiendra compte des intérêts germaniques. Et, pour commencer, ajoutait-il, il faudrait en arriver à une solution convenable de la question des chemins de fer, toujours en suspens. »

Cette malheureuse affaire va prendre maintenant la place de la question juive dans les constantes préoccupations du prince, car l'Allemagne ne soutiendra pas les prétentions de la Roumanie tant que celle-ci ne lui aura pas accordé satisfaction. Quant à la médiation de l'Autriche, qu'on lui a proposé de demander, Carol s'y montre résolument opposé :

(1) J. Bratiano resta constamment au pouvoir (sauf durant quelques semaines) jusqu'au 25 mai 1888, époque à laquelle les partis adverses, lui reprochant des fautes d'administration financière, voulurent le mettre en accusation. La demande ne fut définitivement repoussée qu'en 1890, après de longs et violents débats. J. Bratiano mourut l'année suivante. Bucarest lui a élevé un superbe monument dû au ciseau d'Ernest Dubois.

Nous ne voulons ni ne pouvons mendier notre reconnaissance après l'avoir conquise sur les champs de bataille et alors que nous la devons seulement à nos propres forces. *Assez d'humiliations!* — surtout après une guerre victorieuse.

D'ailleurs la majorité de la Commission réunie à Constantinople pour délimiter les frontières, est d'avis qu'Arab-Tabia — place occupée dès janvier 1879 par les troupes du prince Carol, mais qu'elles ont promptement évacuée sur les réclamations de Saint-Pétersbourg — doit appartenir à la Roumanie. Seuls, les délégués russes protestent; *l'empereur*, affirment-ils, *ne cédera pas; c'est pour lui une question d'amour-propre.*

« Cette déclaration, observe le prince, est très sérieuse et rend un changement d'avis presque impossible. Que feront les puissances? » Et il conclut que le dernier mot appartient à Bismarck.

Plus que jamais, à cette époque, les destinées du monde se trouvent entre les mains du puissant chancelier qui, après avoir joué la Russie, a su réconcilier l'Autriche avec l'Allemagne. » Le traité qui vient d'être signé est un chef-d'œuvre de Bismarck ». écrit le prince de Hohenzollern (1) et il ajoute

(1) Dans une autre lettre, il dit : « L'alliance austro-allemande a jeté de si profondes racines dans les peuples de langue germanique, que l'on ne pourra certainement jamais revenir en arrière. Mais c'est aussi une des œuvres les plus grandes et les plus remarquables de Bismarck. »

qu' « il serait incompréhensible que les puissances montrassent encore une fois de la condescendance à l'égard de la Russie en lui laissant retenir injustement Arab-Tabia, après avoir déjà sacrifié la Bessarabie à l'amour-propre de l'empereur Alexandre ».

Ce fut l'Italie qui reconnut la première (au commencement de décembre 1879) l'indépendance de la principauté, en nommant le comte Tornielli envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest. Cette nouvelle, accueillie avec enthousiasme à la Chambre roumaine, « fit scandale à Berlin ». Le cabinet allemand venait précisément de déclarer que « si la convention des chemins de fer n'était pas votée avant dix jours, il se verrait forcé de tenir pour insuffisante la solution donnée à la question juive ». En présence de cet ultimatum, la Chambre roumaine, après une longue délibération, adopta la convention pour le rachat des chemins de fer, mais en y ajoutant des amendements (tels que le transport immédiat du siège de la société à Bucarest) qui, suivant les prévisions du prince, seraient refusés à Berlin. En effet, le 28 novembre/10 décembre, au milieu des fêtes données en ce jour anniversaire de la prise de Plevna, arriva une dépêche annonçant que la chancellerie de l'empire allemand n'admettait pas les modifications apportées à la convention et que « désormais la Roumanie ne devait plus compter sur l'Allemagne ». Cette menace impressionna les ministres plus que le prince, car,

« cette fois, disait-il, nous sommes dans notre droit et nous devons seulement sauvegarder nos intérêts » . Et, comme la surexcitation contre l'Allemagne grandissait de jour en jour à Bucarest, il trouvait le moment venu où l'empereur devrait intervenir pour faire entendre raison au banquier Bleichröder.

Carol se faisait illusion en comptant sur l'appui de Guillaume dans cette circonstance. M. de Rotenhau (gérant du consulat d'Allemagne) fut chargé de lui répéter que la bienveillance de l'empereur allemand à l'égard de la Roumanie cesserait si la convention n'était pas rétablie dans sa forme primitive. En même temps, le prince de Hohenzollern communiquait une lettre qu'il venait de recevoir de Bleichröder lui-même, le conjurant, dans l'intérêt de la Roumanie, de s'employer à faire adopter la convention telle qu'elle avait été arrêtée par le cabinet de Berlin. L'impératrice Augusta écrivait, de son côté, une lettre confidentielle à Charles-Antoine pour lui signaler le danger auquel s'exposait la Roumanie en ne cédant pas sur cette question. Le vieux prince s'empressa de communiquer cette lettre à son fils, en y joignant ces réflexions :

« Comme je ne doute pas un instant que c'est l'Empereur qui a chargé l'Impératrice de m'écrire ce billet, j'ai cru de mon devoir de t'expédier immédiatement un télégramme chiffré.

« J'ai répondu aussitôt à l'Impératrice en lui exprimant

mon regret que l'on confonde du côté allemand le rachat des chemins de fer avec les questions politiques importantes. En laissant perdre Arab-Tabia, l'Allemagne se fait du tort au point de vue de son alliance avec l'Autriche, tout autant qu'elle blesse profondément la Roumanie. La portée de cette question est incommensurable au point de vue militaire aussi bien que commercial. »

Les deux Chambres finirent par voter la convention dans la forme voulue par Bismarck. Néanmoins, quinze jours plus tard, l'Allemagne (de même que la France et l'Angleterre) n'avait pas encore reconnu l'indépendance de la Roumanie. Le prince s'indignait de ce retard, car on lui avait promis, à Berlin, que la reconnaissance sans conditions suivrait immédiatement le vote des Chambres, et celles-ci accusaient maintenant le gouvernement d'avoir manqué de sincérité. « Si la réponse attendue tarde encore, écrivait Carol à son père, nous chercherons à nous entendre avec la Russie, qui nous a déjà fait des propositions. »

Enfin, le 20 février 1880, la France, l'Allemagne et l'Angleterre firent parvenir à Bucarest trois notes identiques, par lesquelles chacune de ces puissances reconnaissait la principauté roumaine comme État indépendant, tout en regrettant que la réforme relative aux Juifs n'eût pas été étendue conformément aux dispositions du traité de Berlin (1). Mais cette

(1) « Le gouvernement ne saurait reconnaître comme répondant entièrement aux vues qui ont dirigé les puissances signataires du traité de Berlin les dispositions constitutionnelles nouvelles dont il lui a été

réticence — que l'on avait tenté vainement de faire effacer — importait peu du moment que la reconnaissance était un fait accompli. Guillaume 1er, en accréditant aussitôt le comte Wesdehlen comme consul d'Allemagne à Bucarest, écrivit une lettre privée à son cousin pour le féliciter et lui confirmer une fois de plus ses vives sympathies à son égard. Peu de jours après, Bratiano partait pour l'Allemagne, où il était chargé de remettre les insignes de l'ordre de l'Étoile de Roumanie à l'Empereur, au Kronprinz et à Bismarck, ainsi qu'au prince Charles-Antoine. Le ministre revint à Bucarest, enchanté de l'accueil qu'il avait reçu. L'Empereur et le Kronprinz lui avaient parlé de la façon la plus élogieuse de l'armée roumaine qui, en recevant le baptême du feu sur les champs de bataille de la Bulgarie, *s'était montrée la digne création d'un Hohenzollern*. Bismarck lui avait hautement témoigné sa satisfaction de voir les difficultés aplanies, déclarant que « la Roumanie aurait dans l'empire allemand un ardent défenseur, mainte-

donné connaissance et, en particulier, celles d'où il résulte pour les personnes de rite non chrétien domiciliées en Roumanie, et n'appartenant d'ailleurs à aucune nationalité étrangère, la nécessité de se soumettre aux formalités d'une naturalisation individuelle.

« Toutefois, confiant dans la volonté du gouvernement princier de se rapprocher de plus en plus, dans l'application de ces dispositions, de la pensée libérale dont s'étaient inspirées les puissances, et prenant acte des assurances formelles qui lui ont été transmises à cet égard, le gouvernement, afin de donner à la nation roumaine un témoignage de ses sentiments d'amitié, a décidé de reconnaître, sans plus de retard, la principauté de Roumanie comme État indépendant. »

nant que la pomme de discorde des chemins de fer n'existait plus. » . Il ajouta que la principauté avait le droit d'être érigée en royaume et qu'il la soutiendrait. Cette question était, en effet, à l'ordre du jour et la presse européenne en avait déjà parlé à plusieurs reprises; mais, de Vienne, on conseillait à Carol d'attendre encore parce que le moment ne paraissait pas favorable, et le prince Charles-Antoine était du même avis.

Cependant Bratiano, suspecté jusqu'alors par tous les cabinets étrangers comme démocrate et républicain avancé, avait laissé la meilleure impression de son passage à Berlin, à Sigmaringen et à Vienne : « C'est un homme exceptionnellement bien doué et un caractère sans tache » , disait le prince de Hohenzollern. Bismarck convenait que les doutes qu'il avait auparavant sur le dévouement de Bratiano à l'égard du prince Carol étaient absolument dissipés : « aussi, écrivait-il, ai-je pu lui parler avec confiance et sincérité. Votre Altesse Royale possède là un conseiller intelligent et capable, au besoin, d'agir avec résolution. »

Le Kronprinz s'exprima en termes non moins flatteurs sur le compte de Bratiano dans une longue lettre adressée à Carol le 11 avril 1880 et dans laquelle, se félicitant de voir enfin rétablie la bonne entente entre l'Allemagne et la Roumanie, il engageait son cousin à se défier de la Russie. Le passage mérite

d'autant plus d'être reproduit, qu'il montre combien le futur Frédéric III redoutait déjà de voir conclure une alliance franco-russe :

« Votre situation à l'égard de la Russie sera extrêmement difficile, car, si l'on peut se fier entièrement aux sentiments magnanimes du Tsar, il ne saurait en être de même à l'égard de son gouvernement, quand on envisage avec sang-froid les menées de ses agents, qui agissent de tous côtés dans le sens panslaviste et semblent, en fin de compte, être trop profondément engagés pour qu'on les désavoue. On pourrait cependant croire que la Russie est déjà assez grande et qu'elle a assez à faire à l'intérieur pour laisser ses voisins en paix. La Bulgarie me produit l'effet d'une province russe qui n'attend plus qu'un signe pour se laisser incorporer et il sera difficile à Battenberg, quelque sagacité et quelque résolution qu'il ait, de résister au courant moscovite.

« Notre rapprochement de l'Autriche et notre entente avec elle, qui se sont accomplis l'automne dernier, ont été certainement judicieux dans de pareilles circonstances et donneront à penser dans l'empire des Tsars. Si nous réussissions seulement à empêcher la France de conclure avec la Russie une alliance si ardemment poursuivie — et l'affaire Hartmann la retardera encore pour quelque temps (1), nous pourrions envisager de tous côtés des garanties de paix.

« Personne ne souhaite la guerre, parce que chacun a

(1) Hartmann était un nihiliste accusé d'avoir voulu faire sauter le train impérial au moment où celui-ci allait entrer dans la gare de Moscou le 1er décembre 1879. (Le train avait réellement sauté, mais le tsar ne s'y trouvait pas). A la suite de cet attentat, Hartmann s'était réfugié en France, où la Russie demanda vainement son extradition : le gouvernement français refusa de l'accorder, « faute de preuves juridiques ».

plus que suffisamment à faire chez soi et à se recueillir à la suite des dernières et sanglantes luttes. Mais au premier rang, nous, Allemands, nous n'en voulons pas, car nous avons obtenu, par la dernière guerre, plus que nous n'aurions jamais osé espérer et nous n'avons besoin d'aucun agrandissement; ce que nous voulons, et ce qu'il nous faut, c'est la paix, et ce n'est que si nous sommes attaqués que nous nous défendrons, de telle sorte qu'il en cuise vivement au perturbateur.

Le Kronprinz termine sa lettre en annonçant le mariage de son fils aîné Guillaume avec Victoria de Schleswig-Holstein « princesse ornée des dons supérieurs de l'esprit et du cœur. Une profonde inclination réciproque les a poussés l'un vers l'autre. »

Vers la même date, le prince Carol reçut du comte Andrassy (à qui il avait écrit pour lui exprimer son regret de le voir rentrer dans la vie privée) une réponse où l'homme d'État hongrois célébrait longuement, à son tour, le traité d'alliance austro-allemande auquel il avait puissamment coopéré avant de prendre sa retraite :

Cette alliance sera durable et solide, parce qu'elle ne va pas plus loin que les intérêts réciproques ne l'exigent et qu'elle ne les dépasse pas de l'épaisseur d'un cheveu, parce qu'elle n'impose à aucune des deux parties un sacrifice qui sorte des bornes de ses propres intérêts. Elle se limite à une défense naturelle contre un danger naturel. Elle a pour but suprême, ainsi que Votre Altesse Royale le sait sans aucun doute, de réunir les deux États contre une attaque qui viendrait du côté de la Russie.

En ce qui concerne la Roumanie, celle-ci n'a qu'à vou-

loir, selon mon humble opinion, pour être, à un moment donné, admise comme troisième dans l'alliance; elle n'aurait qu'à déclarer, d'une façon précise, qu'elle chercherait son appui naturel auprès des deux empires pour le cas où elle serait attaquée. Par une déclaration de la sorte, la Roumanie ferait seulement ce que l'Autriche et l'Allemagne ont déjà fait — indiquer d'avance où elle cherchera sa défense en cas d'agression. Une déclaration de ce genre, alors même qu'elle serait unilatérale, engagerait moralement les deux autres États, sauf le cas où ils la rejetteraient sans la lire, ce qu'ils ne feraient d'ailleurs, ni ne pourraient faire, en leur qualité de garants du traité de Berlin.

Ce fut seulement à la fin de juin 1880 que les puissances s'entendirent pour fixer définitivement la nouvelle frontière roumaine du côté de la Bulgarie : Arab-Tabia était laissée aux Roumains, mais, au sud de ce point, Silistrie, avec les vergers et les potagers qui l'entourent, était attribuée aux Bulgares : aussi disait-on que c'était « la solution des potagers » .

Une fois cette question réglée, le prince Carol se rendit, dans le courant d'août, d'abord à Ischl où il fut très amicalement reçu par l'empereur François-Joseph, puis à Sigmaringen auprès de ses parents, qu'il lui tardait de revoir après six années de séparation. Tant d'événements s'étaient passés depuis lors! L'entrevue fut émouvante : la princesse de Hohenzollern était allée au-devant de son fils à la gare de Mengen, tandis que le vieux prince, devenu impotent, dut l'attendre au château de Krauchenvies, où tous deux se jetèrent dans les bras l'un de l'autre sans trouver

de paroles pour s'exprimer. Après l'avoir reçu dans l'intimité, le prince Ch. Antoine, fier d'un fils « qui a porté la gloire de sa maison dans des régions si lointaines » ,lui réservait un accueil officiel auquel il voulut donner une grande solennité : deux jours plus tard, revêtu de son uniforme de cérémonie, ceint pour la première fois du cordon de l'Étoile de Roumanie, le chef de la famille se fit transporter, dans son fauteuil à roulettes, sur le seuil du château de Sigmaringen où, entouré de sa cour et des autorités de la ville, il reçut Carol comme prince régnant et l'introduisit dans la demeure de ses ancêtres (1).

Le 28 août, le prince de Roumanie, accompagné de la princesse qui était venue le rejoindre, se rendit à Postdam où l'empereur Guillaume lui réservait, à son tour, un accueil chaleureux : « *Tu as fait vraiment honneur à ton nom,* lui répétait-il; je souhaite de voir l'armée roumaine continuer à se développer dans la voie où tu l'as engagée (2). »

(1) Réduit à la réclusion par ses infirmités, le prince de Hohenzollern s'était plu à embellir et à décorer sa demeure. Pour cela, malgré ses sentiments si prussiens, il s'était adressé, dès le lendemain de la guerre, à des ouvriers parisiens, « joyeux lurons, écrivait-il, qui chantent et sifflent tout le jour et n'en travaillent que mieux » .

(2) Au cours de ses conversations avec le prince, l'empereur Guillaume parla souvent de la Russie et exprima ses inquiétudes sur les dangers du nihilisme pour l'avenir de la famille impériale, et même pour la possibilité d'un gouvernement régulier dans ce pays — on était encore sous l'impression de l'horrible attentat du palais d'hiver (17 février), où la dynamite fit sauter la salle à manger au moment où la famille impériale allait se mettre à table : ni l'empereur ni son

Voici le portrait que les Mémoires de Carol tracent du futur empereur Guillaume II, alors âgé de vingt et un ans :

Le prince Guillaume, que le prince voit maintenant pour la première fois comme homme fait, est particulièrement aimable et attentionné. Sa façon d'être naturelle et sympathique prévient vite en sa faveur; l'attachement de famille qu'il manifeste avec tant de cordialité lui gagne tout à fait les cœurs du prince et de la princesse. Il commande, pour le moment, une compagnie du 1er régiment de la garde à pied et se montre un soldat zélé.

Carol se rendit aussi à Berlin où il fut reçu par Bismarck « avec cette même politesse respectueuse qui distinguait déjà le premier ministre prussien, quand le prince alla lui demander conseil avant de partir. » Depuis cette époque, le chancelier avait beaucoup vieilli — au physique seulement, car sa conversation était toujours vive et animée : il insista sur son amour pour la paix « qui constitue la base de l'entente de l'Allemagne avec l'Autriche. » Il exprima son regret que la Roumanie n'eût pas retiré de la guerre russo-turque tous les résultats qu'elle pouvait espérer, mais il avait dû laisser les choses se passer ainsi pour que la paix de l'Europe ne fût point troublée. Enfin,

entourage ne furent atteints, mais il y eut soixante soldats tués et quarante blessés. (Alexandre II devait périr un an plus tard sous les bombes des nihilistes.)

« L'empereur parla aussi avec regret du second mariage du tsar Alexandre qui a suivi de si près la mort de la tsarine; il en a été d'autant plus impressionné qu'il aime sincèrement son neveu ».

il recommanda au prince — « comme toujours, avec la finesse de forme d'un vieil homme d'État expérimenté » — *de ne pas prendre une attitude trop rude à l'égard de la Russie.* Il reconnaissait, d'ailleurs, les « énormes difficultés » résultant de la situation géographique de la Roumanie et comprenait la crainte qu'avait le prince de voir se former, un jour, une grande Bulgarie qui constituerait un danger sérieux pour le jeune royaume.

Le soir de ce jour, l'Empereur, à la suite d'un dîner donné en l'honneur de ses hôtes, nomma le prince chef du 9e régiment de dragons, en garnison à Metz.

Carol revint fort satisfait de son séjour en Allemagne. Sa rentrée en Roumanie donna lieu à des manifestations enthousiastes qui se reproduisirent même en Bulgarie, où il se rendit, quelques jours plus tard, à la demande de son ami « Sandro » (Alexandre de Battenberg). Depuis le débarcadère de Roustchouk, — où, attendu par le prince et par ses ministres, il fut harangué en roumain par le métropolitain accompagné du clergé, en grands ornements sacerdotaux — jusqu'au Konak, la foule l'acclama avec frénésie, tandis que les musiques militaires jouaient l'hymne roumain. « Tu ne peux t'imaginer à quel point tu es populaire ici, surtout dans mon armée, lui disait le prince Alexandre. On ne pourrait rien faire de plus pour l'empereur de Russie. »

Les Bulgares, d'ailleurs, après avoir manifesté une grande reconnaissance envers le *tsar libérateur*, paraissaient maintenant disposés à se soustraire à la tutelle moscovite qui devenait encombrante. Carol note dans son journal, que « le président du conseil, Zankoff, chef du parti radical-national, est animé d'une grande antipathie contre tout ce qui est russe : il a congédié presque tous les employés civils de cette nationalité. Il est titulaire d'une décoration russe qu'il ne porte jamais. »

Les cadres de l'armée bulgare n'en continuaient pas moins à être exclusivement composés de Russes et le prince fut étonné des progrès remarquables que les troupes avaient faits en peu de temps sous cette direction :

> Les exercices sont parfaitement exécutés; l'équipement et l'armement (fusil Berdan) sont irréprochables. Je suppose qu'on m'a présenté un corps d'élite. Si toutes les troupes sont aussi instruites, la Bulgarie possédera dans peu de temps une excellente armée.

Toutefois la situation du prince de Bulgarie devenait très difficile, placé qu'il était entre les exigences de la Russie auxquelles il pouvait difficilement se soustraire, ainsi que la suite l'a prouvé, et les aspirations de son peuple qui déclarait ne pas s'être affranchi de la tyrannie ottomane pour tomber sous le joug moscovite. Alexandre de Battenberg avoua qu'il se sentait souvent découragé par les obstacles que les pansla-

28

vistes semaient sur sa route. Son hôte l'exhorta à la patience en lui racontant les nombreuses difficultés qu'il avait eu lui-même à surmonter durant les premières années de son règne. Fortifié par ces conseils et par cet exemple, le jeune prince reprit courage pour un peu de temps. Malheureusement, il était alors à la veille de perdre son principal appui dans la personne de son cousin le tsar Alexandre II, dont le fils devait, quelques années plus tard (août 1886), réduire le vaillant et généreux Battenberg à une abdication forcée.

CHAPITRE XXI

(1880-81). — Règlement de la succession au trône. — Proclamation du royaume de Roumanie.

De retour à Bucarest, Carol s'occupa de régler la question de succession au trône, conformément au désir du pays dont il s'agissait d'assurer l'avenir. Par un acte de famille conclu à Sigmaringen le 22 novembre 1880, son père et ses deux frères déclarèrent souscrire à l'article 83 de la Constitution roumaine. (Cet article stipule qu'à défaut de descendance en ligne directe du prince de Roumanie, la succession reviendra au plus âgé de ses frères ou à leurs descendants.) Après quoi, Léopold, prince héréditaire de Hohenzollern-Sigmaringen, écrivit une lettre par laquelle il déclarait renoncer à la couronne roumaine en faveur de son fils (1).

Le 19 novembre/1er décembre 1880, au conseil des ministres, J. Bratiano, prenant la parole d'une voix émue, exprima, en son nom et au nom de ses

(1) Depuis lors, le fils aîné de Léopold, le prince Guillaume, devenu à son tour prince héréditaire de Hohenzollern, a renoncé, en 1888, à la succession au trône de Roumanie en faveur de son frère cadet, Ferdinand. Celui-ci a épousé, en 1892, Marie de Saxe-Cobourg-Gotha (petite-fille de la reine Victoria) dont il a un fils et deux filles.

collègues, la reconnaissance du pays pour le règlement définitif de cette importante question. Rappelant la tâche accomplie par le prince et la gloire dont il s'est couvert sur les champs de bataille, comme aussi le dévouement avec lequel la princesse avait exposé sa santé et sa vie pour soigner les blessés, il termina par ces mots :

Ils ont atteint les sommets de l'héroïsme et de l'abnégation lorsque, — encore tous deux dans la fleur de l'âge, et ayant l'ardent espoir, partagé par tout un pays, d'avoir une postérité — ils n'ont cependant pas hésité à donner à ce pays un gage de sécurité et de stabilité en résolvant la question de la succession au trône. La Roumanie espère avec le ministère que tant de vertu, une vertu qui restera gravée dans le souvenir reconnaissant des générations présentes et à venir, sera récompensée et que la seule félicité qui manque au foyer du couple princier lui sera accordée pour le bonheur et la bénédiction de tout un peuple.

Très touché de ces paroles, Carol répondit que « depuis qu'un de ses membres est venu en Roumanie en 1866, la famille de Hohenzollern entière n'a cessé de s'associer de tout cœur aux joies comme aux souffrances du pays : aussi n'a-t-elle pas hésité à mettre à exécution la solution souhaitée par le peuple roumain. »

Quelques jours plus tard, J. Bratiano fut victime d'un attentat : au moment où il sortait de la Chambre, un homme se jeta sur lui et le frappa d'un coup de couteau à la tête. La blessure, heureusement, n'était

pas grave, mais l'effet moral fut considérable et attira au premier ministre de nombreuses sympathies.

L'ordre de la succession au trône une fois réglé, la Roumanie eut hâte de se voir ériger en royaume. Tous les partis — sans excepter celui qui, dix ans auparavant, avec J. Bratiano à sa tête, avait voulu renverser le prince et proclamer la république — se trouvaient d'accord sur cette question. Elle n'en provoqua pas moins, le 13/25 mars, une discussion orageuse à la Chambre où les conservateurs déclarèrent que « le ministère libéral et ses adhérents nourrissaient encore, au fond de leur cœur, un idéal républicain. Vous ne pourrez jamais être, leur disaient-ils, un parti d'ordre ni un soutien de la dynastie, car vous protégez, en Roumanie, les nihilistes et d'autres propagateurs des idées révolutionnaires. »

Ces paroles soulevèrent une émotion, et même une indignation d'autant plus vive que les esprits étaient encore sous le coup de la nouvelle de l'assassinat du tsar Alexandre II, tombé quelques jours auparavant (1/13 mars) victime des nihilistes. La majorité avait hâte de donner un prompt démenti à ces accusations : le lendemain, dès le début de la séance, le général Lecca — un des principaux chefs de la conspiration qui avait détrôné Couza en 1866 — monta à la tribune pour déclarer que le meilleur moyen de réduire à néant les insinuations des conservateurs et de prouver à tous que la dynastie a jeté de fortes

racines dans le pays, était de proclamer sans retard Son Altesse le prince Carol I[er] *roi de Roumanie.*

Le révolutionnaire Rosetti, président de la Chambre, adhéra tout le premier à ce projet. De son côté, M. A. Lahovary, chef de l'opposition, tint à rappeler, non sans malice, que lui et ses amis étaient restés « fidèles au prince dans les jours de malheur comme dans les jours de prospérité. Bien que le parti conservateur, ajouta-t-il, n'ait guère d'importance dans cette Chambre, il peut cependant apporter à la couronne à laquelle il est dévoué *avec désintéressement*, quelque chose qui mérite d'être apprécié : c'est l'unanimité légale du pays. »

La proposition du général Lecca fut, en effet, votée à l'unanimité, aussitôt formulée en projet de loi et adoptée le même jour par le Sénat.

La nouvelle répandue dans la ville y provoqua une grande joie, écrit le prince :

Une sorte d'ivresse s'est emparée de tous et le brillant soleil de printemps se réfléchit joyeusement sur tous les visages animés.

Lorsque, dans un long cortège, les sénateurs et les députés avec les métropolitains et tous les évêques à leur tête, s'approchent du Palais et voient le couple princier à la fenêtre, ils éclatent en cris d'allégresse; le prince et la princesse saluent avec émotion.

Les représentants du peuple se rassemblent dans la salle du trône ; le fait qu'ils sont en tenue de ville, et non de gala, donne à la solennité le caractère de l'imprévu, de l'extraordinaire.

Quand le prince et la princesse — celle-ci dans sa robe de deuil qu'elle porte depuis la mort de l'empereur de Russie, et qu'elle n'a pas eu le temps de changer — franchissent, à six heures, le seuil de la salle, l'animation et l'enthousiasme des représentants du peuple se donnent carrière en des acclamations sans fin.

Les cris de : « Vive le Roi! vive la Reine! » retentissent de toutes parts quand le prince et la princesse apparaissent à leur balcon. La musique joue dans les rues; l'enthousiasme déborde et, jusqu'à une heure avancée de la nuit, le palais est assiégé par la foule désireuse d'acclamer son souverain...

La même allégresse se manifesta dans tout le pays à la nouvelle de l'événement qui fut aussitôt ratifié par les puissances, à commencer par la Turquie (1). La joie ne fut pas moins vive à Sigmaringen : le petit bourg allemand était fier d'avoir donné le jour à un roi, et le prince de Hohenzollern, accablé de félicitations, bénissait Dieu de lui avoir accordé une vie assez longue pour être témoin de ce grand fait. Néanmoins il déconseillait à son fils de se laisser couronner et sacrer à la métropole comme le primat de Roumanie l'aurait voulu :

« On regretterait que le royaume roumain, d'un caractère purement démocratique et issu de l'unanimité de la volonté

(1) Aux félicitations exprimées, au nom de la France, par le président Grévy, était joint un envoi dont le roi se montra à bon droit fort touché : c'était la médaille militaire française, « distinction (écrit-il dans son journal) qui n'est conférée qu'à des généraux ayant gagné une bataille ou à de simples soldats qui se sont particulièrement distingués. »

nationale, voulût se reporter en arrière à des traditions et à des usages surannés, dont la justification ne peut être fondée que sur les principes de la légitimité et de l'hérédité.

« Dans les États de création moderne, les couronnements symboliques n'ont plus lieu, la Grèce et la Belgique en donnent l'exemple; les insignes de la couronne manquent également, car la couronne, le sceptre et le glaive doivent être hérités et sanctifiés par le temps pour posséder la consécration historique. L'acte du couronnement est une cérémonie de l'Église fondée sur ce point de vue du moyen âge, que la puissance temporelle est une dérivation du pouvoir spirituel.

« Bien qu'au cours des temps, ces idées se soient sensiblement atténuées, l'acte du couronnement recèle pourtant, aujourd'hui encore, la reconnaissance tacite de ce principe et il est difficile de comprendre comment la Roumanie pourrait en arriver à mettre en scène une imitation de la sorte, qui est en contradiction avec le caractère le plus intime du nouveau royaume.

« On devrait se procurer les insignes nécessaires en les achetant ou en les commandant et ils n'auraient pas d'autre signification que celle de leur valeur matérielle... »

Charles-Antoine concluait en déclarant que le jeune royaume perdrait en considération par une manifestation de ce genre, car « les vieilles monarchies ne verraient là qu'une imitation ambitieuse, et les États modernes ayant des rois à leur tête ne manqueraient pas d'établir des rapports désobligeants entre leurs origines et celles de l'État roumain. »

Carol était du même avis. La cérémonie se borna donc à la bénédiction des deux couronnes dans la métropole de Bucarest : l'une de ces couronnes était

destinée au roi et faite, comme il l'avait demandé, avec le métal d'un canon conquis sur les Turcs; l'autre était en or et représentait l'*hommage symbolique de la nation à la reine.*

Le roi, très ému, répondit en ces termes au discours du président du Sénat :

« La solennité d'aujourd'hui consacre une époque de quinze années remplies par des combats difficiles et de hauts faits. Sous l'égide de sa Constitution et de ses lois, la Roumanie s'est magnifiquement développée; le labeur infatigable de ses hommes d'État, la bravoure de son armée et ma ferme confiance dans les forces du peuple ont amené l'accomplissement de notre vœu ardent à tous : la royauté, la plus sûre garantie de l'avenir, est aujourd'hui fondée!

« Aussi, est-ce avec fierté que je reçois cette couronne — elle est forgée dans le métal d'un canon arrosé du sang de nos héros et bénie par l'Église; je vois en elle le symbole de l'indépendance et de la puissance de la Roumanie! Elle sera gardée comme un joyau précieux, témoin des heures de péril et de gloire que nous avons vécues ensemble; elle rappellera aux générations à venir l'héroïsme de leurs ancêtres et l'union qui a régné entre le prince et le peuple! Mais la plus belle des couronnes, pour la reine, comme pour moi, est et restera l'amour et la confiance du peuple, auquel appartiennent toutes nos pensées. »

Ces paroles répondaient bien au sentiment public. Sans doute les passions qui, en Roumanie comme ailleurs, agitent les différents partis, n'étaient pas éteintes et on les verrait, le lendemain, se traduire de nouveau, dans la presse comme à la tribune, en des discussions souvent violentes; sans doute le prince

connaîtrait encore l'ingratitude et les déceptions dont, à plusieurs reprises, il avait déjà été abreuvé ; mais, au jour de son couronnement, ces passions faisaient trêve et les cœurs battaient à l'unisson pour acclamer le souverain qui, par son habileté, sa volonté, sa persévérance, avait su, aux heures difficiles, rallier ses plus acharnés adversaires et fait appel à tous les concours pour coopérer à la grande œuvre de la régénération du pays et de l'indépendance nationale.

ÉPILOGUE

(1881-1895)

Les *Notes sur la vie du roi de Roumanie* s'arrêtent après le récit détaillé des fêtes du couronnement. L'auteur remet à plus tard la description des années mouvementées et pénibles qui ont suivi. Il se borne, pour le moment, à en tracer, dans un épilogue, le résumé succinct. « Ces jours du couronnement ne furent, dit-il, qu'une courte halte sur l'âpre sentier qui mène aux sommets ». Mais Carol avait déjà prouvé que les obstacles ne l'effrayaient point. Au début de son règne, en le voyant aux prises avec la question juive et tant d'autres problèmes d'apparence insoluble, on crut, en Europe, qu'il serait promptement acculé à une abdication forcée. Cependant le prince Napoléon disait aux Tuileries : *Il a du cœur, vous verrez qu'il restera.* Le roi de Roumanie a justifié cette prédiction. On se rappelle aussi sa réponse hautaine à Bratiano le menaçant du sort de Couza : *Sachez que je ne suis pas de ces princes parvenus qui se laissent détrôner.*

Il a tenu parole. Rien n'a pu le décourager de la

tâche entreprise et, dès qu'il fut débarrassé de toute ingérence étrangère, il en profita pour se consacrer encore davantage au développement du pays et à l'éducation de son peuple.

Le roi eut à livrer sur ce terrain de durs et longs combats et ils ne donnèrent pas aussi vite des résultats visibles, appréciables, que ceux qui eurent l'indépendance extérieure pour objet. Mais c'est précisément par son infatigable patience, qui ne recule devant aucun détour, si long soit-il, pourvu qu'il marque un seul pas en avant vers le but caché, que le prince s'est révélé *maître dans l'art de gouverner.*

Il eut avant tout, d'une façon inébranlable, *la foi en son peuple.* Il voyait, certes, des défectuosités de toutes sortes dans l'organisation de son État; cependant, il ne perdait jamais de vue que la renaissance d'une nation ne s'accomplit pas en quelques dizaines d'années, mais au cours de plusieurs siècles, et il se réjouissait dès qu'un progrès quelconque se manifestait dans la vie politique de la Roumanie : il *s'attacha toujours à adoucir les haines des partis et, grâce à son influence, il obtint peu à peu ce résultat que des adversaires politiques ne fussent pas aussi nécessairement des ennemis personnels.* Il chercha à prévenir les changements continuels dans l'administration (1) et à empêcher que les

(1) Ce n'est malheureusement pas chose facile de réformer des abus invétérés : « En Roumanie, dit M. Damé, un changement de gouvernement amène un changement radical dans toutes les branches de l'administration : aussi chaque parti en opposition traine-t-il après lui toute une armée de fonctionnaires en disponibilité qui sont, dans tout le pays, les agents les plus actifs de l'agitation et du désordre. On comprend à quel degré d'excitation doivent arriver ces candidats aux fonctions quand le ministère qui les a mis dehors demeure trois ou quatre ans au pouvoir... Ce ne sont pas seulement les fonctionnaires de l'État, déjà fort nombreux, qui sont mis à pied, ce sont encore ceux de la régie des monopoles, des préfectures, des sous-préfectures

formes constitutionnelles n'exerçassent une influence fâcheuse sur l'ensemble des choses. A d'innombrables reprises, il est intervenu en personne, car, tout en restant strictement constitutionnel, il ne recule pas devant les responsabilités. Les succès de son long règne ont continuellement accru son influence et lui ont donné une plus grande puissance que celle de maint monarque absolu.

Au point de vue de la politique extérieure, « le témoin oculaire » déclare que « le roi Carol n'a pas non plus varié ». Nous savons, en effet, que ce prince — et comment s'en étonner? — n'a jamais oublié ses origines germaniques et ce sang des Hohenzollern dont il est si fier. En 1885, il eut la douleur de perdre son père, « son meilleur ami, celui dont les conseils l'avaient soutenu dans les crises les plus pénibles de son existence ». Puis, trois ans plus tard, vinrent, coup sur coup, la mort de Guillaume Ier « le vénérable héros » et celle, plus cruelle encore, après un long martyre, du « cher et bien-aimé empereur Frédéric ». Carol a reporté son affection sur Guillaume II et c'est par une chaleureuse lettre de félicitations du jeune empereur (écrite pour le 25e anniversaire de l'avènement de son cousin) que se termine le quatrième volume de ces *Notes* royales, fertiles en renseignements précieux. Depuis lors, le roi de Roumanie, fidèle à ses traditions, n'a cessé de cultiver l'amitié du

et des mairies. On renouvelle, en même temps, les conseils d'administration des chemins de fer, de la régie, de la caisse des dépôts, ainsi que tous les conseils généraux et conseils communaux ».

Kaiser et de chercher à détacher ses sujets de leurs sympathies naturelles pour les rapprocher de l'Allemagne et les inféoder à la Triplice.

Voici comment le rédacteur des *Mémoires* s'exprime à cet égard :

S'il s'est manifesté que la tradition religieuse du peuple ou les sympathies pour les « nations latines sœurs » ont maintes fois refoulé les vrais intérêts du pays, le roi, de son côté, n'a jamais mis en doute que la sentimentalité ne devait l'égarer ni lui, ni son peuple, et que le salut de la Roumanie ne devait être recherché que dans un accord avec la plus forte et, en même temps, la plus pacifique des puissances du continent. Déjà, comme prince allemand, il avait vu dans la Prusse la future détentrice de l'hégémonie germanique et en cherchant désormais, en sa qualité de roi, à obtenir pour son pays l'appui politique de la Prusse-Allemagne, il était convaincu que celle-ci était appelée à lui venir le plus puissamment en aide, comme facteur intellectuel du réveil de la nationalité roumaine.

Quant à l'Autriche-Hongrie, ses rapports avec la Roumanie devinrent très froids pendant quelques années par suite de difficultés touchant la question compliquée de la navigation du Danube. Cette froideur s'accentua encore en 1883, après un incident auquel l'auteur des *Notes* se borne à faire une brève allusion, mais qui mérite d'être rapporté avec plus de détails.

Le 19 juin 1883, lors des fêtes d'inauguration du monument d'Étienne le Grand, à Jassy, le sénateur Gradisteano, dans la chaleur communicative d'un

banquet, avait porté un toast au roi *de tous les Roumains* et, pour mieux préciser sa pensée, il n'avait pas craint de nommer le Banat, la Bukovine, la Transylvanie, « ces pierres précieuses qui manquent encore à la couronne royale, mais qui n'y manqueront pas toujours ». Et le roi, loin de protester, avait choqué son verre contre celui de M. Gradisteano et lui avait serré la main avec un fin sourire. Ce fait, raconté tout au long dans *l'Indépendance roumaine*, avait vivement froissé le gouvernement austro-hongrois et provoqué de sa part une demande d'explications. Le *Moniteur officiel* de Bucarest publia aussitôt un communiqué disant que « les paroles de M. Gradisteano avaient été en partie exagérées, en partie inexactement reproduites et que, d'ailleurs, elles avaient été prononcées à l'improviste par un personnage sans caractère officiel à la cérémonie. »

Ce communiqué ayant été jugé, à Vienne, tardif et insuffisant, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie, M. Dém. Sturdza fit remettre au gouvernement autrichien une note plus explicite (1). Enfin —

(1) La note disait que le gouvernement roumain n'avait jamais eu une attitude qui pût faire croire à des tendances hostiles à la monarchie austro-hongroise et qu'il condamnait toute excitation illégale contre la tranquillité des États voisins, etc.

« Cette note, ainsi que le communiqué qui l'avait précédée, furent vivement critiqués par l'opposition qui reprocha à M. D. Sturdza d'avoir présenté des excuses (ce que tout autre ministre, à quelque parti qu'il appartînt, aurait fait à sa place). Mais le gouvernement eut le tort de se venger mesquinement sur le directeur de l'*Indépendance roumaine,* un Français, M. Émile Galli, qui avait reproduit le compte

et c'est le seul fait que les *Notes* mentionnent, à ce sujet, — le roi Carol s'étant rendu à Berlin, en août 1883, pour assister, comme parrain, au baptême du fils du prince Guillaume de Prusse, en profita pour rendre visite à l'empereur François-Joseph et tâcher de le faire revenir sur la mauvaise impresssion causée par l'incident de Jassy : « Aucun peuple, lui dit-il, ne se laisse ravir son idéal politique ; le peuple roumain a accueilli chez lui beaucoup de ses frères d'outre-monts qui se sont dérobés par l'émigration au rude régime des Magyars ; mais il n'y a rien là qui puisse constituer un obstacle sérieux à l'entente amicale entre les deux pays voisins. »

François-Joseph voulut bien se laisser persuader et la réconciliation avec l'Autriche fut scellée, peu de temps après, par la visite de l'impératrice Élisabeth, puis de l'archiduc Rodolphe et de l'archiduchesse Stéphanie à Bucarest et à Sinaïa. D'ailleurs, cette réconciliation devait naître de l'accession de la Roumanie à la Triplice et elle n'a été troublée ni par les protestations qui ont retenti plus d'une fois, à Bucarest dans des meetings et au Parlement, ni par les manifestations significatives auxquelles les sujets du roi Carol se sont souvent livrés en faveur de leurs congénères de Hongrie (1).

rendu du correspondant de Jassy, sans même supposer qu'il renfermait une version exagérée (?) du toast en question. Il fut expulsé ». (Damé, *La Roumanie contemporaine*.)

(1) A propos de l'affaire du Memorandum présenté par des Rou-

Dans ce livre, nous ne nous sommes occupés des affaires purement roumaines que lorsque, d'une façon ou d'une autre, elles se trouvaient mêlées à la politique extérieure. Aussi nous bornerons-nous à résumer brièvement, d'après l'épilogue même des *Mémoires*, l'œuvre accomplie à l'intérieur du pays de 1881 à 1895.

Réorganisation de l'armée ; — construction de forteresses et transformation de Bucarest en une place gigantesque d'après les plans du général Brialmont, inspecteur général du génie belge (1) ; — encouragements à l'instruction publique et à « la belle langue nationale » ; — complet affranchissement de l'église roumaine dont le Phanar a fini par reconnaître l'autocéphalie en 1885 ; — extension du réseau des chemins de fer tous rachetés par l'État ; construction du magni-

mains de Transylvanie à l'empereur François-Joseph en 1892 et qui valut à ses auteurs une condamnation inique des tribunaux hongrois, voir notamment J. de Witte, *En Hongrie* (*Correspondant* du 10 novembre 1897) et surtout les intéressantes brochures publiées par M. P. G. Cantilli (actuellement préfet de Bacau) à qui nous sommes heureux de pouvoir exprimer ici nos remerciements pour les utiles renseignements qu'il a bien voulu nous fournir.

(1) On s'émut, à Vienne, en apprenant la présence du célèbre écrivain militaire en Roumanie et l'œuvre qu'il y accomplissait, et l'on adressa des remontrances à Bruxelles. Or, le général Brialmont s'était rendu à l'appel du roi Carol sans avoir l'autorisation du gouvernement belge qui le mit aussitôt en non-activité « par mesure d'ordre ».

Après le départ de Brialmont, le roi de Roumanie s'adressa au major prussien Schumaner. Il le recommanda, en outre, et le présenta au prince Guillaume de Prusse, si bien que le système de fortifications de cet officier fut adopté non seulement en Roumanie, mais aussi en Allemagne, quand le prince Guillaume devint empereur.

fique pont de Cernavoda et de nombreux édifices qui ont transformé l'aspect des principales villes; — impulsion donnée à l'industrie et surtout à l'agriculture « qui reste la principale source de la prospérité nationale » ; (1) — réglementation de la dette publique, tel est, dans ses grandes lignes, le vaste programme rempli par le roi de Roumanie durant les années qui ont suivi son couronnement. Ajoutons (ce qui, d'ailleurs, ressort suffisamment de la lecture des *Mémoires*) que ce travailleur infatigable s'est toujours montré un homme de famille : par sa vie sage et réglée, par son attachement aux vertus domestiques, il a donné à ses sujets un exemple auquel son prédécesseur, Couza, ne les avait pas habitués. Aussi peut-on dire que, sous tous les rapports, le roi Carol est une des figures les plus intéressantes dans la galerie des monarques contemporains ; il réalise le type accompli du souverain moderne, planant au-dessus des partis mais sachant leur faire appel, à tour de rôle, suivant les besoins du moment.

Comme Français, nous regrettons l'orientation que le prince a cru devoir donner à sa politique extérieure, mais, cette réserve faite et persuadé, d'ailleurs, qu'il ne parviendra pas à déraciner l'amour de

(1) La Roumanie s'est aujourd'hui relevée de la terrible crise agricole de 1899, à la suite de laquelle le gouvernement et les Chambres ont dû prendre des mesures financières énergiques, et notamment frapper d'un impôt de 10 pour 100 les appointements de tous les fonctionnaires !

la France implanté dans le cœur de ses sujets (1), nous devons nous incliner devant son œuvre. Il a le droit de s'en montrer fier, surtout en considérant — comme ne manque pas de le faire observer le rédacteur des *Notes* — le contraste de la Roumanie devenue calme et paisible avec ses voisines du sud, la Serbie et la Bulgarie, qui sont restées en proie aux factions et ont été, à différentes reprises et récemment encore, le théâtre d'événements si tragiques. Grâce à la vaillance comme à la sagesse de Charles de Hohenzollern, aussi habile tacticien sur les champs de bataille que sur le terrain politique et sur l'échiquier parlementaire, grâce à la fermeté et à la prudence qu'il a déployées dans des circonstances délicates où le sort de la couronne et même du pays était en jeu, la Roumanie est sortie de la longue période de troubles et d'agitation où elle avait jusqu'alors vécu, au milieu des intrigues des partis et des compétitions des prétendants. La proclamation de son indépendance et celle de la royauté ont inauguré pour elle une ère nouvelle, et un brillant avenir lui paraît désormais assuré.

(1) Voir la conclusion du bel ouvrage de M. Alexandre Sturdza, *Terre et race roumaines*, citée plus haut, p. 15. Est-il besoin de rappeler, à ce propos, qu'en 1870, un Bibesco (qui s'était déjà illustré au Mexique) et un Stirbey ont vaillamment combattu dans les rangs de notre armée ?

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

ÉPILOGUE

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 7003.